

ATLAS DES RISQUES SOCIAUX D'ÉCHEC SCOLAIRE

L'exemple du décrochage,
France métropolitaine et DOM

GÉRARD BOUDESSEUL
PATRICE CARO
YVETTE GRELET
LAURE MINASSIAN
OLIVIER MONSO
CÉLINE VIVENT

Direction de la publication

Alberto Lopez, directeur du Centre d'études
et de recherches sur les qualifications (Céreq)

Fabienne Rosenwald, directrice de la Direction
de l'évaluation, de la prospective et de la performance (DEPP)
du ministère de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur
et de la Recherche (MENESR)

Edition

Laurent Berton, département de la valorisation et de l'édition (DEPP-DVE)

Conception graphique et réalisation

Anthony Fruchart, MENESR-DEPP-DVE

Fonds de cartes : © IGN - 2016

Tous droits de traduction, de reproduction et d'adaptation réservés pour tous pays.

Le présent ouvrage est une coédition du Céreq et du MENESR-DEPP

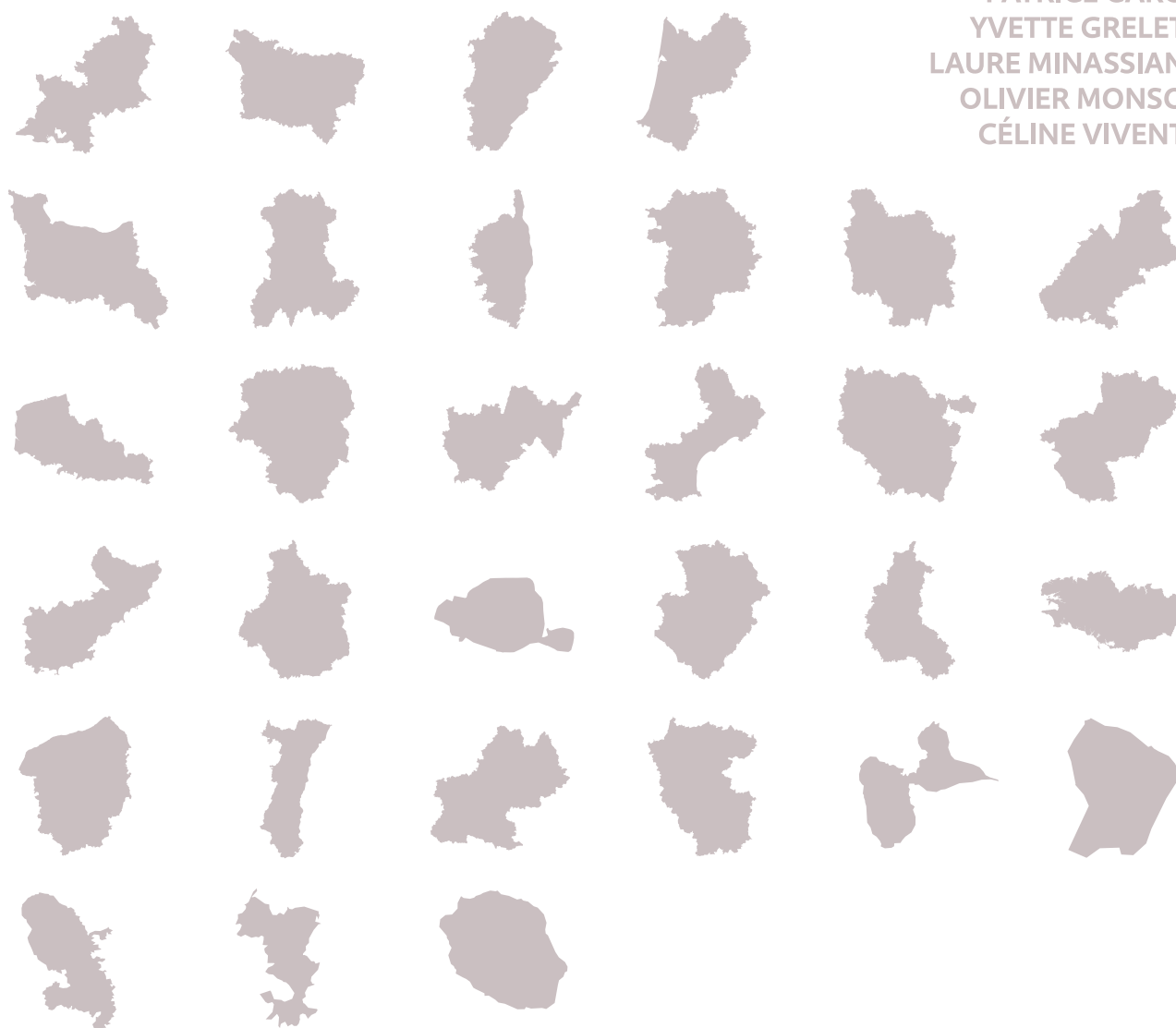
© Céreq / MENESR-DEPP, 2016.

ISBN 978-2-11-151351-8 / e-ISBN 978-2-11-151352-5

ATLAS DES RISQUES SOCIAUX D'ÉCHEC SCOLAIRE

L'exemple du décrochage,
France métropolitaine et DOM

GÉRARD BOUDESSEUL
PATRICE CARO
YVETTE GRELET
LAURE MINASSIAN
OLIVIER MONSO
CÉLINE VIVENT



5

PRÉFACE

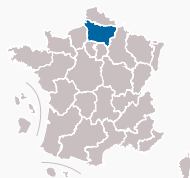
6

INTRODUCTION



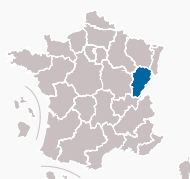
24

ACADÉMIE
D' **AIX-MARSEILLE**



32

ACADÉMIE D' **AMIENS**



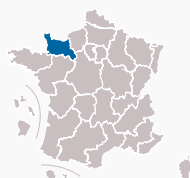
36

ACADÉMIE
DE **BESANÇON**



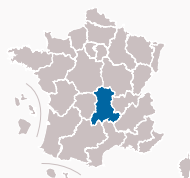
40

ACADÉMIE
DE **BORDEAUX**



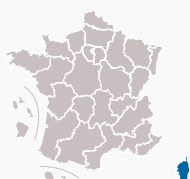
44

ACADÉMIE DE **CAEN**



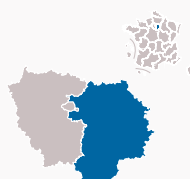
48

ACADÉMIE
DE **CLERMONT-FERRAND**



52

ACADÉMIE DE **CORSE**



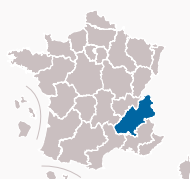
56

ACADÉMIE DE **CRÉTEIL**



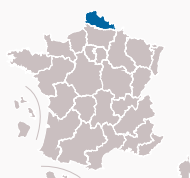
60

ACADÉMIE DE **DIJON**



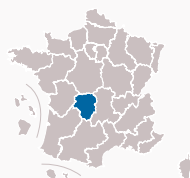
64

ACADÉMIE DE **GRENOBLE**



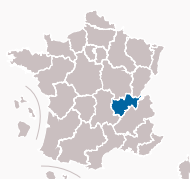
68

ACADÉMIE DE **LILLE**



72

ACADÉMIE DE **LIMOGES**



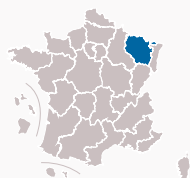
76

ACADÉMIE DE **LYON**



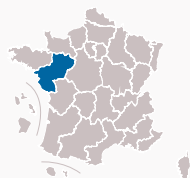
84

ACADÉMIE
DE **MONTPELLIER**



88

ACADÉMIE
DE **NANCY-METZ**



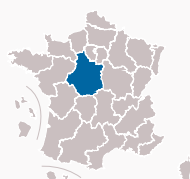
92

ACADÉMIE DE **NANTES**



96

ACADÉMIE DE **NICE**



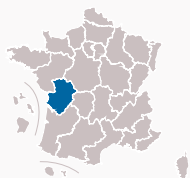
100

ACADÉMIE
DE **ORLÉANS-TOURS**



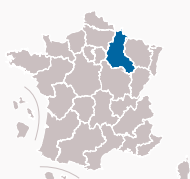
104

ACADÉMIE DE **PARIS**



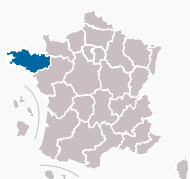
108

ACADÉMIE DE **POITIERS**



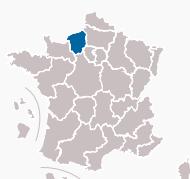
112

ACADÉMIE DE **REIMS**



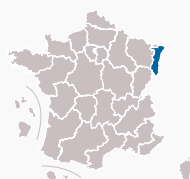
116

ACADÉMIE DE **RENNES**



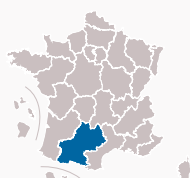
120

ACADÉMIE DE **ROUEN**



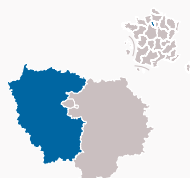
124

ACADÉMIE DE **STRASBOURG**



128

ACADÉMIE DE **TOULOUSE**



132

ACADÉMIE DE **VERSAILLES**

137

ACADÉMIES
D'**OUTRE-MER**

158

LEXIQUE

PRÉFACE

Sortir sans diplôme du système éducatif, c'est aujourd'hui être grandement exposé au chômage et au sous-emploi en début de vie active. En période de crise, ce phénomène est encore accentué. Qui plus est, l'analyse des cheminements professionnels sur longue période montre que le désavantage sur le marché du travail des jeunes non diplômés perdure bien au-delà de la période d'insertion. Même si une partie d'entre eux acquiert de façon différée une qualification, au final, leur destinée professionnelle est largement marquée par l'insécurité de l'emploi ou/et des emplois de mauvaise qualité.

Dès lors, quitter le système scolaire (collège, lycée général, lycée professionnel ou centre de formation pour apprentis) sans avoir acquis au moins un diplôme de niveau V apparaît bel et bien comme un obstacle en matière d'accès à un emploi et à un revenu stables. La réduction de ce que les pouvoirs publics ont désigné par le terme de « décrochage scolaire » est une des priorités affichées dans la politique éducative. En privilégiant une entrée par le territoire, cet ouvrage apporte un éclairage original sur ce phénomène que l'on sait très dépendant du milieu d'origine et des conditions de vie. Alors que de nombreuses analyses nationales sur le décrochage accordent une place très modeste à la dimension territoriale, cet atlas nous rappelle à sa façon que le territoire joue un rôle important dans la reproduction sociale. La ségrégation spatiale dans les agglomérations urbaines, de même qu'entre territoires ruraux et territoires urbains, est en elle-même génératrice d'inégalités sociales et, de ce fait, d'inégalités scolaires. La correspondance entre la géographie du décrochage scolaire et celle d'un ensemble de facteurs socio-économiques est donc au centre de cet atlas.

Dans le sillage d'une étude nationale menée pour le fonds d'expérimentation pour la jeunesse et publiée par le Céreq en 2012, et d'une première édition de l'Atlas parue en 2014, c'est à l'échelle de chaque académie que nous descendons ici. Et les auteurs nous invitent à une lecture en termes de « risques sociaux territorialisés » à ce niveau-là. Car le territoire n'est pas seulement le vecteur potentiel d'inégalités. Il est aussi le support de l'action publique. Autour de chaque établissement scolaire, les acteurs publics sont ainsi face à un public socialement différencié. Cet ouvrage constitue une invitation à réfléchir sur les actions à entreprendre localement.

La première parution de l'Atlas ayant donné lieu à de nombreux échanges dans les différentes académies et régions, la présente édition permet de renouveler l'analyse à l'aide de données plus récentes, essentiellement à l'appui du recensement de 2011. Elle est aussi enrichie par des données inédites sur les départements d'outre-mer. Enfin, elle constitue une nouvelle étape dans le travail mené conjointement par la DEPP et le Céreq pour mieux appréhender les disparités de contexte et de réussite scolaire. Ce travail se poursuivra notamment dans un prochain volume consacré aux grandes villes, pour lesquelles une telle analyse sera reproduite à l'échelle infra-communale.

Que les auteurs, tenants de la géographie sociale, soient remerciés pour ce précieux outil de travail.

Fabienne ROSENWALD

Directrice de la DEPP

Alberto LOPEZ

Directeur du Céreq

INTRODUCTION

La première parution de l'Atlas ayant donné lieu à de nombreux échanges dans les différentes académies et régions, une forte demande s'est exprimée pour actualiser les données et en particulier pour prendre la mesure des effets de la crise économique et sociale survenue à partir de 2008. Ce volume y pourvoit avec les données 2011 en mobilisant la même échelle d'analyse et le même type de sources statistiques. Des attentes supplémentaires ayant été suscitées, notamment en direction des départements d'outre-mer, ils donnent lieu à une présentation spécifique. Ces choix méthodologiques seront tout d'abord présentés, avant d'exposer les résultats d'une analyse multivariée ainsi que d'une typologie qui a été rendue visible par le biais de cartographies commentées pour chacune des académies.

TENIR ENSEMBLE CONTEXTES ET ESPACES DES INÉGALITÉS SOCIALES FACE À L'ÉCOLE

Effets de contexte et espaces des inégalités sociales

Un débat ancien, parfois réactivé, associe la notion de contexte social au conditionnement des élèves et de leur destinée. Sans qu'il soit nécessaire de remonter aux dichotomies canoniques individu/société opposant les sens possibles de la causalité, la notion de contexte a été réhabilitée lorsqu'ont été soulignés sa dimension spatio-temporelle (LUSSAULT, 2003), son historicité (REVEL, 1998), le potentiel d'action qu'elle ouvre et enfin sa plasticité : « faire varier les niveaux de contexte » (LAHIRE, 1996), par « jeux d'échelles » (DESJEUX, 2004), permet d'ajuster la focale aux faits dont on espère rendre compte. Par exemple, quel que soit le niveau de revenu, le niveau de diplôme de l'un des parents peut avoir un effet variable selon l'échelle spatiale privilégiée, mais le fait d'être dans une famille monoparentale peut aussi agir différemment selon l'unité spatiale choisie, quels que soient par ailleurs le niveau de revenu et le niveau de diplôme de l'un des parents. Le contexte spécifié localement rend ainsi manifeste des effets de structures globales en même temps qu'il y contribue.

Espaces vécus et territoires appropriés par les acteurs

Sept variables de conditions de vie ont été retenues, aboutissant à de nombreuses combinaisons que la représentation cartographique permet d'illustrer simultanément. Cette multiplicité de combinaisons incite à recourir à une échelle très fine. Celle du canton a été choisie, sans toutefois descendre à l'échelle des communes qui sont très nombreuses, de taille et de démographie très variables, donc peu comparables. L'unité cantonale permet de décomposer les grandes agglomérations organisées en intercommunalités parfois hétérogènes, de même que les bassins d'éducation ou les zones d'emploi. Les cantons les plus petits par la démographie comptent au moins 1 000 à 1 500 habitants. La taille moyenne d'un canton est de 17 100 habitants en 2011. Il est à noter que, pour ces raisons, la réforme du découpage cantonal du 17 mai 2013 n'a pas été prise en considération. Elle s'est en effet traduite par une réduction de moitié de leur nombre, passant de 3 971 (dont 3 689 métropolitains), à 2 026 cantons, soit autant que d'intercommunalités (2 062 établissements publics de coopération intercommunale au 1^{er} janvier 2016).

L'échelle cantonale est sans correspondance stricte avec l'implantation des collèges, des lycées et des centres de formation d'apprentis. Elle n'est pas non plus supposée constituer un espace pertinent de lien social, de communauté d'appartenance, de résidence ou de travail. Elle est donc une simple unité élémentaire de description à partir de laquelle les espaces vécus restent à redécouvrir, ce à quoi s'attachent les commentaires des cartes.

Pourtant, l'histoire industrielle, le maillage de l'offre de formation et surtout l'échelle d'action administrative ou politique nécessitent d'élargir la focale ; par exemple l'académie sur le plan administratif, la région ou la nouvelle région sur le plan politique. Nous avons conservé l'académie comme échelle de restitution des cartes cantonales. Or, d'autres échelles de restitution sont envisageables si l'on veut concilier l'observation de combinaisons de variables avec l'action politique, comme l'établissement public de coopération intercommunale (EPCI) déjà évoqué ou la métropole (loi MAPTAM du 27 janvier 2014). Ainsi, une démarche de cartographie des EPCI intégrant une visée de prospective démographique a été proposée récemment à l'échelle régionale par l'Insee Pays de la Loire (FOUCHARD, RODRIGUES, ROPERS, 2014).

Le canton au sens de l'Insee s'éloigne légèrement de la définition administrative. Le canton-ou-ville (ou pseudo-canton) peut regrouper plusieurs communes.

« Dans les agglomérations urbaines, chaque canton comprend en général une partie de la commune principale et éventuellement une ou plusieurs communes périphériques. Dans ce cas, l'Insee considère la commune principale, entière, comme un pseudo-canton unique et distinct. Pour la ou les communes périphériques, le pseudo-canton considéré est alors identique au vrai canton amputé de la fraction de la commune principale que comprend le vrai canton. » (www.insee.fr)

Ainsi, par exemple, les sept cantons administratifs de Troyes sont-ils recomposés en six cantons-villes : les parties de Troyes qui se trouvent incluses dans l'un des sept cantons administratifs sont regroupés pour former le canton-ville de « Troyes », qui rassemble les cantons administratifs 3 et 5 ainsi qu'une partie des cantons 1, 2, 4, 6 et 7. Ces derniers, amputés de la partie incluse dans la commune de Troyes, forment les cinq autres cantons-villes de l'agglomération. Finalement, le découpage en cantons-villes est tel que chaque commune se retrouve dans un canton et un seul. Les grandes villes constituent un canton-ville à elles seules et n'ont pu être décomposées, à l'exception des arrondissements de Paris, de Lyon et de Marseille qui ont fait l'objet d'un traitement spécifique.

Dans tous les cas de figure, l'espace vécu¹ de l'échec scolaire n'a aucune raison de coïncider avec le territoire (cf. lexique) des acteurs luttant contre cet échec. En premier lieu, si l'unité administrative cantonale peut être revendiquée par un élu, aucun élément n'atteste ici de son existence comme espace vécu par un élève ou sa famille. C'est, du reste, un point faible de cette unité : en affinant à ce point les combinaisons localisées de variables, il est fait abstraction des flux de mobilité domicile-école entre ces unités. En deuxième lieu, certains ensembles de cantons dessinent de potentiels territoires, non nécessairement revendiqués comme tels, mais pourtant marqués publiquement par une communauté de destins : aisance relative de grandes couronnes périurbaines ou de zones frontalières ou, *a contrario*, désindustrialisation au long cours dans une vallée, un port, une cité minière ; ou encore, alliance de raison entre une population rurale plutôt âgée, des néo-ruraux plus jeunes et des pôles d'économie touristique et de services à la personne. En troisième lieu, la revendication d'un territoire académique ou régional ne se traduit pas nécessairement par une communauté d'équipement ou d'action contre l'échec scolaire. Deux départements en situation économique proche peuvent ainsi connaître un succès inégal au sein d'une même région.

LES FACTEURS DE RISQUES RELATIFS AUX CONDITIONS DE VIE

La littérature mentionne comme susceptibles d'être associés à l'échec scolaire, des facteurs relatifs aux conditions de vie et en tout premier les conditions d'emploi des parents, les conditions familiales et les conditions culturelles. Par extension, les facteurs d'échecs graves peuvent aussi conduire à un abandon des études. Il est de plus admis que ces facteurs peuvent se cumuler ou se combiner tout au long du cursus scolaire (AFSA, 2013). Sept variables de conditions de vie sont ici retenues :

Le niveau de revenu : alors que les conditions matérielles ont souvent été reléguées au second plan après la profession des parents dans les explications courantes des inégalités sociales face à l'école, il apparaît que la PCS du père importe moins que le fait pour une famille de se trouver dans le décile des revenus les plus faibles. L'effet propre du niveau de revenu sur le retard à l'âge de 15 ans, en comparant le premier et le dernier décile, est supérieur à l'effet propre de la PCS du père en comparant les cadres supérieurs et les ouvriers (Goux, MAURIN, 2000). L'indicateur correspondant, calculé à partir des revenus fiscaux localisés des ménages, est le **revenu fiscal médian** par unité de consommation (18 700 euros en France métropolitaine, 2011). Cet indicateur est assez précis pour tenir compte de la taille du ménage mais aussi du nombre d'adultes apportant un revenu, en particulier en cas de familles séparées ou lorsque l'un des deux conjoints est inactif ou au chômage de longue durée.

Le chômage et la précarité en emploi sont aussi deux variables d'origine économique qui semblent agir en elles-mêmes sur l'échec scolaire, *via* l'image du marché du travail et de la rentabilité des études, ainsi que sur les incertitudes quant à l'avenir (Duée, 2004, 2006). Les indicateurs correspondants, calculés comme tous ceux qui suivent à partir du recensement de la population de 2011, sont la **part des chômeurs** dans la population de 15 à 64 ans et le **taux d'emploi en CDI** des salariés (respectivement 8,9 % et 85,2 % en France métropolitaine, 2011).

Le niveau de diplôme des parents a été évoqué depuis les années 1970 et, plus récemment, a été traduit en termes de compétences des parents (MURAT, 2009). À profession constante, le fait pour la mère de ne pas être titulaire d'un titre (y compris le certificat d'études primaires pour la cohorte née entre 1963 et 1967) chez les ouvriers multiplie par 1,5 le risque pour les enfants de sortir de l'école sans aucun diplôme (THÉLOT, VALLET, 2000). L'indicateur correspondant lié aux conditions proprement culturelles de soutien des jeunes par leurs parents est le **taux de non diplômés dans la classe d'âge des 45-54 ans** (28,2 % en France métropolitaine, 2011).

Le fait de vivre dans une **famille monoparentale** réduit objectivement la possibilité d'aide au travail à la maison dont on connaît le rôle décisif dans les résultats et dans la familiarité avec les normes de l'institution (HÉRAN, 1994 ; GUYON, 2004 ; CRETIN, 2012). Il rend plus aigu l'arbitrage entre activité domestique et activité professionnelle. La **part de familles monoparentales dans les ménages**, est l'indicateur correspondant (8,9 % en France métropolitaine, 2011).

Dans les **familles nombreuses**, l'effet de rationnement du temps d'aide aux devoirs peut ainsi se trouver accentué, sauf dans le cas d'aides à l'intérieur de la fratrie. On a donc pris en compte la **part de familles de quatre enfants et plus dans les ménages** (1,4 % en France métropolitaine, 2011).

Les conditions de logement peuvent ajouter un effet de rationnement de l'espace par surpeuplement (PIRUS, 2011 ; GOUX, MAURIN, 2002). L'occupation d'un logement social de type HLM ou soumis à la réglementation de loyer des logements sociaux en donne un indicateur approximatif : en 2002, 21,7 % des ménages locataires de HLM étaient en surpeuplement, contre 13,8 % chez les locataires non HLM (JACQUOT, 2007). Si environ 20 % des logements HLM sont occupés par des titulaires de revenus des quatre déciles les plus élevés, ils ne sont pas localisés dans les mêmes zones que les titulaires des revenus les plus faibles. Ainsi, les

.....

¹ « La région est un espace vécu, vu et ressenti par les hommes. [...] Les hommes se font une certaine image des lieux où ils vivent. [...] Et cette image constitue un élément essentiel des combinaisons régionales, le lien psychologique de l'homme à l'espace. [...] La région, l'espace ne peuvent se comprendre dans toute leur cohérence que si l'on ajoute aux apports antérieurs cet ultime ciment de relations vécues, c'est-à-dire assimilées ou non au plus profond de l'intimité psychologique de chacun » (FRÉMONT, 1976).

ménages à faibles ressources sont nettement surreprésentés au sein des locataires de HLM dans les quartiers pauvres des grandes villes : ainsi, dans les anciennes zones urbaines sensibles (ZUS) et en 2002, les ménages des trois premiers déciles représentaient 60 % des locataires HLM, contre 47 % sur l'ensemble du territoire. Toutefois, la loi de décembre 2000, durcie en janvier 2013, impose un seuil minimal de 20 % puis de 25 % de HLM dans les communes de plus de 3 500 habitants (comprises dans une agglomération plus vaste). L'accès au logement social est donc aussi dépendant du volontarisme des maires. La **part de ménages vivant en HLM** (en logements sociaux) reste un indicateur utile pour une étude spatialisée intégrant les conditions de logement (14,6 % en France métropolitaine, 2011).

Cette liste de variables a été affinée au fil des traitements. Ainsi la *Profession et catégorie socio-professionnelle* (PCS) a-t-elle été exclue parce qu'elle est redondante avec d'autres indicateurs comme le niveau de diplôme, étant elle-même une variable synthétique de plusieurs caractéristiques des actifs salariés et indépendants. En revanche, elle a été mentionnée ponctuellement à titre d'information complémentaire, en tant que **part des moins de 18 ans issus de catégories défavorisées**, c'est-à-dire incluant les enfants d'ouvriers qualifiés et non-qualifiés, ouvriers agricoles, retraités employés ou ouvriers, chômeurs n'ayant jamais travaillé, personnes sans activité professionnelle. Dans le même esprit, les écarts de mutations sectorielles de l'emploi sont parfois éclairants, en particulier la **part de l'agriculture dans l'ensemble des emplois**, mais aussi la **part de l'industrie**.

D'autres indicateurs éclairent l'interprétation des résultats, sans pour autant entrer dans la typologie en tant que variables explicatives. Sur le plan démographique, la **densité de population** et la **part des personnes âgées de 60 ans et plus** dans la population renseignent sur la démographie du canton. L'origine étrangère des ménages ne relève pas du registre des conditions de vie sur lesquelles des actions de prévention pourraient être menées. Étant pourtant associée à plusieurs indicateurs de risques, la **proportion d'immigrés** figure aussi dans les tableaux à titre complémentaire.

Sur le plan économique, devenu crucial depuis la rupture de croissance survenue en 2008, un indicateur de pauvreté a été introduit. La **part de bénéficiaires du RSA** est ainsi construite à partir du rapprochement de deux sources, et soumise à une légère approximation. Au numérateur figure le nombre de personnes ayant bénéficié du RSA (socle ou activité) au titre de décembre 2011, données fournies par la Caisse nationale d'allocations familiales (CNAF). Au dénominateur figure la population estimée par l'Insee au 1^{er} janvier 2012. Les deux composantes sont soumises à une approximation. Dans les données RSA, certains allocataires dont les informations sont incomplètes n'ont pas pu être affectés à une commune d'un département donné (0,3 % des allocataires). Au dénominateur, la population au 1^{er} janvier 2012 est issue d'une estimation par l'Insee à partir des enquêtes annuelles de recensement 2010 à 2014. Une autre limite porte sur le fait que cet indicateur de difficultés sociales est influencé par des pratiques de recours et de non-recours dont il n'est pas exclu qu'elles se différencient selon le territoire et tout particulièrement dans les départements d'outre-mer (DOM).

Le revenu médian par unité de consommation n'est pas disponible pour la Guadeloupe, pour la Guyane et pour Mayotte. C'est pourquoi cet indicateur a été remplacé dans les DOM par celui de la **part de foyers fiscaux non imposables**. Sur le plan des niveaux de formation, enfin, les parts de jeunes ayant atteint le **niveau V CAP-BEP**, le **niveau IV BAC BP** et le **niveau III BAC+2**, parmi les 15-24 ans qui ne sont plus scolarisés, complète les données sur les diplômes. Le niveau II et au-delà peut être obtenu par différence.

Ces variables peuvent difficilement être considérées en elles-mêmes comme discriminantes. En revanche, elles permettent de comprendre la cohérence interne à certains types de risques livrés par la typologie.

LES JEUNES SANS DIPLÔME PARMİ CEUX QUI NE SONT PLUS SCOLARISÉS : UN TÉMOIGNAGE EX POST DE SORTIES PRÉMATURÉES DU SYSTÈME SCOLAIRE

Afin d'illustrer l'intérêt de l'image territorialisée de l'échec scolaire produite par cette typologie, nous proposerons la mise en regard de la carte des risques sociaux avec celle d'un indicateur d'échec scolaire calculé à l'échelle du canton. Il s'agit de la part des non diplômés parmi les 15-24 ans non scolarisés. L'échec correspond ici à des jeunes en rupture de formation initiale qui sont demeurés sans diplôme au fil des années.

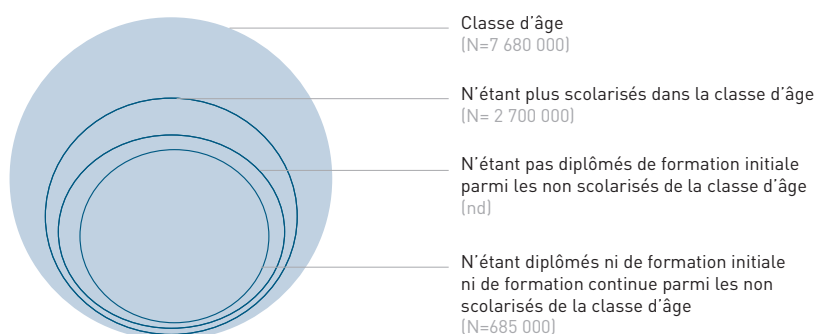
La définition d'une rupture de formation initiale, communément appelée « décrochage », est largement conventionnelle au regard de l'âge pris en considération, mais aussi du niveau minimal de qualification requis. Le diplôme national du brevet n'est par exemple pas considéré comme un diplôme dans la définition du décrochage selon le *Code de l'éducation*. Il ne l'est pas non plus dans cette étude. Mais une difficulté vient aussi des grilles d'analyses usuelles. En général, deux grands ordres d'inégalités ont été distingués de longue date selon qu'elles portent sur l'orientation ou sur les résultats scolaires (ICHOU, VALLET, 2012). De quel registre le décrochage scolaire relève-t-il ? Au sens strict d'une orientation comme suite de positions occupées dans le système scolaire (BOUDESEUL et alii, 2008), le décrochage est la preuve d'une inégalité d'orientation. Pourtant, toutes les observations convergent sur le fait que le processus précédant le moment de rupture relève pour beaucoup de difficultés d'apprentissage, de rapports spécifiques au savoir ou à l'ordre scolaire.

Les variables retenues ont été citées dans la littérature comme étant corrélées avec des difficultés, des retards ou des échecs scolaires, comme le retard à 15 ans, la rentabilité des études, le retard de 7 à 18 ans, l'absence de diplôme... Implicitement, le décrochage est considéré comme un échec scolaire particulièrement grave, faute de données plus précises permettant de l'en distinguer, et alors même que les facteurs déclencheurs des ruptures ont été mieux isolés.

L'indicateur du décrochage scolaire retenu est *la part des non diplômés parmi les jeunes de 15 à 24 ans qui ne sont plus scolarisés pour l'année en cours*, qu'ils soient ou non en emploi. Il est calculé à partir des données du recensement de la population de 2011, permettant ce calcul à un niveau géographique fin. Afin de donner un ordre de grandeur, parmi les 2 700 000 jeunes de 15 à 24 ans qui ne sont plus scolarisés (soit 35 % de cette classe d'âge en 2006 comme en 2011²), 685 000 n'ont pas de diplôme, soit 25,4 % en moyenne pour la France métropolitaine (27,2 % en 2006 et 25,1 % en 2012, ce qui semble accréditer une baisse de 0,3 point par an). Il s'agit là d'une estimation « en stock » et retardée des effets cumulés des sorties sans diplôme du système éducatif. Elle s'est réduite de 65 000 jeunes en cinq ans, entre les deux recensements de 2006 et 2011.

Le calcul de l'indicateur de non diplômés parmi les non scolarisés

La base de calcul est plus étroite que dans l'indicateur européen des sorties précoces qui se réfère à la classe d'âge tout entière. La proportion est donc plus élevée. Cette différence pourrait être schématisée par cercles imbriqués (cf. figure ci après, les chiffres portant sur la France métropolitaine).



Source : INSEE, RP 2011. Calcul : Céreq-ESO CNRS, Caen.

Le passage d'un indicateur à l'autre s'effectue donc selon la relation suivante :

indicateur des sortants précoces = indicateur des non diplômés parmi les non scolarisés x part de jeunes de la classe d'âge qui ne sont pas scolarisés
Une seconde différence avec l'indicateur européen des sorties précoces tient à la classe d'âge considérée : nous retenons l'ensemble des jeunes de 15 à 24 ans et non seulement ceux qui ont entre 18 et 24 ans. Le taux moyen de scolarisation est donc plus élevé. Mais le problème posé est aussi plus aigu pour les cohortes les plus jeunes.

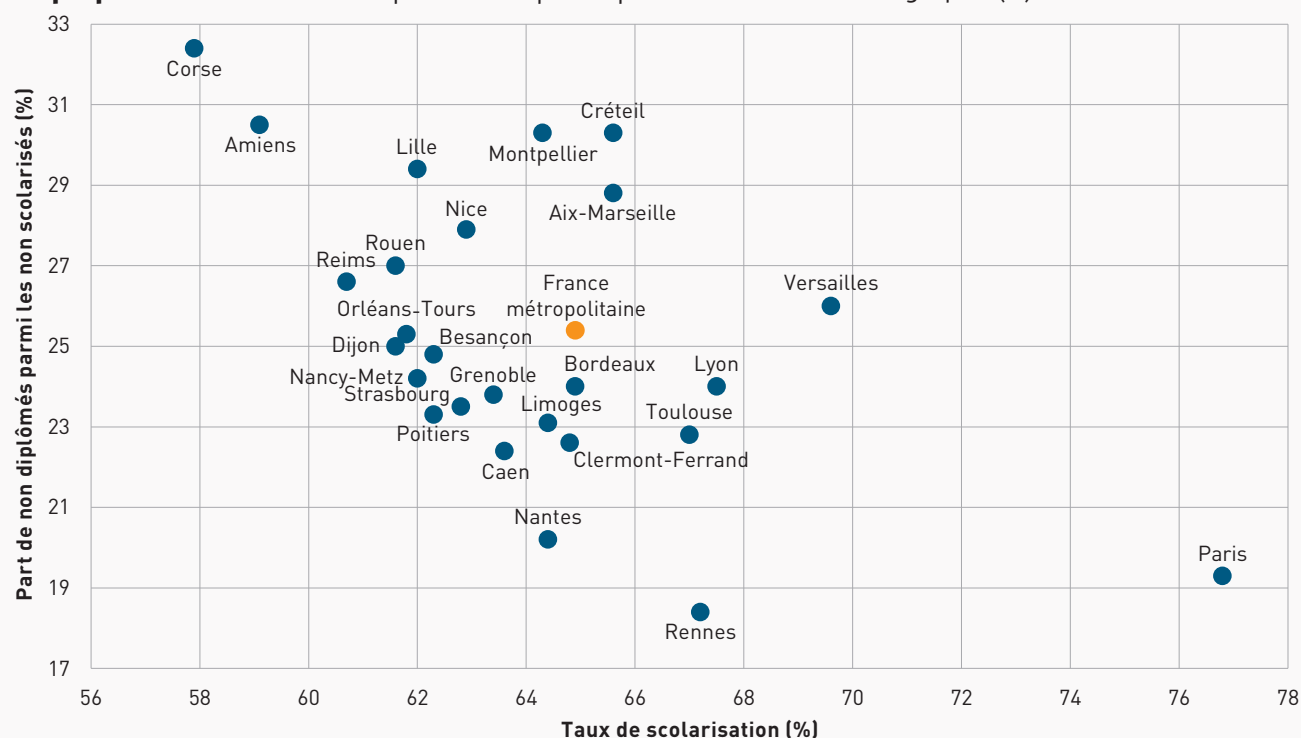
Enfin, une troisième différence tient au fait que dans l'indicateur européen, les personnes sans diplôme, mais qui suivent actuellement une formation ou en ont suivi récemment (depuis moins de trois mois), ne sont pas considérées comme « sortants précoces », quel que soit le type de formation suivie (y compris en dehors de la scolarité ou même de tout cadre formel). Un individu peut donc être non diplômé et non scolarisé sans être « sortant précoce » au sens européen, s'il a suivi récemment, ou suit actuellement une formation en dehors de la scolarité. Pour une description plus détaillée de l'indicateur européen, voir LE RHUN et DUBOIS (2013).

Dans l'ensemble, la part de jeunes de 15-24 ans sans diplôme parmi ceux qui ne sont plus scolarisés connaît une grande variabilité d'une académie à l'autre. Trois académies sont à 20,2 % (Nantes) ou moins (Rennes à 18,4 % et Paris à 19,3 % [graphique 1]), tandis qu'un groupe de treize académies demeure au-dessous de la proportion France métropolitaine de 25,4 % (par ordre croissant : Caen, Clermont-Ferrand, Toulouse, Poitiers, Strasbourg, Limoges, Grenoble, Bordeaux, Lyon, Nancy, Besançon, Dijon, Orléans-Tours). Un groupe dépasse le seuil France métropolitaine jusqu'à 29,4 % (par ordre croissant : Versailles, Reims, Rouen, Nice, Aix-Marseille, Lille). Enfin, un groupe dépasse 30 %, jusqu'à 33,4 % (par ordre croissant : Créteil, Montpellier, Amiens, Corse).

Alors que le recul est en France métropolitaine d'un peu moins de 2 points, un petit nombre d'académies de ces différents groupes ont réduit ce taux de plus de 3 points (de 3 points à 4,1 points, par ordre croissant : Strasbourg, Caen, Aix-Marseille, Nice, Paris, Corse). Ceci semble montrer que les progrès effectués ne sont pas mécaniquement liés au niveau des sorties sans diplôme. Pour ces six académies, la progression est d'autant plus remarquable qu'en cinq ans, entre les deux recensements de 2006 et 2011, la moitié de la cohorte des 15-24 ans est susceptible d'avoir bénéficié des efforts produits dans le système scolaire de formation initiale (ceux qui avaient 10-14 ans en 2006 et 15-19 ans en 2011). Il est vrai que l'autre moitié, ceux qui avaient 15-19 ans en 2006 et 20-24 ans en 2011, a pu bénéficier aussi de retours en formation.

² Ce taux ne correspond pas à celui qui peut être calculé à partir des données publiées par la DEPP dans Repères et références statistiques-2012, portant sur l'année scolaire 2010-2011. 42,5 % des 15-24 ans ne sont pas scolarisés (fiche 1.4). Cette différence est essentiellement imputable au numérateur du taux de scolarisation. Dans le cas du recensement, il s'agit de la population ayant indiqué être inscrite dans un établissement d'enseignement au moment du recensement ; dans les statistiques de la DEPP, il s'agit des effectifs d'élèves et d'étudiants fournis par le ministère de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche.

Graphique 1 Taux de scolarisation et part de non diplômés parmi les non scolarisés de 15-24 ans (%)



Source : INSEE, RP 2011. Calcul : Céreq-ESO CNRS, Caen.

Mais il est vrai que le taux de scolarisation à ces âges varie aussi d'une académie à l'autre, en particulier du fait d'habitudes culturelles de maintien aussi longtemps que possible dans la voie générale plus valorisée. Ainsi, les six académies qui ont les taux de scolarisation les plus faibles à 15-24 ans, de 57,9 % à 61,8 % pour un taux France métropolitaine de 64,9 %, sont les académies plutôt rurales de Corse, Amiens, Rouen, Reims, Orléans-Tours et Dijon. Elles figurent aussi dans la moitié des académies ayant la proportion la plus élevée de non diplômés parmi ceux qui ne sont plus scolarisés (de 25 % à 32,4 %, mais dans un ordre différent). Toutefois, sortir de formation initiale à un jeune âge et sortir sans diplôme ne relèvent pas toujours de la même tendance puisque dans cette moitié des taux de sorties sans diplôme les plus élevés figurent aussi des académies dont les taux de scolarisation sont élevés, comme Versailles (69,6 % pour un taux de non diplômés parmi les 15-24 ans non scolarisés de 26 %), mais aussi Aix-Marseille (65,6 %), et Créteil (65,6 %) pour un taux de non diplômés parmi les 15-24 ans non scolarisés de 28,8 % et de 30,3 % respectivement.

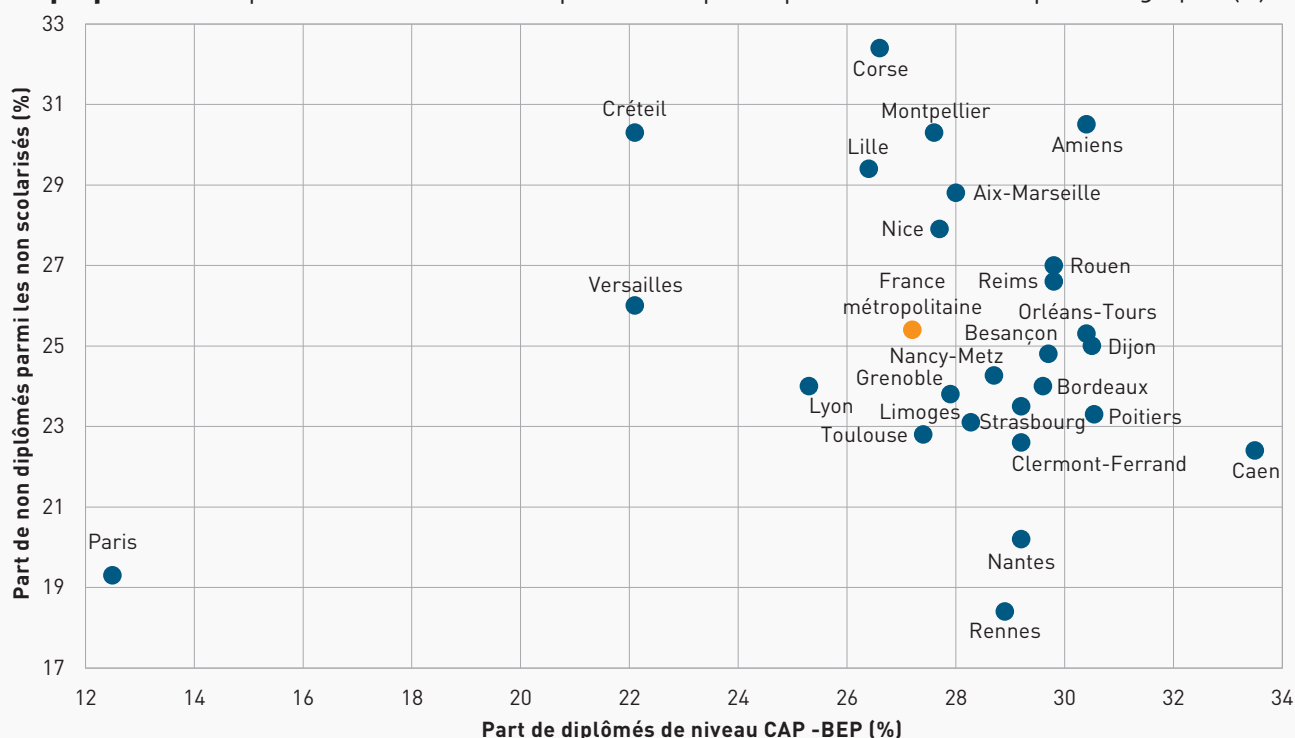
Un autre facteur pourrait être une orientation fréquente vers la voie professionnelle courte en fin de classe de troisième, comme (par ordre décroissant) dans les académies de Caen, Nantes, Lille, Reims, Poitiers, Clermont-Ferrand, Besançon, Dijon, Rouen, Amiens, ou encore du poids historique de l'apprentissage, comme dans les académies de Nantes, Orléans-Tours, Poitiers et Strasbourg (MENESR, 2014, p. 71). Il est vrai que certaines académies présentent à la fois une proportion de niveaux V CAP-BEP élevée parmi les 15-24 ans qui ne sont plus scolarisés et une proportion de non diplômés inférieure à la moyenne comme Bordeaux, Poitiers, et surtout Caen. Dans cette dernière académie, la proportion de diplômés de niveau V atteint ainsi 33,5 % (27,2 % en France métropolitaine), et la proportion de non diplômés n'est que de 22,4 % (25,4 % en France métropolitaine). Cela suggère, pour de telles académies, qu'une orientation préférentielle vers le CAP pourrait réduire une partie du public candidat à un niveau IV (bacs général, professionnel ou technologique), susceptible d'être exposé à un décrochage.

Toutefois, le lien, s'il existe, n'a pas valeur générale puisque six autres académies présentent elles aussi une proportion de niveau V élevée, de 29,7 % à 30,5 % (Besançon, Reims, Rouen, Amiens, Orléans-Tours, Dijon), alors qu'elles se situent dans la deuxième moitié des taux de non diplômés les plus élevés, de 25 % à 30,5 %. Dans ce cas, la proximité des profils d'élèves en difficultés s'imposerait, rappelant que deux jeunes en décrochage sur trois proviennent de lycée professionnel.

LES JEUNES SANS DIPLÔME PARMI CEUX QUI NE SONT PLUS SCOLARISÉS : UNE CONCENTRATION DANS DES PÉRIPHÉRIES EN CRISE

Le phénomène se concentre dans deux types de périphéries à l'échelle de la France métropolitaine. Les taux sont très élevés dans les cinq pôles « historiques » du chômage que sont les académies de Lille, d'Amiens, de Montpellier, d'Aix-Marseille et de Corse. Cet ensemble forme la périphérie nord et sud de l'hexagone. En périphérie du grand Paris et du bassin parisien, les taux sont aussi élevés

Graphique 2 Part de diplômés de niveau CAP-BEP et part de non diplômés parmi les non scolarisés parmi les 15-24 ans (%)



Source : INSEE, RP 2011. Calcul : Céreq-ESO CNRS, Caen.

(académies de Reims, Dijon, Orléans-Tours, Rouen). En Aquitaine (académie de Bordeaux), le phénomène connaît une intensité comparable dans sa partie Nord. Toutes ces zones à forte concentration de jeunes non diplômés parmi les non scolarisés partagent le fait d'avoir connu un fort recul de l'emploi total sur la période 2008-2012. Le cas de Vitry-le-François dans la Marne, en périphérie est du bassin parisien, illustre le phénomène avec 38,7 % de 15-24 ans non diplômés parmi les non scolarisés en 2011 dans le canton et un recul de 10,1 % de l'emploi de 2008 à 2012 à l'échelle de la zone d'emploi. Le cas de Villeneuve-sur-Lot dans l'académie de Toulouse est comparable avec 38,6 % de 15-24 ans non diplômés parmi les non scolarisés en 2011 dans le canton et un recul de 10,2 % de l'emploi de 2008 à 2012 à l'échelle de la zone d'emploi.

Trois grandes zones sont moins concernées par le phénomène d'accumulation de sorties de formation sans diplôme. Il s'agit du Grand Ouest (académies de Rennes et de Nantes), du sud du Massif central (partagé entre plusieurs académies, notamment Clermont-Ferrand), et de la façade est, comprenant des zones frontalières dynamisées par les marchés du travail des pays voisins (académies de Nancy-Metz, Strasbourg, Besançon, Grenoble). La population des 15-24 ans de ces zones à composante rurale est plus diplômée que dans les cas précédents. En Vendée par exemple, le canton des Essarts se distingue par un taux de 15-24 ans non diplômés parmi les non scolarisés de seulement 10,8 % pour 33,5 % de diplômés au niveau V, 29,9 % au niveau IV et 21,6 % au niveau III. Le profil du canton de Mouthe, frontalier de la Suisse (académie de Besançon), est comparable avec 12,8 % de 15-24 ans non diplômés parmi les non scolarisés pour 30,5 % de diplômés au niveau V, 29,4 % au niveau IV et 22,9 % au niveau III.

UNE TYPOLOGIE DES RISQUES SOCIAUX CONTEXTUALISÉS

Les traitements statistiques ont donné lieu à une analyse multivariée et spatialisée sur les sept indicateurs précédemment décrits et les 3 689 cantons de France métropolitaine en vigueur lors du recensement de 2011. Les données communales ont été agrégées au niveau du canton.

Les départements d'outre-mer ont donné lieu à une analyse séparée parce que les valeurs des indicateurs sont souvent très distantes des observations en métropole. La classification ascendante hiérarchique a porté sur les 96 cantons de la Guadeloupe, de la Guyane, de la Martinique et de la Réunion. Ceux de Mayotte ont fait l'objet d'une analyse séparée, compte tenu de leur caractère atypique. Le nombre de classes retenues a été limité à quatre afin de préserver la représentativité des données.

En France métropolitaine, le grand nombre de cantons autorise à retenir sept classes qui ont été désignées comme différents types de risques (tableau 1).

Tableau 1 Indicateurs de risques de rupture de formation initiale par type (France métropolitaine)

Type									France métropolitaine
Indicateurs mobilisés dans la typologie	Revenu médian par unité de consommation (€)	15 751	19 833	17 375	17 565	17 115	21 959	21 267	18 695
	Chômeurs parmi les 15-64 ans (%)	12,6	8,8	10,4	7,4	7,5	7,9	5,8	8,9
	Emplois en CDI (%)	82,8	87,1	82,4	85,3	82,5	85,8	88,6	85,2
	Familles monoparentales (%)	11,6	10,3	9,1	6,2	7,0	8,5	7,1	8,9
	Familles de quatre enfants et plus (%)	2,4	1,8	1,1	1,3	0,8	1,1	1,0	1,4
	Ménages vivant en HLM (%)	26,3	18,6	14,6	7,6	4,0	13,5	5,1	14,6
	Non diplômés parmi les 45-54 ans (%)	38,3	30,7	28,9	33,4	26,6	21,8	21,0	28,2
Indicateurs de scolarisation des 15-24 ans et niveau de diplôme des non scolarisés	Taux de scolarisation (%)	61,3	63,4	64,9	58,2	59,5	70,5	67,0	64,9
	Non scolarisés (nombre)	654 896	387 031	386 261	207 748	169 929	612 322	277 907	2 696 094
	· Non diplômés (%)	32,8	27,1	26,1	22,5	21,6	21,1	18,4	25,4
	· Diplômés de niveau V (CAP, BEP) (%)	26,7	26,5	28,0	33,3	31,8	23,8	29,0	27,2
	· Diplômés de niveau IV (BAC, BP...) (%)	24,1	26,6	25,9	27,7	29,4	26,8	29,3	26,5
	· Diplômés de niveau III (BAC + 2...) (%)	11,1	13,3	13,4	13,0	13,2	16,1	16,6	13,7
Indicateurs socio-démographiques complémentaires	Densité de population (hab./km ²)	380	274	125	43	30	299	96	116
	60 ans et plus dans la population (%)	21,4	20,5	25,9	26,4	30,7	22,5	22,8	23,4
	Immigrés dans la population (%)	13,6	10,8	7,8	2,8	4,7	9,8	4,1	8,7
	Couverture population par le RSA (%)	11,9	5,7	7,6	3,7	3,9	4,4	2,3	6,1
	0-17 ans d'origine sociale défavorisée (%)	46,2	34,6	37,9	44,4	36,3	24,7	28,1	35,0
	Agriculture dans l'emploi (%)	1,3	1,1	3,1	7,7	9,5	1,1	3,3	2,8
	Industrie dans l'emploi (%)	12,8	13,1	12,3	20,6	13,4	11,5	15,2	13,4

Source : Insee, RP 2011, Revenus fiscaux localisés, CNAF. Calcul : Céreq-ESO CNRS, Caen.

Légende des types de risques

	Cumul de fragilités économique, familiale, culturelle en milieu urbain		Qualification industrielle traditionnelle dans les petites communes rurales
	Disparités de conditions de vie dans les grandes périphéries		Milieu rural isolé, de tourisme saisonnier et d'économie présentielle
	Précarité économique plutôt dans des communes de taille moyenne		Sécurité économique et soutien culturel
			Garantie de l'emploi à niveaux de qualification variés

Trois types présentent des risques plutôt élevés, deux types des risques plutôt limités, et deux présentent une configuration spécifique. Les risques les plus élevés sont illustrés par les types « cumul de fragilités économique, familiale, culturelle en milieu urbain », « disparités de conditions de vie dans les grandes périphéries » et « précarité économique plutôt dans des communes de taille moyenne ». Les risques les plus limités proviennent des types « sécurité économique et soutien culturel » et « garantie de l'emploi à niveaux de qualification variés ». Alors que les configurations spécifiques, souvent en situation intermédiaire, apparaissent dans les types « qualification industrielle traditionnelle dans les petites communes rurales » et « milieu rural isolé, de tourisme saisonnier et d'économie présentielle ».

LES RISQUES LES PLUS ÉLEVÉS SONT CONCENTRÉS

Le type « cumul de fragilités économique, familiale, culturelle en milieu urbain »

Le type « cumul de fragilités économique, familiale, culturelle en milieu urbain », présentant les risques les plus élevés, rassemble 402 cantons soit un sur dix. La population de 15 à 64 ans atteint 7,9 millions, soit un habitant sur cinq (19,8 %). Les plus grandes difficultés sont donc très concentrées dans certaines aires urbaines³ (380 habitants / km²). La tendance semble s'accroître car, en 2006, pour un nombre proche de cantons (402 au lieu de 376 en 2006), un habitant sur six était concerné (15,6 %) dans le seul type qui soit très approximativement comparable parce qu'il réunissait toutes les difficultés.

Les cantons de ce type cumulent en effet les indicateurs défavorables : le chômage en premier lieu (12,6 % contre 8,9 % en moyenne pour la France métropolitaine), mais aussi le revenu médian par unité de consommation (15 800 euros pour 18 700 euros dans l'ensemble), conjugués à des conditions de vie souvent difficiles : 11,6 % de familles monoparentales (8,9 % en moyenne), mais aussi

³ Une aire urbaine ou « grande aire urbaine » est un ensemble de communes, d'un seul tenant et sans enclave, constitué par un pôle urbain (unité urbaine) de plus de 10 000 emplois, et par des communes rurales ou unités urbaines dont au moins 40 % de la population résidente ayant un emploi travaille dans le pôle ou dans des communes attirées par celui-ci. Source : [www.insee.fr/rubrique « Définitions »](http://www.insee.fr/rubrique/Définitions), page consultée le 30 avril 2016.

2,4 % de familles de quatre enfants et plus (1,4 % en moyenne) et 26,3 % vivant dans des logements sociaux (14,6 % en moyenne). Enfin, 38,3 % des personnes de 45-54 ans sont ici sans diplôme pour 28,2 % en moyenne. Les enfants bénéficient inégalement auprès de leurs parents des ressources matérielles et culturelles susceptibles de soutenir leur travail scolaire, d'autant plus lorsque la mère élève seule ses enfants, et surtout lorsque ceux-ci sont nombreux. L'importance d'une socialisation précoce à la culture scolaire est connue, à travers la mise à disposition de livres et de journaux, et sur le plan culturel grâce à la familiarité avec la lecture et l'écriture que détiennent les parents les mieux pourvus en diplômes. Les indicateurs mobilisés de manière complémentaire permettent d'affiner cette description : la part d'immigrés dans la population est de 13,6 % (8,7 % en moyenne France métropolitaine), le taux de couverture de la population par le RSA est de 12 % (6,1 % en moyenne), la part de PCS défavorisées⁴ atteint 46,2 % (35 % en moyenne). Ces indicateurs, tous défavorables, sont associés à une part de non diplômés parmi les 15-24 ans qui ne sont plus scolarisés la plus élevée de tous les types (32,8 % pour 25,4 % en France métropolitaine).

Ce type « cumul de fragilités économique, familiale, culturelle en milieu urbain » est ancré dans la France du nord industrielle, dans des zones d'emploi où il y a eu aggravation de la crise (désindustrialisation). Les académies de Lille et d'Amiens abritent le centre de gravité de ce type. Roubaix incarne le profil des cantons concernés. Le revenu médian ne s'élève qu'à 9 600 euros dans le canton de Roubaix (18 700 euros en France métropolitaine). La part des chômeurs parmi les 15-64 ans s'élève à 19 %. Le taux d'habitants couverts par le RSA y atteint 31 % (6,1 % en moyenne). La part des jeunes non diplômés parmi les 15-24 ans non scolarisés y est de 46 %. Dans certains de ces cantons, la part des emplois industriels peut dépasser 25 % comme à Gravelines (27,9 %).

Le type « disparités de conditions de vie dans les grandes périphéries »

Le type « disparités de conditions de vie dans les grandes périphéries » présente lui aussi des risques relativement élevés, sans pour autant les cumuler sur les différents registres. Il rassemble 328 cantons, soit un peu moins d'un sur dix et un habitant sur sept (13,8 %). Il est donc moins concentré, et plutôt dans les grandes périphéries (274 habitants / km²). Ce type est surtout caractérisé par une part importante de familles monoparentales (10,3 % pour 8,9 % en France métropolitaine) et de ménages vivant en HLM (18,6 % pour 14,6 % en France métropolitaine), et par un peu plus de familles de quatre enfants et plus (1,8 % pour 1,4 % en moyenne). Ce type n'est pas spécifiquement affecté par des risques d'ordre économique puisque, si la part de chômeurs parmi les 15-64 ans est dans la moyenne nationale, la proportion de CDI dans les emplois occupés est supérieure (87,1 % pour 85,2 % en France métropolitaine), et le revenu médian par unité de consommation (19 800 euros) est supérieur à sa valeur pour la France entière (18 700 euros). Ce sont donc les conditions de vie familiale qui sont les plus discriminantes. La part de personnes de 60 ans et plus, indicateur complémentaire mentionné à titre illustratif, est la plus faible de tous les types retenus (20,5 % pour 23,4 % en France métropolitaine). Ce type comporte donc vraisemblablement plus de parents en activité. Autres indicateurs complémentaires, la part d'immigrés dans la population est de 10,8 % (8,7 % en moyenne France métropolitaine), mais le taux de couverture de la population par le RSA (5,7 %) est inférieur au taux France métropolitaine de 6,1 %, alors que la part de PCS défavorisées se situe dans la moyenne. La part de non diplômés parmi les 15-24 ans qui ne sont plus scolarisés est élevée (27,1 % pour 25,4 % en France métropolitaine).

Les cantons du type « disparités de conditions de vie dans les grandes périphéries » se localisent pour une bonne part aux marges des grandes aires urbaines parisienne, lilloise et lyonnaise, là où persistent des concentrations élevées d'habitat social. L'académie de Créteil est particulièrement concernée par ce phénomène avec des cantons du type de Gentilly où 48 % des ménages vivent en logement social.

Le type « précarité économique plutôt dans des communes de taille moyenne »

Le type « précarité économique plutôt dans des communes de taille moyenne » présente des risques significatifs centrés sur le chômage et l'emploi. Il rassemble 432 cantons (11,7 %) pour 12,8 % des 15-64 ans. Ces proportions étant proches, il n'est pas particulièrement concentré dans des zones à forte densité de population (125 habitants / km²). La part de chômeurs parmi les 15-64 ans est élevée (10,4 % pour 8,9 % en France métropolitaine) et la proportion de CDI dans les emplois est la plus faible de tous les types (82,4 % pour 85,2 % en France métropolitaine). Le revenu médian par unité de consommation (17 400 euros) est inférieur à sa valeur France métropolitaine (18 700 euros) et le taux de couverture de la population par le RSA est de 7,6 % pour 6,1 % en France métropolitaine. Les autres indicateurs sont proches des moyennes, mais la part de non diplômés parmi les 15-24 ans qui ne sont plus scolarisés est légèrement supérieure (26,1 % pour 25,4 % en France métropolitaine).

Ce type « précarité économique plutôt dans des communes de taille moyenne » concerne des cantons qui abritent de petites et moyennes villes. C'est le cas de l'académie de Bordeaux avec des cantons comme Libourne (40 600 habitants) ou Bergerac (27 700 habitants). Dans ce dernier cas, le revenu médian est inférieur à la moyenne avec 16 300 euros et la part des chômeurs parmi les 15-64 ans s'élève à 13,8 %. Les taux de jeunes non diplômés parmi les 15-24 ans non scolarisés et de non diplômés parmi les 45-54 ans sont les mêmes, avec un peu plus de 29 %.

⁴ Ouvriers qualifiés, ouvriers non qualifiés, ouvriers agricoles, retraités employés ou ouvriers, chômeurs n'ayant jamais travaillé, personnes sans activité professionnelle.

LES RISQUES LIMITÉS SONT RÉPANDUS SUR LE TERRITOIRE MAIS AGGLOMÉRÉS LOCALEMENT

Le type « sécurité économique et soutien culturel »

Le type « sécurité économique et soutien culturel » rassemble 524 cantons (14 %), soit plus d'un habitant de 15-64 ans sur quatre (26,2 %), ce qui montre une densité démographique importante en milieu urbain (299 habitants / km²). La première caractéristique est de disposer d'un revenu médian par unité de consommation le plus élevé de tous les types (22 000 euros pour 18 700 euros tous types confondus en France métropolitaine), et d'une part de non diplômés parmi les 45-54 ans particulièrement limitée (21,8 % pour 28,2 % en France métropolitaine). Les autres indicateurs sont favorables bien qu'assez proches des moyennes d'ensemble. La part de chômeurs parmi les 15-64 ans est contenue à 7,9 % (8,9 % en France métropolitaine) et la part des CDI dans la population en emploi est du même ordre que nationalement (85,8 % pour 85,2 %). Les indicateurs complémentaires permettent de mieux préciser les contours de ce type : le taux de couverture par le RSA (4,4 %) est inférieur à sa valeur de France métropolitaine (6,1 %), sans être le plus faible de tous les types. Un jeune de moins de 18 ans sur quatre est issu de catégories défavorisées (24,7 %), ce qui est le plus faible de tous les types (35 % dans l'ensemble France métropolitaine). La répartition sectorielle est spécifique puisque la part d'emplois dans les services est la plus élevée de tous les types (82 % pour 76,9 % en France métropolitaine). Du point de vue des niveaux de formation, le taux de scolarisation des 15-24 ans est le plus élevé de tous (70,5 % pour 64,9 % nationalement), et la part de jeunes ayant atteint le niveau III BAC + 2 est élevée (16,1 % pour 13,7 % dans l'ensemble), et d'autant plus pour le niveau II Licence et plus (12,2 % pour 7,2 % dans l'ensemble). La part des non diplômés parmi ces jeunes qui ne sont plus scolarisés est alors l'une des plus faibles (21,1 % pour 25,4 % dans l'ensemble).

Le type « sécurité économique et soutien culturel » est très implanté dans le département des Yvelines (académie de Versailles), et dans les académies de Strasbourg, Rennes, Grenoble et Lyon. Les cantons concernés sont embourgeoisés de longue date ou « gentrifiés » plus récemment dans des villes de toutes tailles mais particulièrement bien illustrés par les arrondissements aisés de Paris, Marseille et Lyon. La composition sociale de ces espaces résidentiels fait la part belle aux ménages actifs et retraités à haut niveau de revenu et de diplôme. Le revenu médian s'élève par exemple à 35 200 euros à Saint-Nom-la-Bretèche. La part des chômeurs parmi les 15-64 ans n'est ici que de 4,9 % dans ce canton où 90 % des emplois sont en CDI. La part des jeunes non diplômés parmi les 15-24 ans non scolarisés est limitée à 20,4 %, soit le même taux que pour les 15-24 ans non scolarisés diplômés d'un BAC + 2 (13,7 % en moyenne en France métropolitaine). Certains de ces cantons tirent leurs revenus d'un emploi frontalier, c'est-à-dire localisé au Luxembourg, en Allemagne ou en Suisse.

Le type « garantie de l'emploi à niveaux de qualification variés »

Le type « garantie de l'emploi à niveaux de qualification variés » qui rassemble 618 cantons (17 %) soit un habitant sur six (12,9 %), présente un profil un peu différent bien que lui aussi relativement abrité, dans des aires moins urbanisées, à densité moyenne (96 habitants / km²). Ses deux caractéristiques sont de présenter une part de chômeurs parmi les 15-64 ans la plus faible de tous (5,8 % pour 8,9 % en France métropolitaine), ainsi qu'une proportion d'emplois en CDI la plus élevée de toutes (88,6 % pour 85,2 % dans l'ensemble). Pour autant, le revenu est un peu moins élevé que dans le type précédent, bien que supérieur aux autres types (21 300 euros). De même, le taux de couverture de la population par le RSA est le plus faible de tous (2,3 % pour 6,1 % en France métropolitaine). Les revenus un peu plus modérés que dans le type précédent sont compensés par une certaine sécurité de l'emploi. La proportion de jeunes de moins de 18 ans issus de catégories « favorisées B⁵ » est plus élevée que dans tout autre type (25,6 % pour 21,4 % dans l'ensemble France métropolitaine) et celle de milieux défavorisés (28,1 %) plus élevée que dans le type précédent. La répartition sectorielle est très différente du cas précédent : l'industrie est légèrement surreprésentée (15,2 % pour 11,5 % dans le type précédent et 13,4 % en France métropolitaine). Du point de vue des niveaux de formation, le taux de scolarisation des 15-24 ans est élevé (67 % pour 64,9 % nationalement), et la part de jeunes ayant atteint les niveaux V, IV et III du CAP à BAC + 2 est élevée surtout au niveau III BAC + 2 où l'écart à la moyenne France métropolitaine est le plus élevé (16,6 % pour 13,7 % dans l'ensemble). En revanche, ceux qui ont atteint le niveau II Licence et plus sont plus rares (6,7 %) soit un peu moins que nationalement (7,7 %) et moitié moins que dans le type précédent (12,2 %). Signe d'une scolarité suivie jusqu'à son terme, même si elle est plus modeste, la part des non diplômés parmi ces jeunes qui ne sont plus scolarisés est la plus faible de tous les types (18,4 % pour 25,4 % dans l'ensemble).

Ce type « garantie de l'emploi à niveaux de qualification variés » est de même nature que le précédent, à savoir périurbain résidentiel à haut niveau de vie et zones frontalières. Les académies de Lyon et de Strasbourg fournissent de nombreux cantons de ce type. C'est le cas de Truchtersheim, en situation périurbaine résidentielle de Strasbourg, qui cumule des taux très favorables. La part des emplois en CDI y est une des plus élevées de France avec 92 %. Le taux de chômeurs parmi les 15-64 ans n'est que de 5 %. La part des jeunes non diplômés parmi les 15-24 ans non scolarisés est de 11,2 %.

⁵ Professions intermédiaires de la santé et du travail social, clergé, professions intermédiaires administratives de la fonction publique, professions intermédiaires administratives du commerce ou des entreprises, techniciens, contremaîtres, agents de maîtrise, retraités cadres et professions intermédiaires. Cette catégorie inclut également ici les professeurs des écoles, même s'ils sont usuellement inclus dans la catégorie « très favorisées » ou « favorisées A », faute de pouvoir les distinguer dans les bases de données mises à disposition.

LES RISQUES MESURÉS EN SITUATION SPÉCIFIQUE

Le type « qualification industrielle traditionnelle dans les petites communes rurales »

Le type « qualification industrielle traditionnelle dans les petites communes rurales » rassemble 598 cantons (16,2 %) et 7,8 % de la population dont la densité est des plus modérées (43 habitants / km²). Ses deux caractéristiques tiennent à une faible part de familles monoparentales (6,2 % pour 8,9 % en France métropolitaine) et une part de non diplômés parmi les 45-54 ans élevée (33,4 % pour 28,2 % en France métropolitaine). De plus, le revenu est modeste (17 600 euros) bien que la part de chômeurs parmi les 15-64 ans (7,4 %) soit inférieure à la moyenne France métropolitaine (8,9 %) et la part de CDI dans la moyenne. Il est vrai que la proportion de plus de 60 ans est élevée (26,4 % pour 23,4 % nationalement), que l'industrie est la plus répandue au regard des autres types (20,6 % pour 13,4 % en France métropolitaine), ainsi que l'agriculture à un moindre degré, et que la proportion de moins de 18 ans de catégories défavorisées est élevée (44,4 % pour 35 % en France métropolitaine). Du point de vue des niveaux de formation, le taux de scolarisation des 15-24 ans (58,2 % pour 64,9 % nationalement) ainsi que la proportion de niveaux II Licence et plus (3,6 % pour 7,2 % nationalement) sont les plus faibles de tous alors que la part de niveau V CAP-BEP parmi ceux qui ne sont plus scolarisés est la plus élevée de tous (33,3 % pour 27,2 % dans l'ensemble). Finalement, la part des non diplômés parmi ces jeunes de 15-24 ans non scolarisés est contenue à 22,5 % pour 25,4 % dans l'ensemble.

Ce type « qualification industrielle traditionnelle dans les petites communes rurales » est implanté dans la moitié nord de la France. Il s'agit de campagnes assez peuplées et actives grâce à un tissu d'industries et d'artisanat comme l'agro-alimentaire et la construction. L'académie de Caen est représentative de ce type où les habitants partagent un niveau de diplôme faible, particulièrement les 45-54 ans. Dans le cas du canton de Vimoutiers dans l'Orne, une persistance de fragilité culturelle se traduit par des taux élevés de jeunes non diplômés parmi les 15-24 ans non scolarisés, et de non diplômés parmi les 45-54 ans, respectivement 40,8 % et 44,4 %. Dans ce même canton de 7 500 habitants, le revenu n'est que de 15 100 euros et la part des emplois industriels dépasse 20 %.

Le type « milieu rural isolé, de tourisme saisonnier et d'économie présentielle »

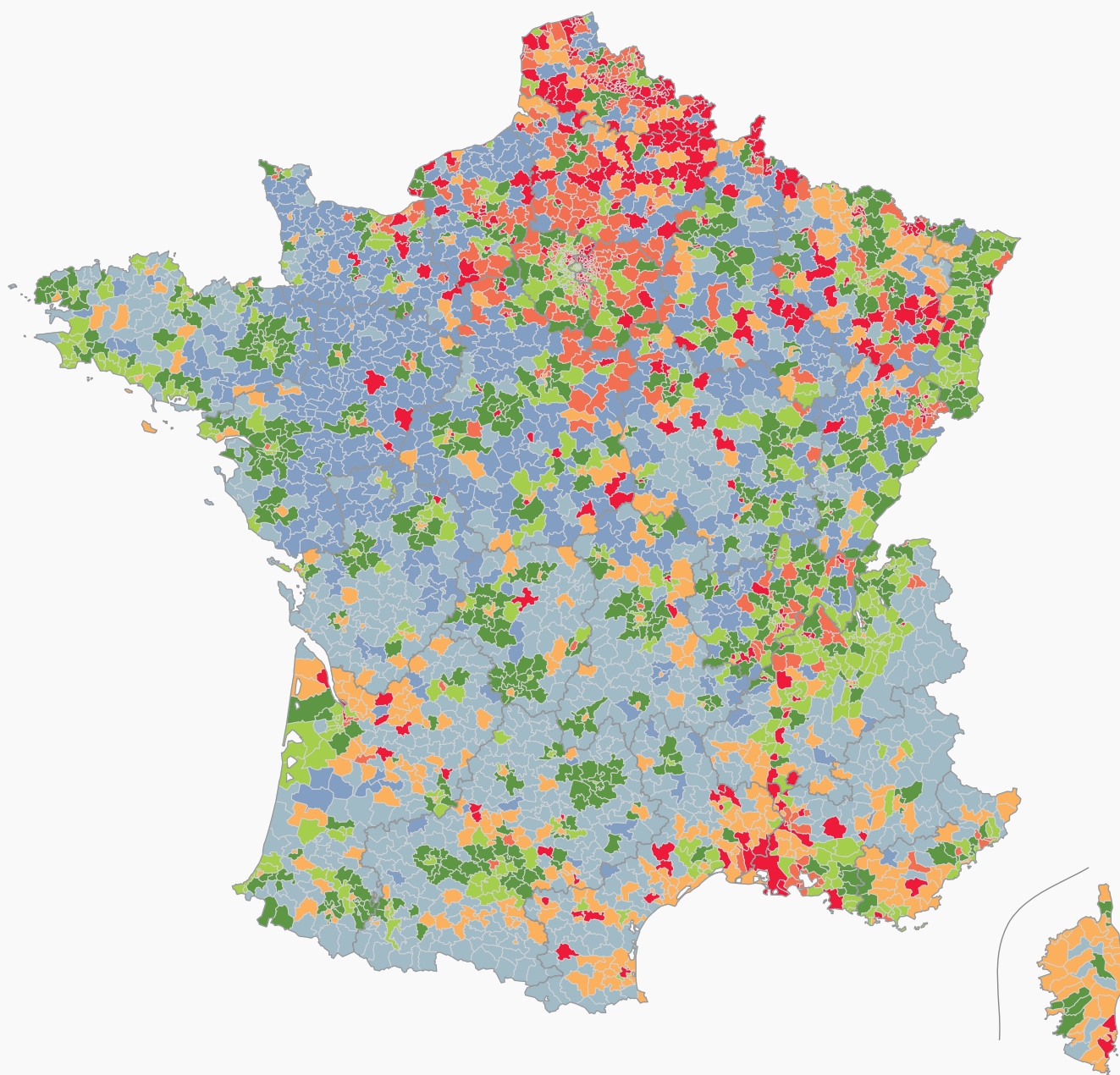
Le type « milieu rural isolé, de tourisme saisonnier et d'économie présentielle » rassemble 787 cantons (21,3 %) et 7,1 % de la population dont la densité est la plus faible (30 habitants / km²). Ce type est structuré autour d'une faible proportion de CDI parmi les emplois (82,5 % pour 85,2 % nationalement) et la part la plus faible de familles de quatre enfants et au-delà ainsi que de logements sociaux. De plus, le revenu est modeste (17 100 euros pour 18 700 euros en France métropolitaine), bien que la part de chômeurs parmi les 15-64 ans (7,5 %) soit inférieure à la moyenne France métropolitaine (8,9 %). Suite aux migrations des plus jeunes, la proportion de plus de 60 ans est la plus élevée de tous les types (30,7 % pour 23,4 % en France métropolitaine). L'agriculture est la plus fortement représentée au regard des autres types (9,5 % pour 2,8 % dans l'ensemble), mais aussi la construction (9 % pour 6,9 % nationalement), et bien que les services, moins répandus que dans l'ensemble (68,2 % pour 76,9 %), demeurent supérieurs au type précédent (63 %). C'est aussi le type dans lequel les moins de 18 ans de catégories sociales moyennes⁶ sont les plus représentés (32,2 % pour 24,8 % nationalement). Les niveaux de formation s'apparentent au type précédent, de manière atténuée : le taux de scolarisation des 15-24 ans (59,5 % pour 64,9 % nationalement), ainsi que la proportion de niveaux II Licence et plus (4 % pour 7,2 % nationalement) sont parmi les plus faibles de tous, alors que la part de niveau V CAP-BEP parmi ceux qui ne sont plus scolarisés est élevée (31,8 % pour 27,2 % dans l'ensemble).

Dans ce type, la part des non diplômés parmi ces jeunes de 15-24 ans est aussi contenue à 21,6 % pour 25,4 % dans l'ensemble. À l'inverse des cantons du type précédent, ceux du type « milieu rural isolé, de tourisme saisonnier et d'économie présentielle » sont très majoritairement implantés en France du sud rural et touristique. L'académie de Toulouse regroupe 150 cantons de ce type, soit 52 % des 286 cantons de l'académie. Brassac (3 300 habitants) est l'un d'entre eux, il fait figure de petit pôle rural de services de base à la population et aux touristes. Le taux de chômeurs parmi les 15-64 ans est de 7,5 %. La part des jeunes non diplômés parmi les 15-24 ans non scolarisés n'est que de 13,8 %. Celle des emplois agricoles dépasse 12 %.

LA FRANCE, VUE D'ENSEMBLE

La mise en relation entre la carte de risques sociaux et celle de la part de jeunes de 15 à 24 ans non diplômés parmi ceux qui ne sont plus scolarisés demeure prudente : elle consiste à rapprocher visuellement deux types de représentations cartographiques. La première représente la combinaison des variables contextuelles selon les territoires à une échelle très fine, celle des cantons, alors que la deuxième, en l'absence de statistiques exhaustives des flux annuels de sorties précoces, représente le « stock » de jeunes de 15 à 24 ans n'ayant obtenu aucun diplôme, rapporté à l'ensemble des jeunes qui ne sont plus scolarisés à ces âges (ceux qui sont encore scolarisés sont sur la voie d'obtenir un diplôme, même si tous n'y réussiront pas).

⁶ Agriculteurs exploitants, artisans, commerçants et assimilés, employés civils, agents de service de la fonction publique, policiers et militaires, employés administratifs d'entreprise, employés de commerce, personnels de service direct aux particuliers, retraités agriculteurs exploitants, retraités artisans, commerçants ou chefs d'entreprise.

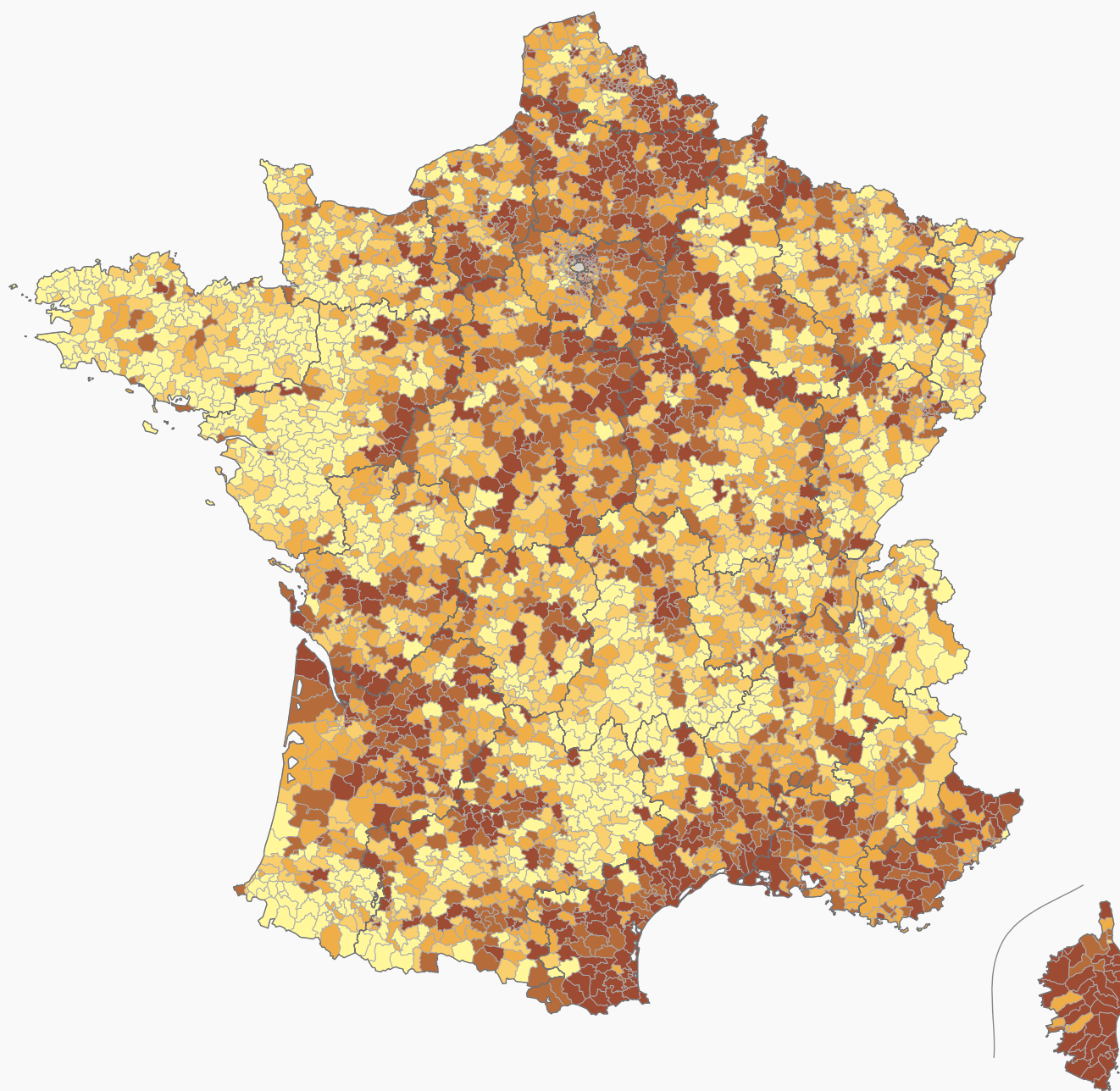


0 100 km

Source : INSEE, RP 2011, Revenus fiscaux localisés. Calcul et cartographie : Céreq - ESO CNRS, Caen.

LES ZONES À RISQUES D'ÉCHEC SCOLAIRE

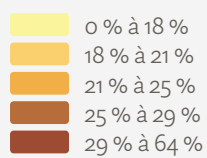
- Cumul de fragilités économique, familiale, culturelle en milieu urbain
- Disparités de conditions de vie dans les grandes périphéries
- Précarité économique plutôt dans des communes de taille moyenne
- Qualification industrielle traditionnelle dans les petites communes rurales
- Milieu rural isolé, de tourisme saisonnier et d'économie présentielle
- Sécurité économique et soutien culturel
- Garantie de l'emploi à niveaux de qualification variés



0 100 km

Source : INSEE, RP 2011. Calcul et cartographie : Céreq - ESO CNRS, Caen.

LA PART DES NON DIPLÔMÉS PARMI LES 15-24 ANS NON SCOLARISÉS



Répartition des types de cantons

La répartition des types de cantons en France métropolitaine répond à l'histoire démographique, économique et sociale des bassins d'emploi de l'hexagone et des départements d'outre-mer. Elle convoque les notions de mutations des systèmes productifs (industriels, tertiaires, cf. CARROUÉ, 2015), de métropolisation et de périurbanisation qui sont liées. La division internationale du travail et la mondialisation privilégient les métropoles, hauts-lieux de concentration de ménages actifs à hauts revenus et hauts niveaux de diplôme (types « sécurité économique et soutien culturel » et « garantie de l'emploi à niveaux de qualification variés »). Elle précarise les habitants des vieux bastions d'industrie à faible niveau technologique (type « cumul de fragilités économique, familiale, culturelle en milieu urbain »), et vide les campagnes des jeunes en poursuites d'études (types « qualification industrielle traditionnelle dans les petites communes rurales » et « milieu rural isolé, de tourisme saisonnier et d'économie présentielle »). À la construction de parcs technopolitains en banlieue de métropoles (nouvelles industries de pointe, types « sécurité économique et soutien culturel » et « garantie de l'emploi à niveaux de qualification variés »), répond la rénovation de quartiers prioritaires (QP) de la politique de la ville dans le cadre d'une géographie prioritaire d'État (types « cumul de fragilités économique, familiale, culturelle en milieu urbain », « disparités de conditions de vie dans les grandes périphéries » et « précarité économique plutôt dans des communes de taille moyenne »). Entre les deux, la France rurale sous faible influence urbaine limite les risques grâce à une économie mixte, à la fois présentielle, industrielle, agricole et à base d'artisanat (types « qualification industrielle traditionnelle dans les petites communes rurales » et « milieu rural isolé, de tourisme saisonnier et d'économie présentielle »). À cette division de l'hexagone en trois France, s'ajoute une autre France plus paupérisée avec les cantons des départements d'outre-mer. Les contrastes y sont forts entre zones résidentielles des grands pôles urbains à l'emploi très tertiaire et le reste des cantons, parfois très agricoles.

Une France du salariat industriel ouvrier, de tradition manufacturière, en difficulté au nord et à l'est, s'oppose donc à une France résidentielle des cadres et professions intermédiaires plus aisées, sécurisées, correspondant aux couronnes périurbaines des métropoles et des autres grandes aires urbaines. La France des plus faibles revenus et du chômage se démarque des espaces résidentiels de ménages actifs et retraités à haut niveau de revenu et de diplôme. Entre ces deux France, un vaste tissu rural se caractérise par des risques modérés. Cet ensemble rural se décompose en deux sous-ensembles. Dans les campagnes du nord, les risques sont liés à une tradition de qualification industrielle. Dans celles du sud, l'économie présentielle et le tourisme saisonnier (DAVEZIES, 2012) génèrent des risques d'échec et de rupture de formation initiale. Les départements d'outre-mer composent un dernier ensemble où les difficultés économiques et sociales sont accumulées.

La France du salariat industriel

La France du salariat industriel, de tradition manufacturière, est incarnée par le type « cumul de fragilités économique, familiale, culturelle en milieu urbain » (Roubaix, La Courneuve, Grigny, Vaulx-en-Velin) et le type « disparités de conditions de vie dans les grandes périphéries » (Nangis, Nemours, Bron, Givors, Tarare). Le recul des emplois industriels s'est élevé dans certains cantons à 15 % sur la période 2008-2012. La part des chômeurs de longue durée est ici plus forte qu'ailleurs, comme celle des habitants couverts par le RSA. Les grandes concentrations d'emploi industriel y ont engendré de grands ensembles d'habitat social, devenus des ZUS (zones urbaines sensibles) ou bien, à partir de 2015, des QP (quartiers prioritaires).

La France résidentielle périurbaine

La France résidentielle périurbaine, plus aisée et sécurisée, se décline dans les types « sécurité économique et soutien culturel » (Le Vésinet, Le Chesnay, Ferney-Voltaire, Écully) et « garantie de l'emploi à niveaux de qualification variés » (Gex, Annecy-le-Vieux, Lomme, Fontaine-lès-Dijon). Il s'agit de la France « à 20 minutes », c'est-à-dire celle des banlieues pavillonnaires de classes moyennes et aisées localisées à 20 minutes de voiture du grand pôle d'emploi voisin. Cette France crée des emplois, dans le tertiaire par exemple (commerce de détail), d'où une croissance de la population active pouvant atteindre plus de 15 % dans certains cantons. Les revenus d'activité sont ici les plus élevés. La métropolisation en cours depuis les années 1980-1990 génère ce type de cantons, car cette France privilégiée est surtout ancrée dans les plus grandes aires urbaines (plus de 100 000 habitants, Toulouse et Rennes).

La France rurale intermédiaire

La France rurale intermédiaire agrège les types « précarité économique plutôt dans des communes de taille moyenne » (Bagnols-sur-Cèze, Prades, Sarrebourg, Vire), « qualification industrielle traditionnelle dans les petites communes rurales » (Brionne, Saint-Claude, Le Thillot, Vimoutiers) et « milieu rural isolé, de tourisme saisonnier et d'économie présentielle » (Espelette, Saint-Pardoux-la Rivière, Salers, Neuvic).

LES DÉPARTEMENTS D'OUTRE-MER

Les départements d'outre-mer (DOM) ont donné lieu à une analyse séparée en raison de leur spécificité, de sources légèrement différentes et de valeurs d'indicateurs souvent très distantes de celles constatées en France métropolitaine (tableau 2 et cartes p. 137 et suivantes). La France d'outre-mer est plus paupérisée et précarisée que dans tous les cas précédents. Les 96 cantons de la Guadeloupe, de la Guyane, de la Martinique et de la Réunion s'organisent autour de quatre types. Trois d'entre eux présentent des risques particulièrement élevés, les types « cumul de difficultés sur le plan familial, économique et des diplômes », « difficultés prononcées sur le plan des diplômes et de l'emploi » et « difficultés sur le plan familial et des revenus ». Le quatrième « difficultés moindres sur le plan économique et des diplômes » présente des risques un peu plus mesurés. Les indicateurs de Mayotte seront intégrés par la suite car ils se situent sur une échelle très distincte.

Tableau 2 Indicateurs de risques de rupture de formation initiale par type (DOM sauf Mayotte)

Type						Ensemble quatre DOM*	France métropolitaine
Indicateurs mobilisés dans la typologie	Foyers non imposables (%)	79,8	73,4	74,4	64,7	70,2	43,0
	Chômeurs parmi les 15-64 ans (%)	26,5	25,1	20,5	18,3	21,4	8,9
	Emplois en CDI (%)	73,3	75,5	79,3	82,4	79,5	85,2
	Familles monoparentales (%)	28,1	20,4	27,3	24,7	24,6	8,9
	Familles de quatre enfants et plus (%)	9,8	3,4	3,8	2,5	3,8	1,4
	Non diplômés parmi les 45-54 ans (%)	69,3	61,3	51,9	42,2	46,6	28,2
Indicateurs de scolarisation des 15-24 ans et niveau de diplôme des non scolarisés	Taux de scolarisation (%)	30,7	38,7	48,1	57,8	58,4	64,9
	Non scolarisés (nombre)	22 539	29 819	14 814	43 349	110 521	2 696 094
	· Non diplômés (%)	56,5	44,2	39,3	35,5	42,6	25,4
	· Diplômés de niveau V (CAP, BEP) (%)	22,5	25,8	25,8	24,5	24,6	27,2
	· Diplômés de niveau IV (BAC, BP...) (%)	15,6	21,2	26,0	27,5	23,2	26,5
	· Diplômés de niveau III (BAC + 2...) (%)	3,7	6,3	6,4	8,5	6,7	13,7
Indicateurs socio- démographiques complémentaires	Densité de population (hab./km²)	6,3	12,7	220,2	97,2	21,0	116
	60 ans et plus dans la population (%)	9,8	13,4	18,6	17,0	15,3	23,4
	Immigrés dans la population (%)	11,4	1,9	9,8	5,0	6,0	8,7
	Couverture population par le RSA (%)	33,1	28,3	22,8	19,7	24,2	6,1
	0-17 ans d'origine sociale défavorisée (%)	63,0	49,5	46,5	37,7	46,6	35,0
	Agriculture dans l'emploi (%)	4,5	5,2	6,3	2,2	3,7	2,8
	Industrie dans l'emploi (%)	11,6	7,2	7,1	7,0	7,6	13,4

* Guadeloupe, Guyane, Martinique, La Réunion

Source : Insee, RP 2011, Revenus fiscaux localisés, CNAF. Calcul : Céreq-ESO CNRS, Caen.

Légende des types de risques

	Difficultés moindres sur le plan économique et des diplômes		Cumul de difficultés sur le plan familial, économique et des diplômes
	Difficultés prononcées sur le plan des diplômes et de l'emploi		Difficultés sur le plan familial et des revenus

Les intitulés diffèrent quelque peu des types rencontrés en métropole car les indicateurs ont en commun d'être souvent plus défavorables. De plus, les données n'étant pas toujours homogènes, l'indicateur de proportion de ménages vivant en logements sociaux n'a pas été retenu et celui du revenu médian par unité de consommation a été remplacé par la part de foyers fiscaux non imposables. Celle-ci est de 43 % en France métropolitaine mais de 70,2 % dans les quatre DOM considérés (tableau 2). La part de chômeurs parmi les 15-64 ans est de 21,4 % (8,9 % en métropole) alors que le taux d'emplois en CDI parmi les salariés est de 79,5 % (85,2 % en métropole). Les indicateurs de conditions de vie sont eux aussi défavorables. La part de familles monoparentales (24,6 %) est près de trois fois plus élevée qu'en métropole (8,9 %). De même que la part de familles de quatre enfants et plus (3,8 % pour 1,4 %). Sur le plan de la formation, la part de non diplômés ne fait pas état d'écarts aussi élevés, bien que demeurant importants, que ce soit chez les 45-54 ans (46,6 % pour 28,2 % en métropole) ou chez les 15-24 ans (42,6 % pour 25,4 % en métropole).

Le type « cumul de difficultés sur le plan familial, économique et des diplômes »

Le type « cumul de difficultés sur le plan familial, économique et des diplômes » rassemble un canton sur huit (12 cantons sur 96) mais un habitant sur six (15 %). Ces cantons les plus en difficulté se retrouvent plus fréquemment en Guyane et à La Réunion. En Guyane, il s'agit de cantons couvrant de très vastes étendues (densité de 6 habitants / km² : Iracoubo, Mana, Saint-Laurent-du-Maroni, Maripasoula), alors qu'à La Réunion, il s'agit plutôt de cantons urbains ou périurbains (Le Port, Saint-André, Saint-Louis). Ce type présente les risques les plus élevés. La part de familles monoparentales atteint 28,1 %, celle des familles de quatre enfants et plus 9,8 % alors que huit foyers sur dix ne sont pas imposables et que la part de chômeurs parmi les 15-64 ans est de 26,5 % (21,4 % sur les DOM). Sur le plan des diplômes, la part de non diplômés parmi les 45-54 ans est très élevée (69,3 %) et parmi les 15-24 ans qui ne sont plus scolarisés de 56,5 %, soit plus de la moitié.

Le type « difficultés prononcées sur le plan des diplômes et de l'emploi »

Le type « difficultés prononcées sur le plan des diplômes et de l'emploi » représente un nombre plus élevé de cantons (22 cantons, soit un peu plus d'un sur cinq) et une proportion équivalente de la population (23,2 %) sur un territoire lui aussi très étendu, bien que d'une densité un peu plus élevée que dans le type précédent (13 habitants / km² : Saint-Louis en Guadeloupe ; Saint-Georges-Oyapoc et Sinnamary en Guyane ; Sainte-Rose et Salazie à La Réunion). La part de non diplômés parmi les 45-54 ans est aussi très élevée

(61,3 %), ainsi que la part de chômeurs parmi les 15-64 ans (25,1 %), alors que le taux de CDI parmi les emplois est faible (75,5 % pour 79,5 % sur les DOM). La part de foyers non imposables est élevée (73,4 %). La part de non diplômés parmi les 15-24 ans qui ne sont plus scolarisés est légèrement supérieure à la moyenne des DOM (44,2 % pour 42,6 %).

Le type « difficultés sur le plan familial et des revenus »

Le type « difficultés sur le plan familial et des revenus » rassemble aussi 22 cantons mais seulement un habitant sur six, sur des aires à forte densité démographique (220 habitants / km² : Cayenne et Matoury en Guyane ; Le Marin à la Martinique ; Le Moule en Guadeloupe). À la différence du précédent type, les principales caractéristiques portent sur la part élevée de familles monoparentales (27,3 % pour 24,6 % sur les DOM) et la part de foyers non imposables (74,4 % pour 70,2 % sur les DOM). Alors que les autres indicateurs sont un peu moins discriminants (part de chômeurs toutefois de 20,5 %), sur le plan des diplômes, la part de non diplômés parmi les 45-54 ans est dans la moyenne des DOM, et parmi les 15-24 ans qui ne sont plus scolarisés au-dessous de la moyenne des DOM (39,3 % pour 42,6 %).

Le type « difficultés moindres sur le plan économique et des diplômes »

Le quatrième type, « difficultés moindres sur le plan économique et des diplômes », présente des risques un peu plus mesurés bien que demeurant significatifs. Il rassemble un grand nombre de cantons (40 cantons, soit 41,7 % et 46,1 % de la population). La part de chômeurs parmi les 15-64 ans est de 18,3 % (21,4 % sur les DOM), le taux de CDI parmi les emplois de 82,4 % (79,5 % sur les DOM) et la proportion de foyers non imposables de 64,7 % (70,2 % sur les DOM). Par ailleurs, la part de non diplômés parmi les 45-54 ans est de 42,2 % (46,6 % sur les DOM), et parmi les 15-24 ans qui ne sont plus scolarisés au-dessous de la moyenne des DOM (35,5 % pour 42,6 %). Les cantons du type « difficultés moindres sur le plan économique et des diplômes » correspondent aux zones résidentielles des grands pôles urbains à l'emploi très tertiaire à l'instar de Schoelcher (Fort-de-France), Baie-Mahaut (Pointe-à-Pitre), Remire-Montjoly (Cayenne), ou La Possession (Saint-Denis de La Réunion).

LA SPÉCIFICITÉ DE MAYOTTE

L'échelle cantonale a été conservée, le découpage antérieur à 2015 de 17 cantons-villes correspondant chacun à une commune (dont Mamoudzou réunissant 3 cantons). Le plus petit, Acoua, comporte 4 714 habitants au recensement 2012, autorisant un traitement statistique. Si les écarts d'indicateurs ont conduit à dissocier l'analyse de la France métropolitaine de celle des DOM illustrés par les académies de Guadeloupe, de Guyane, de Martinique et de La Réunion, d'autres écarts amènent à distinguer Mayotte de ces derniers. Sur plusieurs des variables considérées, les communes de Mayotte dans leur ensemble sont atypiques. On pense en particulier à la part des familles nombreuses parmi les ménages, avec 25 % de familles nombreuses alors que cette proportion est à 13 % en Guyane et ne dépasse pas 4 % dans les autres DOM. Autre illustration, 75 % des adultes âgés de 45 à 54 ans sont sans diplôme à Mayotte, bien au-delà des autres DOM (même si La Réunion est à 59 %). Seulement 5,5 % des foyers fiscaux sont imposables (28 % à 33 % dans les autres DOM).

Par ailleurs, la proportion de moins de 18 ans d'origine sociale défavorisée est de 66 % en moyenne. Cette proportion exceptionnellement élevée s'interprète avant tout par la part d'origines « chômeurs et inactifs n'ayant jamais travaillé » (47 %) qui sont incluses dans cette catégorie. L'éloignement de l'emploi d'une grande partie de la population est en effet une donnée importante. La part de chômeurs parmi les 15-64 ans a été calculée comme pour les autres départements. Toutefois, son utilisation est problématique pour Mayotte car son niveau, assez peu élevé pour les DOM (17 %), ne traduit pas pleinement les difficultés d'accès à l'emploi. En effet, le taux d'inactivité parmi les 15-64 ans atteint 56 %, loin au-dessus des autres DOM (tableau 3). Ce taux illustre alors plutôt l'éloignement d'un emploi censé être accessible par une « démarche de marché », et d'une inscription administrée par un service public dédié, retrouvant ainsi combien les notions même de « population active » et de « chômeur » sont des inventions du législateur et des gestionnaires publics (SALAS, BAVEREZ, RAYNAUD, 1986), de même que la notion « d'inactivité » (FOUQUET, 2004).

De plus, les variables de revenu disponible et de revenu fiscal ne sont pas disponibles pour Mayotte. Les données sur les allocataires du RSA sont accessibles mais portent sur décembre 2013. En effet, à la date de 2011 qui est utilisée pour les autres DOM, le RSA n'avait pas été mis en place à Mayotte. La variable disponible en référence pour calculer un taux de couverture est la population de 2012, ce qui pose un premier problème de décalage temporel. Par ailleurs, on arrive à un taux moyen pour Mayotte de 6,1 % équivalent à la métropole (20 à 29 % dans les autres DOM). La part de RSA a donc ici un intérêt limité pour caractériser les difficultés sociales⁷. Pour le reste, le faible taux de couverture semble attribuable à un déploiement assez complexe du dispositif et plus généralement à une distance aux institutions analogue à celle constatée pour la recherche d'emploi. Finalement, les données retenues porteront sur la variable disponible de proportion de foyers imposables en 2013. Il apparaît que 5,5 % seulement des foyers mahorais sont imposables sur le revenu.

⁷ Tout au plus peut-on noter qu'il est bien corrélé à la part de foyers fiscaux non imposables (coefficient de corrélation à 0,50 à l'échelle communale).

Tableau 3 Chômage et participation au marché du travail dans les DOM et en France métropolitaine

	Part de chômeurs parmi les 15-64 ans (%)	Part d'inactifs parmi les 15-64 ans (%)	Part des 15-64 ans qui n'ont pas d'emploi (%)	Taux de chômage des 15-64 ans (%)
Guadeloupe	19,8	31,8	51,6	29,0
Martinique	18,5	30,1	48,5	26,4
Guyane	19,5	37,1	56,7	31,1
La Réunion	24,1	32,3	56,4	35,5
Mayotte	16,6	55,5	72,1	37,2
France métropolitaine	8,9	27,4	36,3	12,3

Source : Insee, RP 2011 (DOM hors Mayotte) et RP 2012 (Mayotte). Calcul : Céreq ESO-CNRS Caen.

Tableau 4 Taux d'équipement des logements en confort de base dans les DOM et en France métropolitaine (en % des résidences principales)

	Sans douche ou baignoire	Sans WC	Sans eau	Sans électricité
Guadeloupe	2,2	1,6	0,8	1,8
Martinique	1,2	1,0	0,4	1,4
Guyane	20,7	20,3	14,1	12,7
La Réunion	1,4	1,9	0,2	0,6
Mayotte	61,7	58,6	30,4	6,4
France métropolitaine	0,7	0,6*	0,06*	nd

Source : Insee, RP 2011 (DOM hors Mayotte) et RP 2012 (Mayotte), sauf * (enquête Logement 2013). Calcul : Céreq ESO-CNRS Caen.

Sur le plan des conditions de vie, les Mahorais ont des conditions de logement très difficiles au regard des standards métropolitains : deux résidences principales sur trois sont dépourvues du confort dit « de base » incluant eau courante, électricité, WC, douche et bain (BALICCHI *et alii.*, 2014). Les données mises à disposition par l'Insee permettent de reconstituer séparément les différentes composantes de ce « confort de base » pour Mayotte ainsi que pour les autres DOM (tableau 4). L'une d'entre elles fournira un indice de la qualité des logements : le « pourcentage de résidences principales n'ayant ni douche ni baignoire ». Cette variable présente aussi l'intérêt, malgré son caractère partiel, d'être utilisée par ailleurs, et notamment diffusée dans le cadre des statistiques de l'Union européenne sur les revenus et les conditions de vie (dispositif EU-SILC).

BIBLIOGRAPHIE

- Afsa C., 2013, « Qui décroche ? », *Éducation & formations*, n° 84, p. 9-20.
- Balicchi J., Bini J.-P., Daudin V. Actif N., Rivière J., 2014, « Mayotte, département le plus jeune de France », *Insee Première*, n° 1488.
- Boudesseul G., Coinaud C., Grelet Y., Vivent C., 2008, « Orientation : quels repères pour trouver son chemin ? », *NEF*, n° 33, Céreq.
- Boudesseul G., Grelet Y., Vivent C., 2012, « Les risques sociaux de décrochage scolaire : vers une politique territorialisée de prévention ? », *Bref, Céreq*, n° 304.
- Borzi M., Le Jeannic T., 2014, « En matière d'emploi, les métropoles ont davantage résisté à la crise », *Insee Première*, n° 1503.
- Brès A., Sanjuan T., 2012, *Atlas de Paris*, Paris, Autrement.
- Brunet R., *France, le trésor des régions*, en ligne sur <http://tresordesregions.mgm.fr/> consulté le 30 mars 2016.
- Brunet R. (dir.), 1987, *La vérité sur l'emploi en France*, Paris, Larousse.
- Brutel C., Levy D., 2011, « Le nouveau zonage en aires urbaines de 2010 », *Insee Première*, n° 1374.
- Caro P., Rouault R., 2010, *Atlas des fractures scolaires en France*, Paris, Autrement.
- Carroué L., 2015, *La France : la mutation des systèmes productifs*, Paris, Armand Colin.
- Cretin L., 2012, « Les familles monoparentales et l'école : un plus grand risque d'échec au collège ? », *Éducation & formations*, n° 82, p. 51-66.
- Davezies L., 2012, *La crise qui vient. La nouvelle fracture territoriale*, Paris, Le Seuil.
- Davezies L., 2009, « L'économie locale résidentielle », *Géographie Économie Société*, vol. 11, n° 1, p. 47-53.
- Davezies L., 2008, *La république et ses territoires. La circulation invisible des richesses*, Paris, Le Seuil.
- Desjeux D., 2004, *Les sciences sociales*, Paris, PUF, coll. « Que-sais-je ? ».
- Duée M., 2004, « L'impact du chômage des parents sur le devenir scolaire des enfants », document de travail, n° G2004-06, Insee.
- Duée M., 2006, « Chômage parental de longue durée et échec scolaire des enfants », *Données sociales : la société française*, Insee, p. 157-161.
- Fouchard C., Rodrigues A., Ropers C., « Le décrochage dans les Pays de la Loire : facteurs de risque et territoires vulnérables », *Insee Analyses Pays de la Loire*, n° 4.
- Fouquet A., 2004, « L'invention de l'inactivité », *Travail, genre et sociétés*, 2004/1, n°11, p. 47-62.
- Frémont A., 1976, *La région, espace vécu*, Paris, PUF.
- Ghorra-Gobin C., 2015, *La métropolisation en question*, Paris, PUF.
- Goux D., Maurin É., 2000, « La persistance du lien entre pauvreté et échec scolaire », *France, Portrait social, 2000-2001*, Insee, p. 87-98.
- Goux D., Maurin É., 2002, « Surpeuplement du logement et retard scolaire des enfants », *Données sociales : la société française*, Insee, coll. « Insee Références », p. 455-478.
- Gouyon M., 2004, « L'aide aux devoirs apportée par les parents », *Insee Première*, n° 996.
- Grelet Y., 2004, « La reproduction sociale s'inscrit dans le territoire », *Formation emploi*, n° 87, p. 79-98.
- Héran F., 1994, « L'aide au travail scolaire : les mères persévèrent », *Insee Première*, n° 350.
- Ichou M., Vallet L.-A., 2012, « Performances scolaires, orientation et inégalités sociales d'éducation. Évolution en France en quatre décennies », *Éducation & formations*, n° 82, p. 9-18.
- Insee, Dares, Datar, 2010, *Atlas des zones d'emploi en France*, Paris, Dares.
- Jacquot A., 2007, « L'occupation du parc HLM : éclairage à partir des enquêtes Logement de l'Insee », document de travail, n° Fo708, Insee.
- Lahire B., 1996, « La variation des contextes dans les sciences sociales. Remarques épistémologiques », *Annales. Histoire, Sciences sociales*, vol. 51, n° 2, p. 381-407.
- Le Berre M., 1992, article « Territoires » in Bailly A. S., Ferras R., Pumain D. (dir.), *Encyclopédie de Géographie*, Paris, Economica, p. 617-638.
- Le Bras H., 2011, *Atlas des inégalités. Les Français face à la crise*, Paris, Autrement.
- Le Bras H., Todd E., 2013, *Le mystère français*, Paris, Le Seuil.
- Le Rhun B., Dubois M., 2013, « Les sortants précoces et les sortants sans diplôme : deux mesures des faibles niveaux d'étude », *Éducation & formations*, n° 84, p. 51-59.
- Lévy J., Lussault M. (dir.), 2003, *Dictionnaire de la géographie et de l'espace des sociétés*, Paris, Belin.
- L'Horty Y., Sari F., 2008, « Les zones urbaines sensibles en Île-de-France : typologie des tensions territoriales », document de recherche, n° 08-10, Centre d'études des politiques économiques (EPEE), Université d'Évry Val d'Essonne.

Lussault M., 2003, article « Contexte » in Lévy J., Lussault M. (dir.), *Dictionnaire de la géographie et de l'espace des sociétés*, Paris, Belin, p. 204.

MENESR, 2014, *Géographie de l'école*, DEPP-MENESR.

Murat F., 2009, « Le retard scolaire en fonction du milieu parental : l'influence des compétences des parents », *Économie et Statistique*, n°424-425, p. 103-124.

Pinson G., Rousseau M., 2012, « Les systèmes métropolitains intégrés. État des lieux et problématiques » in DATAR, *Territoires 2040*, n° 3, « Des systèmes spatiaux en perspective ».

Pirus C., 2011, « Les conditions d'habitat des enfants : poids des structures familiales et de la taille de la fratrie », *France, Portrait social*, Insee, coll. « Insee Références », p. 173-190.

Revel J. (dir.), 1998, « Jeux d'échelles. La micro-analyse à l'expérience », *Annales. Histoire, Sciences sociales*, vol. 53, n° 2, p. 444-447.

Saint-Julien T., Le Goix R. (dir.), 2007, *La métropole parisienne. Centralités, inégalités, proximités*, Paris, Belin.

Salais R., Baverez N., Raynaud B., 1986, *L'invention du chômage*, Paris, PUF.

Sourd C., 2012, « L'attractivité des territoires. Attirer des emplois, mais pas seulement », *Insee Première*, n° 1416.

Tabard N., 1993, « Représentation socio-économique du territoire : typologie des quartiers et communes selon la profession et l'activité économique de leurs habitants », document de travail, n° F9304, Insee.

Thélot C., Vallet L.-A., 2000, « La réduction des inégalités sociales devant l'école depuis le début du siècle », *Économie et Statistique*, n° 334, p. 3-32.

Thémines J.-F., 2011, *Savoir et savoir enseigner le territoire*, Toulouse, Presses Universitaires du Mirail.

Reynard R., Gass C., Vialette P., 2015, « Trente ans de mutations fonctionnelles de l'emploi dans les territoires », *Insee Première*, n° 1538.

Van Puymbroeck C., Reynard R., 2010, « Les grandes villes concentrent les fonctions intellectuelles, de gestion et de décision », *Insee Première*, n° 1278.

Weltz P., 1996, *Mondialisation, villes et territoires. L'économie d'archipel*, Paris, PUF.

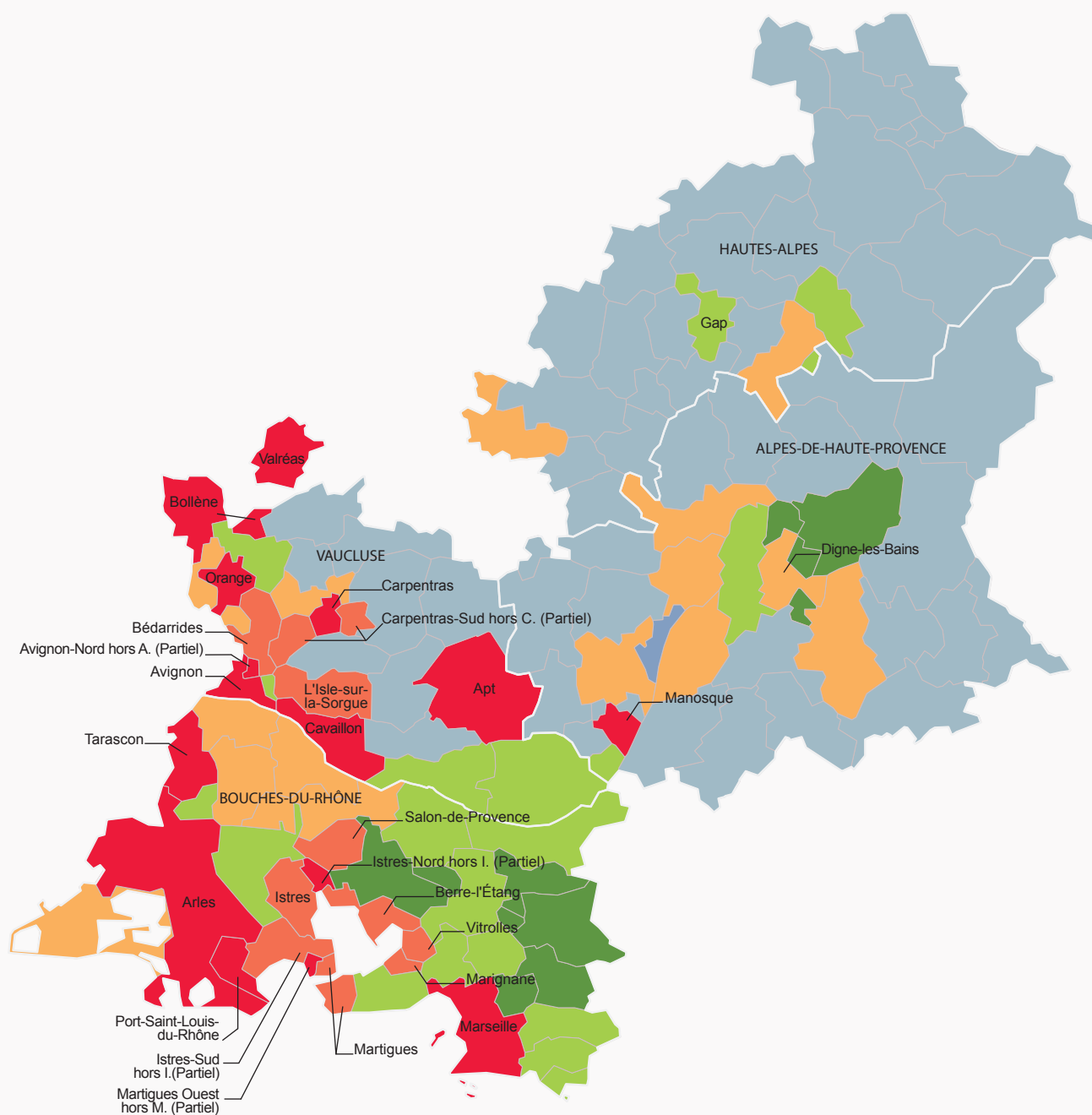
FICHES ACADÉMIQUES

La situation de la France est déclinée par académie selon une double approche cartographique. Un commentaire précise la position de l'académie au regard de la typologie d'ensemble et tente de cerner ses principales spécificités. La complexité des combinaisons possibles amène à schématiser la présentation sous une forme unifiée. La densité de population est fréquemment précisée car le nombre de cantons présenté seul peut s'avérer trompeur. Une première partie présente « les risques les plus marqués », c'est-à-dire ceux qui sont les plus défavorables. Une deuxième partie porte sur « les risques seconds », qui ne sont pas nécessairement secondaires du point de vue de leur gravité, mais qui sont associés à une proportion de jeunes dépourvus de diplômes un peu moins marquée. Dans le cas particulier d'académies plutôt favorisées, cette appellation peut paraître paradoxale, elle ne fait que décrire des risques existants, même si le nombre de cantons qui les illustrent est modeste. Enfin, une partie « autres », plus résiduelle tente de préserver la richesse des observations multivariées.

Lorsque des exemples sont particulièrement évocateurs, ou révèlent l'emprise d'une histoire locale, notamment industrielle, quelques encadrés mentionnent un canton spécifique, sans pour autant qu'il ait valeur générale.

Pour une lecture plus approfondie, un tableau quantifie précisément la valeur des indicateurs fondant la typologie à raison d'un exemple de canton significatif pour chaque type représenté dans l'académie. Les valeurs moyennes à l'échelle de l'académie et de la France métropolitaine facilitent la comparaison. Là encore, l'exemple choisi n'a qu'une portée illustrative. Quelques indicateurs complémentaires ont été ajoutés afin d'affiner les observations.

Les cartes mentionnent en clair les noms de cantons des types « cumul de fragilités économique, familiale et culturelle en milieu urbain » et « disparités de conditions de vie dans les grandes périphéries » dont les risques sont les plus élevés, ainsi que les cantons-villes préfectures de département.



0 20 km

Source : INSEE, RP 2011, Revenus fiscaux localisés. Calcul et cartographie : Céreq - ESO CNRS, Caen.

LES ZONES À RISQUES D'ÉCHEC SCOLAIRE

- Cumul de fragilités économique, familiale, culturelle en milieu urbain
- Disparités de conditions de vie dans les grandes périphéries
- Précarité économique plutôt dans des communes de taille moyenne
- Qualification industrielle traditionnelle dans les petites communes rurales
- Milieu rural isolé, de tourisme saisonnier et d'économie présentielle
- Sécurité économique et soutien culturel
- Garantie de l'emploi à niveaux de qualification variés



Dans aucune autre académie le type « cumul de fragilités économique, familiale, culturelle en milieu urbain » ne concentre une aussi grande part de la population (45 %) sur un espace aussi restreint (15 cantons sur 119). Une cinquantaine de cantons sont plus visibles sur les cartes mais ne regroupent que 8 % de la population dans le type « milieu rural isolé, de tourisme saisonnier et d'économie présentielle ». Par contraste, un quart des cantons et de la population se trouvent plus abrités dans les types « sécurité économique et soutien culturel » et « garantie de l'emploi à niveaux de qualification variés ». La part de non diplômés parmi les jeunes de 15-24 ans non scolarisés est ainsi contenue à 28,8 % sur l'ensemble de l'académie (25,4 % en France métropolitaine).

I. RISQUES LES PLUS MARQUÉS

Une quinzaine de cantons urbains de la vallée du Rhône concentrent le type « cumul de fragilités économique, familiale, culturelle en milieu urbain ». Les indicateurs sont tous défavorables. Le revenu médian est de 16 100 euros (18 700 euros sur le plan national). La part des chômeurs parmi les 15-64 ans est supérieure de plus de 3 points à la moyenne nationale (12,2 % pour 8,9 %). La part des emplois en CDI est plus faible. La proportion de familles monoparentales (12,5 % pour 8,9 %) et de familles nombreuses est plus élevée. La part des non diplômés chez les 45-54 ans est plus élevée que la moyenne (33,7 % pour 28,2 % au plan national).

Au sein de ce groupe, la part des jeunes non diplômés parmi les 15-24 ans non scolarisés est la plus élevée de toute l'académie (33,2 %). Tous les cantons de ce type, sauf trois, concentrent au moins un tiers de jeunes non diplômés parmi les 15-24 ans non scolarisés (plus de 40 % à Tarascon pour 25,4 % en moyenne au plan national). Pour Marseille, incluse dans ce type, la fiche par arrondissement ci-après nuance les indicateurs.

Le type « disparités de conditions de vie dans les grandes périphéries » présente lui aussi des risques élevés pour 15 % de la population sur un nombre limité de onze cantons, plutôt sur les rives industrielles de l'étang de Berre. Leur profil économique et social est analogue, bien que moins marqué. La part des chômeurs parmi les 15-64 ans est souvent inférieure de 2 points au type précédent (9,7 % à Vitrolles) tout en restant supérieure à la moyenne nationale de 8,9 %.

Martigues-Ouest hors Martigues, des difficultés concentrées et persistantes

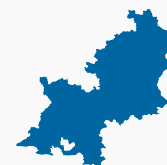
Le cas du canton de Martigues-Ouest hors Martigues incarne la situation économique et sociale dégradée de cet ensemble de cantons les plus à risque. La part des chômeurs parmi les 15-64 ans est de 12,5 %. La part des ménages habitant en logement social dépasse 40 %, maximum dans l'académie, de même que Port-Saint-Louis-du-Rhône relevant du même type. Le taux d'habitants couverts par le RSA est ici le plus élevé de l'académie (25 %, contre 6,1 % en moyenne nationale). Plus de la moitié des moins de 18 ans relèvent de catégories sociales défavorisées. Le taux de non diplômés parmi les jeunes de 15-24 ans non scolarisés est de 37 %.

II. RISQUES SECONDS

Une cinquantaine de cantons ruraux de l'arrière-pays provençal montagneux sont caractérisés par des densités faibles de 70 habitants / km² ou moins. Ils forment les types « précarité économique plutôt dans des communes de taille moyenne » (Forcalquier) et « milieu rural isolé, de tourisme saisonnier et d'économie présentielle » (Saint-Étienne-en-Dévoluy). Dans ce dernier canton, peuplé de seulement 1 000 habitants, la part des emplois en CDI ne s'élève qu'à 57 %, pour 85,2 % en moyenne nationale. Le revenu médian y est un des plus faibles de l'académie avec 16 500 euros, caractéristique partagée avec bon nombre de cantons du même type (Annot, Banon, Le Lauzet-Ubaye, La Seyne, Turriers, La Grave, Sault).

Barcelonnette, un pôle rural et touristique

Le canton de Barcelonnette, un des plus étendus de France, appartient à ce type « milieu rural isolé, de tourisme saisonnier et d'économie présentielle » parce qu'il abrite le petit pôle urbain de la vallée touristique et agricole de l'Ubaye (sous-préfecture des Alpes-de-Haute-Provence). La distance de Barcelonnette à Digne-les-Bains est de 85 kilomètres (1 heure 40). Peuplé seulement de 6 700 habitants (9 habitants / km²), ce canton se démarque par une part des chômeurs parmi les 15-64 ans de seulement 5 %, une part d'emplois en CDI de seulement 70 % et 6 % de ménages habitant en logement social. La part d'emplois concentrés dans les services atteint 83 % (moyenne nationale de 76,9 %), comme dans beaucoup de cantons correspondant à un petit pôle urbain de services aux particuliers en milieu rural (Briançon 89 %, Digne-les-Bains 88 %, Embrun 83 %). Le taux de jeunes non diplômés parmi les 15-24 ans non scolarisés se limite à 18,6 %, soit deux fois moins qu'à Martigues-Ouest hors Martigues.



III. AUTRES

La situation est plus favorable au sein d'une vingtaine de cantons urbains (Aix-en-Provence) et périurbains (Avignon-Est ou Orange-Est) centrés sur les périphéries nord et est de la métropole marseillaise (La Ciotat, Aix-en-Provence-Nord-Est hors Aix ou Aix-en-Provence-Sud-Ouest). Dans ces deux derniers cantons, la part des chômeurs parmi les 15-64 ans n'est que de 6 %, le revenu médian dépasse 25 000 euros, et la part des non diplômés chez les 45-54 ans n'excède pas 17 %. Cet

ensemble correspond aux banlieues périurbaines des grandes agglomérations où résident des ménages composés d'actifs salariés (part de CDI supérieure à la moyenne nationale), à forts revenus et à haut niveau de diplôme. Seulement 10 % des moins de 18 ans habitant dans le canton d'Aix-en-Provence-Nord-Est hors Aix sont issus de catégories sociales défavorisées. Le taux de jeunes non diplômés parmi les 15-24 ans non scolarisés s'élève à 13,5 % à Aix-en-Provence-Sud-Ouest, soit un des taux les plus faibles de l'académie.

Exemples de cantons significatifs de l'académie d'Aix-Marseille par type, selon quelques indicateurs

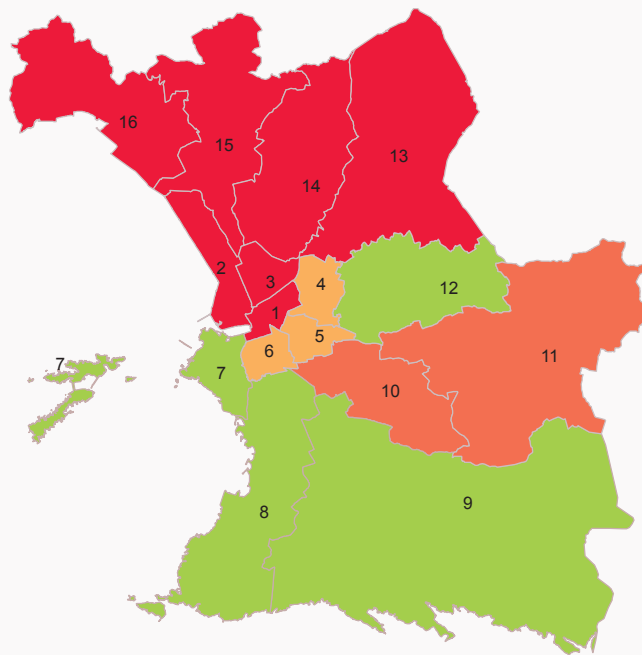
Type										
Cantons		Martiques-Ouest hors Martiques	Vitrolles	Forcalquier	Peyruis	Barcelonnette	Aix-en-Provence	Allauch	Académie	France métr.
Département		13	13	04	04	04	13	13		
Indicateurs mobilisés dans la typologie	Revenu médian par unité de consommation (€)	15 143	17 998	18 512	17 738	17 629	22 009	24 368	18 438	18 695
	Chômeurs parmi les 15-64 ans (%)	12,5	9,7	9,4	8,8	5,0	8,8	6,4	10,1	8,9
	Emplois en CDI (%)	83,7	88,8	81,6	84,3	69,5	83,2	89,7	84,3	85,2
	Familles monoparentales (%)	14,8	12,9	8,9	6,0	7,2	9,1	9,7	10,9	8,9
	Familles de quatre enfants et plus (%)	2,0	2,1	1,1	1,4	0,9	0,7	0,5	1,4	1,4
	Ménages vivant en HLM (%)	42,5	27,6	5,2	7,7	6,2	15,2	4,8	13,9	14,6
	Non diplômés parmi les 45-54 ans (%)	39,8	33,5	24,9	28,0	25,4	20,5	18,8	28,8	28,2
Indicateurs de scolarisation des 15-24 ans et niveau de diplôme des non scolarisés	Taux de scolarisation (%)	57,4	62,4	58,7	55,5	57,8	78,7	71,6	65,6	64,9
	Non scolarisés (nombre)	839	1 648	562	199	274	5 761	975	118 903	2 696 094
	· Non diplômés (%)	37,4	30,0	28,5	34,3	18,6	22,7	20,7	28,8	25,4
	· Diplômés de niveau V (CAP, BEP) (%)	31,2	23,3	32,2	31,4	36,1	20,0	26,0	28,0	27,2
	· Diplômés de niveau IV (BAC, BP...) (%)	20,2	28,9	25,5	23,0	25,7	24,9	24,8	25,1	26,5
	· Diplômés de niveau III (BAC + 2...) (%)	8,9	13,7	9,3	8,8	15,2	16,0	19,6	12,3	13,7
Indicateurs socio-démographiques complémentaires	Densité de population (hab./km²)	1 502	952	71	66	9	756	531	134	116
	60 ans et plus dans la population (%)	27,2	19,1	28,9	25,2	27,7	22,5	29,5	24,7	23,4
	Immigrés dans la population (%)	12,8	8,8	6,2	7,3	3,7	11,8	3,6	9,7	8,7
	Couverture population par le RSA (%)	25,0	9,7	4,8	4,1	3,5	5,9	2,7	8,9	6,1
	0-17 ans d'origine sociale défavorisée (%)	53,2	39,4	35,2	32,1	27,8	22,8	19,0	34,3	35,0
	Agriculture dans l'emploi (%)	0,4	0,3	4,3	4,4	3,1	0,5	0,5	2,2	2,8
	Industrie dans l'emploi (%)	17,5	13,6	9,5	13,0	5,6	8,8	8,3	10,0	13,4

Source : Insee, RP 2011, Revenus fiscaux localisés, CNAF. Calcul : Céreq-ESO CNRS, Caen.

Légende des types de risques

- Cumul de fragilités économique, familiale, culturelle en milieu urbain
- Disparités de conditions de vie dans les grandes périphéries
- Précarité économique plutôt dans des communes de taille moyenne

- Qualification industrielle traditionnelle dans les petites communes rurales
- Milieu rural isolé, de tourisme saisonnier et d'économie présentielle
- Sécurité économique et soutien culturel
- Garantie de l'emploi à niveaux de qualification variés

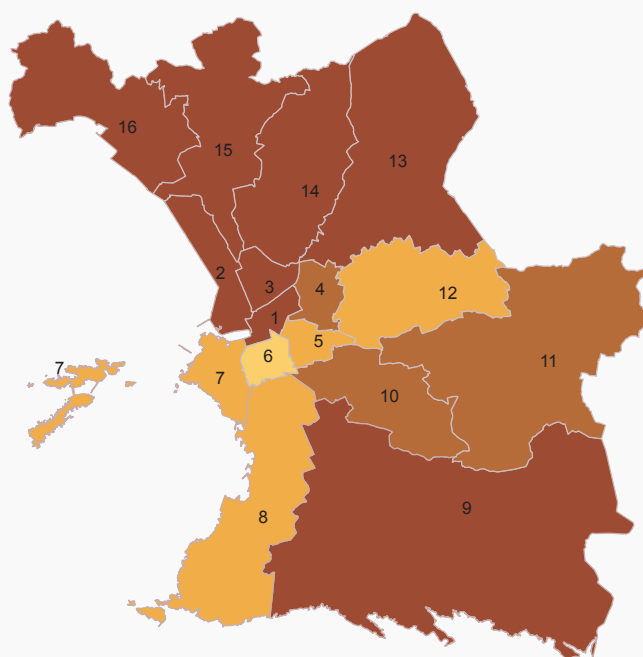


0 3 km

Source : INSEE, RP 2011, Revenus fiscaux localisés. Calcul et cartographie : Céreq - ESO CNRS, Caen.

LES ZONES À RISQUES D'ÉCHEC SCOLAIRE

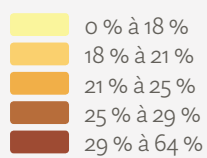
- Cumul de fragilités économique, familiale, culturelle
- Disparités de conditions de vie
- Précarité économique
- Sécurité économique et soutien culturel



0 3 km

Source : INSEE, RP 2011. Calcul et cartographie : Céreq - ESO CNRS, Caen.

LA PART DES NON DIPLÔMÉS PARMI LES 15-24 ANS NON SCOLARISÉS





Les seize arrondissements composant Marseille correspondent au centre du pôle d'emploi de l'aire urbaine d'Aix-Marseille (1 720 000 habitants en 2012). Sept arrondissements sont parmi les plus défavorisés de France au regard du risque d'échec scolaire.

I. RISQUES LES PLUS MARQUÉS

Les sept arrondissements du type « cumul de fragilités économique, familiale, culturelle » se situent au centre (1^{er}, 2^e, 3^e), et au nord de la commune (13^e, 14^e, 15^e, 16^e). Avec plus de 90 000 habitants, le 13^e est le plus peuplé de Marseille ; il est proche des cantons de Gardanne et d'Allauch au nord (cantons relevant de types bien plus favorisés). Les cantons situés au centre sont deux à trois fois moins peuplés, avec 44 600 habitants pour le 3^e (quartier populaire du nord de la gare Saint-Charles) et 38 400 habitants pour le 1^{er}. Les indicateurs retenus sont ici les plus défavorables. Le revenu médian avoisine 10 000 euros dans les 1^{er}, 2^e, 14^e et 15^e. Dans le 13^e, il atteint 15 600 euros, soit une valeur inférieure de plus de 3 000 euros au revenu médian en France métropolitaine. Le 3^e présente un plus faible revenu que n'importe quel canton métropolitain avec 7 400 euros, soit environ deux fois moins que pour le 16^e, et trois fois moins que pour le 8^e, arrondissement le plus favorisé de Marseille sur ce point (24 800 euros). Le taux d'habitants couverts par le RSA dépasse 25 % dans six arrondissements pour 6,1 % au plan France métropolitaine (34,3 % dans le 3^e). La part de chômeurs parmi les 15-64 ans dépasse 12 % au sein de ce type (8,9 % en France métropolitaine, 18,9 % dans le 1^{er}, 19,7 % dans le 2^e). La part des emplois en CDI est de 74,9 % dans le 1^{er}, soit inférieure de 10 points à la moyenne en France métropolitaine. Celle des ménages vivant en habitat social est au double dans trois arrondissements (30,7 % dans le 13^e, 36,4 % dans le 14^e et 37,7 % dans le 15^e, pour 14,6 % en France métropolitaine). De même pour la proportion de familles monoparentales (18,1 % dans le 15^e, 19,1 % dans le 14^e, pour 8,9 % nationalement). La proportion de familles nombreuses dépasse 5 % dans les 14^e et 15^e arrondissements. Celle des non diplômés chez les 45-54 ans dépasse 50 % dans trois d'entre eux (54,5 % dans le 3^e pour 28,2 % nationalement). La part des jeunes non diplômés parmi les 15-24 ans non scolarisés est, elle aussi, très supérieure à la moyenne (plus de 40 % dans les 3^e, 14^e et 15^e).

II. RISQUES SECONDS

Le type « disparités de conditions de vie » ne concerne que les 10^e et 11^e arrondissements peuplés de 50 000 habitants environ. Leur revenu médian avoisine 18 000 euros. La part des ménages vivant en habitat social varie du simple au double entre le 10^e (15,4 %) et le 11^e (30,1 %). Le taux d'emploi en CDI est ici supérieur à la moyenne (86,8 % dans les deux arrondissements pour 85,2 % en moyenne en France métropolitaine). La part des jeunes non diplômés parmi les 15-24 ans non scolarisés est supérieure de 2 à 3 points à la moyenne de France métropolitaine.

Le type « précarité économique », que l'on rencontre plutôt dans des communes de taille moyenne dans le reste de la France, agrège les 4^e, 5^e et 6^e arrondissements, tous centraux et peuplés de 42 000 à 48 000 habitants. La part des emplois en CDI n'atteint pas 80 % dans deux d'entre eux (5^e et 6^e). Le revenu médian n'atteint pas 18 000 euros dans le 4^e et le 5^e. La part des jeunes non diplômés parmi les 15-24 ans non scolarisés est inférieure à la moyenne dans les 5^e et 6^e arrondissements (19,6 % dans le 6^e pour 25,4 % en moyenne en France métropolitaine).

III. AUTRES

Alors que le type « garantie de l'emploi à niveaux de qualification variés » n'est pas du tout représenté, le type « sécurité économique et soutien culturel » ne rassemble que quatre arrondissements, les 7^e, 8^e, 9^e, et 12^e. Le revenu médian va de 21 700 euros (9^e) à 24 800 euros (8^e). La proportion de non diplômés parmi les 45-54 ans est comprise entre 18,2 % (8^e) et 23,4 % (9^e) pour 28,8 % sur l'ensemble de l'académie d'Aix-Marseille et 28,2 % nationalement. Le 9^e fait figure d'arrondissement à part dans ce type car il présente une part de non diplômés parmi les 15-24 ans qui ne sont plus scolarisés de 33 %, alors qu'elle est contenue à 22,6 % dans le 8^e, à 22,9 % dans le 7^e et à 24,8 % dans le 12^e, pour 28,8 % sur l'ensemble de l'académie et 25,4 % nationalement.

Arrondissements de Marseille par type, selon quelques indicateurs

		Type									
		Arrondissement	1 ^{er}	2 ^e	3 ^e	13 ^e	14 ^e	15 ^e	16 ^e	10 ^e	11 ^e
Indicateurs mobilisés dans la typologie	Revenu médian par unité de consommation (€)		10 683	10 235	7 435	15 612	10 614	9 992	15 052	17 751	18 212
	Chômeurs parmi les 15-64 ans (%)		18,9	19,7	18,3	12,5	17,3	14,7	13,3	10,4	10,3
	Emplois en CDI (%)		74,9	76,9	78,3	87,1	84,8	82,4	83,9	86,8	86,8
	Familles monoparentales (%)		12,7	12,6	17,9	15,3	19,1	18,1	16,6	13,0	14,4
	Familles de quatre enfants et plus (%)		2,1	2,1	4,7	3,4	5,6	5,3	2,2	1,5	2,3
	Ménages vivant en HLM (%)		4,8	11,7	18,3	30,7	36,4	37,7	22,6	15,4	30,1
	Non diplômés parmi les 45-54 ans (%)		38,8	48,8	54,5	37,1	51,0	53,7	36,8	33,7	33,4
Indicateurs de scolarisation des 15-24 ans et niveau de diplôme des non scolarisés	Taux de scolarisation (%)		70,9	62,1	65,8	70,2	64,4	68,5	64,9	67,6	67,4
	Non scolarisés (nombre)		1 802	1 213	2 273	4 090	3 247	3 369	755	2 402	2 522
	· Non diplômés (%)		35,4	32,0	44,7	34,6	45,8	46,5	38,7	27,2	28,4
	· Diplômés de niveau V (CAP, BEP) (%)		23,5	21,3	23,8	26,8	24,8	25,8	18,8	26,7	30,5
	· Diplômés de niveau IV (BAC, BP...) (%)		21,9	24,8	20,4	23,5	19,8	19,5	30,0	26,5	26,5
	· Diplômés de niveau III (BAC + 2...) (%)		11,1	11,2	7,4	9,6	7,5	5,7	10,0	14,0	10,3
Indicateurs socio-démographiques complémentaires	Densité de population (hab./km²)		21 309	4 888	17 154	3 227	3 681	4 771	1 054	4 889	1 690
	60 ans et plus dans la population (%)		18,0	21,0	17,4	20,1	18,8	19,6	23,8	22,8	20,8
	Immigrés dans la population (%)		25,9	22,8	27,9	12,1	19,3	19,4	10,9	9,1	9,4
	Couverture population par le RSA (%)		25,4	26,0	34,3	17,1	27,2	23,4	31,7	9,1	11,5
	0-17 ans d'origine sociale défavorisée (%)		39,5	50,8	59,2	41,3	57,0	62,2	46,3	31,3	35,3
	Agriculture dans l'emploi (%)		0,1	0,2	0,1	0,1	0,1	0,1	0,2	0,1	0,1
	Industrie dans l'emploi (%)		4,8	6,3	6,3	7,4	7,2	8,0	10,9	6,6	7,8

Source : Insee, RP 2011, Revenus fiscaux localisés, CNAF. Calcul : Céreq-ESO CNRS, Caen.

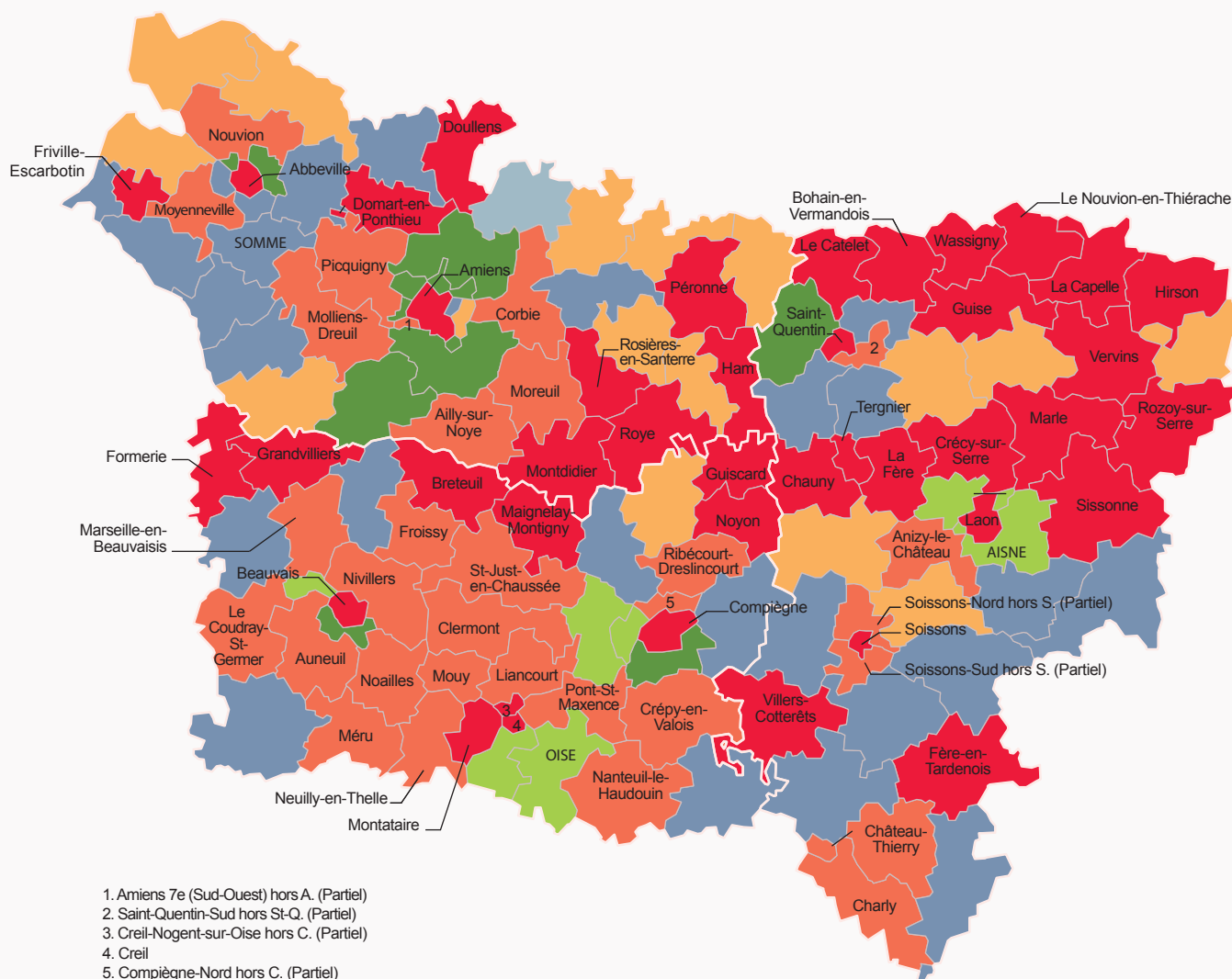
		Type									
		Arrondissement	4 ^e	5 ^e	6 ^e	7 ^e	8 ^e	9 ^e	12 ^e	Marseille	France métro.
Indicateurs mobilisés dans la typologie	Revenu médian par unité de consommation (€)		17 575	17 791	19 650	23 109	24 840	21 651	22 309	16 789	18 695
	Chômeurs parmi les 15-64 ans (%)		11,5	11,2	11,8	8,5	7,1	8,2	7,1	12,0	8,9
	Emplois en CDI (%)		85,2	79,9	79,9	87,0	88,6	85,9	89,8	84,7	85,2
	Familles monoparentales (%)		12,8	9,8	9,6	9,3	9,8	11,4	11,7	13,2	8,9
	Familles de quatre enfants et plus (%)		0,8	0,6	0,7	0,3	0,6	1,1	0,7	2,1	1,4
	Ménages vivant en HLM (%)		8,5	5,5	2,6	5,3	9,3	12,3	16,0	17,1	14,6
	Non diplômés parmi les 45-54 ans (%)		28,9	27,4	22,1	18,8	18,2	23,4	21,9	33,7	28,2
Indicateurs de scolarisation des 15-24 ans et niveau de diplôme des non scolarisés	Taux de scolarisation (%)		64,9	78,3	73,8	70,0	77,6	68,7	71,3	69,7	64,9
	Non scolarisés (nombre)		1 922	1 781	1 578	1 013	1 945	3 207	1 824	34 942	2 696 094
	· Non diplômés (%)		27,5	22,3	19,6	22,9	22,6	33,0	24,8	33,2	25,4
	· Diplômés de niveau V (CAP, BEP) (%)		25,2	21,2	20,8	26,1	18,6	24,0	25,9	24,6	27,2
	· Diplômés de niveau IV (BAC, BP...) (%)		25,4	26,6	26,4	24,5	27,5	24,8	26,2	24,0	26,5
	· Diplômés de niveau III (BAC + 2...) (%)		12,8	18,3	18,1	15,6	17,5	11,4	16,1	11,5	13,7
Indicateurs socio-démographiques complémentaires	Densité de population (hab./km²)		16 536	20 616	19 991	6 164	4 188	1 182	4 242	3 535	116
	60 ans et plus dans la population (%)		25,8	21,4	22,3	30,9	31,5	26,6	28,7	23,2	23,4
	Immigrés dans la population (%)		10,2	10,7	11,6	7,0	7,6	8,5	5,7	13,1	8,7
	Couverture population par le RSA (%)		12,3	10,0	10,3	6,0	4,3	6,5	5,2	15,0	6,1
	0-17 ans d'origine sociale défavorisée (%)		30,0	28,7	19,8	16,0	14,3	24,1	20,4	38,5	35,0
	Agriculture dans l'emploi (%)		0,1	0,1	0,0	0,2	0,2	0,2	0,1	0,1	2,8
	Industrie dans l'emploi (%)		5,2	5,4	5,2	5,8	7,0	6,7	7,9	6,8	13,4

Source : Insee, RP 2011, Revenus fiscaux localisés, CNAF. Calcul : Céreq-ESO CNRS, Caen.

Légende des types de risques

Cumul de fragilités économique, familiale, culturelle
Disparités de conditions de vie

Précarité économique
Sécurité économique et soutien culturel

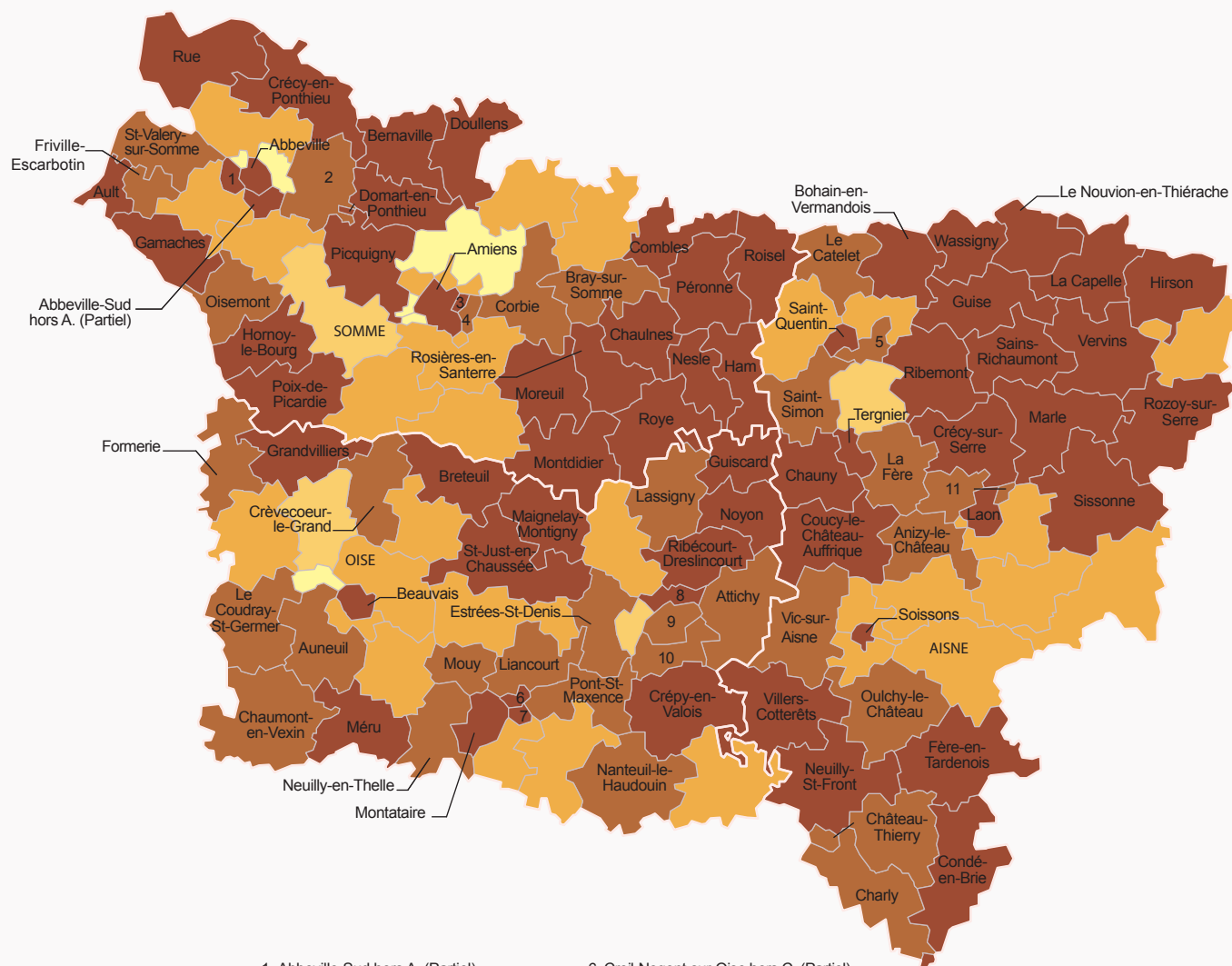


0 20 km

Source : INSEE, RP 2011, Revenus fiscaux localisés. Calcul et cartographie : Céreq - ESO CNRS, Caen.

LES ZONES À RISQUES D'ÉCHEC SCOLAIRE

- Cumul de fragilités économique, familiale, culturelle en milieu urbain
- Disparités de conditions de vie dans les grandes périphéries
- Précarité économique plutôt dans des communes de taille moyenne
- Qualification industrielle traditionnelle dans les petites communes rurales
- Milieu rural isolé, de tourisme saisonnier et d'économie présentielle
- Sécurité économique et soutien culturel
- Garantie de l'emploi à niveaux de qualification variés

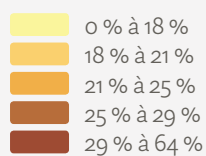


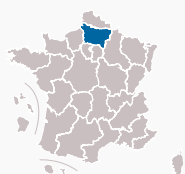
- | | |
|---|--|
| 1. Abbeville-Sud hors A. (Partiel) | 6. Creil-Nogent-sur-Oise hors C. (Partiel) |
| 2. Ailly-le-Haut-Clocher | 7. Creil |
| 3. Amiens 3e (Nord-Est) hors A. (Partiel) | 8. Compiègne-Nord hors C. (Partiel) |
| 4. Amiens 4e (Est) hors A. (Partiel) | 9. Compiègne |
| 5. Saint-Quentin-Sud hors St-Q. (Partiel) | 10. Compiègne-Sud-Est hors C. (Partiel) |
| | 11. Laon-Nord hors L. (Partiel) |

0 20 km

Source : INSEE, RP 2011. Calcul et cartographie : Céreq - ESO CNRS, Caen.

LA PART DES NON DIPLÔMÉS PARMI LES 15-24 ANS NON SCOLARISÉS





Le type « cumul des fragilités économique, familiale, culturelle en milieu urbain » est le plus représenté avec 31 % des cantons et 43 % de la population, soit autant que dans les académies d'Aix-Marseille et de Reims, mais moins que dans l'académie de Lille. L'autre type le plus représenté est celui des « disparités de conditions de vie dans les grandes périphéries » (un quart des cantons et de la population) qui présente des difficultés proches. À la différence de nombreuses académies, ces indicateurs défavorables ne sont pas compensés par la présence des types plus favorisés « sécurité économique et soutien culturel » et « garantie de l'emploi à niveaux de qualification variés » qui ne concernent qu'un dixième des cantons et de la population, seul cas observé avec l'académie de Lille. Le taux de non diplômés parmi les jeunes de 15-24 ans qui ne sont plus scolarisés (30,5%) est le plus élevé après la Corse.

I. RISQUES LES PLUS MARQUÉS

Un canton sur trois relève du type « cumul de fragilités économique, familiale, culturelle en milieu urbain ». Cet ensemble se révèle hétérogène puisqu'il inclut des cantons urbains (Amiens), périurbains (Montataire) et ruraux (Fère-en-Tardenois), partageant les mêmes difficultés économiques et sociales. Il se localise au centre et au nord-est de l'académie (nord de l'Aisne). Les indicateurs sont tous défavorables au regard de la moyenne nationale. Le revenu médian est dans ce groupe de 16 000 euros, soit 2 700 euros de moins qu'au plan national (18 700 euros), en particulier à Creil (11 300 euros). La part des chômeurs parmi les 15-64 ans dépasse 10 % (maximum académique de 16,3 % à Creil). La part des emplois en CDI est inférieure à la moyenne nationale de 85,2 % (75,9 % à Crécy-sur-Serre). À l'inverse, la proportion de familles monoparentales (13,5 % à Beauvais) et de familles nombreuses (5,4 % à Creil) est supérieure à la moyenne. La part des non diplômés chez les 45-54 ans dépasse 50 % dans des cantons ruraux (40 à 70 habitants / km²), peuplés de moins de 10 000 habitants (Crécy-sur-Serre, Le Nouvion-en-Thiérache, Wassigny, Formerie ou Rosières-en-Santerre). La part des jeunes non diplômés parmi les 15-24 ans non scolarisés est en moyenne dans ce groupe de 34,2 %, mais elle peut atteindre 44 % à Abbeville ou 43 % à Creil.

La désindustrialisation de cantons urbains, comme celui de Creil, sous-tend les difficultés économiques et sociales décrites ci-dessus (type « cumul de fragilités »). Une dizaine de cantons, sur les 41 que compte ce groupe, concentre encore plus de 20 % de leur emploi dans l'industrie, pour atteindre 38,5 % à Friville-Escarbotin, alors que la moyenne nationale n'est que de 13,4 %. À la suite des vagues de licenciements opérés, le taux d'habitants couverts par le RSA dépasse souvent 10 % (16,7 % à Abbeville pour une moyenne nationale de 6,1 %).

Les moins de 18 ans de ces cantons relèvent pour moitié de catégories sociales défavorisées. Cette proportion dépasse 60 % à Bohain-en-Vermandois, Friville-Escarbotin, Guise, Le Nouvion-en-Thiérache et Wassigny (35 % au plan national). Dans ces derniers cantons, le taux de scolarisation des 15-24 ans n'atteint pas 50 % (64,9 % en moyenne nationale). La part des jeunes de 15 à 24 ans de niveau BAC + 2 parmi les non scolarisés peut être deux fois plus faible que la moyenne nationale dans

certain cantons (7,1 % à Abbeville ou à Bohain-en-Vermandois, 6,7 % à Doullens pour 13,7 % au plan national).

II. RISQUES SECONDS

Le type « disparités de conditions de vie dans les grandes périphéries » rassemble 23 % des cantons et 28 % de la population de l'académie. Son centre de gravité se situe au centre de l'Oise et à l'est de Beauvais. Les densités de population relativement élevées (110 habitants / km² en moyenne pour ce type) caractérisent des cantons urbains et périurbains (autour de 1 500 habitants / km² pour Méru, Clermont ou Pont-Sainte-Maxence). Au sein de ce groupe, la part des chômeurs parmi les 15-64 ans est proche de la moyenne, comme le taux d'emploi en CDI ou les taux de familles nombreuses et monoparentales. À l'inverse, la part des non diplômés chez les 45-54 ans dépasse de 6 points la moyenne nationale (28,2 %) voire de 10 points (41,8 % à Moyenneville, 40,5 % à Picquigny, 40 % à Moreuil). La part des emplois industriels (16,3 %) est ici supérieure à la moyenne nationale (13,4 %). Elle dépasse 20 % à Ribécourt-Dreslincourt, Le Coudray-Saint-Germer, et atteint 31 % à Moyenneville. Une différence avec le type précédent tient au niveau de revenu plus élevé (19 900 euros dans ce type contre 16 000 euros dans le précédent). Le type « précarité économique plutôt dans des communes de taille moyenne » concerne une quinzaine de cantons mais seulement 7 % de la population.

Moyenneville, un canton qui demeure industriel

Le canton de Moyenneville, « un des piliers du Vimeu industriel » (BRUNET, 2016) compte parmi ses communes Feuquières-en-Vimeu où se localisent des usines de fabrication de serrurerie (boîtes à lettres, coffres forts, serrures et ferrures), certaines sont issues d'entreprises fondées au XIX^e siècle. Cette commune abrite par exemple une usine de l'entreprise Bricard (née en 1834 à Woincourt, commune du canton de Friville-Escarbotin). Le canton de Moyenneville fait ainsi partie du Vimeu (sud d'Abbeville), pôle de l'industrie de la serrurerie, de la quincaillerie et de la robinetterie (travail des métaux), constituant un « système productif local ».

Les cantons du type « qualification industrielle traditionnelle dans les petites communes rurales » est bien représenté dans cette académie avec 26 cantons (12 % de la population). La part des non diplômés chez les 45-54 ans atteint en moyenne 36,8 % dans ce groupe pour 28,2 % au plan national. La part d'emplois



industriels est la plus forte de tous les types de cantons de cette académie avec 20 %. Mais cette proportion dépasse 35 % dans les cantons du Vimeu : Ault (37,1%), Gamaches (37,8 %) et Oisemont (33,3 %).

Pour ces deux types, la part de non diplômés parmi les jeunes de 15-24 ans qui ne sont plus scolarisés est contenue à 27 % soit 2 points de plus que sur le plan national mais 3 points de moins que dans l'ensemble de l'académie.

III. AUTRES

Les cantons des types plus favorisés « sécurité économique et soutien culturel » et « garantie de l'emploi à niveaux de qualification variés » ne sont que 18, localisés en milieu

périurbain d'Amiens, Abbeville, Saint-Quentin, Beauvais, Laon, Creil et Compiègne. Les revenus dépassent 22 000 euros (plus de 27 000 euros de revenu à Chantilly et à Amiens 5^e-Sud-Est hors Amiens) dans ces cantons à taux élevé de CDI (88 %) et de moins de 18 ans de milieu favorisé. Ces types correspondent aux zones de résidence de ménages d'actifs en emploi très diplômés et qui travaillent dans les services soit localement, soit dans le pôle urbain le plus proche ou celui de Paris. La part des emplois relevant des services atteint 88 % à Amiens 5^e-Sud-Est hors Amiens (76,9 % en moyenne au plan national). La part des emplois en CDI est de 94 % (soit 9 points de plus que les moyennes académique et nationale). Très peu de ménages vivent en habitat social et la part des chômeurs parmi les 15-64 ans n'est que de 5 %.

Exemples de cantons significatifs de l'académie d'Amiens par type, selon quelques indicateurs

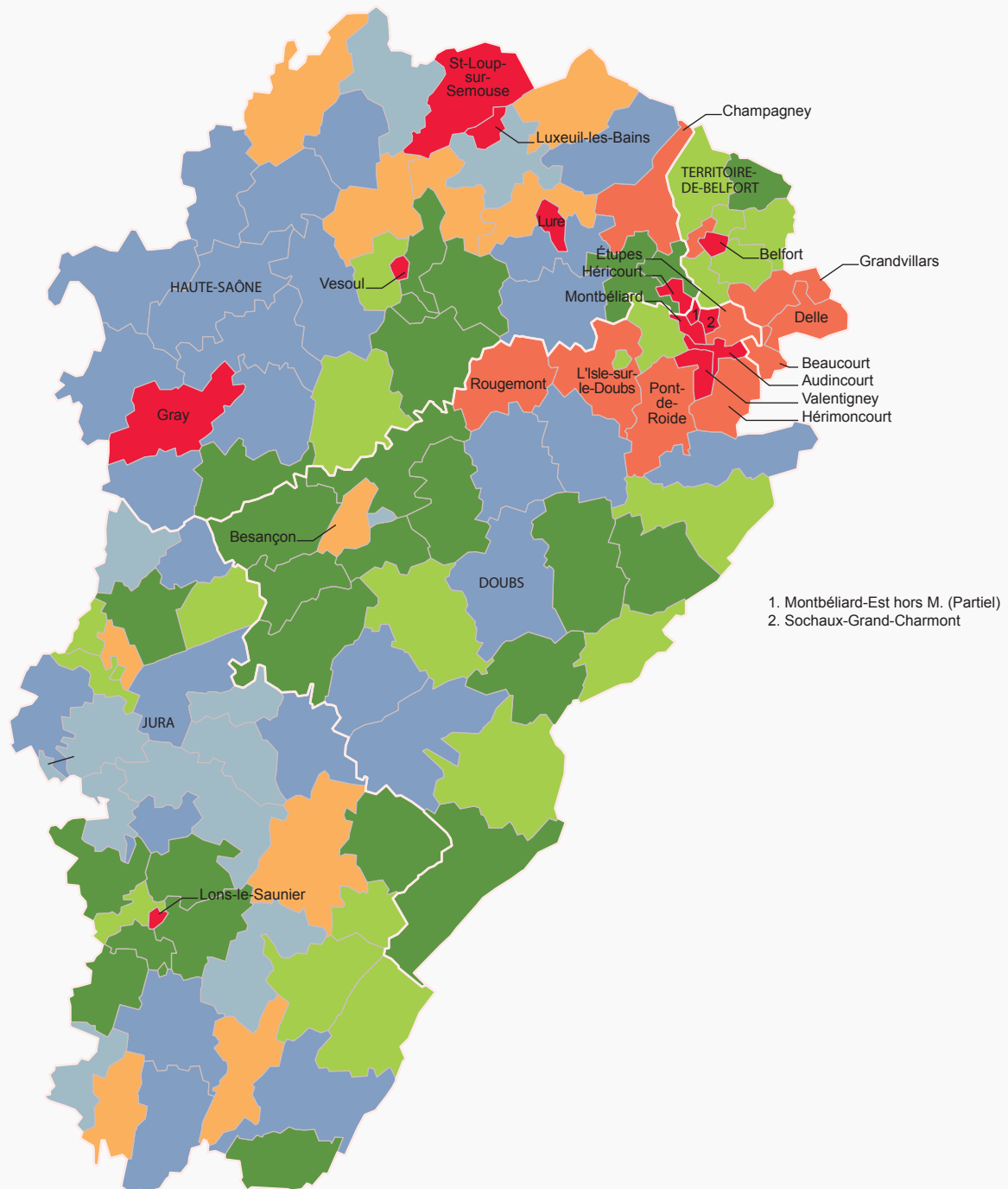
Type									
Cantons		Creil	Moyenneville	Ribemont	Craonne	Acheux-en-Amiénois	Chantilly	Boves	Académie
Département		60	80	02	02	80	60	80	France métro.
Indicateurs mobilisés dans la typologie	Revenu médian par unité de consommation (€)	11 343	17 562	16 405	17 673	18 378	27 351	23 554	18 561
	Chômeurs parmi les 15-64 ans (%)	16,3	9,8	11,1	8,7	6,7	6,5	5,3	10,1
	Emplois en CDI (%)	79,5	86,5	83,0	86,3	87,6	88,9	88,4	85,1
	Familles monoparentales (%)	14,3	7,6	9,5	6,9	5,9	8,0	7,4	9,4
	Familles de quatre enfants et plus (%)	5,4	1,7	1,9	2,0	1,2	1,1	1,1	1,9
	Ménages vivant en HLM (%)	52,6	7,0	4,4	3,5	0,9	17,9	4,6	16,1
	Non diplômés parmi les 45-54 ans (%)	52,4	41,8	44,9	39,7	31,0	26,0	23,9	37,4
Indicateurs de scolarisation des 15-24 ans et niveau de diplôme des non scolarisés	Taux de scolarisation (%)	50,5	55,4	51,4	55,7	58,9	61,7	79,7	59,1
	Non scolarisés (nombre)	2 257	437	437	264	245	1 535	643	96 781
	· Non diplômés (%)	43,1	24,0	32,2	24,2	22,1	22,7	23,1	30,5
	· Diplômés de niveau V (CAP, BEP) (%)	23,5	37,3	36,1	31,2	28,7	27,9	26,4	30,4
	· Diplômés de niveau IV (BAC, BP...) (%)	22,1	25,7	19,5	25,8	27,5	27,4	23,4	23,1
	· Diplômés de niveau III (BAC + 2...) (%)	7,6	10,6	10,0	14,3	16,4	12,9	18,2	11,7
Indicateurs socio-démographiques complémentaires	Densité de population (hab./km ²)	3 042	78	43	31	37	419	111	99
	60 ans et plus dans la population (%)	12,9	23,4	23,6	22,0	22,8	23,6	21,8	21,6
	Immigrés dans la population (%)	26,2	0,6	1,2	1,7	1,2	7,9	3,3	5,0
	Couverture population par le RSA (%)	14,8	5,5	8,9	4,6	3,6	2,4	2,0	7,2
	0-17 ans d'origine sociale défavorisée (%)	53,5	48,1	58,5	39,5	44,5	17,3	23,5	43,2
	Agriculture dans l'emploi (%)	0,4	5,2	6,1	7,4	8,8	1,2	2,6	3,3
	Industrie dans l'emploi (%)	9,0	31,1	23,1	11,8	15,2	8,7	10,1	16,1

Source : Insee, RP 2011, Revenus fiscaux localisés, CNAF. Calcul : Céreq-ESO CNRS, Caen.

Légende des types de risques

- Cumul de fragilités économique, familiale, culturelle en milieu urbain
- Disparités de conditions de vie dans les grandes périphéries
- Précarité économique plutôt dans des communes de taille moyenne

- Qualification industrielle traditionnelle dans les petites communes rurales
- Milieu rural isolé, de tourisme saisonnier et d'économie présentielle
- Sécurité économique et soutien culturel
- Garantie de l'emploi à niveaux de qualification variés

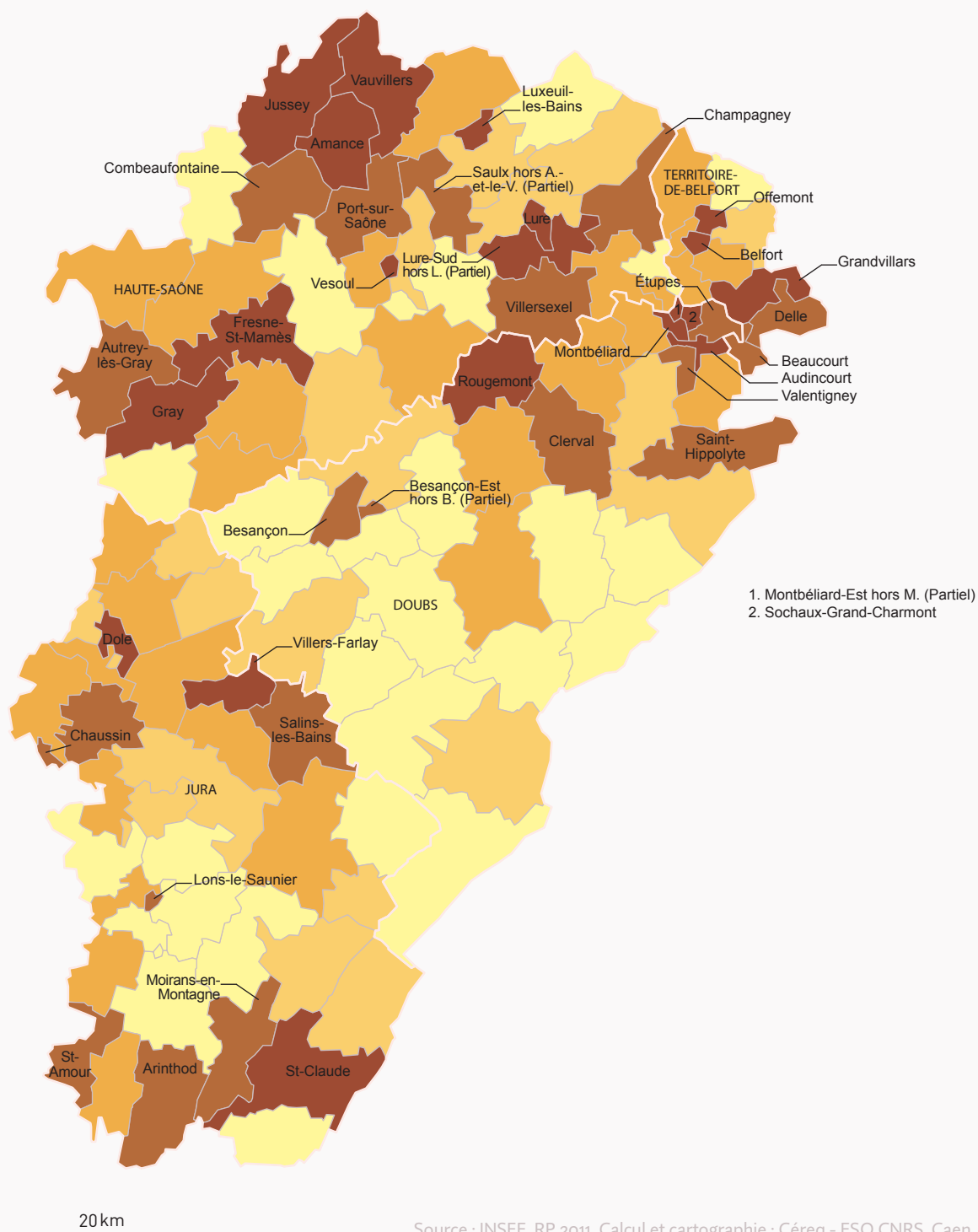


0 20 km

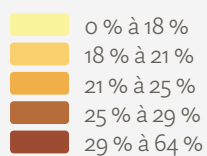
Source : INSEE, RP 2011, Revenus fiscaux localisés. Calcul et cartographie : Céreq - ESO CNRS, Caen.

LES ZONES À RISQUES D'ÉCHEC SCOLAIRE

- Cumul de fragilités économique, familiale, culturelle en milieu urbain
- Disparités de conditions de vie dans les grandes périphéries
- Précarité économique plutôt dans des communes de taille moyenne
- Qualification industrielle traditionnelle dans les petites communes rurales
- Milieu rural isolé, de tourisme saisonnier et d'économie présentielle
- Sécurité économique et soutien culturel
- Garantie de l'emploi à niveaux de qualification variés



LA PART DES NON DIPLÔMÉS PARMI LES 15-24 ANS NON SCOLARISÉS





Le type « cumul de fragilités économique, familiale, culturelle en milieu urbain » ne regroupe qu'un canton sur dix mais concentre 19 % de la population dans le foyer urbain et industriel du nord-est de l'académie. À proximité, le type « précarité économique plutôt dans des communes de taille moyenne » présente des caractéristiques semblables mais moins accusées dans un canton sur dix pour 16 % de la population. Plus d'un habitant sur trois fait donc face à des risques importants, au moins sur le plan de l'emploi et du revenu. La part de non diplômés parmi les jeunes de 15-24 ans qui ne sont plus scolarisés est respectivement de 31,8 % et de 26,7 % dans ces deux types. À l'opposé, les types plus favorisés « sécurité économique et soutien culturel » et « garantie de l'emploi à niveaux de qualification variés » regroupent une part significative des cantons (38 %) et de la population (36 %). Dans l'ensemble, la part de non diplômés parmi les jeunes de 15-24 ans non scolarisés (24,8 %) est légèrement inférieure à la moyenne nationale de 25,4 %.

I. RISQUES LES PLUS MARQUÉS

Les treize cantons urbains du type « cumul de fragilités économique, familiale, culturelle en milieu urbain » sont tous peuplés d'au moins 10 000 habitants (densité supérieure à 300 habitants / km² en moyenne). La moitié de ces cantons fait partie du pôle industriel à dominante automobile allant de la porte de Bourgogne aux marges du Doubs et du Territoire de Belfort à la Haute-Saône (Audincourt, Sochaux-Grand-Charmont, Valentigney, Montbéliard, Montbéliard-Est hors Montbéliard, Valentigney, Héricourt, Belfort). La part des emplois industriels est supérieure de 10 points à la moyenne nationale (23 % pour 13,4 %). Mais cette proportion dépasse 30 % à Audincourt, Sochaux-Grand-Charmont, Valentigney, Montbéliard et Montbéliard-Est hors Montbéliard. Ce foyer industriel ouvrier en crise est aussi un grand pôle d'habitat collectif et social (Peugeot devenu PSA a salarié jusqu'à 40 000 personnes sur le site de Sochaux au milieu des années 1970, contre environ 10 000 actuellement).

Montbéliard-Est hors Montbéliard, le poids du chômage

Dans le canton de Montbéliard-Est hors Montbéliard, la part des chômeurs parmi les 15-64 ans est la plus élevée de l'académie (15,4 %), le revenu est le plus faible (13 300 euros) alors que le taux d'habitants couverts par le RSA s'élève à 12,4 % (moyenne nationale de 6,1 %). 71 % des moins de 18 ans relèvent de catégories sociales défavorisées (35 % au plan national). La part des jeunes non diplômés parmi les 15-24 ans non scolarisés est la plus forte de l'académie avec presque 40 %. Le taux est identique pour la proportion de ménages habitant en logement social. Plus de la moitié des 45-54 ans sont sans diplôme.

Le revenu médian au sein de ce type de cantons est faible (16 000 euros pour 18 700 euros en moyenne nationale). La part des chômeurs parmi les 15-64 ans est plus élevée que la moyenne nationale. La part des emplois en CDI dans ce groupe est plus faible que la moyenne, à mettre en relation avec le recours à l'intérim et aux CDD dans l'industrie automobile et chez ses sous-traitants. La proportion de ménages habitant en logement social est deux fois plus élevée que la moyenne nationale (27,8 % contre 14,6 %). La part des non diplômés

chez les 45-54 ans est plus élevée que la moyenne de 10 points (38,5 % pour 28,2 %). Celle des jeunes non diplômés parmi les 15-24 ans non scolarisés dépasse 30 % à Audincourt, Sochaux-Grand-Charmont, Montbéliard ou Belfort.

II. RISQUES SECONDS

Autour du pôle industriel et urbain s'agrégent dix cantons du type « disparités de conditions de vie dans les grandes périphéries » qui sont à la fois périurbains ou ruraux et industriels (Hérimoncourt, Beaucourt, Étupes, Delle et Valdoie). Ces cantons concentrent moins d'habitat social (10 % pour 27,8 % dans le type précédent et 14,6 % au plan national). La part des emplois industriels est en moyenne de 30,7 % (moyenne nationale de 13,4 %). Les indicateurs sont défavorables, mais sur des bases moins accusées que pour le type précédent : le revenu médian est supérieur de 3 500 euros (19 500 euros), la part des chômeurs parmi les 15-64 ans est inférieure de 3 points (9 %). Mais la part des 45-54 ans sans diplôme reste élevée (33,2 %), de même que celle des familles monoparentales (8,8 %). La part des jeunes non diplômés parmi les 15-24 ans non scolarisés est contenue à 26 %, proche de la moyenne nationale. Le type « qualification industrielle traditionnelle dans les petites communes rurales » est bien implanté dans cette académie rurale et industrielle (27 cantons sur 116 pour 14 % de la population). Son centre de gravité se situe au nord et au centre de l'académie (plateaux de Haute-Saône et du Doubs). Des cantons comme Saint-Hippolyte (35 % d'emplois industriels) ou Champlitte (15 % d'emplois agricoles, 2 600 habitants), se caractérisent par un tissu économique industriel et artisanal diffus, mais aussi agricole. Les revenus sont faibles : 16 300 euros à Champlitte et 15 300 euros à Vitrey-sur-Mance, peuplé de 2 100 habitants. La part des 45-54 ans sans diplôme s'élève en moyenne à 30 % pour ce groupe (presque 38 % à Lure-Sud hors Lure), soit à peu près la même proportion que celle des 15-24 ans non scolarisés et diplômés d'un CAP ou d'un BEP (27 % au plan national). La part des non diplômés parmi les 15-24 ans non scolarisés est plus faible avec 23,3 %, soit un peu moins que la moyenne nationale. La part des habitants âgés de plus de 60 ans est la plus élevée de l'académie (39 % à Vitrey-sur-Mance, 34 % Champlitte, pour 23,4 % au plan national).



III. AUTRES

Les couronnes périurbaines, socialement plus favorisées, de Besançon ou Lons-le-Saunier, ainsi que la zone frontalière franco-suisse (travailleurs frontaliers), regroupent des cantons aux profils plus favorisés de types « sécurité économique et soutien culturel » et « garantie de l'emploi à niveaux de qualification variés ». Ils rassemblent une forte part de la population et correspondent aux lieux de résidence de ménages actifs en emploi (87 % d'emploi en CDI), avec un haut niveau de diplôme et de salaire. Les revenus sont donc élevés (plus de 20 000 euros en moyenne pour ces types, presque 28 000 euros à Mouthe, maximum de l'académie). La part des 45-54 ans sans diplôme rencontre son minimum à Besançon-

Sud hors Besançon (19,9 %), à Mouthe (25,3 %) et à Pontarlier (27,7 % pour 28,2 % au plan national). La part des chômeurs parmi les 15-64 ans varie de 5 % à 7 % (6,3 % à Mouthe, 7,1 % à Pontarlier, 4,3 % à Montbenoît à la frontière suisse, pour 8,9 % au plan national). L'emploi industriel est encore bien implanté dans ces cantons du Haut-Doubs ou du Jura (33 % à Mouthe, 28 % à Montbenoît, 27 % à Pontarlier, contre 13,4 % au plan national). La part des habitants âgés de plus de 60 ans est la plus faible de l'académie (autour de 17 % à Mouthe et Montbenoît, 21,6 % à Pontarlier, contre 23,4 % au plan national). La part des non diplômés parmi les 15-24 ans non scolarisés est faible (13 % à Mouthe et Montbenoît, 19 % à Pontarlier, contre 25,4 % au plan national).

Exemples de cantons significatifs de l'académie de Besançon par type, selon quelques indicateurs

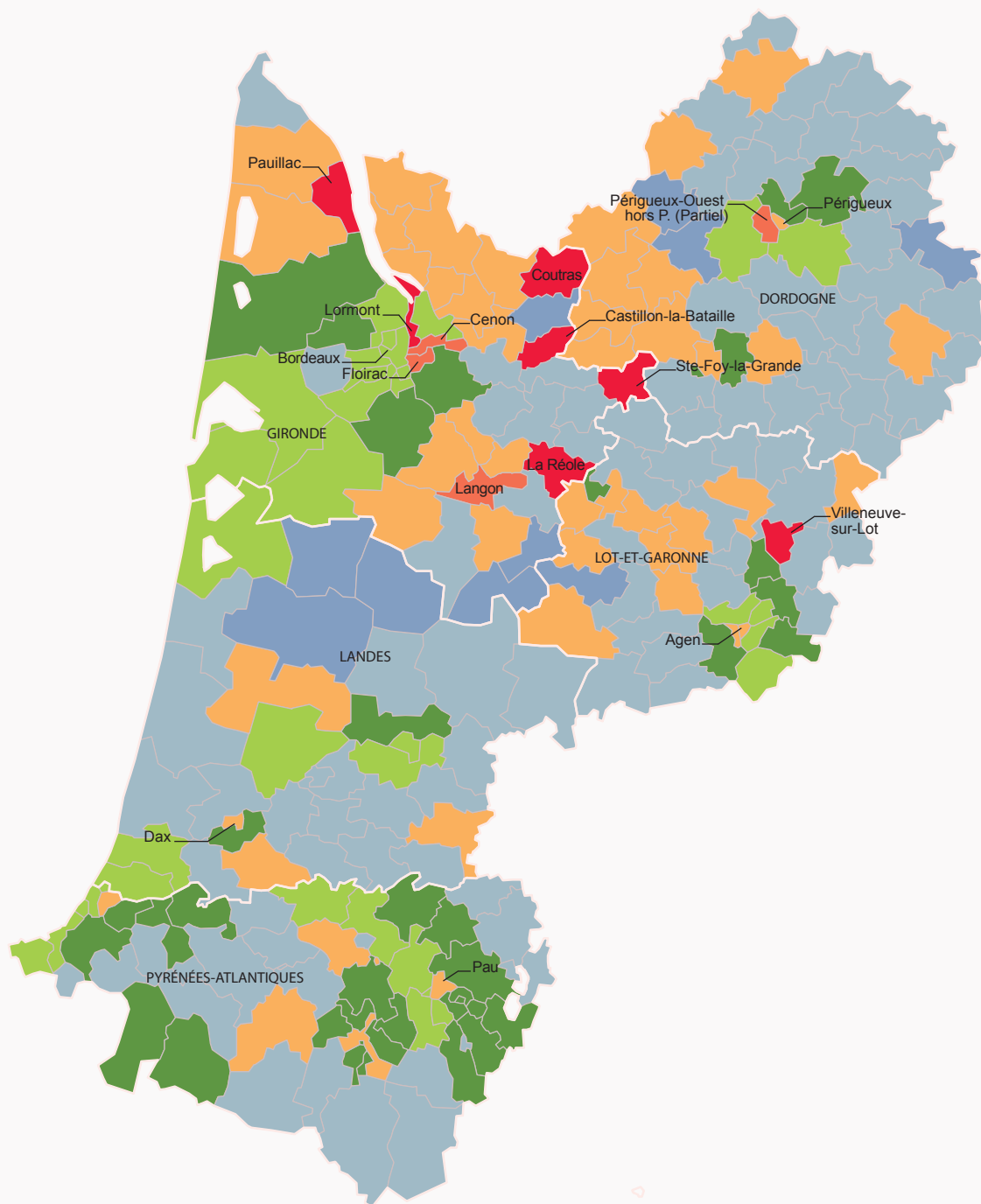
Type									
Cantons		Montbéliard-Est hors Montbéliard	Beaucourt	Dole	Lure-Sud hors Lure	Poligny	Pontarlier	Mouthe	Académie
Département		25	90	39	70	39	25	25	France métro.
Indicateurs mobilisés dans la typologie	Revenu médian par unité de consommation (€)	13 299	19 411	17 496	18 365	18 012	23 000	27 958	18 973
	Chômeurs parmi les 15-64 ans (%)	15,4	10,9	10,5	8,0	6,8	7,1	6,3	8,6
	Emplois en CDI (%)	80,3	86,1	82,3	88,2	82,3	86,3	87,3	84,8
	Familles monoparentales (%)	8,4	11,2	9,2	5,9	7,4	7,7	8,8	8,2
	Familles de quatre enfants et plus (%)	4,2	1,5	1,4	1,9	0,8	1,1	1,0	1,3
	Ménages vivant en HLM (%)	39,4	17,5	24,4	3,1	5,4	10,7	1,3	13,0
	Non diplômés parmi les 45-54 ans (%)	54,9	33,4	28,5	37,9	26,9	27,7	25,3	30,9
Indicateurs de scolarisation des 15-24 ans et niveau de diplôme des non scolarisés	Taux de scolarisation (%)	58,1	54,0	61,7	56,8	69,9	51,5	51,9	62,3
	Non scolarisés (nombre)	331	361	1 143	294	404	1 901	489	52 893
	· Non diplômés (%)	39,8	25,0	31,1	29,3	19,2	19,0	12,8	24,8
	· Diplômés de niveau V (CAP, BEP) (%)	26,1	33,3	28,3	32,8	26,0	29,0	30,5	29,7
	· Diplômés de niveau IV (BAC, BP...) (%)	20,1	27,2	23,5	22,2	30,6	28,3	29,4	26,1
	· Diplômés de niveau III (BAC + 2...) (%)	9,7	11,3	13,9	10,6	19,4	18,4	22,9	14,4
Indicateurs socio-démographiques complémentaires	Densité de population (hab./km²)	913	227	626	61	36	108	27	72
	60 ans et plus dans la population (%)	22,7	24,5	28,1	21,4	27,5	21,6	16,9	24,0
	Immigrés dans la population (%)	23,8	8,7	9,8	2,7	4,1	8,1	5,1	6,7
	Couverture population par le RSA (%)	12,4	6,3	8,4	3,5	2,9	2,8	1,1	5,2
	0-17 ans d'origine sociale défavorisée (%)	71,1	59,5	44,9	51,9	38,1	44,3	45,4	41,8
	Agriculture dans l'emploi (%)	0,4	0,9	0,8	3,0	6,6	2,1	4,3	2,9
	Industrie dans l'emploi (%)	34,2	36,7	15,8	26,6	21,0	27,0	32,9	23,0

Source : Insee, RP 2011, Revenus fiscaux localisés, CNAF. Calcul : Céreq-ESO CNRS, Caen.

Légende des types de risques

- Cumul de fragilités économique, familiale, culturelle en milieu urbain
- Disparités de conditions de vie dans les grandes périphéries
- Précarité économique plutôt dans des communes de taille moyenne

- Qualification industrielle traditionnelle dans les petites communes rurales
- Milieu rural isolé, de tourisme saisonnier et d'économie présentielle
- Sécurité économique et soutien culturel
- Garantie de l'emploi à niveaux de qualification variés

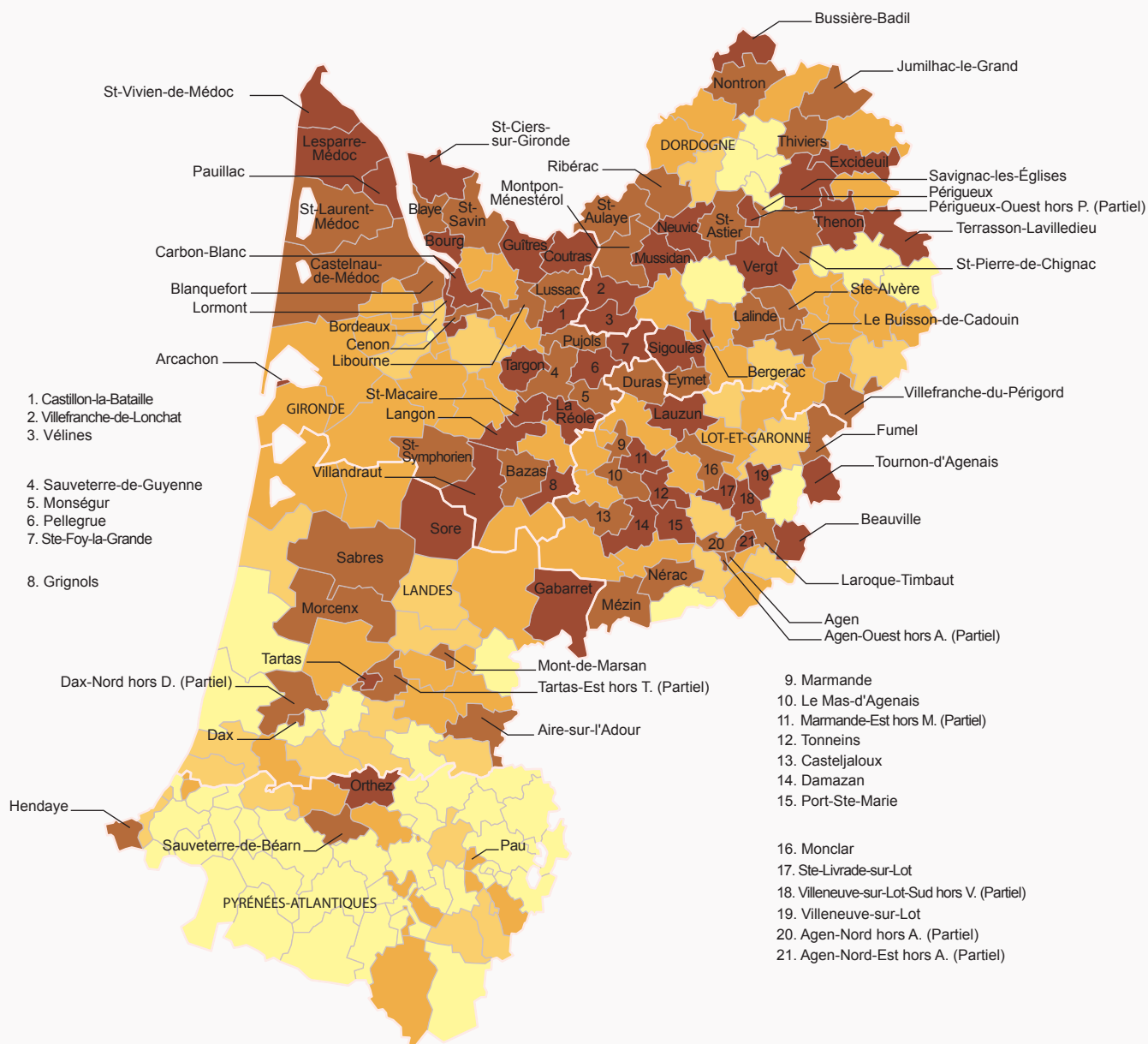


0 30 km

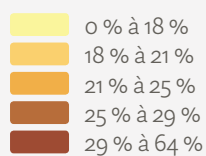
Source : INSEE, RP 2011, Revenus fiscaux localisés. Calcul et cartographie : Céreq - ESO CNRS, Caen.

LES ZONES À RISQUES D'ÉCHEC SCOLAIRE

- Cumul de fragilités économique, familiale, culturelle en milieu urbain
- Disparités de conditions de vie dans les grandes périphéries
- Précarité économique plutôt dans des communes de taille moyenne
- Qualification industrielle traditionnelle dans les petites communes rurales
- Milieu rural isolé, de tourisme saisonnier et d'économie présentielle
- Sécurité économique et soutien culturel
- Garantie de l'emploi à niveaux de qualification variés



LA PART DES NON DIPLÔMÉS PARMI LES 15-24 ANS NON SCOLARISÉS





Le principal type comportant des risques élevés, intitulé « précarité économique plutôt dans des communes de taille moyenne » regroupe un cinquième des cantons et de la population. La part de chômeurs y est particulièrement élevée et la part de non diplômés parmi les jeunes de 15-24 ans non scolarisés est de 27,1 % pour 25,4 % nationalement. Mais cette part est beaucoup plus faible dans trois autres types (de 19,3 % à 22,4 %), pour des raisons différentes. Un grand nombre de cantons (40 %) très disséminés regroupe 18 % de la population et relève du type « milieu rural isolé, de tourisme saisonnier et d'économie présenteielle ». Ici, la part de titulaires d'un CAP-BEP parmi les jeunes de 15-24 ans qui ne sont plus scolarisés est élevée (32,9 %) et peut contribuer à limiter le nombre de sortie sans diplôme. En revanche, un faible nombre de cantons (16 %) regroupe 38 % de la population et se caractérise par une « sécurité économique et un soutien culturel » avec un haut niveau de revenu et de diplôme des 45-54 ans, outre 14 % des cantons et de la population dans le type « garantie de l'emploi à niveaux de qualification variés ». Ainsi s'expliquent des indicateurs moyens plutôt meilleurs que nationalement alors que les conditions de vie peuvent être localement difficiles.

I. RISQUES LES PLUS MARQUÉS

Les sept cantons ruraux ou périurbains du type « cumul de fragilités économique, familiale, culturelle en milieu urbain » sont très peu nombreux dans cette académie, représentant 4 % de la population. Tous partagent des revenus faibles, de forts taux de chômage, de faibles taux de CDI et de fortes parts de 45-54 ans sans diplôme. La part des emplois agricoles atteint le niveau le plus élevé de l'académie à Pauillac (39 %), à Castillon-la-Bataille (28 %) ou à Sainte-Foy-la-Grande (20 %, pour 2,8 % au plan national). La part des habitants vivant en habitat social atteint un maximum dans le canton périurbain de Lormont (42 % pour 14,6 % au plan national). Dans ce même canton la proportion de familles monoparentales est très élevée (12,8 % pour 8,9 % au plan national). La part des 15-24 ans non diplômés parmi ceux qui ne sont pas scolarisés varie de 32 % à 38 %, soit 7 à 13 points au-dessus de la moyenne nationale.

Sainte-Foy-la-Grande, des difficultés multiformes

Le canton de Sainte-Foy-la-Grande, 12 000 habitants (densité de 92 habitants / km²) est marqué par une structure par âge vieillie (33,5 % des habitants ont plus de 60 ans, soit 10 points de plus que la moyenne nationale). Il se démarque par un revenu médian très faible, le plus faible de l'académie (15 700 euros, pour 18 700 euros en moyenne nationale). La part des chômeurs parmi les 15-64 ans est supérieure à la moyenne. Celle des emplois en CDI n'est que de 78,8 % (85,2 % au plan national). Le taux d'habitants couverts par le RSA dépasse 9 %, alors qu'il n'est que de 6,1 % en moyenne. 47 % des moins de 18 ans habitant ce canton relèvent de catégories sociales défavorisées (35 % en moyenne). La part des jeunes non diplômés parmi les 15-24 ans non scolarisés atteint 33,8 %, soit 8 points de plus que la moyenne nationale.

Le type « disparités de conditions de vie dans les grandes périphéries » ne compte que quatre cantons, dont trois sont périurbains (autour de Bordeaux et de Périgueux). Floirac est dans ce cas, la part des habitants vivant en habitat social s'élève ici à 28,2 % et celle des familles monoparentales à presque 12 %.

II. RISQUES SECONDS

Les types « précarité économique plutôt dans des communes de taille moyenne » (48 cantons pour 22 % de la population) et « milieu rural isolé, de tourisme saisonnier et d'économie présenteielle » (93 cantons pour 18 % de la population), rassemblent plus de la moitié des cantons de l'académie. Ceux du type « précarité économique » se localisent plutôt au nord de l'académie dans les mêmes zones que les cantons les plus en difficulté (nord de la Gironde et sud-ouest de la Dordogne). Le profil de ces cantons est hétérogène. On trouve dans ce groupe des cantons ruraux très peu peuplés (moins de 5 000 habitants à Verteillac et à Villefranche-de-Lonchat). Certains rassemblent plus de 10 000 habitants, et abritent souvent une petite ville, pôle de services de base à la population en milieu rural (Agen, Dax, Libourne, Périgueux ou Bergerac). D'autres, moins nombreux, correspondent aux plus grandes agglomérations de l'académie comme Pau (79 000 habitants) ou Bayonne (44 000 habitants). Tous sont affectés par le chômage : la part des chômeurs parmi les 15-64 ans dépasse 10 %, en particulier à Agen (13 %), Dax (14,5 %), Fumel, Périgueux ou Bergerac (13,8 %). Dans ces derniers cantons, la part des emplois en CDI est au minimum pour l'académie (moins de 78 % à Agen, à Dax, à Périgueux ou encore à Port-Sainte-Marie avec 74,2 %, soit 11 points de moins que la moyenne nationale). Le revenu médian est de 17 000 euros dans ce type : 17 200 euros à Dax, 16 700 euros en Dordogne à Montpon-Ménestérol, Mussidan, Nontron ou Saint-Aulaye, mais seulement 15 500 euros à Verteillac et à Villefranche-de-Lonchat.

La densité de population est plus faible au sein du type « milieu rural isolé, de tourisme saisonnier et d'économie présenteielle » (32 habitants / km² en moyenne). Ce type est implanté partout dans l'académie sauf au nord-ouest, en Gironde. Les revenus sont aussi faibles que pour le groupe précédent (15 700 euros à Saint-Pardoux-la-Rivière). Mais la part des habitants vivant en habitat social n'est que de 2,8 %, pour plus de 10 % dans le type précédent. La part des jeunes non diplômés parmi les 15-24 ans



non scolarisés est plus faible (22,4 %) et celle des diplômés d'un CAP-BEP parmi les 15-24 ans non scolarisés est plus forte (27,9 %).

Saint-Pardoux-la-Rivière, un canton qui demeure agricole et rural

D'une densité d'un peu plus de 20 habitants / km², le canton de Saint-Pardoux-la-Rivière rassemble 4 400 habitants, dont 43,6 % sont âgés de plus de 60 ans. La part des emplois agricoles (12,2 %) est très nettement supérieure à la moyenne nationale. 47 % des moins de 18 ans habitant ce canton relèvent de catégories sociales défavorisées (35 % en moyenne), soit le même taux que pour Sainte-Foy-la-Grande. Mais la différence majeure entre ces deux cantons ruraux tient à la part des jeunes non diplômés parmi les 15-24 ans non scolarisés, plus faible de presque 10 points à Saint-Pardoux-la-Rivière (24,8 % pour 25,4 % au plan national) qu'à Sainte-Foy-la-Grande.

III. AUTRES

Les cantons des types « sécurité économique et soutien culturel » (234 habitants / km² en moyenne ; 254 habitants / km² à Pau-Ouest hors Pau) et « garantie de l'emploi à niveaux de qualification variés » (78 habitants / km² en moyenne ; 114 habitants / km² à La Brède), correspondent à des zones rurales et périurbaines plus résidentielles. Dans les deux cas, les ménages résidents se composent d'actifs salariés et de retraités ayant un haut niveau de diplôme et de revenu. Les revenus oscillent autour de 20 000 euros (22 700 euros à La Brède) et la part des 45-54 ans sans diplôme n'est que de 20 % (28,2 % au plan national). Les minima académiques se rencontrent à Pau-Est hors Pau (10,7 %), à Anglet (12,8 %) et à Gradignan (14,5 %).

Exemples de cantons significatifs de l'académie de Bordeaux par type, selon quelques indicateurs

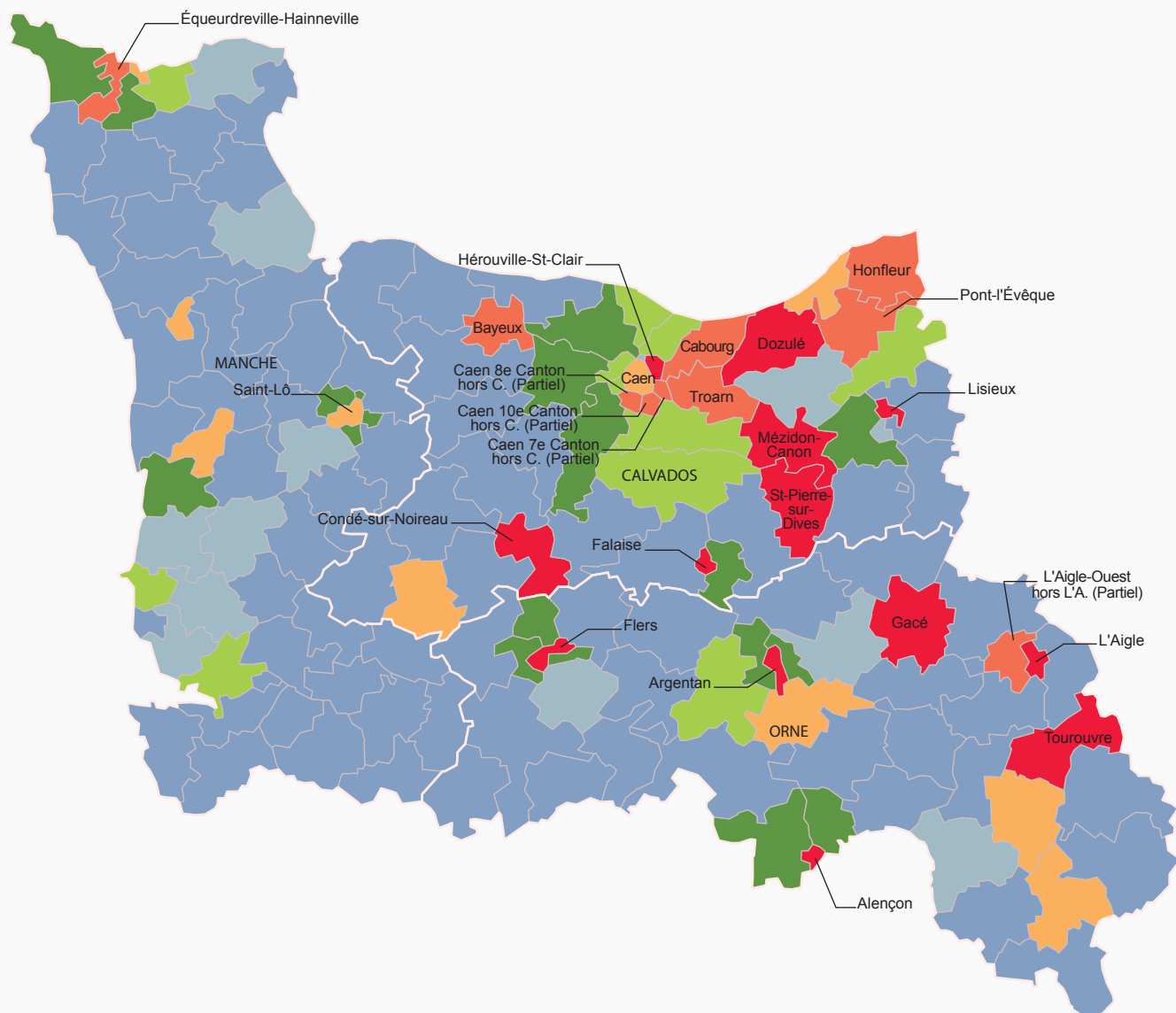
		Type							Académie	France	
		Cantons	Sainte-Foy-la-Grande	Floirac	Dax	Terrasson-Lavilledieu	Saint-Pardoux-la-Rivière	Pau-Ouest hors Pau			La Brède
		Département	33	33	40	24	24	64			33
Indicateurs mobilisés dans la typologie	Revenu médian par unité de consommation (€)	15 667	19 073	17 214	17 113	15 752	22 252	22 658	18 138	18 695	
	Chômeurs parmi les 15-64 ans (%)	11,6	10,3	14,5	9,5	5,8	8,1	5,5	8,6	8,9	
	Emplois en CDI (%)	78,8	85,9	77,4	84,6	83,5	84,2	89,3	84,5	85,2	
	Familles monoparentales (%)	8,8	11,9	10,0	6,9	5,8	7,8	8,3	8,6	8,9	
	Familles de quatre enfants et plus (%)	1,2	1,3	0,7	0,7	0,6	0,6	0,8	0,9	1,4	
	Ménages vivant en HLM (%)	8,3	28,2	14,3	8,6	1,4	6,6	5,6	9,3	14,6	
	Non diplômés parmi les 45-54 ans (%)	31,5	29,8	30,8	33,5	35,3	19,4	19,2	24,0	28,2	
Indicateurs de scolarisation des 15-24 ans et niveau de diplôme des non scolarisés	Taux de scolarisation (%)	55,5	63,2	52,7	55,3	52,3	68,2	66,9	64,9	64,9	
	Non scolarisés (nombre)	500	1 033	1 203	610	138	244	1 318	129 538	2 696 094	
	· Non diplômés (%)	33,8	31,5	28,8	35,5	24,8	22,7	22,8	24,0	25,4	
	· Diplômés de niveau V (CAP, BEP) (%)	27,9	30,7	32,4	31,3	39,4	32,3	30,3	29,6	27,2	
	· Diplômés de niveau IV (BAC, BP...) (%)	25,0	21,8	21,4	20,5	29,3	22,7	26,6	26,9	26,5	
	· Diplômés de niveau III (BAC + 2...) (%)	10,3	12,0	12,9	10,2	5,8	17,5	15,0	13,6	13,7	
	Indicateurs socio-démographiques complémentaires	Densité de population (hab./km²)	92	863	1 030	70	21	254	114	79	116
60 ans et plus dans la population (%)		33,5	21,4	32,1	28,6	43,6	30,1	20,0	26,6	23,4	
Immigrés dans la population (%)		8,4	12,4	8,5	6,6	8,3	6,0	3,5	6,3	8,7	
Couverture population par le RSA (%)		9,3	7,2	10,8	5,8	3,2	3,2	2,1	5,4	6,1	
0-17 ans d'origine sociale défavorisée (%)		47,3	39,0	40,6	52,4	46,8	22,6	22,6	33,2	35,0	
Agriculture dans l'emploi (%)		19,7	1,0	1,1	4,3	12,2	1,3	3,3	5,3	2,8	
Industrie dans l'emploi (%)		8,6	8,8	11,1	23,4	15,3	15,9	11,6	11,8	13,4	

Source : Insee, RP 2011, Revenus fiscaux localisés, CNAF. Calcul : Céreq-ESO CNRS, Caen.

Légende des types de risques

- Cumul de fragilités économique, familiale, culturelle en milieu urbain
- Disparités de conditions de vie dans les grandes périphéries
- Précarité économique plutôt dans des communes de taille moyenne

- Qualification industrielle traditionnelle dans les petites communes rurales
- Milieu rural isolé, de tourisme saisonnier et d'économie présentielle
- Sécurité économique et soutien culturel
- Garantie de l'emploi à niveaux de qualification variés

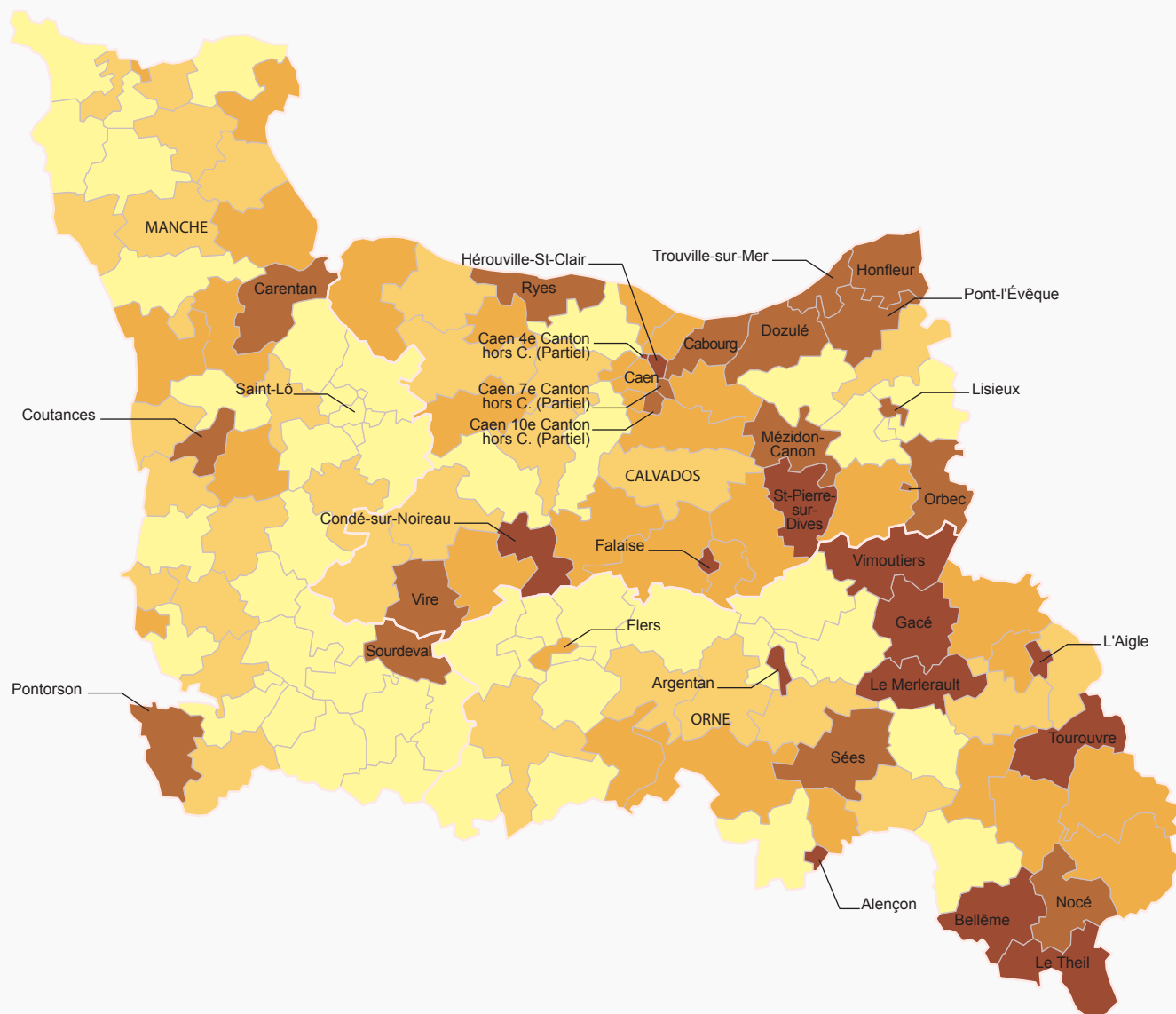


0 20 km

Source : INSEE, RP 2011, Revenus fiscaux localisés. Calcul et cartographie : Céreq - ESO CNRS, Caen.

LES ZONES À RISQUES D'ÉCHEC SCOLAIRE

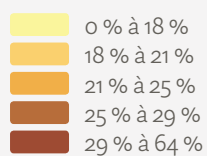
- Cumul de fragilités économique, familiale, culturelle en milieu urbain
- Disparités de conditions de vie dans les grandes périphéries
- Précarité économique plutôt dans des communes de taille moyenne
- Qualification industrielle traditionnelle dans les petites communes rurales
- Milieu rural isolé, de tourisme saisonnier et d'économie présentielle
- Sécurité économique et soutien culturel
- Garantie de l'emploi à niveaux de qualification variés



0 20km

Source : INSEE, RP 2011. Calcul et cartographie : Céreq - ESO CNRS, Caen.

LA PART DES NON DIPLÔMÉS PARMI LES 15-24 ANS NON SCOLARISÉS





Cas unique en France, le type « qualification industrielle traditionnelle dans les petites communes rurales » regroupe la moitié des cantons et 36 % de la population, du fait d'une composante agricole de l'emploi demeurée significative (9,7 % pour 2,8 % nationalement) et d'industries en déclin, en particulier en milieu rural. La part de non diplômés parmi les jeunes de 15-24 ans qui ne sont plus scolarisés est limitée à 20,4 % dans ce type (22,4 % sur l'ensemble de l'académie et 25,4 % nationalement), à rapprocher de la part de CAP-BEP qui est très élevée (36,7 % dans ce type ; 33,5 % sur l'ensemble de l'académie et 27,2 % nationalement). Le type « cumul de fragilités économique, familiale, culturelle en milieu urbain » est limité à un dixième des cantons et de la population, mais les indicateurs y sont tous défavorables. Les autres types ne regroupent qu'une dizaine de cantons chacun.

I. RISQUES LES PLUS MARQUÉS

Le type « cumul de fragilités économique, familiale, culturelle en milieu urbain » se compose de treize cantons hétérogènes, ruraux, périurbains et urbains, mais tous en difficultés. Gacé et Tourouvre, les plus ruraux, comptent un peu plus 4 000 habitants, soit une densité de moins de 30 habitants / km². À l'inverse, Alençon et Hérouville-Saint-Clair rassemblent chacun plus de 20 000 habitants (densité supérieure à 2 000 habitants / km²). Dozulé ou Mézidon-Canon font figure de cantons périurbains de Caen avec une densité de 80 à 100 habitants / km². Le centre de gravité de ce type se situe à l'est de l'académie, et en particulier des départements du Calvados et de l'Orne. Ces cantons partagent une situation économique et sociale dégradée. Le revenu médian est inférieur à 16 000 euros, voire à 15 000 euros pour L'Aigle, pour Flers et pour Lisieux (18 700 euros en France métropolitaine). La part des chômeurs parmi les 15-64 ans est supérieure à la moyenne nationale, comme celles de familles monoparentales et de familles nombreuses. La part des ménages vivant en habitat social est élevée au regard de l'académie (30 % dans ce type, pour 16 % dans l'académie et 14,6 % au plan national). Hérouville-Saint-Clair, L'Aigle, Argentan, Alençon et Lisieux dépassent cette moyenne de 4 à 12 points (42 % à Argentan). La part des non diplômés chez les 45-54 ans dépasse de 11 points la moyenne nationale (38,9 % pour 28,2 %). La part des jeunes non diplômés parmi les 15-24 ans non scolarisés (31 %) est nettement supérieure à la moyenne nationale (25,4 %).

Argentan, une longue désindustrialisation

Le canton d'Argentan, équivalent à la commune du même nom, partage avec Vimoutiers le maximum académique du taux de non diplômés parmi les 15-24 ans non scolarisés (40,8 %), et avec Alençon pour le taux d'habitants couverts par le RSA (12,3 % à Argentan et 14,5 % à Alençon pour 6,1 % nationalement). La moitié des moins de 18 ans relève de catégories sociales défavorisées (35 % au plan national). Le taux de scolarisation des 15-24 ans dépasse de peu 50 %, soit 13 points de moins que la moyenne nationale (64,9 %). Cette commune, sous-préfecture du département de l'Orne, fut un fief d'emplois industriels peu qualifiés de Moulinex (installé en 1937, fermé en 1997). Le tissu industriel est toujours en crise (fermeture d'usines de mécanique, de fabrication de matériel de manutention dans les années 2000).

II. RISQUES SECONDS

Le type « qualification industrielle traditionnelle dans les petites communes rurales » (36 % de la population) est centré sur le département de la Manche (35 cantons). La densité est de 48 habitants / km² en moyenne pour les 74 cantons du type (Carrouges, Longny-au-Perche). Les emplois proviennent de l'industrie manufacturière à faible contenu en technologie, de l'agro-alimentaire, mais aussi de l'artisanat fortement implanté en milieu rural (BTP-construction, dont sous-traitance des installations nucléaires). La part de l'emploi industriel est élevée (18,9 %, pour 13,4 % au plan national), particulièrement dans de petites communes comme Sourdeval et son canton (26,6 %) ainsi que Le Theil (30 %).

La part des non diplômés chez les 45-54 ans dans ce type est élevée, bien que légèrement inférieure à la moyenne du type précédent. Elle dépasse de 7 points la moyenne nationale (35,7 % pour 28,2 %). Elle excède 40 % dans 15 cantons sur les 74 que compte ce type (42,6 % à Sourdeval et 49 % à Isigny-sur-Mer, maximum académique). Dans 7 cantons (Isigny-sur-Mer, Juvigny-le-Tertre, Montebourg, Mortain, Saint-Hilaire-du-Harcouët, Juvigny-sous-Andaine et Le Theil), plus de 55 % des moins de 18 ans relèvent de catégories sociales défavorisées (61,4 % à Juvigny-le-Tertre pour 35 % au plan national). Le taux de scolarisation des 15-24 ans peut être inférieur à 55 % dans quelques cantons comme Le Theil, Saint-Pois ou Isigny-sur-Mer (64,9 % en moyenne nationale). Dans une dizaine de cantons, la part des 15-24 ans diplômés à un niveau CAP-BEP parmi les non scolarisés dépasse 40 % (27,2 % au plan national). Elle atteint 46,8 % à Montebourg. Ce phénomène traduit une orientation traditionnelle vers l'enseignement professionnel court et l'apprentissage au détriment de l'enseignement général.

Le type « précarité économique plutôt dans des communes de taille moyenne » concerne 16 % de la population avec une part élevée de chômeurs dans la population (10,5 % pour 8,9 % nationalement), une proportion de CDI faible dans les emplois (79,7 % pour 85,2 % nationalement). Le canton de Cherbourg-Octeville témoigne d'indicateurs particulièrement marqués, avec une part de chômeurs de 13,6 % et une part de CDI limitée à 78 %. Le taux de couverture de la population par le RSA approche le double de la moyenne nationale (11,2 % pour 6,1 %). Pourtant, la part de non diplômés parmi les 15-24 ans qui ne sont



plus scolarisés est contenue à 21,3 %, au-dessous de la moyenne académique de 22,4 %, et bien au-dessous de la moyenne nationale de 25,4 %.

III. AUTRES

Les types « sécurité économique et soutien culturel » et « garantie de l'emploi à niveaux de qualification variés » sont peu implantés dans l'académie (une dizaine de cantons chacun). Les couronnes périurbaines autour des pôles d'emploi de Caen, Flers, Alençon, Argentan ou Cherbourg-Octeville agrègent des ménages actifs en emploi salarié avec des niveaux de formation

et de salaire élevés. D'où un taux de CDI de 88 %, un revenu médian supérieur à 20 000 euros (2 000 euros au-dessus de la moyenne académique), une part de chômeurs parmi les 15-64 ans de seulement 7 %. La part des moins de 18 ans qui relèvent de catégories sociales défavorisées est aussi inférieure à la moyenne (20 % à Creully pour 35 % au plan national). La part des non diplômés chez les 45-54 ans trouve ses minima (18,7 % à Creully, 17,8 % à Caen-1^{er} canton hors Caen, pour 40,6 % à Argentan). Le taux de scolarisation des 15-24 ans est élevé, en particulier à Creully (74,6 %).

Exemples de cantons significatifs de l'académie de Caen par type, selon quelques indicateurs

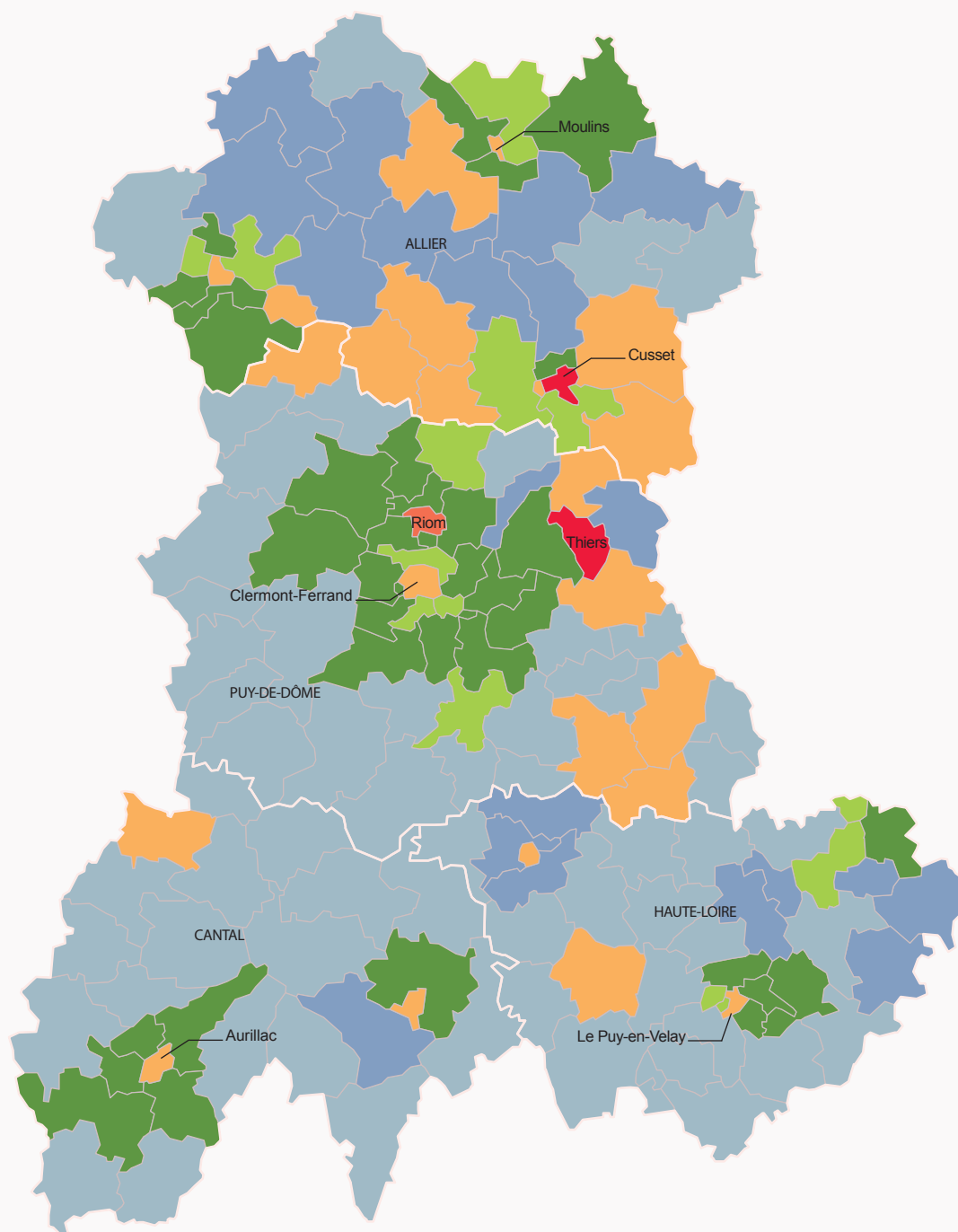
Type										
Cantons		Argentan	Troarn	Cherbourg-Octeville	Sourdeval	Messei	Ouistreham	Creully	Académie	France métro.
Département		61	14	50	50	61	14	14		
Indicateurs mobilisés dans la typologie	Revenu médian par unité de consommation (€)	15 492	19 198	16 681	15 795	17 663	21 514	23 019	17 947	18 695
	Chômeurs parmi les 15-64 ans (%)	13,0	7,6	13,6	6,1	6,5	7,4	6,2	8,2	8,9
	Emplois en CDI (%)	78,4	87,8	78,0	86,8	87,4	87,0	88,9	84,4	85,2
	Familles monoparentales (%)	12,0	9,2	10,0	5,4	5,0	7,6	6,2	7,5	8,9
	Familles de quatre enfants et plus (%)	1,5	1,6	1,2	1,5	0,8	1,3	0,9	1,2	1,4
	Ménages vivant en HLM (%)	42,3	22,2	41,1	10,5	5,4	15,9	4,9	15,7	14,6
	Non diplômés parmi les 45-54 ans (%)	40,6	32,4	26,3	42,6	31,0	25,5	18,7	31,9	28,2
Indicateurs de scolarisation des 15-24 ans et niveau de diplôme des non scolarisés	Taux de scolarisation (%)	51,8	64,0	57,9	57,9	60,6	67,2	74,6	63,6	64,9
	Non scolarisés (nombre)	986	943	2 289	150	247	866	556	62 692	2 696 094
	· Non diplômés (%)	40,8	23,4	21,3	25,6	14,3	21,3	17,3	22,4	25,4
	· Diplômés de niveau V (CAP, BEP) (%)	31,2	34,3	34,0	32,9	39,0	32,6	31,1	33,5	27,2
	· Diplômés de niveau IV (BAC, BP...) (%)	19,6	26,8	21,8	26,1	25,8	25,9	31,0	26,3	26,5
	· Diplômés de niveau III (BAC + 2...) (%)	6,5	12,3	14,3	13,4	17,6	14,8	15,0	13,2	13,7
Indicateurs socio-démographiques complémentaires	Densité de population (hab./km ²)	787	232	2 648	44	57	490	154	84	116
	60 ans et plus dans la population (%)	26,5	21,9	24,2	37,9	25,7	26,7	24,7	26,1	23,4
	Immigrés dans la population (%)	4,2	1,9	4,1	5,6	1,7	2,5	1,8	2,8	8,7
	Couverture population par le RSA (%)	12,3	3,4	11,2	3,1	3,1	3,7	2,0	5,0	6,1
	0-17 ans d'origine sociale défavorisée (%)	51,8	37,6	36,7	47,4	46,7	24,3	20,4	39,5	35,0
	Agriculture dans l'emploi (%)	1,8	1,0	0,5	11,1	6,0	1,3	2,1	5,3	2,8
	Industrie dans l'emploi (%)	15,1	16,9	19,6	26,6	26,5	10,1	10,6	16,1	13,4

Source : Insee, RP 2011, Revenus fiscaux localisés, CNAF. Calcul : Céreq-ESO CNRS, Caen.

Légende des types de risques

- Cumul de fragilités économique, familiale, culturelle en milieu urbain
- Disparités de conditions de vie dans les grandes périphéries
- Précarité économique plutôt dans des communes de taille moyenne

- Qualification industrielle traditionnelle dans les petites communes rurales
- Milieu rural isolé, de tourisme saisonnier et d'économie présentielle
- Sécurité économique et soutien culturel
- Garantie de l'emploi à niveaux de qualification variés

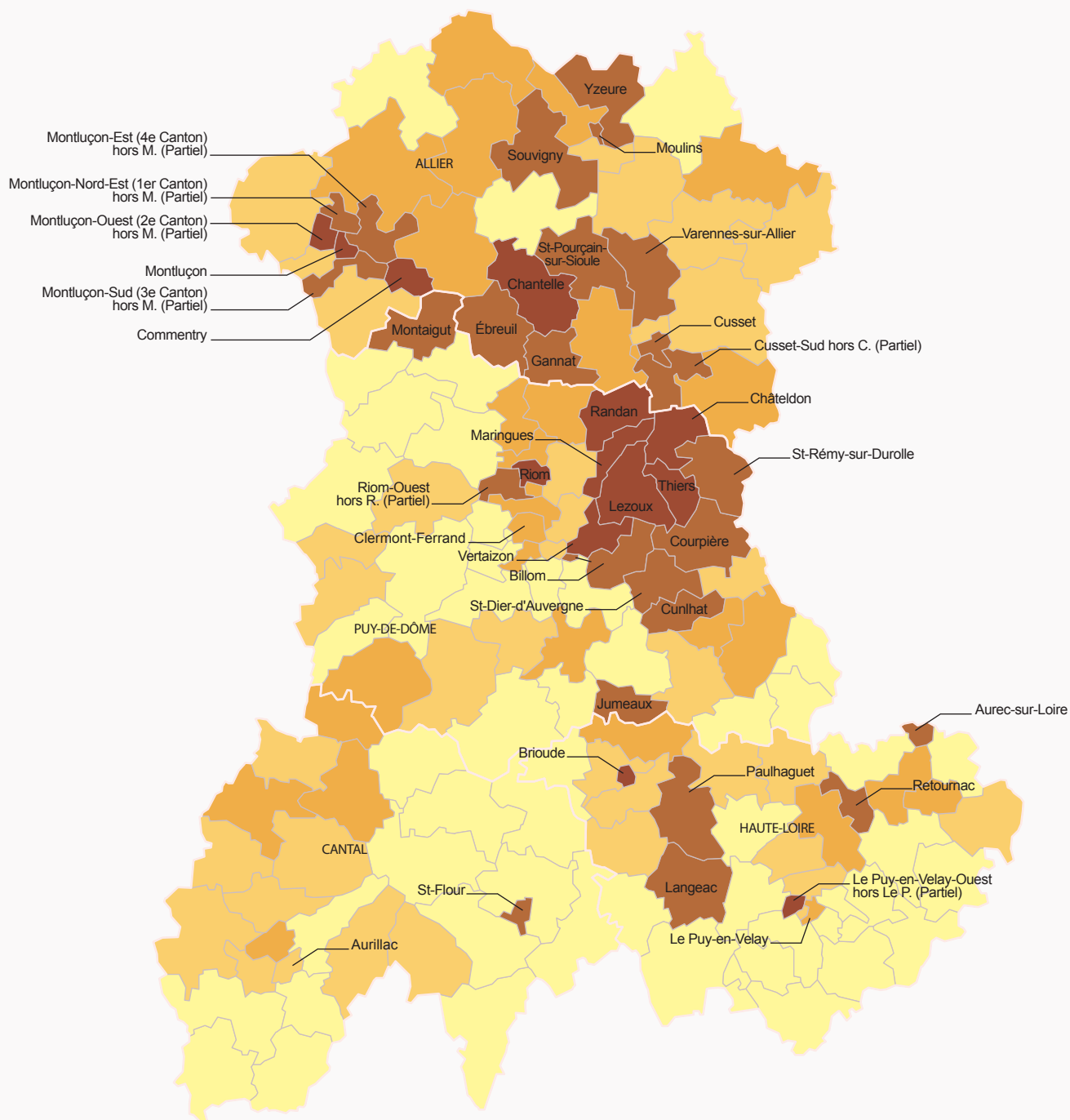


0 25km

Source : INSEE, RP 2011, Revenus fiscaux localisés. Calcul et cartographie : Céreq - ESO CNRS, Caen.

LES ZONES À RISQUES D'ÉCHEC SCOLAIRE

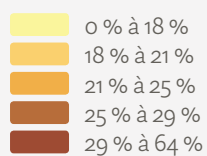
- Cumul de fragilités économique, familiale, culturelle en milieu urbain
- Disparités de conditions de vie dans les grandes périphéries
- Précarité économique plutôt dans des communes de taille moyenne
- Qualification industrielle traditionnelle dans les petites communes rurales
- Milieu rural isolé, de tourisme saisonnier et d'économie présentielle
- Sécurité économique et soutien culturel
- Garantie de l'emploi à niveaux de qualification variés



0 25 km

Source : INSEE, RP 2011. Calcul et cartographie : Céreq - ESO CNRS, Caen.

LA PART DES NON DIPLÔMÉS PARMI LES 15-24 ANS NON SCOLARISÉS





Le type « précarité économique plutôt dans des communes de taille moyenne » est le plus répandu et concentré (28 % de la population dans 15 % des cantons), mais se situe dans la moyenne nationale des non diplômés parmi les jeunes de 15-24 ans qui ne sont plus scolarisés. En outre, le type « milieu rural isolé, de tourisme saisonnier et d'économie présentielle » regroupe 39 % de cantons à faible densité (18 % de la population), dont les revenus sont faibles (15 900 euros) mais dont la part des non diplômés parmi les jeunes de 15-24 ans non scolarisés est limitée à 17,9 %, notamment du fait que 31,6 % de ces jeunes sont de niveau CAP-BEP. À l'opposé, les types plus favorisés « sécurité économique et soutien culturel » (un quart des cantons et de la population) et « garantie de l'emploi à niveaux de qualification variés » (un dixième des cantons et un sixième de la population) conduisent à une part d'ensemble de non diplômés parmi les jeunes de 15-24 ans non scolarisés dans l'académie inférieure à la moyenne nationale (22,6 % pour 25,4 %).

I. RISQUES LES PLUS MARQUÉS

Les cantons du type « cumul de fragilités économique, familiale, culturelle en milieu urbain » ne sont que deux, Thiers et Cusset. Dans ce dernier, la part de chômeurs dans la population s'est accrue entre 2006 et 2011. De même, le type « disparités de conditions de vie dans les grandes périphéries » est peu représenté (Riom). L'académie est donc faiblement concernée par les risques les plus marqués. Dans ces trois cantons la part de non diplômés parmi les jeunes de 15-24 ans qui ne sont plus scolarisés est toutefois significative : 29,1 % pour 25,4 % en France métropolitaine.

II. RISQUES SECONDS

Le type « précarité économique plutôt dans des communes de taille moyenne » rassemble 23 cantons, dont celui de Clermont-Ferrand. Ce groupe représente 28 % de la population. Les revenus sont faibles (16 600 euros), comme le taux de CDI, inférieur de 5 points à la moyenne nationale (85,2 %). La part des chômeurs parmi les 15-64 ans est plus élevée que la moyenne (10,3 % pour 8,9 %). Le taux de couverture de la population par le RSA est lui aussi plus élevé (8,5 % pour 6,1 %). Ce groupe rassemble de nombreuses villes de taille modeste soumises aux effets de la crise : Commentry, Vichy, Montluçon, Moulins, Aurillac, Saint-Flour, Le Puy-en-Velay ou encore Brioude. Si la proportion de non diplômés parmi les 45-54 ans (30,1 %) est supérieure à la moyenne (28,2 %), celle des 15-24 ans qui ne sont plus scolarisés est contenue à 25,1 % soit un peu moins qu'en France métropolitaine (25,4 %).

Le type « qualification industrielle traditionnelle dans les petites communes rurales » ne compte que 20 cantons dans cette académie (11 % de la population). Il est centré sur le nord de l'académie (département de l'Allier), et se compose de cantons ruraux (33 habitants / km²), dont certains ne rassemblent pas plus de 3 500 habitants (Retournac, Brioude-Sud hors Brioude, Allanche). La part des emplois industriels dépasse 20 % dans plusieurs cantons comme Auzon (28 % pour 13,4 % au plan national), Montfaucon-en-Velay (34 %), Sainte-Sigolène (32 %) ou Saint-Rémy-sur-Durolle (41,8 %). Celle des emplois agricoles est toujours plus élevée que la moyenne (2,8 % en France métropolitaine) : elle

Brioude, petit pôle urbain dans la précarité

Le canton de Brioude, équivalent à la commune du même nom, sous-préfecture de la Haute-Loire, est un petit pôle urbain en situation précaire peuplé de 5 000 habitants. La part des habitants de plus de 60 ans dépasse de 11 points la moyenne nationale. Le tissu industriel du canton est en crise depuis des décennies (menuiserie, agro-alimentaire, découpage-emboutissage). La part des chômeurs parmi les 15-64 ans (10,2 %) est plus élevée que la moyenne. Celle des 45-54 ans sans diplôme est aussi plus élevée (35,9 % pour 28,2 % au plan national). Le taux de couverture de la population par le RSA est de 8,3 % pour 6,1 % au plan national. La part des jeunes non diplômés parmi les 15-24 ans non scolarisés est élevée : 31,5 %.

dépasse 10 % dans une dizaine de cantons et peut atteindre 25,6 % comme à Saint-Flour-Sud hors Saint-Flour. La part des jeunes diplômés d'un CAP ou d'un BEP parmi les 15-24 ans non scolarisés dépasse le plus souvent la moyenne nationale (27,2 %), en particulier à Bourbon-L'Archambault (34 %), Cérilly (41,9 %), outre Le Montet, Neuilly-le-Réal, Vorey, Brioude-Sud hors Brioude, Saint-Rémy-sur-Durolle. En revanche, la part de non diplômés parmi les 15-24 ans non scolarisés est contenue à 24,5 %.

Le centre de gravité du type « milieu rural isolé, de tourisme saisonnier et d'économie présentielle » se situe au sud de l'académie (17 cantons dans le Cantal et 18 cantons en Haute-Loire). Ces cantons ruraux (densité de 19 habitants / km²) abritent une population âgée (32 % de plus de 60 ans ; plus de 40 % à Pierrefort, à Viverols et à Pleaux). Le revenu médian des cantons

Riom-ès-Montagnes, un pôle rural et touristique

Le chef-lieu du canton de Riom-ès-Montagnes est une station verte de vacances connue aussi pour la fabrication d'apéritifs à la gentiane. Le canton de 4 600 habitants fait partie du Parc des Volcans. Il se démarque par une part d'emplois agricoles très supérieure à la moyenne nationale (18,6 % pour 2,8 %). Sa population diminue de 2006 à 2011. Le taux de scolarisation des 15-24 ans dépasse de peu 50 % alors qu'il est de 64,9 % au plan national. 39 % des moins de 18 ans habitant ce canton relèvent de catégories sociales défavorisées (35 % au plan national). La part des jeunes non diplômés parmi les 15-24 ans non scolarisés est un peu plus faible que la moyenne (22,4 % pour 25,4 %).



de ce groupe est de 15 900 euros (18 700 euros au plan national). La part des chômeurs parmi les 15-64 ans est faible (6,3 %) ; elle peut s'abaisser à 2,6 % à Alleyras (3,4 % à Pierrefort ; 4,4 % à Chaudes-Aigues). La part des emplois en CDI est légèrement inférieure à la moyenne nationale, comme la proportion de familles monoparentales et de familles nombreuses. Seulement 3 % des ménages vivent en habitat social. La part des non diplômés chez les 45-54 ans est conforme à la moyenne nationale (28,5 %). La part des jeunes non diplômés parmi les 15-24 ans non scolarisés est nettement plus faible qu'en moyenne (17,9 % pour 25,4 %). Elle s'abaisse au minimum académique au Monastier-sur-Gazeille (5,9 %), et ne dépasse pas 10 % à Tauves ou à Fay-sur-Lignon. Parmi ces jeunes, il est vrai que la part au niveau CAP-BEP est élevée, 31,6 % pour 27,2 % nationalement.

III. AUTRES

Les types les plus favorisés « sécurité économique et soutien culturel », ainsi que « garantie de l'emploi à niveaux de qualification variés » regroupent 49 cantons. Il s'agit des couronnes périurbaines des principaux pôles d'emploi de l'académie (cantons autour de Clermont-Ferrand, Montluçon, Le Puy-en-Velay et Aurillac). Les ménages habitant ces cantons se composent d'actifs en emploi salarié et de retraités ayant un haut niveau de diplôme et de revenu. Chamalières (17 500 habitants, densité de 4 600 habitants / km²) est emblématique. Plus de 85 % des emplois y relèvent des services (76,9 % en moyenne nationale). Le niveau de revenu y est particulièrement élevé (25 700 euros), tout comme le niveau d'emploi en CDI (87,3 %), et le taux de scolarisation des 15-24 ans (71,7 %). Seulement 10 % des moins de 18 ans relèvent de catégories sociales défavorisées (35 % au plan national).

Exemples de cantons significatifs de l'académie de Clermont-Ferrand par type, selon quelques indicateurs

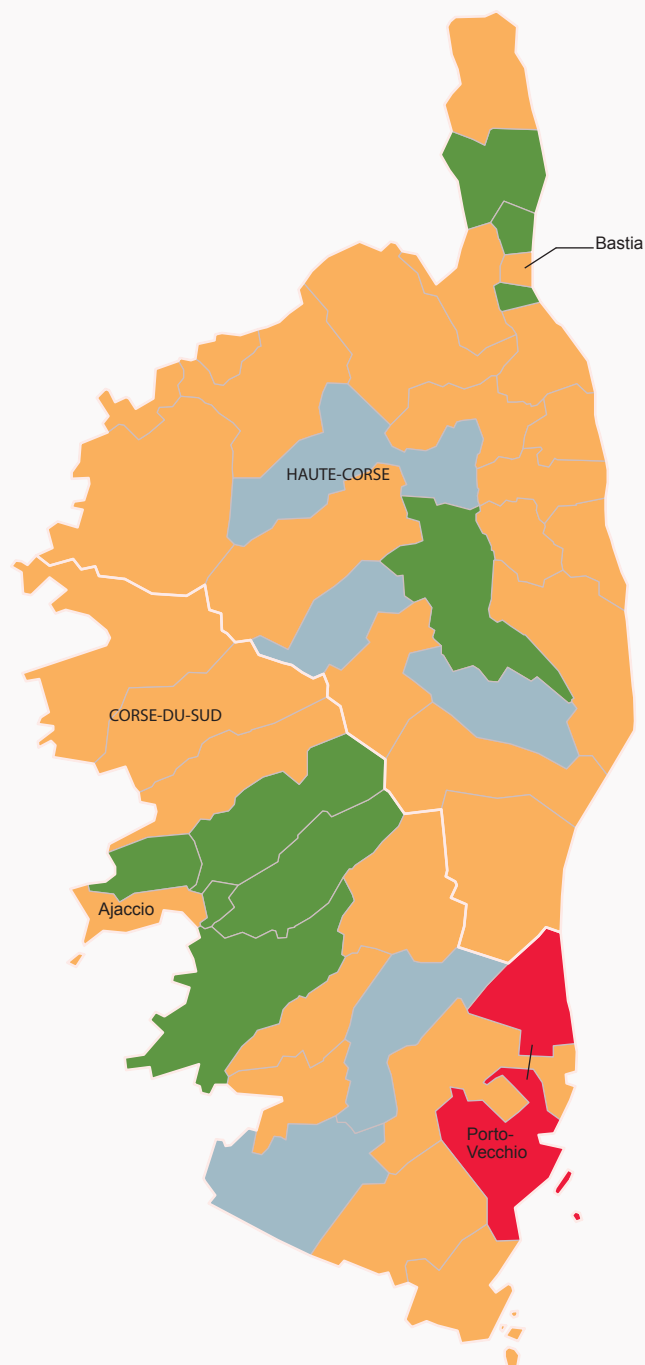
		Type								
		Cantons	Thiers	Riom	Brioude	Saint-Pourçain-sur-Sioule	Riom-ès-Montagnes	Aubière	Chamalières	Académie
		Département	63	63	43	03	15	63	63	France métro.
Indicateurs mobilisés dans la typologie	Revenu médian par unité de consommation (€)		15 893	19 688	16 811	17 444	15 455	22 901	25 675	17 478
	Chômeurs parmi les 15-64 ans (%)		11,9	9,4	10,2	8,2	6,0	5,9	7,2	7,7
	Emplois en CDI (%)		83,8	85,4	82,7	85,7	81,4	87,0	87,3	84,9
	Familles monoparentales (%)		8,2	10,4	8,3	7,4	6,3	7,0	7,3	7,5
	Familles de quatre enfants et plus (%)		1,2	1,3	0,7	0,8	0,5	0,4	0,4	0,8
	Ménages vivant en HLM (%)		12,6	15,6	13,5	5,5	5,8	8,2	2,8	9,7
	Non diplômés parmi les 45-54 ans (%)		32,4	26,4	35,9	32,8	38,5	17,1	12,0	26,9
Indicateurs de scolarisation des 15-24 ans et niveau de diplôme des non scolarisés	Taux de scolarisation (%)		54,2	58,8	53,8	55,9	51,8	81,7	71,7	64,8
	Non scolarisés (nombre)		657	966	287	429	138	696	639	52 749
	· Non diplômés (%)		32,7	29,1	31,5	27,1	22,4	22,3	12,5	22,6
	· Diplômés de niveau V (CAP, BEP) (%)		26,6	23,5	29,2	34,9	29,6	20,8	24,3	29,2
	· Diplômés de niveau IV (BAC, BP...) (%)		28,5	23,4	21,9	23,1	29,2	28,2	28,0	28,0
	· Diplômés de niveau III (BAC + 2...) (%)		9,4	18,6	13,3	12,9	12,3	16,2	21,1	14,2
Indicateurs socio-démographiques complémentaires	Densité de population (hab./km ²)		149	572	491	49	20	711	4 633	52
	60 ans et plus dans la population (%)		29,6	25,3	34,1	29,9	36,9	24,5	29,9	27,9
	Immigrés dans la population (%)		9,0	6,7	6,8	1,9	1,5	7,7	4,9	4,9
	Couverture population par le RSA (%)		10,9	9,4	8,3	5,0	3,1	3,3	3,6	5,3
	0-17 ans d'origine sociale défavorisée (%)		51,0	36,6	46,7	44,7	39,3	23,4	10,4	37,4
	Agriculture dans l'emploi (%)		1,2	1,5	1,3	6,3	18,6	1,0	0,3	5,5
	Industrie dans l'emploi (%)		27,3	16,1	18,2	23,3	12,8	12,8	11,5	16,0

Source : Insee, RP 2011, Revenus fiscaux localisés, CNAF. Calcul : Céreq-ESO CNRS, Caen.

Légende des types de risques

- Cumul de fragilités économique, familiale, culturelle en milieu urbain
- Disparités de conditions de vie dans les grandes périphéries
- Précarité économique plutôt dans des communes de taille moyenne

- Qualification industrielle traditionnelle dans les petites communes rurales
- Milieu rural isolé, de tourisme saisonnier et d'économie présentielle
- Sécurité économique et soutien culturel
- Garantie de l'emploi à niveaux de qualification variés

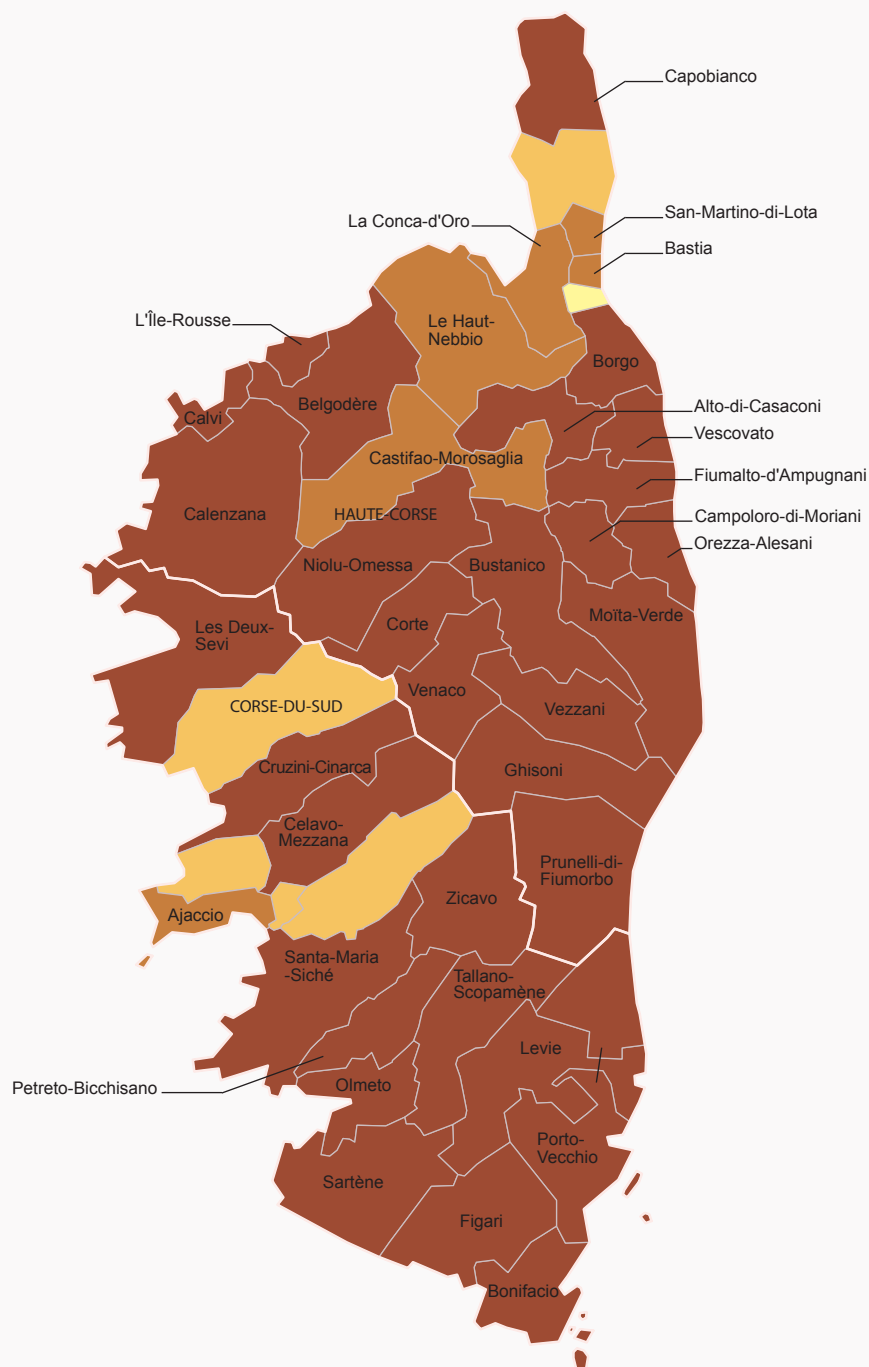


0 10 km

Source : INSEE, RP 2011, Revenus fiscaux localisés. Calcul et cartographie : Céreq - ESO CNRS, Caen.

LES ZONES À RISQUES D'ÉCHEC SCOLAIRE

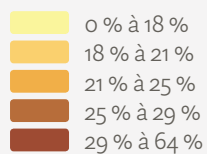
- Cumul de fragilités économique, familiale, culturelle en milieu urbain
- Disparités de conditions de vie dans les grandes périphéries
- Précarité économique plutôt dans des communes de taille moyenne
- Qualification industrielle traditionnelle dans les petites communes rurales
- Milieu rural isolé, de tourisme saisonnier et d'économie présentielle
- Sécurité économique et soutien culturel
- Garantie de l'emploi à niveaux de qualification variés



0 10 km

Source : INSEE, RP 2011. Calcul et cartographie : Céreq - ESO CNRS, Caen.

LA PART DES NON DIPLÔMÉS PARMI LES 15-24 ANS NON SCOLARISÉS





Un seul canton relève du type « cumul de fragilités économique, familiale, culturelle en milieu urbain ». En revanche, le type « précarité économique plutôt dans des communes de taille moyenne » rassemble 29 cantons sur 43, il totalise 74 % de la population corse. Le second type le plus représenté, intitulé « garantie de l'emploi à niveaux de qualification variés » est le plus favorisé, il regroupe 19 % des cantons et 16 % de la population.

I. RISQUES LES PLUS MARQUÉS

L'ensemble du littoral relève du type « précarité économique plutôt dans des communes de taille moyenne » à l'exception de quelques cantons. Les pôles touristiques littoraux à économie présentielle comme Ajaccio, Calvi, L'île-Rousse ou encore Bonifacio font partie de ce type. L'académie est donc avant tout concernée par un risque de nature économique lié à l'emploi et au niveau de revenu. Le revenu médian des cantons de ce type n'est que de 16 300 euros, soit 2 400 euros de moins que la moyenne pour la France métropolitaine. Dans ce type, le revenu peut s'abaisser à moins de 15 000 euros : 14 700 euros à Orezza-Alesani, 14 100 euros à Moïta-Verde et 13 200 euros à Zicavo. Dans ce dernier canton de 1 200 habitants (5 habitants / km²), la part des habitants âgés de plus de 60 ans fait figure de maximum pour l'ensemble de l'académie avec 45 %. La part des chômeurs parmi les 15-64 ans est supérieure à la moyenne. Celle des emplois en CDI y varie beaucoup puisque son niveau plancher pour l'académie est atteint à Calvi (54 %), pour 89 % à Borgo. La proportion de familles monoparentales est quant à elle plus élevée (12,6 %, pour 8,9 % en moyenne en France métropolitaine). La part des non diplômés chez les 45-54 ans est elle aussi supérieure à la moyenne avec 35,6 % pour 28,2 %, tout comme la part des jeunes non diplômés parmi les 15-24 ans non scolarisés (33,2 % pour 25,4 %). Cette part dépasse 40 % pour plusieurs cantons du groupe (Olmeto, Petreto-Bicchisano, Les Deux-Sevi, Zicavo, Ghisoni). Le maximum est atteint à Calvi (61 %).

Bastia, un pôle de services et d'infrastructures

Bastia est un pôle de services, notamment en tant que préfecture de la Haute-Corse mais aussi par ses diverses infrastructures. Le canton, équivalent à la commune du même nom, a perdu des habitants entre 2006 et 2011 après en avoir gagné à partir de 1999. Le revenu médian est faible (15 800 euros), du fait d'emplois de services peu qualifiés. La part des emplois tertiaires dépasse de 6 points la moyenne de France métropolitaine avec 82,9 %, soit un des taux les plus forts de l'île avec Corte (84 %) et Calvi (85 %). Le taux de scolarisation est faible (57,8 % pour presque 65 % en moyenne en France métropolitaine). La proportion de jeunes de 15 à 24 ans non scolarisés et diplômés de niveau BAC + 2 est inférieure à la moyenne (9,4 % pour 13,7 %). 40 % des moins de 18 ans relèvent de catégories sociales défavorisées (35 % en moyenne).

II. RISQUES SECONDS

Seulement 5 cantons appartiennent au type « milieu rural isolé, de tourisme saisonnier et d'économie présentielle » (Sartène, Corte, Tallano-Scopamène, Castifao-Morosaglia, Vezzani). La densité est très faible, moins de 10 habitants / km², sauf pour Corte (48 habitants / km²). La part des emplois de services est ici conforme à la moyenne de 76,8 %, à l'exception de Corte et de son université (84 %). Le taux de scolarisation atteint son maximum dans ce canton (89,3 % pour 64,9 % en moyenne). Dans ce petit groupe, la part des emplois agricoles est la plus forte de tous les cantons (6,6 % pour 2,8 % en France métropolitaine). Elle atteint 8 % à Tallano-Scopamène et à Castifao-Morosaglia, voire 24,4 % à Vezzani. La part des chômeurs parmi les 15-64 ans est inférieure à la moyenne de France métropolitaine, sauf pour Tallano-Scopamène (9 %). Celle des emplois en CDI est aussi faible (77,9 % à Corte).

Sartène, pôle rural et touristique

Le canton de Sartène illustre la situation de ce type. Peuplé de 3 900 habitants, il abrite la sous-préfecture de la Corse-du-Sud, à 86 kilomètres à vol d'oiseau au sud d'Ajaccio, mais à 3 heures de route. Il gagne des habitants entre 2006 et 2011. La part des habitants âgés de plus de 60 ans est de 30,2 %, soit un taux légèrement supérieur à la moyenne académique (27,2 %), mais au-dessus de la moyenne de France métropolitaine (23,4 %). Ce canton fait figure de petit pôle touristique de l'extrême sud-est de l'île (musée départemental de la préhistoire, nombreux sites touristiques, mégalithes, AOC Vin de Corse-Sartène).



III. AUTRES

Le reste des cantons de l'académie est plus favorisé puisque partie prenante du type « garantie de l'emploi à niveaux de qualification variés ». Ce type correspond aux zones résidentielles des pôles tertiaires d'Ajaccio (Bastelica, San-Maria-Siché), de Bastia (San-Martino-di-Lota) et de Corte (Bustanico). Ces cantons abritent la résidence de ménages plus souvent en emploi salarié en CDI (90 % à Ajaccio 7^e hors Ajaccio), plus fréquemment composés de cadres et de professions intermédiaires détenant un haut niveau de salaire et de formation. Le revenu médian dans ce type dépasse 20 000 euros, presque 23 000 euros pour Ajaccio 7^e hors Ajaccio. La part des chômeurs parmi les

15-64 ans est inférieure à la moyenne de France métropolitaine dans ce groupe. Elle varie de 4,9 % pour Bastia 6^e hors Bastia à 7,7 % pour Sagro-di-Santa-Giulia. Celle des emplois en CDI est toujours supérieure à 87 %. La part des non diplômés chez les 45-54 ans est très inférieure à la moyenne, avec 21,9 % à San-Martino-di-Lota par exemple, ou 23,7 % à Bastia 6^e hors Bastia. La part des jeunes non diplômés parmi les 15-24 ans non scolarisés est souvent équivalente (23,9 % à San-Martino-di-Lota, 24,8 % à Ajaccio 7^e hors Ajaccio). 20 % à 30 % des moins de 18 ans habitant ces cantons relèvent de catégories sociales défavorisées (35 % en moyenne en France métropolitaine).

Exemples de cantons significatifs de l'académie de Corse par type, selon quelques indicateurs

		Type								
		Cantons	Porto-Vecchio	*	Bastia	*	Sartène	*	Bastia 6 ^e hors Bastia	
		Département	2A	-	2B	-	2A	-	2B	
Indicateurs mobilisés dans la typologie	Revenu médian par unité de consommation (€)		17 077		15 778		16 042		20 313	Académie : 17 040, France métro. : 18 695
	Chômeurs parmi les 15-64 ans (%)		9,4		8,4		7,4		4,9	8,1 / 8,9
	Emplois en CDI (%)		86,3		85,1		84,5		91,6	85,9 / 85,2
	Familles monoparentales (%)		10,3		14,0		9,9		12,6	11,9 / 8,9
	Familles de quatre enfants et plus (%)		1,5		0,6		1,2		0,6	0,7 / 1,4
	Ménages vivant en HLM (%)		6,5		21,8		5,9		6,1	8,2 / 14,6
	Non diplômés parmi les 45-54 ans (%)		43,9		34,2		37,4		23,7	34,3 / 28,2
Indicateurs de scolarisation des 15-24 ans et niveau de diplôme des non scolarisés	Taux de scolarisation (%)		48,0		57,8		57,0		63,5	57,9 / 64,9
	Non scolarisés (nombre)		810		2 079		168		215	14 323 / 2 696 094
	· Non diplômés (%)		34,2		29,0		35,6		18,1	32,4 / 25,4
	· Diplômés de niveau V (CAP, BEP) (%)		32,2		26,7		26,8		25,8	26,6 / 27,2
	· Diplômés de niveau IV (BAC, BP...) (%)		24,8		29,7		24,4		33,9	27,5 / 26,5
	· Diplômés de niveau III (BAC + 2...) (%)		5,6		9,4		8,4		16,7	8,8 / 13,7
Indicateurs socio-démographiques complémentaires	Densité de population (hab./km ²)		43		2 214		14		294	36 / 116
	60 ans et plus dans la population (%)		22,0		25,6		30,2		21,6	27,2 / 23,4
	Immigrés dans la population (%)		21,5		11,0		13,1		6,9	9,8 / 8,7
	Couverture population par le RSA (%)		4,6		5,7		3,8		2,9	4,1 / 6,1
	0-17 ans d'origine sociale défavorisée (%)		40,7		40,2		37,6		27,7	33,9 / 35,0
	Agriculture dans l'emploi (%)		2,1		0,8		5,7		0,7	3,2 / 2,8
	Industrie dans l'emploi (%)		4,5		4,7		5,1		6,8	5,6 / 13,4

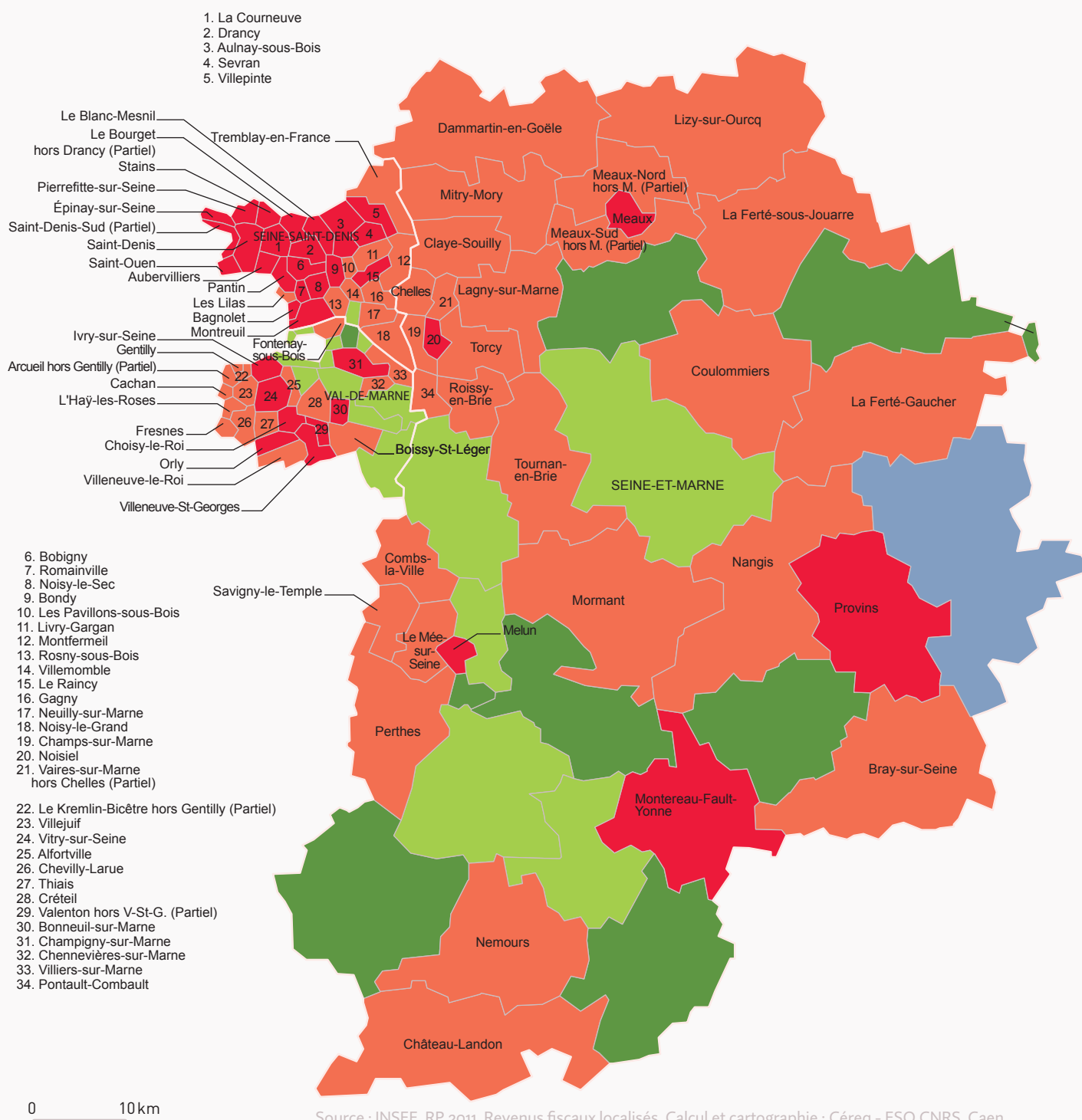
* Ce type de risque n'est pas présent dans l'académie

Source : Insee, RP 2011, Revenus fiscaux localisés, CNAF. Calcul : Céreq-ESO CNRS, Caen.

Légende des types de risques

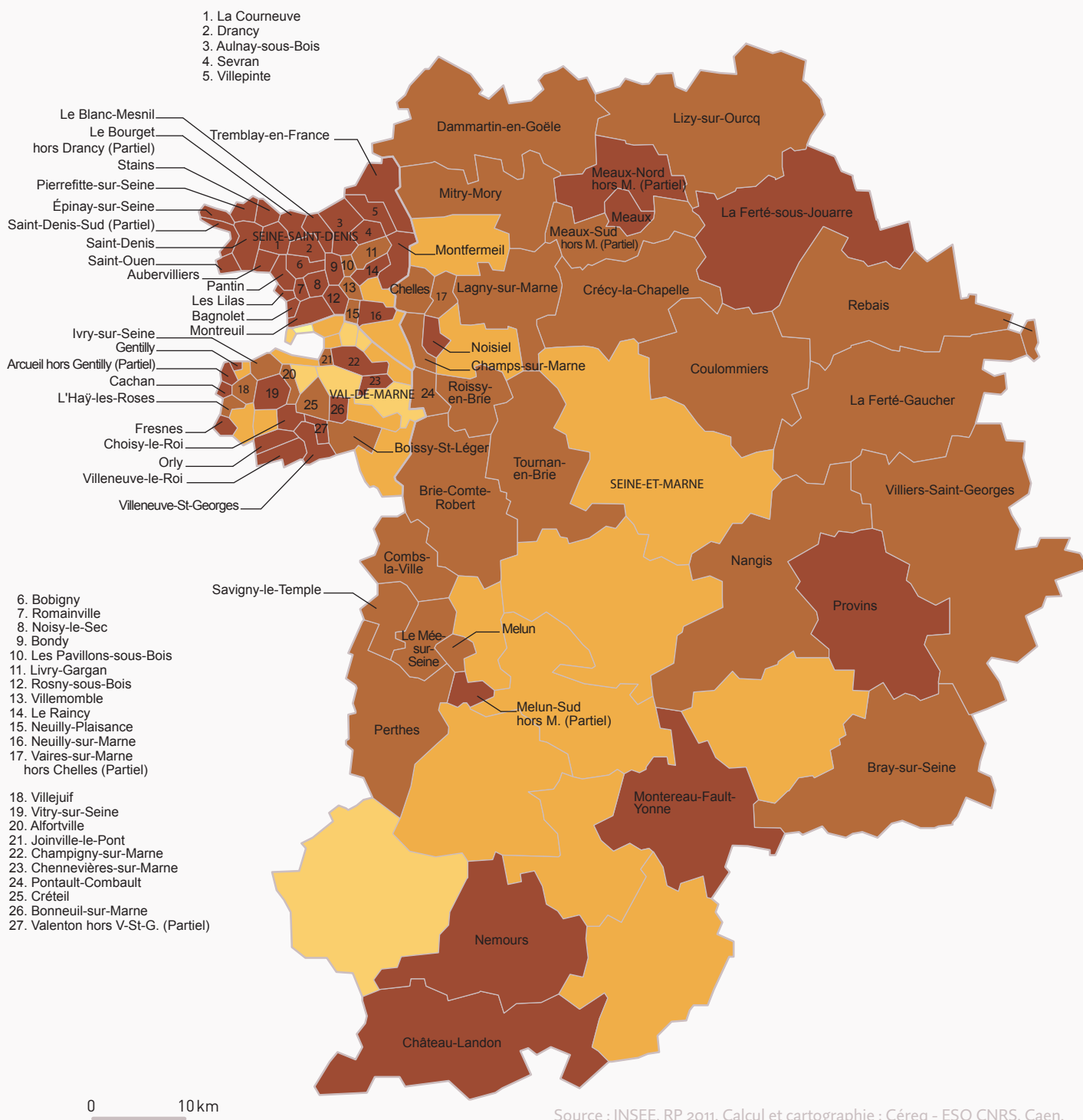
- Cumul de fragilités économique, familiale, culturelle en milieu urbain
- Disparités de conditions de vie dans les grandes périphéries
- Précarité économique plutôt dans des communes de taille moyenne

- Qualification industrielle traditionnelle dans les petites communes rurales
- Milieu rural isolé, de tourisme saisonnier et d'économie présentielle
- Sécurité économique et soutien culturel
- Garantie de l'emploi à niveaux de qualification variés

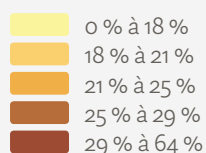


LES ZONES À RISQUES D'ÉCHEC SCOLAIRE

- Cumul de fragilités économique, familiale, culturelle en milieu urbain
- Disparités de conditions de vie dans les grandes périphéries
- Précarité économique plutôt dans des communes de taille moyenne
- Qualification industrielle traditionnelle dans les petites communes rurales
- Milieu rural isolé, de tourisme saisonnier et d'économie présentielle
- Sécurité économique et soutien culturel
- Garantie de l'emploi à niveaux de qualification variés



LA PART DES NON DIPLÔMÉS PARMI LES 15-24 ANS NON SCOLARISÉS



L'académie de Créteil est la seule avec l'académie de Lille à concentrer 80 % des cantons et de la population dans les types « cumul de fragilités économique, familiale, culturelle en milieu urbain » et « disparités de conditions de vie dans les grandes périphéries ». Une différence toutefois : le type « sécurité économique et soutien culturel » est aussi représenté (15 % des cantons et de la population), bénéficiant de revenus élevés (26 700 euros) et d'un taux de non diplômés parmi les jeunes de 15-24 ans non scolarisés de 21,5 %. Dans le type « cumul de fragilités économique, familiale, culturelle en milieu urbain », le revenu est des plus faibles en France métropolitaine (14 700 euros) et la part de chômeurs dans la population des plus élevées (13,2 %). La part de non diplômés parmi les jeunes de 15-24 ans non scolarisés est très élevée (36,1 %). Pourtant, parmi ces jeunes, la part de diplômés à BAC + 3 et au-delà est dans la moyenne nationale (7,2 %).

I. RISQUES LES PLUS MARQUÉS

Presqu'un tiers des 114 cantons de cette académie relèvent du type « cumul de fragilités économique, familiale, culturelle en milieu urbain » qui concentre 40 % des habitants de l'académie (2 700 habitants / km²) localisés en première couronne de l'aire urbaine parisienne. Le centre de gravité de cet ensemble se situe en Seine-Saint-Denis (22 cantons). La très grande majorité des cantons compte au moins 30 000 à 40 000 habitants (38 800 habitants à La Courneuve, 47 200 habitants à Bobigny, 45 600 habitants à Aubervilliers). Les deux cantons les plus peuplés correspondent aux deux grands pôles urbains de Montreuil (103 000 habitants) et de Saint-Denis (107 800 habitants). Pour tous ces cantons, l'ensemble des indicateurs est très défavorable. Le revenu médian est de 14 700 euros, soit 4 000 euros de moins que la moyenne, dont 10 500 euros à La Courneuve, soit trois fois moins qu'à Saint-Mandé (33 000 euros) ou Vincennes (31 400 euros), deux cantons parmi les plus favorisés de l'académie et classés dans un autre type. La part des chômeurs parmi les 15-64 ans est de 13,2 % dans ce groupe pour 8,9 % au plan national. La Courneuve se caractérise comme Aubervilliers et Saint-Denis par une proportion supérieure à 17 %. Dans ces trois cantons, la part des emplois en CDI est inférieure à la moyenne de 3 à 4 points (81,5 %). La proportion de familles monoparentales et de familles nombreuses est supérieure à la moyenne pour l'ensemble des cantons du groupe. Celle des ménages habitant en logement social dépasse toujours 30 % sauf dans 3 cantons (14,6 % au plan national). Dans 5 cantons, plus de la moitié des ménages

vivent en logement social (Saint-Denis-Sud, Stains, Bonneuil-sur-Marne, Orly, Valenton hors Villeneuve-Saint-Georges). La part des non diplômés chez les 45-54 ans est élevée, presque 45 %, soit 17 points de plus que la moyenne nationale, dont 54,9 % à Bobigny, 55,4 % à Aubervilliers, 56,3 % à Stains et 59,4 % à La Courneuve. La part des jeunes non diplômés parmi les 15-24 ans non scolarisés dépasse de 11 points la moyenne nationale (36,1 % pour 25,4 %), dont plus de 39 % à Bobigny, La Courneuve, Stains et Aubervilliers, et 48,4 % à La Courneuve.

II. RISQUES SECONDS

Le type « disparités de conditions de vie dans les grandes périphéries » rassemble lui aussi un grand nombre de cantons : 52, soit 43 % de la population de l'académie. La moitié est localisée en Seine-et-Marne (Nangis, Savigny-le-Temple, Tournan-en-Brie, Lagny-sur-Marne). Le centre de gravité de ce type se situe donc en seconde couronne de l'aire urbaine parisienne (550 habitants / km² en moyenne), et au-delà, aux marges de l'académie, en direction de la Marne (Coulommiers, Lizy-sur-Ourcq, La Ferté-Gaucher), ou de l'Aube (Bray-sur-Seine). Comme dans le groupe précédent, la taille démographique des cantons est très variable (12 500 habitants à Bray-sur-Seine, 16 700 habitants à Nangis, pour 56 000 habitants à Villejuif et 90 500 habitants à Créteil). Mais tous partagent des conditions de vie assez défavorables. Dans 27 cantons, plus de 20 % des ménages vivent en logement social (pour une moyenne nationale de 14,6 %). Cette proportion dépasse 40 % à Arcueil hors Gentilly, à Alfortville ou à Gentilly. Le taux de familles monoparentales est supérieur à la moyenne, atteignant 15 % à Neuilly-sur-Marne et à Créteil. De même, la proportion de familles nombreuses varie de 1,5 % (moyenne nationale) à plus de 3 % à Créteil et à Montfermeil, et 4 % à Savigny-le-Temple. La part des jeunes non diplômés parmi les 15-24 ans non scolarisés dépasse très souvent la moyenne (25,4 % en France métropolitaine). Elle atteint plus de 30 % dans de petits cantons (15 000 habitants) comme Château-Landon, Lizy-sur-Ourcq, Chennevières-sur-Marne ou Gentilly. Beaucoup de cantons de ce groupe se démarquent par un taux d'habitants couverts par le RSA de 7 % à 8 % (moyenne de 6,1 % en métropole). On approche 10 % à Montfermeil, à Rosny-sous-Bois et à Alfortville.

La Courneuve, des difficultés concentrées et persistantes

Le canton de La Courneuve, équivalent à la commune du même nom, constitue un pôle de cumul de fragilités en première couronne avec un taux d'habitants couverts par le RSA de près de 17 % (moyenne de 6,1 %). La part des jeunes âgés de 15 à 24 ans diplômés d'un BAC + 2 parmi les non scolarisés est presque deux fois moins élevée que la moyenne (7,6 % pour 13,7 %). Plus de la moitié des moins de 18 ans relève de catégories sociales défavorisées (53,3 % pour 35 %). La part des immigrés dans la population totale s'élève à 42,4 % pour 8,7 % en France métropolitaine. Seulement 7 % des emplois relèvent de l'industrie, soit presque deux fois moins qu'au plan national. Le taux de chômage des 15-64 ans (au sens du recensement) était de 23,2 % en 2007 et de 26,8 % en 2012.



III. AUTRES

Très contrastée sur le plan économique et social, l'académie de Créteil se caractérise par un autre pôle de cantons favorisés du fait de leur caractère résidentiel et d'une surreprésentation de ménages actifs en emploi salarié en CDI à haut niveau de revenu et de formation initiale. Au nombre de 26, ces cantons appartiennent avant tout au type « sécurité économique et soutien culturel ». Seulement 8 relèvent du type « garantie de l'emploi à niveaux de qualification variés ». Les indicateurs sont les plus favorables pour les cantons du type « sécurité économique et soutien culturel », en particulier le niveau de revenu à Saint-Mandé (33 000 euros) et à Vincennes (31 400 euros). La moyenne pour cet indicateur s'établit à 26 700 euros dans ce type, soit 8 000 euros de plus que la moyenne nationale. La part des chômeurs parmi les 15-64 ans est inférieure à 8,9 % (moyenne nationale) dans tous les cantons (5,4 % à Villecresnes). Le taux d'emploi en CDI dépasse 90 % à Melun hors Melun, à

Brie-Comte-Robert et à Nogent-sur-Marne. La part des non diplômés parmi les 45-54 ans n'est que d'environ 20 % dans ce groupe (8 points de moins que la moyenne). La part des jeunes non diplômés parmi les 15-24 ans non scolarisés est plus faible que la moyenne nationale de 4 points (21,5 % pour 25,4 %) et de seulement 18,6 % à Saint-Mandé et 15 % à Vincennes.

Saint-Mandé, des risques très limités

Le canton de Saint-Mandé constitue un pôle de sécurité économique et de soutien culturel de la part de parents diplômés. Seulement 6,6 % des moins de 18 ans relèvent de catégories sociales défavorisées (35 % en France métropolitaine). Un ménage sur trois est composé de cadres en 2012, soit dix fois plus qu'à La Courneuve. La part d'emplois dans les services est élevée (91,8 % pour 76,9 % au plan national). Le taux de scolarisation des 15-24 ans est de 10 points supérieur à la moyenne nationale (75,5 % contre 64,9 % en France métropolitaine).

Exemples de cantons significatifs de l'académie de Créteil par type, selon quelques indicateurs

Type									
Cantons		La Courneuve	Nangis	*	Villiers-Saint-Georges	*	Saint-Mandé	La Chapelle-la-Reine	
Département		93	77	–	77	–	94	77	
Indicateurs mobilisés dans la typologie	Revenu médian par unité de consommation (€)	10 548	19 885		19 836		32 968	25 103	20 170
	Chômeurs parmi les 15-64 ans (%)	17,5	8,8		7,3		7,1	5,9	10,1
	Emplois en CDI (%)	81,4	88,2		87,3		87,4	89,2	87,0
	Familles monoparentales (%)	15,6	11,0		6,9		8,5	6,8	12,2
	Familles de quatre enfants et plus (%)	5,2	2,1		2,8		0,7	1,2	2,5
	Ménages vivant en HLM (%)	43,4	18,4		2,8		8,8	3,6	25,6
	Non diplômés parmi les 45-54 ans (%)	59,4	33,4		32,3		15,4	20,4	34,3
Indicateurs de scolarisation des 15-24 ans et niveau de diplôme des non scolarisés	Taux de scolarisation (%)	59,1	57,3		63,2		75,5	69,8	65,6
	Non scolarisés (nombre)	2 411	878		355		605	421	190 594
	· Non diplômés (%)	48,4	27,6		26,6		18,6	20,7	30,3
	· Diplômés de niveau V (CAP, BEP) (%)	19,4	28,1		26,0		12,7	30,4	22,1
	· Diplômés de niveau IV (BAC, BP...) (%)	21,1	28,3		31,9		27,2	30,7	27,4
	· Diplômés de niveau III (BAC + 2...) (%)	7,6	12,7		10,1		18,2	13,1	12,6
Indicateurs socio-démographiques complémentaires	Densité de population (hab./km ²)	5 158	66		24		24 230	52	657
	60 ans et plus dans la population (%)	12,7	18,0		20,0		20,8	21,6	17,0
	Immigrés dans la population (%)	42,4	8,3		4,5		11,2	6,0	20,1
	Couverture population par le RSA (%)	16,7	4,8		3,3		2,5	1,7	7,8
	0-17 ans d'origine sociale défavorisée (%)	53,3	41,0		31,0		6,6	17,0	33,4
	Agriculture dans l'emploi (%)	0,1	2,8		8,4		0,0	3,0	0,3
	Industrie dans l'emploi (%)	7,2	14,4		12,0		5,4	11,9	7,7

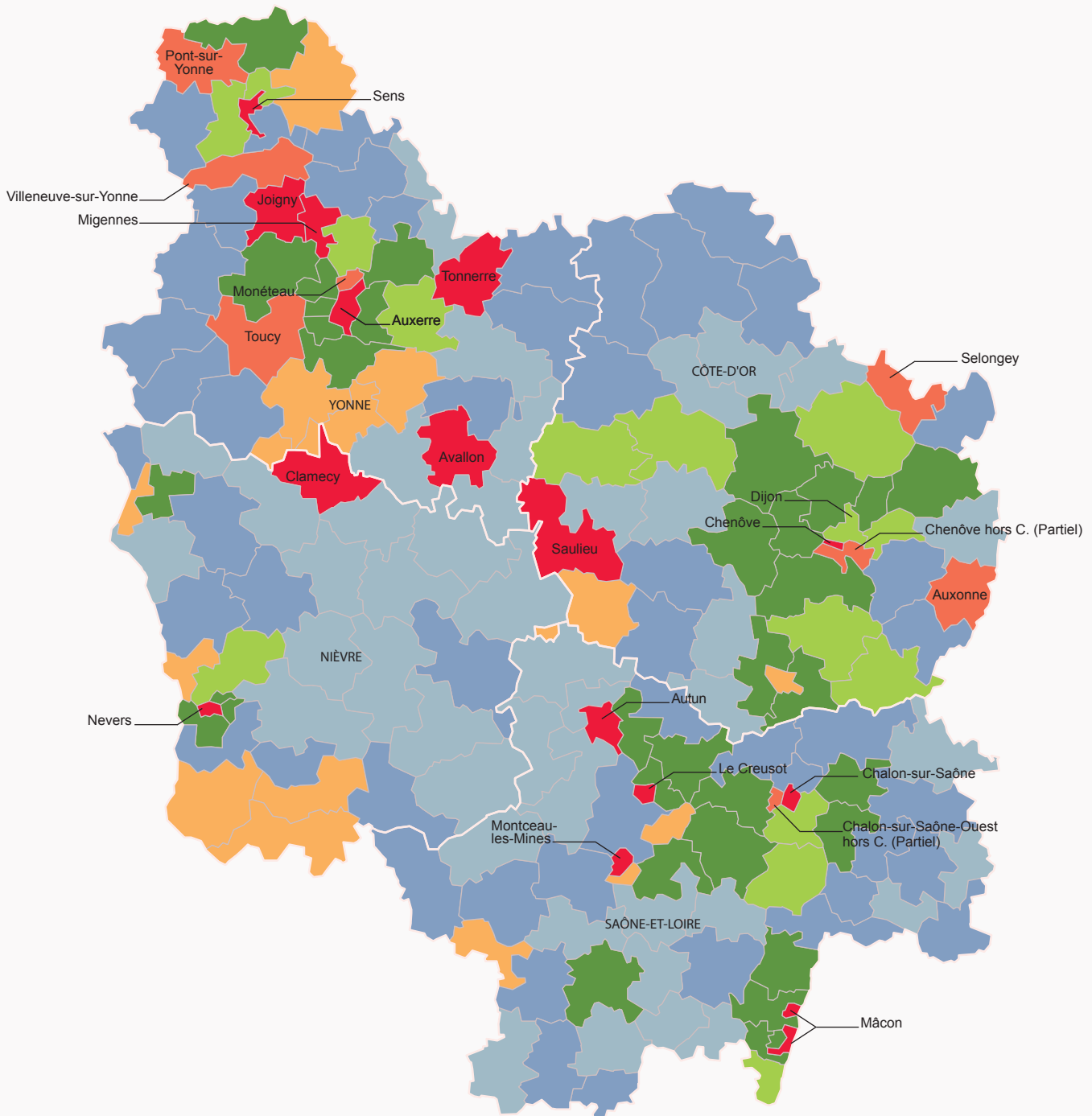
* Ce type de risque n'est pas présent dans l'académie

Source : Insee, RP 2011, Revenus fiscaux localisés, CNAF. Calcul : Céreq-ESO CNRS, Caen.

Légende des types de risques

- Cumul de fragilités économique, familiale, culturelle en milieu urbain
- Disparités de conditions de vie dans les grandes périphéries
- Précarité économique plutôt dans des communes de taille moyenne

- Qualification industrielle traditionnelle dans les petites communes rurales
- Milieu rural isolé, de tourisme saisonnier et d'économie présentielle
- Sécurité économique et soutien culturel
- Garantie de l'emploi à niveaux de qualification variés

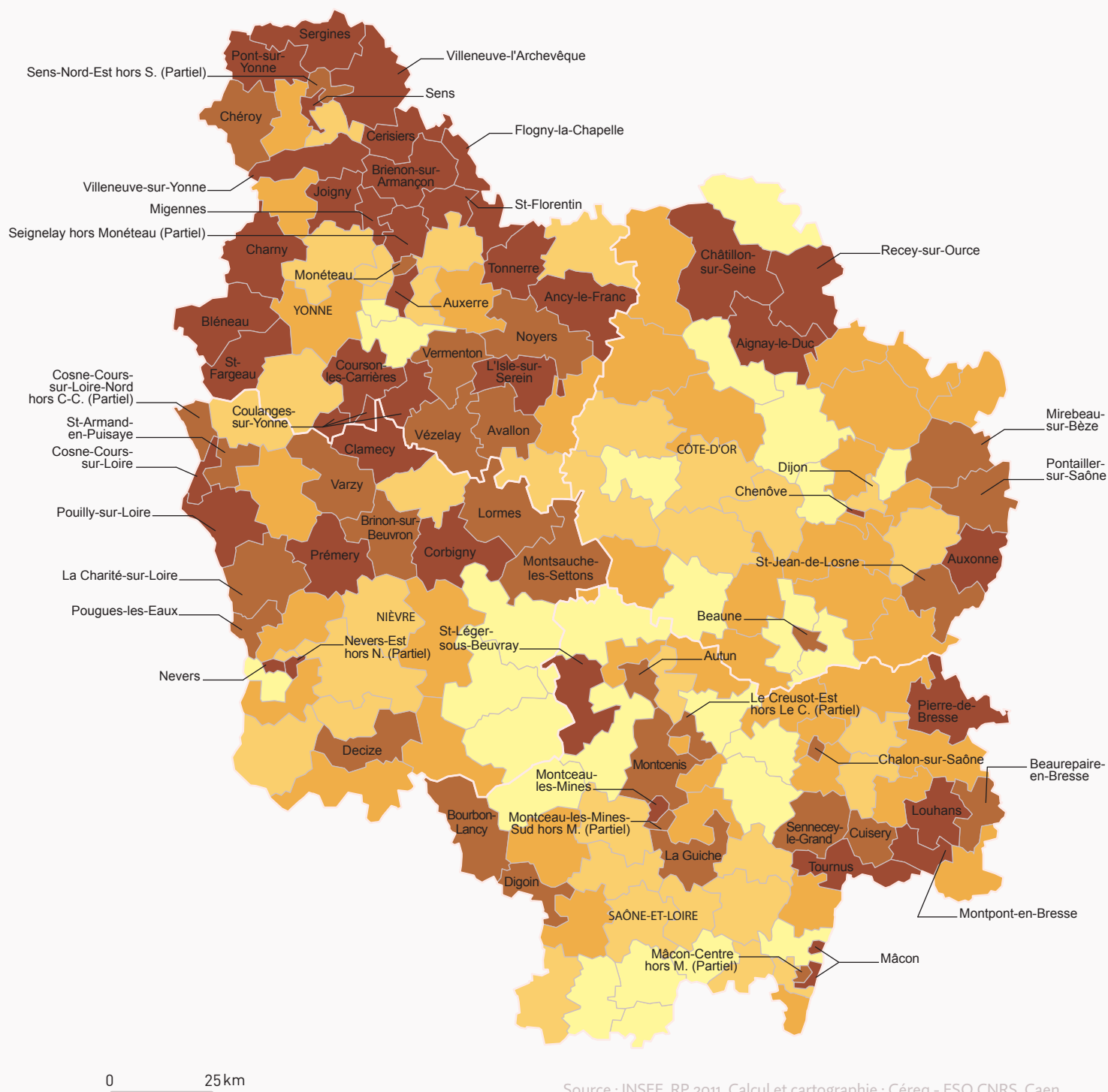


0 25 km

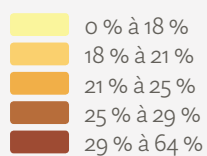
Source : INSEE, RP 2011, Revenus fiscaux localisés. Calcul et cartographie : Céreq - ESO CNRS, Caen.

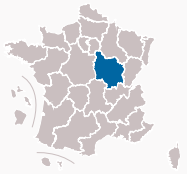
LES ZONES À RISQUES D'ÉCHEC SCOLAIRE

- Cumul de fragilités économique, familiale, culturelle en milieu urbain
- Disparités de conditions de vie dans les grandes périphéries
- Précarité économique plutôt dans des communes de taille moyenne
- Qualification industrielle traditionnelle dans les petites communes rurales
- Milieu rural isolé, de tourisme saisonnier et d'économie présentielle
- Sécurité économique et soutien culturel
- Garantie de l'emploi à niveaux de qualification variés



LA PART DES NON DIPLÔMÉS PARMI LES 15-24 ANS NON SCOLARISÉS





La répartition des différents types est relativement équilibrée. Le type « cumul de fragilités économique, familiale, culturelle en milieu urbain », qui présente les risques les plus élevés, concentre 19 % de la population dans 8 % des cantons. Des risques plus modérés sont illustrés par les types « qualification industrielle traditionnelle dans les petites communes rurales » (un quart des cantons et de la population) et « milieu rural isolé, de tourisme saisonnier et d'économie présenteielle » (un quart des cantons pour un dixième de la population). Mais dans l'ensemble, la part de non diplômés parmi les jeunes de 15-24 ans qui ne sont plus scolarisés se situe dans la moyenne nationale de 25 % parce qu'un tiers des cantons et de la population sont abrités dans les deux types les plus favorisés.

I. RISQUES LES PLUS MARQUÉS

Le type « cumul de fragilités économique, familiale, culturelle en milieu urbain » est concentré dans une quinzaine de cantons, situés surtout dans l'Yonne et en Saône-et-Loire, aux profils très hétérogènes. Certains d'entre eux sont à dominante urbaine (3 000 habitants / km² à Chalon-sur-Saône, 2 000 habitants / km² à Nevers, 1 900 habitants / km² à Chenôve en banlieue sud de Dijon), alors que d'autres sont ruraux (20 habitants / km² à Saulieu, 43 habitants / km² à Tonnerre et 60 habitants / km² à Avallon). La part de chômeurs parmi les 15-64 ans a augmenté dans tous ces cantons entre 2006 et 2011, passant de 10 % à 13,3 % pour Chalon-sur-Saône et pour Mâcon. Le revenu médian est ici le plus faible de l'académie (16 500 euros, soit 2 200 euros de moins que la moyenne nationale). Chenôve, Montceau-les-Mines et Sens se démarquent par des revenus inférieurs à 15 500 euros. La part des chômeurs parmi les 15-64 ans dépasse 12 % dans ces 3 cantons urbains, soit 3 points de plus que la moyenne nationale. Dans l'ensemble du groupe des 15 cantons de ce type, la part des emplois en CDI est toujours plus faible que la moyenne (85,2 %). Elle est seulement de 79 % à Sens et à Chalon-sur-Saône, soit le minimum pour l'académie. À l'inverse, les proportions de familles monoparentales et de familles nombreuses dépassent les moyennes nationales pour presque tous les cantons du groupe, à l'exception de Saulieu. De même, la part des non diplômés chez les 45-54 ans dépasse souvent de 10 points ou plus la moyenne nationale (28,2 %). Le phénomène est le plus développé à Tonnerre (44,7 %) ou à Chenôve (41,2 %). La part des jeunes non diplômés parmi les 15-24 ans non scolarisés varie beaucoup au sein du groupe. Elle est inférieure à la moyenne nationale à Saulieu et au Creusot (24 %), mais très supérieure à Migennes et à Joigny (36 %). Au sein de ce groupe, la part des immigrés dans la population totale est de 18,4 % à Chenôve, 13,7 % à Sens et 13,6 % au Creusot où un emploi sur quatre se situe dans l'industrie.

Le type « disparités de conditions de vie dans les grandes périphéries » ne rassemble que huit cantons dont certains se situent en grande périphérie de Chalon-sur-Saône, d'Auxerre (Toucy, Monéteau), de Sens (Villeneuve-sur-Yonne, Pont-sur-Yonne) et de Dijon (Auxonne, Selongey). La proportion de familles monoparentales (plus de 10 % à Chalon-sur-Saône-Ouest hors Chalon) et de familles nombreuses est supérieure à la moyenne pour l'ensemble des cantons de ce type. Celle des ménages habitant en logement social y varie beaucoup

Montceau-les-Mines,

une reconversion industrielle demeurée inachevée

Le canton de Montceau-les-Mines, équivalent à la commune du même nom, est un pôle industriel demeuré en reconversion alors que la dernière mine a été fermée en 2000. En 2011, 20 % des emplois relèvent encore de l'industrie (13,4 % sur le plan national). Le taux d'habitants couverts par le RSA approche 10 % (6,1 % en moyenne). La moitié des moins de 18 ans relèvent de catégories sociales défavorisées (35 % au plan national). Le taux de scolarisation des 15-24 ans n'est que de 51 % pour 64,9 % au plan national. Le taux de chômage des 15-64 ans (au sens du recensement) était de 18,4 % en 2007 et de 19,6 % en 2012.

(21,8 % à Chenôve hors Chenôve, 5,7 % à Toucy, pour 14,6 % au plan national). Les 14 cantons du type « précarité économique plutôt dans les communes de taille moyenne » partagent une part élevée de chômeurs parmi les 15-64 ans (12,4 % à Digoin, 10,7 % à Cosne-Cours-sur-Loire). Dans ce groupe, les revenus sont inférieurs de plus de 1 000 euros à la moyenne nationale de 18 700 euros (16 200 euros à Dornes, 17 500 euros à Cosne-Cours-sur-Loire).

Dans ces deux types, la part de non diplômés parmi les jeunes non scolarisés est proche de 27 %, au-dessus de la moyenne nationale de 25,4 %.

II. RISQUES SECONDS

Les types « qualification industrielle traditionnelle dans les petites communes rurales » (49 cantons, dont Montigny-sur-Aube ou Recey-sur-Ource, 2 000 habitants) et « milieu rural isolé, de tourisme saisonnier et d'économie présenteielle » (42 cantons, dont Aignay-le-Duc, Baigneux-les-Juifs, Grancey-le-Château, 1 500 habitants) rassemblent un peu plus de la moitié des cantons, mais peu d'habitants. Il s'agit de cantons ruraux sous faible influence urbaine (cf. la « diagonale du vide »), situés aux marges des départements, et aux densités pouvant s'abaisser à moins de 10 habitants / km² dans les exemples cités.

Dans le type « qualification industrielle traditionnelle dans les petites communes rurales » la moitié des cantons se caractérise par un taux d'emplois industriels supérieur à 20 % (29 % à Cuiseaux ou Saint-Florentin, 30,4 % à La Machine, pour 13,4 % au plan national). Dans une vingtaine de cantons, la part des moins de 18 ans relevant de catégories sociales défavorisées dépasse de 20 points la moyenne nationale de 35 % (57 % à Cuiseaux et 64,2 % à Saint-Florentin). La part des jeunes diplômés d'un



CAP ou d'un BEP parmi les 15-24 ans non scolarisés dépasse de 7 points la moyenne nationale (34,2 % pour 27,2 %). Elle dépasse 40 % à Saint-Julien-du-Sault, Ancy-le-Franc, Donzy ou La Machine.

Les 42 cantons du type « milieu rural isolé, de tourisme saisonnier et d'économie présentielle » sont centrés sur le Morvan, aux frontières entre les quatre départements de l'académie (13 cantons dans la Nièvre, dont Montsauche-les-Settons, et 16 cantons en Saône-et-Loire, dont Lucenay-l'Évêque). La densité est deux fois plus faible que pour le type précédent (18 habitants / km²). La part des habitants âgés de plus de 60 ans est ici de 10 points supérieure à la moyenne nationale de 23,4 % (plus de 40 % à Montsauche-les-Settons, Lormes, Luzy ou Moulins-Engilbert). La part des chômeurs parmi les 15-64 ans dépasse rarement 7 % (4,9 % à Baigneux-les-Juifs, 5,3 % à Quarré-les-Tombes, 5,4 % à Issy-l'Évêque). Ce

groupe se distingue par une part d'emplois agricoles supérieure de 10 points à la moyenne nationale de 2,8 %, voire plus (29 % à Aignay-le-Duc, 32,6 % à Issy-l'Évêque).

III. AUTRES

Les types « sécurité économique et soutien culturel » et « garantie de l'emploi à niveaux de qualification variés » correspondent aux couronnes périurbaines des grandes agglomérations de Dijon, Auxerre, Nevers, Chalon-sur-Saône. Ces cantons sont avant tout des lieux de résidence de ménages actifs et retraités en situation très favorable, ménages composés de salariés en emploi (CDI), ou d'anciens salariés, à haut niveau de revenus et de formation initiale : Fontaine-lès-Dijon est ainsi une zone périurbaine à niveaux de revenu (24 900 euros) et de formation élevés. La part des 45-54 ans non diplômés n'est ici que de 17 % (28,2 % au plan national).

Exemples de cantons significatifs de l'académie de Dijon par type, selon quelques indicateurs

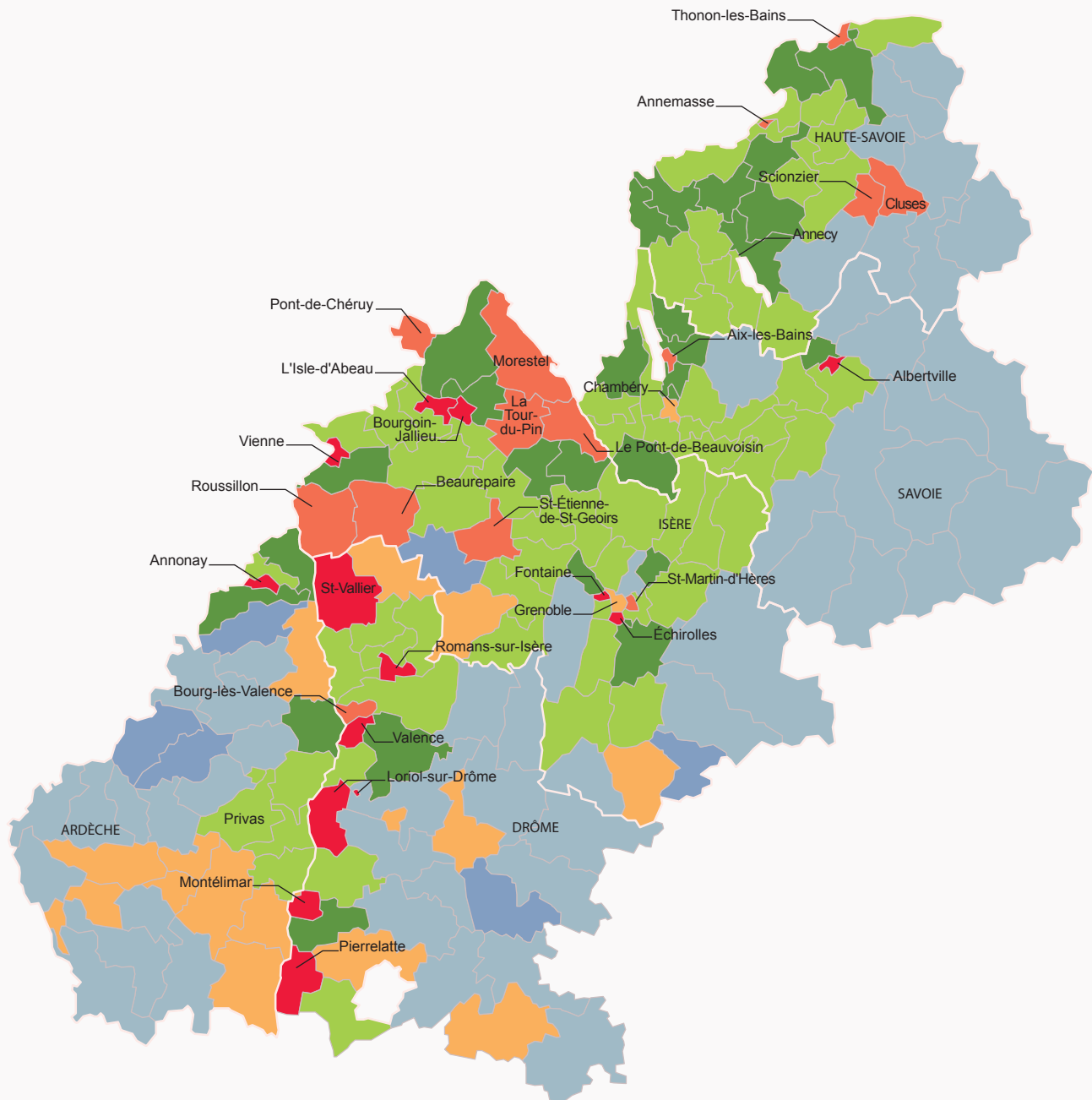
Type									
Cantons		Montceau-les-Mines	Auxonne	Cosne-Cours-sur-Loire	Bourbon-Lancy	Moulins-Engilbert	Guérigny	Fontaine-lès-Dijon	Académie
Département		71	21	58	71	58	58	21	France métro.
Indicateurs mobilisés dans la typologie	Revenu médian par unité de consommation (€)	15 513	18 002	17 460	17 459	15 929	19 326	24 869	18 468
	Chômeurs parmi les 15-64 ans (%)	12,3	8,2	10,7	8,7	7,0	7,6	6,0	8,3
	Emplois en CDI (%)	81,9	81,5	84,6	86,3	83,5	88,7	88,7	85,2
	Familles monoparentales (%)	10,1	8,5	7,5	7,3	6,2	8,3	7,5	7,5
	Familles de quatre enfants et plus (%)	1,2	1,4	0,9	0,8	0,4	1,0	1,0	1,2
	Ménages vivant en HLM (%)	34,3	13,2	20,1	10,5	3,5	18,7	13,2	12,9
	Non diplômés parmi les 45-54 ans (%)	38,2	36,4	30,7	35,1	28,5	21,4	17,4	29,5
Indicateurs de scolarisation des 15-24 ans et niveau de diplôme des non scolarisés	Taux de scolarisation (%)	50,7	51,7	53,2	49,4	58,3	58,6	71,6	61,6
	Non scolarisés (nombre)	1 029	810	471	372	114	584	1 040	70 120
	· Non diplômés (%)	32,4	30,7	30,9	25,8	17,5	24,6	22,1	25,0
	· Diplômés de niveau V (CAP, BEP) (%)	27,6	28,2	26,2	36,9	41,2	27,3	27,1	30,5
	· Diplômés de niveau IV (BAC, BP...) (%)	23,6	28,5	32,4	22,7	29,0	31,2	26,8	26,1
	· Diplômés de niveau III (BAC + 2...) (%)	12,3	10,7	6,5	10,9	8,8	12,8	16,7	13,2
Indicateurs socio-démographiques complémentaires	Densité de population (hab./km²)	1 151	87	197	30	14	84	235	52
	60 ans et plus dans la population (%)	33,4	22,9	37,2	34,4	43,4	31,5	28,2	27,6
	Immigrés dans la population (%)	9,1	4,7	5,1	3,4	4,3	3,0	5,5	6,0
	Couverture population par le RSA (%)	9,7	4,7	8,1	4,0	3,2	4,6	3,1	5,1
	0-17 ans d'origine sociale défavorisée (%)	52,4	41,2	46,3	56,8	35,0	36,7	19,0	39,8
	Agriculture dans l'emploi (%)	0,5	3,9	3,8	8,4	20,0	1,7	0,7	5,1
	Industrie dans l'emploi (%)	20,1	15,8	19,7	27,5	10,0	14,4	11,3	16,0

Source : Insee, RP 2011, Revenus fiscaux localisés, CNAF. Calcul : Céreq-ESO CNRS, Caen.

Légende des types de risques

- Cumul de fragilités économique, familiale, culturelle en milieu urbain
- Disparités de conditions de vie dans les grandes périphéries
- Précarité économique plutôt dans des communes de taille moyenne

- Qualification industrielle traditionnelle dans les petites communes rurales
- Milieu rural isolé, de tourisme saisonnier et d'économie présentielle
- Sécurité économique et soutien culturel
- Garantie de l'emploi à niveaux de qualification variés

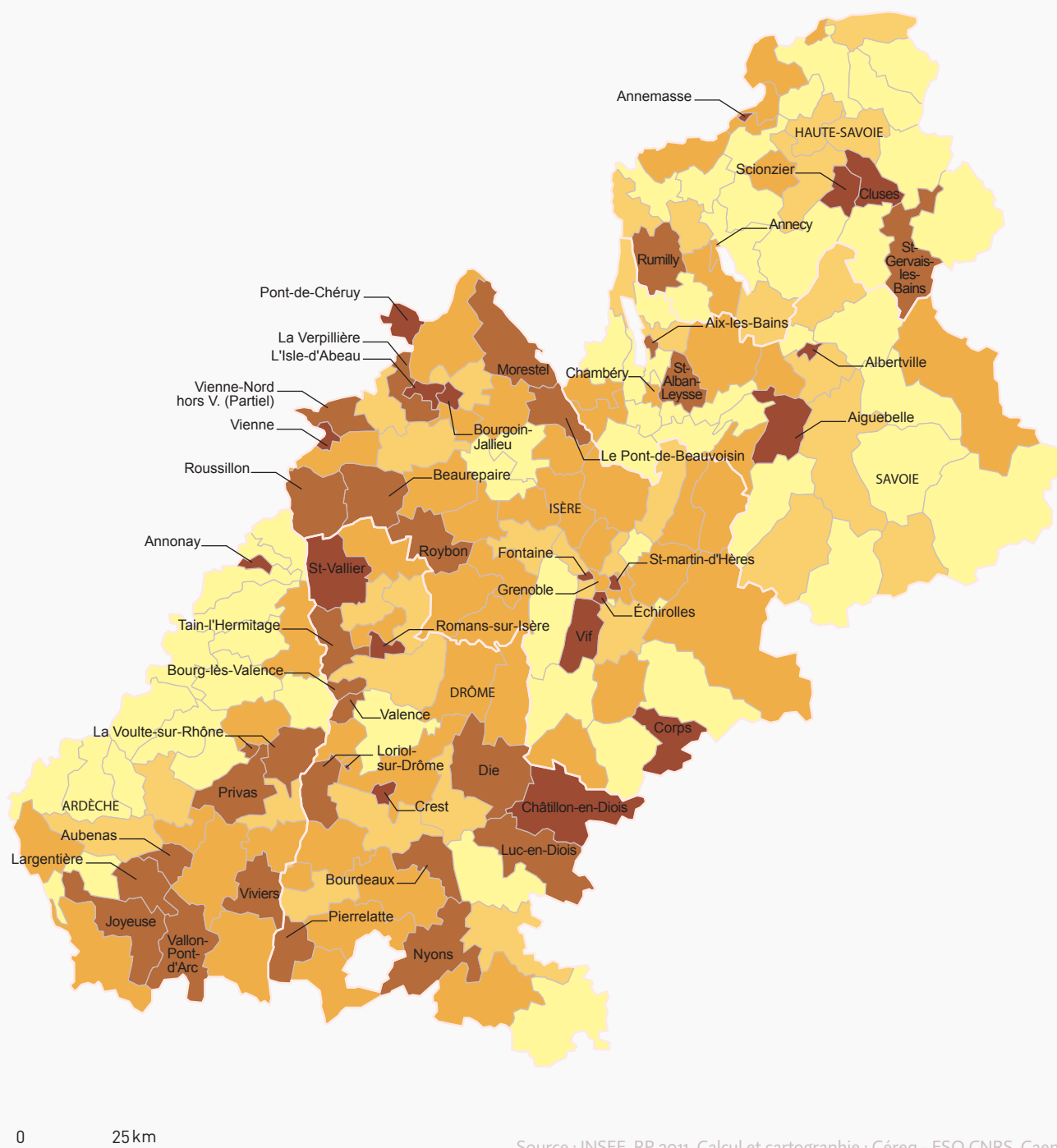


0 25 km

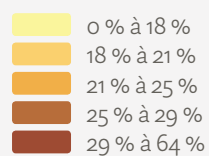
Source : INSEE, RP 2011, Revenus fiscaux localisés. Calcul et cartographie : Céreq - ESO CNRS, Caen.

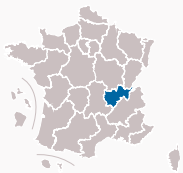
LES ZONES À RISQUES D'ÉCHEC SCOLAIRE

- Cumul de fragilités économique, familiale, culturelle en milieu urbain
- Disparités de conditions de vie dans les grandes périphéries
- Précarité économique plutôt dans des communes de taille moyenne
- Qualification industrielle traditionnelle dans les petites communes rurales
- Milieu rural isolé, de tourisme saisonnier et d'économie présentielle
- Sécurité économique et soutien culturel
- Garantie de l'emploi à niveaux de qualification variés



LA PART DES NON DIPLÔMÉS PARMI LES 15-24 ANS NON SCOLARISÉS





Les risques les plus élevés sont concentrés dans un nombre restreint de cantons, un sur quatre, qui regroupent un peu plus d'un tiers de la population (36 %). Ils se répartissent à égalité entre les trois types « cumul de fragilités économique, familiale, culturelle en milieu urbain », « disparités de conditions de vie dans les grandes périphéries » et « précarité économique plutôt dans des communes de taille moyenne ». À l'opposé, les types les plus abrités « sécurité économique et soutien culturel » et « garantie de l'emploi à niveaux de qualification variés » sont plus répandus puisqu'ils représentent la moitié des cantons et de la population. Dans l'ensemble, la part de jeunes sans diplôme parmi les 15-24 ans qui ne sont plus scolarisés demeure limitée à 23,8 % pour 25,4 % en France métropolitaine, en dépit de difficultés localisées.

I. RISQUES LES PLUS MARQUÉS

L'académie ne compte que 13 cantons sur 197 relevant du type « cumul de fragilités économique, familiale, culturelle en milieu urbain » (12 % de la population de l'académie). Ce sont des cantons urbains comme Valence, Montélimar, Romans-sur-Isère ou L'Isle-d'Abeau, tous peuplés de plus de 30 000 habitants et souvent localisés en vallée du Rhône. Le revenu médian est de 17 100 euros ; voire 15 900 euros à Romans-sur-Isère, ancienne capitale de la fabrication de chaussures (18 700 euros en France métropolitaine). La part des chômeurs parmi les 15-64 ans est toujours supérieure à la moyenne. Elle dépasse 12 % à Valence, Montélimar, Romans-sur-Isère et Annonay. La part des emplois industriels dépasse 25 % à Pierrelatte et Saint-Vallier pour 13,4 % au plan national. La part des emplois en CDI dans l'ensemble du groupe est proche de la moyenne avec 84 %, mais atteint seulement 79 % à Valence et à Albertville. Tous ces cantons se démarquent par des taux très élevés de ménages vivant en habitat social (22,6 % pour 14,6 % en France métropolitaine mais 46,7 % à L'Isle-d'Abeau). Les proportions de familles monoparentales et de familles nombreuses sont supérieures à la moyenne (3,8 % de familles nombreuses à L'Isle-d'Abeau, pour 1,4 % au plan national). La part des non diplômés chez les 45-54 ans dépasse de 4 points la référence nationale de 28,2 % (plus de 36 % dans les cantons de Loriol-sur-Drôme et de Fontaine). La part des jeunes non diplômés parmi les 15-24 ans non scolarisés est plus forte que la moyenne (30,8 % pour 25,4 % nationalement). Le taux d'habitants couverts par le RSA atteint 11,4 % à Valence et 10,1 % à Vienne (6,1 % en moyenne en France métropolitaine).

Annonay, canton de tradition industrielle

Un emploi sur quatre relève de l'industrie, soit près du double de la moyenne nationale (13,4 %), portant l'héritage ancien du cuir, du textile et du papier-carton suivi de l'industrie automobile. Dans ce canton, équivalent à la commune du même nom, qui a perdu des habitants de 2006 à 2011, un habitant sur trois est âgé de plus de 60 ans (un sur quatre en France métropolitaine). Le taux de couverture de la population par le RSA est de 9,3 % (6,1 % en moyenne). La part des jeunes non diplômés parmi les 15-24 ans non scolarisés atteint 32,8 %, alors qu'elle est de 25,4 % en France métropolitaine.

Le type « disparités de conditions de vie dans les grandes périphéries » ne rassemble lui aussi qu'une douzaine de cantons, très hétérogènes quant à leurs profils (12 % de la population

de l'académie). Ils abritent de petites villes comme Annemasse (6 600 habitants / km²), Cluses, Thonon-les-Bains ou Aix-les-Bains ; plus fréquemment des communes périurbaines comme Saint-Martin-d'Hères (4 000 habitants / km², banlieue de Grenoble) ; et des zones sous faible influence urbaine comme Beaurepaire (76 habitants / km²), Morestel ou Scionzier. Les indicateurs sont fluctuants dans ce type. La part des ménages vivant en habitat social varie par exemple de 5,6 % à Beaurepaire à 22,1 % à Annemasse. De même, celle des chômeurs parmi les 15-64 ans est conforme à la moyenne de France métropolitaine à Beaurepaire (8,9 %) mais atteint 14 % à Annemasse. La part des non diplômés chez les 45-54 ans dépasse souvent 30 % dans ce groupe (39,4 % à Scionzier, 36 % à Annemasse). La part des jeunes non diplômés parmi les 15-24 ans non scolarisés est de 28,3 %.

Le type « précarité économique plutôt dans des communes de taille moyenne » ne rassemble que 18 cantons et 12 % de la population. Les grandes villes comme Grenoble et Chambéry font figure d'intrus dans ce groupe très rural (9 habitants / km² à Valgorge et 19 habitants / km² à Buis-les-Baronnies). Entre ces extrêmes, la petite ville de Crest fait figure de situation moyenne (8 000 habitants, 343 habitants / km²). Les revenus sont plus faibles que dans le groupe précédent avec 17 200 euros (13 600 euros à Valgorge). La part des chômeurs parmi les 15-64 ans est ici plus élevée que dans le groupe précédent (12,8 % à Crest). La part des emplois en CDI peut s'abaisser à moins de 80 %, comme à Crest ou à Buis-les-Baronnies. La part des jeunes non diplômés parmi les 15-24 ans non scolarisés est de 23,5 %.

II. RISQUES SECONDS

Le type « milieu rural isolé, de tourisme saisonnier et d'économie présenteielle » concerne 52 cantons (12 % de la population) présentant tous un profil très rural et montagnard (moins de 33 habitants / km² à Lamastre, La Chapelle-en-Vercors, Châtillon-en-Diois, Lanslebourg-Mont-Cenis). La part des emplois en CDI est minimale dans ce groupe (moins de 70 % à Samoëns, Abondance, Le Biot, Moûtiers, Le Bourg-d'Oisans). Les plus faibles de France métropolitaine sont observées dans les stations de sports d'hiver (50,2 % à Chamrousse, 51,6 % à Lanslebourg-Mont-Cenis). La part d'emplois concentrés dans les services est très variable (50,4 % à Saint-Félicien, 89,6 % à Chamonix-Mont-Blanc). Le type « qualification industrielle traditionnelle dans les petites communes rurales » ne concerne



que 6 cantons, tout aussi ruraux que ceux du type précédent (moins de 2 000 habitants à Corps, à Burzet et à La Motte-Chalançon, avec 4 habitants / km²). Dans ces deux types, la part de jeunes non diplômés parmi les 15-24 ans non scolarisés est de 19,7 %, soit moins qu'en moyenne nationale, alors que la part de niveau V (CAP-BEP) dépasse 30 %, soit plus qu'en moyenne en France métropolitaine (27,2 %).

III. AUTRES

Le type « sécurité économique et soutien culturel » rassemble à lui seul 64 cantons et 37 % de la population. Ces zones correspondent à des lieux de résidence périurbains de ménages actifs ou retraités, à haut niveau de salaire et de pensions (Saint-Égrève, Voiron, Eybens, Fontaine-Seyssinet, Vif pour la banlieue grenobloise). L'emploi frontalier sous-tend parfois cette situation économique et sociale très favorable (Saint-Julien-en-Genevois). La part des non diplômés chez les 45-54 ans (23,1 %) est inférieure à la moyenne nationale de 28,2 % (15,6 % au Touvet, 15 % à La Motte-Servolex, 15,8 % à Cognin). Il en va de même pour la part des jeunes non diplômés parmi les 15-24 ans

non scolarisés (17,9 % à Annonay-Nord hors Annonay, 17,6 % au Grand-Lemps, 16,9 % à Monestier-de-Clermont, 12,2 % à Boège). Toutefois, la proportion de diplômés du supérieur (niveau II, licence et plus) parmi ces jeunes qui ne sont plus scolarisés est plutôt faible, 6,7 % pour 12,2 % en moyenne en France métropolitaine dans le type concerné.

Le type « garantie de l'emploi à niveaux de qualification variés » compte 30 cantons et 14 % de la population. Ce sont les plus favorisés en termes de revenus (23 800 euros), d'emploi mais aussi de diplômés. La part des jeunes non diplômés parmi les 15-24 ans non scolarisés (17,7 %) est très inférieure à la moyenne nationale de 25,4 %.

Saint-Ismier, banlieue grenobloise la plus favorisée ?

Avec 32 400 euros de revenu, le canton de Saint-Ismier fait figure de banlieue la plus favorisée de Grenoble (revenu deux fois plus élevé qu'à Annonay). Seul Saint-Julien-en-Genevois fait mieux en matière de revenu (33 700 euros). La proximité du technopôle correspondant à la ZIRST de Meylan explique en partie cette situation (zone pour l'innovation et les réalisations scientifiques et techniques créée en 1971).

Exemples de cantons significatifs de l'académie de Grenoble par type, selon quelques indicateurs

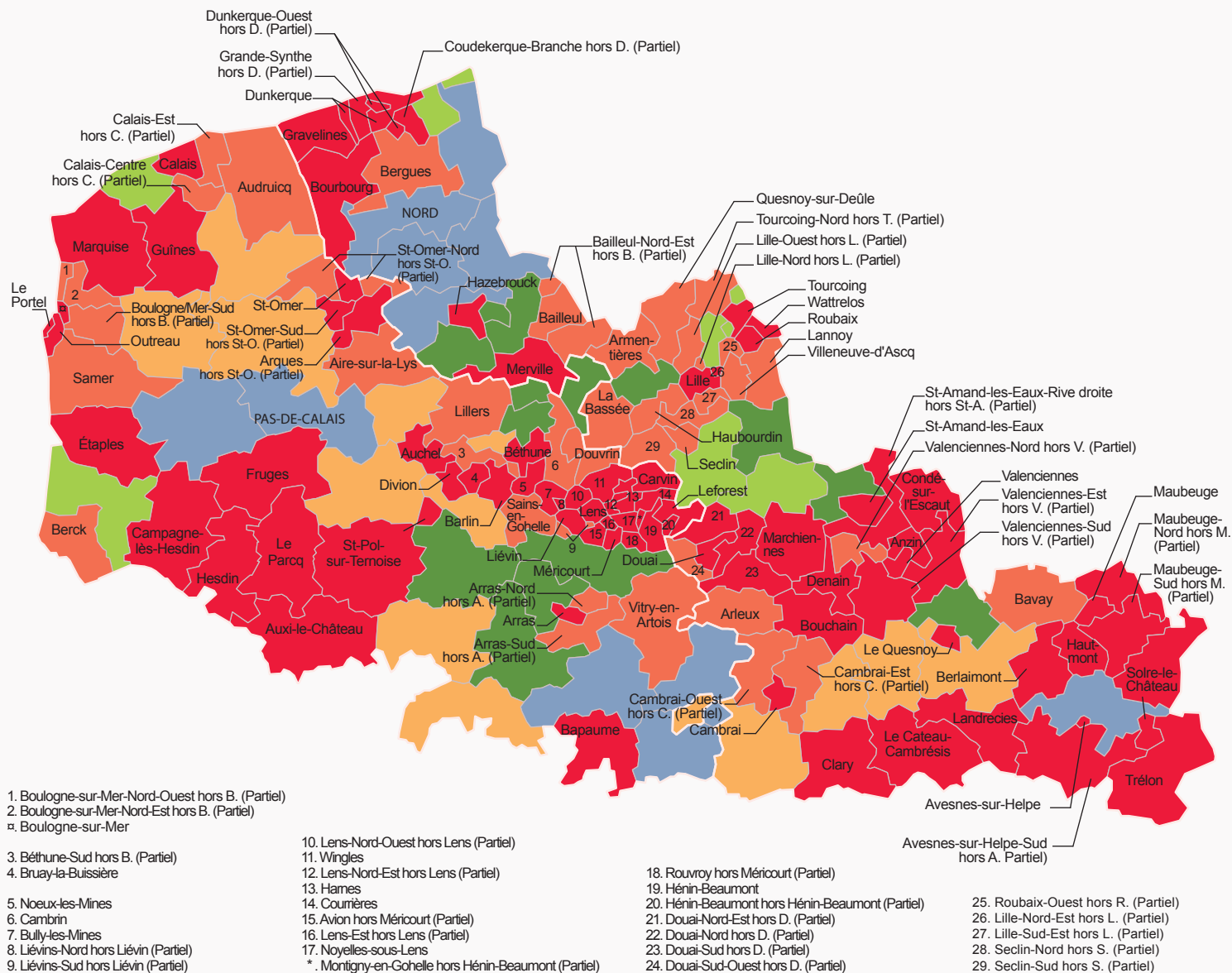
Type									
Cantons		Annonay	Annemasse	Aubenas	Satillieu	Lamastre	Le Touvet	Saint-Ismier	Académie
Département		07	74	07	07	07	38	38	France métro.
Indicateurs mobilisés dans la typologie	Revenu médian par unité de consommation (€)	16 438	19 226	17 465	17 749	14 740	24 261	32 350	19 912
	Chômeurs parmi les 15-64 ans (%)	12,0	14,0	11,4	6,2	7,4	5,1	4,5	7,8
	Emplois en CDI (%)	80,6	86,1	82,9	85,8	82,3	88,0	89,5	84,0
	Familles monoparentales (%)	9,2	10,6	8,6	6,2	7,5	7,5	7,0	8,5
	Familles de quatre enfants et plus (%)	1,5	1,3	0,8	1,1	0,8	1,4	1,2	1,2
	Ménages vivant en HLM (%)	21,5	22,1	9,1	4,8	7,2	11,4	5,3	12,1
	Non diplômés parmi les 45-54 ans (%)	33,0	36,0	27,0	30,2	37,6	15,6	7,5	25,0
Indicateurs de scolarisation des 15-24 ans et niveau de diplôme des non scolarisés	Taux de scolarisation (%)	59,4	46,1	61,1	62,5	55,7	74,3	83,2	63,4
	Non scolarisés (nombre)	766	2 059	910	283	254	724	401	137 383
	· Non diplômés (%)	32,8	30,4	26,8	16,7	17,7	18,3	10,3	23,8
	· Diplômés de niveau V (CAP, BEP) (%)	25,8	23,8	31,2	30,2	41,0	31,9	22,2	27,9
	· Diplômés de niveau IV (BAC, BP...) (%)	22,5	24,5	24,4	30,2	28,0	26,5	26,9	26,7
	· Diplômés de niveau III (BAC + 2...) (%)	12,5	14,1	13,7	17,1	9,8	16,6	22,0	14,9
Indicateurs socio-démographiques complémentaires	Densité de population (hab./km ²)	776	6 558	286	48	33	159	445	107
	60 ans et plus dans la population (%)	31,5	17,1	30,2	26,0	31,9	19,1	27,2	22,6
	Immigrés dans la population (%)	9,7	21,6	7,3	1,1	2,3	5,1	6,0	8,8
	Couverture population par le RSA (%)	9,3	6,5	7,8	2,2	4,8	1,5	1,0	4,0
	0-17 ans d'origine sociale défavorisée (%)	53,6	40,7	35,7	45,9	40,3	14,2	6,7	33,0
	Agriculture dans l'emploi (%)	0,6	0,3	2,4	5,2	11,7	1,2	0,7	2,1
	Industrie dans l'emploi (%)	24,2	12,4	9,9	26,0	19,6	15,8	15,4	16,4

Source : Insee, RP 2011, Revenus fiscaux localisés, CNAF. Calcul : Céreq-ESO CNRS, Caen.

Légende des types de risques

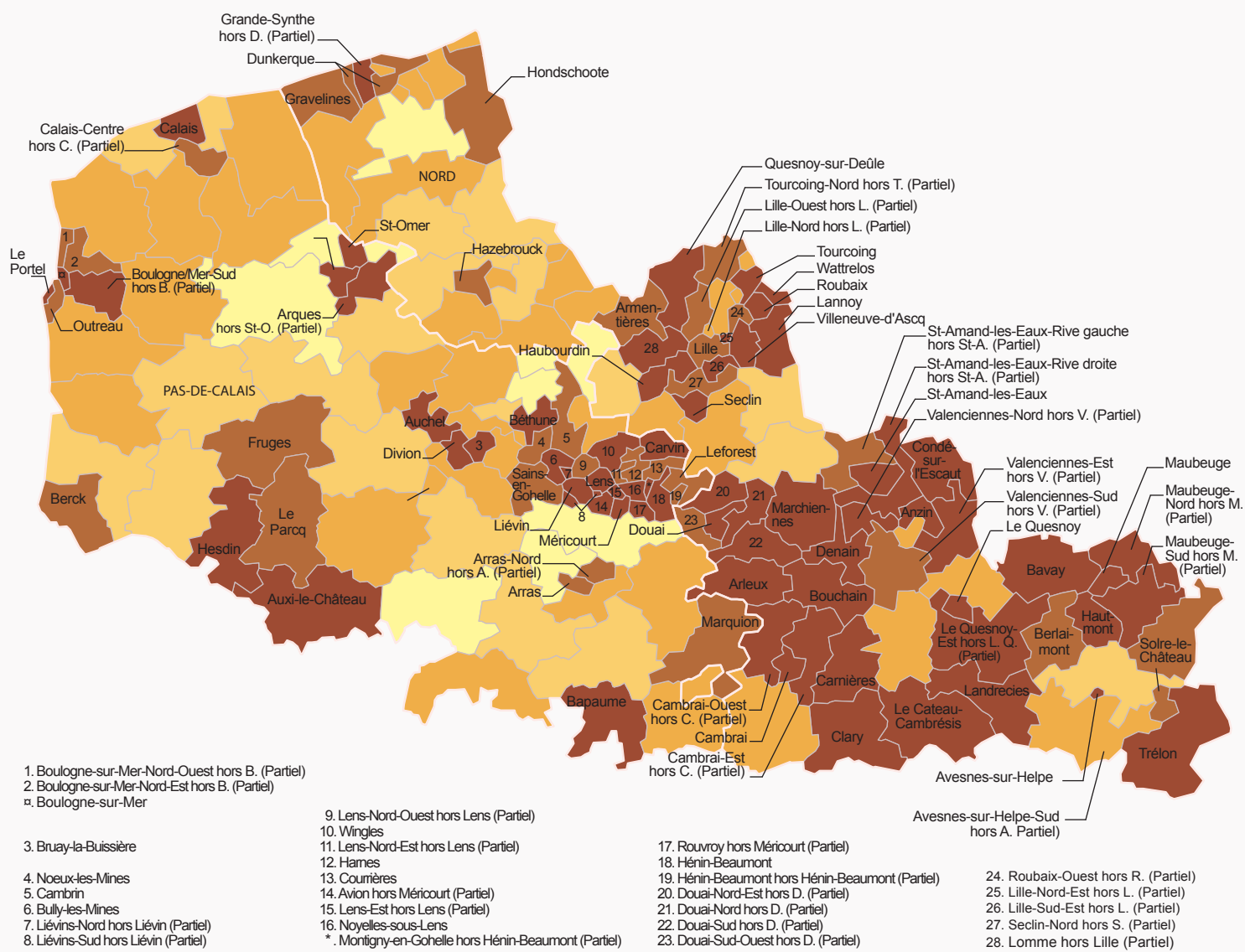
- Cumul de fragilités économique, familiale, culturelle en milieu urbain
- Disparités de conditions de vie dans les grandes périphéries
- Précarité économique plutôt dans des communes de taille moyenne

- Qualification industrielle traditionnelle dans les petites communes rurales
- Milieu rural isolé, de tourisme saisonnier et d'économie présentielle
- Sécurité économique et soutien culturel
- Garantie de l'emploi à niveaux de qualification variés



LES ZONES À RISQUES D'ÉCHEC SCOLAIRE

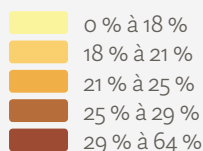
- Cumul de fragilités économique, familiale, culturelle en milieu urbain
- Disparités de conditions de vie dans les grandes périphéries
- Précarité économique plutôt dans des communes de taille moyenne
- Qualification industrielle traditionnelle dans les petites communes rurales
- Milieu rural isolé, de tourisme saisonnier et d'économie présentielle
- Sécurité économique et soutien culturel
- Garantie de l'emploi à niveaux de qualification variés



0 25 km

Source : INSEE, RP 2011. Calcul et cartographie : Céreq - ESO CNRS, Caen.

LA PART DES NON DIPLÔMÉS PARMI LES 15-24 ANS NON SCOLARISÉS





Le type « cumul de fragilités économique, familiale, culturelle en milieu urbain » rassemble un canton sur deux et 57 % de la population, manifestant ainsi la plus grosse concentration de difficultés en France métropolitaine. Pourtant, la part des jeunes non diplômés parmi les 15-24 ans non scolarisés qui est de 32 % se situe légèrement au-dessous de la moyenne nationale pour ce même type (32,8 %). De plus, le second type de risques élevés intitulé « disparités de conditions de vie dans les grandes périphéries » concentre un quart des cantons et de la population. Mais lui aussi présente une part des jeunes non diplômés parmi les 15-24 ans non scolarisés contenue à 26,4 %, à comparer avec la moyenne nationale de ce type (27,1 %). Une différence majeure avec nombre d'académies est que les autres types sont très minoritaires, ne dépassant pas 5 % de la population chacun. Ils ne compensent donc pas les difficultés rencontrées ici.

I. RISQUES LES PLUS MARQUÉS

Le type « cumul de fragilités économique, familiale, culturelle en milieu urbain » est à forte dominante urbaine (plus de 2 000 habitants / km² à Roubaix, Tourcoing, Boulogne-sur-Mer, Calais, Valenciennes), mais il compte des cantons ruraux comme Bourbourg, périurbains comme Wattrelos, et des cantons de l'ex-bassin minier (Béthune, Nœux-les-Mines, Bully-les-Mines). Tous se trouvent les plus en difficulté au regard des indicateurs retenus.

Le revenu médian est de 3 800 euros plus faible que la moyenne nationale (seulement 14 900 euros ; 11 400 euros à Lens-Est hors Lens ; 12 000 euros à Denain ; et 9 600 euros à Roubaix, une des plus faibles valeurs observées en France métropolitaine). La part des chômeurs parmi les 15-64 ans est de 13,2 % (8,9 % au plan national). Elle dépasse 15 % dans une douzaine de cantons (Saint-Omer, Calais, Boulogne-sur-Mer, Lens, Liévin, Noyelles-sous-Lens, Tourcoing, Maubeuge, Douai, Cambrai, Hautmont et 19 % à Roubaix). La part des emplois en CDI est inférieure à la moyenne nationale : moins de 78 % à Avesnes-sur-Helpe, Roubaix et Lens-Est hors Lens, pour 85,2 % en moyenne en France métropolitaine. La proportion de familles monoparentales et de familles nombreuses est supérieure à la moyenne, en particulier à Lille-Nord-Est hors Lille, Hautmont, Grande-Synthe hors Dunkerque, Maubeuge, Tourcoing, Lens-Est hors Lens. Mais les valeurs observées à Roubaix sont les plus fortes (17 % de familles monoparentales et 6,5 % de familles nombreuses pour 8,9 % et 1,4 % au plan national). La part des non diplômés chez les 45-54 ans dépasse 40 % dans 34 cantons (plus de 50 % à Liévin-Nord hors Liévin et à Roubaix). La part des jeunes non diplômés parmi les 15-24 ans non

scolarisés (32 % pour 25,4 % en France métropolitaine) dépasse localement 40 % à Saint-Amand-les-Eaux, à Condé-sur-L'Escaut et à Roubaix (46 %).

Le type « disparités de conditions de vie dans les grandes périphéries » rassemble 42 cantons pour 26 % de la population académique. Il s'agit de zones très peuplées correspondant à des couronnes périurbaines défavorisées de Lille, Roubaix, Tourcoing, Valenciennes mais aussi d'Arras, Béthune, Boulogne-sur-Mer et Dunkerque. Villeneuve-d'Ascq fait partie de ce type à fort taux d'habitat social (40,3 % des ménages) et de familles monoparentales (13,5 %, pour 8,9 % au plan national). La part des ménages vivant en habitat social dépasse 20 % dans plusieurs cantons comme à Haubourdin, Lille-Nord hors Lille, Roubaix-Ouest hors Roubaix, Seclin et Arras-Nord hors Arras.

Villeneuve-d'Ascq, commune plus favorisée que Roubaix

Dans la commune, le taux de chômage des 15-64 ans (au sens du recensement) était de 14,4 % en 2007 et de 16,5 % en 2012 (30,8 % à Roubaix). À cette même échelle, 62 % des ménages sont imposés sur le revenu en 2012, pour 38,2 % à Roubaix. 16,9 % des ménages sont cadres à Villeneuve-d'Ascq pour 6 % dans la commune de Roubaix à la même date (2012).

Le type « précarité économique plutôt dans des communes de taille moyenne » ne compte que 13 cantons (5 % de la population), moins peuplés (moins de 10 000 habitants à Pas-en-Artois et à Avesnes-le-Comte). Les revenus y sont inférieurs à la moyenne et le taux de chômage très souvent supérieur.

II. RISQUES SECONDS

De même, le type « qualification industrielle traditionnelle dans les petites communes rurales » ne rassemble qu'une dizaine de cantons peu peuplés (Cassel, Croisilles). La part des emplois industriels est ici supérieure à la moyenne (plus de 20 % à Hazebrouck-Nord hors Hazebrouck et à Hondschoote). Il en va de même pour les 15-24 ans diplômés de niveau V CAP-BEP parmi les non scolarisés (34 % à Bertincourt, pour 27,2 % en moyenne nationale) ainsi que pour ceux qui ont atteint le niveau IV BAC (31,1 % à Steenvoorde, pour 26,5 % au plan national). Le type « milieu rural isolé, de tourisme saisonnier et d'économie présentielle » n'est pas du tout représenté dans l'académie.

Roubaix, pôle de pauvreté

Le taux d'habitants couverts par le RSA atteint 31 % à Roubaix alors que cette valeur n'est que de 6,1 % en moyenne. La part des immigrés dans la population s'élève à 19,3 % pour 8,7 % en moyenne. 60,2 % des jeunes de moins de 18 ans sont issus de catégories sociales défavorisées. Seulement 7,4 % des 15-24 ans non scolarisés sont diplômés d'un niveau III de formation (BTS, DUT), soit deux fois moins que la moyenne (13,7 %). Malgré les efforts des politiques publiques pour créer des emplois (zone franche urbaine, magasins d'usines, Eurotéléport, IUT, écoles nationales supérieures...), la situation économique et sociale reste très difficile dans cette commune désindustrialisée.



III. AUTRES

Les types « sécurité économique et soutien culturel » et « garantie de l'emploi à niveaux de qualification variés » regroupent à eux deux une vingtaine de cantons périurbains correspondant à des zones résidentielles, favorisées socialement et économiquement, comme autour de Lille (Tourcoing-Nord-Est, Tourcoing-Sud, Marcq-en-Barœul, Lomme hors Lille) ou autour d'Arras (Beaumont-lès-Loges, Dainville, Vimy au nord d'Arras et au sud de Lens).

Le revenu dépasse 20 000 euros dans tous les cantons (sauf pour Aubigny-en-Artois et pour Montreuil). La part des chômeurs parmi les 15-64 ans varie de 5 % à 8 % dans ces cantons. Elle est contenue à 7,4 % dans le type « sécurité économique et soutien

culturel » (7,7 % à Marcq-en-Barœul) et à 5,7 % dans le type « garantie de l'emploi à niveaux de qualification variés » (4,9 % à Lomme hors Lille). La part d'emplois concentrés dans les services est souvent supérieure à la moyenne ; elle atteint 86 % à Marcq-en-Barœul. La part des non diplômés chez les 45-54 ans est inférieure à la moyenne de France métropolitaine (28,2 %), parfois de 10 points comme à Marcq-en-Barœul (17,6 %). De même, la part des jeunes non diplômés parmi les 15-24 ans non scolarisés est limitée, avec un peu plus de 18 % à Calais-Nord-Ouest hors Calais, à Aubigny-en-Artois et à Beaumont-lès-Loges ; et avec moins de 18 % à Dainville, Béthune-Est hors Béthune, Vimy et Laventie (25,4 % en France métropolitaine).

Exemples de cantons significatifs de l'académie de Lille par type, selon quelques indicateurs

Type									
Cantons	Roubaix	Villeneuve-d'Ascq	Carnières	Avesnes-sur-Helpe-Nord hors Avesnes	*	Marcq-en-Barœul	Beaumont-lès-Loges	Académie	France métr.
Département	59	59	59	59	–	59	62		
Indicateurs mobilisés dans la typologie	Revenu médian par unité de consommation (€)	9 641	18 318	16 671	17 851	26 382	20 737	17 027	18 695
	Chômeurs parmi les 15-64 ans (%)	19,0	11,1	10,9	8,2	7,7	5,5	11,1	8,9
	Emplois en CDI (%)	77,8	83,4	86,0	85,1	89,1	89,2	84,7	85,2
	Familles monoparentales (%)	17,0	13,5	8,2	6,2	9,7	5,8	10,3	8,9
	Familles de quatre enfants et plus (%)	6,5	2,7	2,1	1,3	1,8	1,0	2,3	1,4
	Ménages vivant en HLM (%)	35,2	40,3	3,9	1,9	13,9	1,7	19,2	14,6
	Non diplômés parmi les 45-54 ans (%)	51,8	26,8	36,5	29,8	17,6	22,8	35,1	28,2
Indicateurs de scolarisation des 15-24 ans et niveau de diplôme des non scolarisés	Taux de scolarisation (%)	58,0	78,3	59,1	57,5	74,1	62,2	62,0	64,9
	Non scolarisés (nombre)	6 151	2 725	814	316	1 596	430	207 740	2 696 094
	· Non diplômés (%)	46,1	29,1	29,5	20,9	22,7	18,2	29,4	25,4
	· Diplômés de niveau V (CAP, BEP) (%)	23,2	18,4	30,1	30,0	17,4	30,3	26,4	27,2
	· Diplômés de niveau IV (BAC, BP...) (%)	19,5	28,7	22,1	31,0	26,3	26,8	25,5	26,5
	· Diplômés de niveau III (BAC + 2...) (%)	7,4	12,9	14,3	13,7	17,1	15,7	12,7	13,7
Indicateurs socio-démographiques complémentaires	Densité de population (hab./km ²)	7 119	2 283	194	56	1 824	71	326	116
	60 ans et plus dans la population (%)	14,7	13,5	23,0	23,3	23,5	23,6	20,5	23,4
	Immigrés dans la population (%)	19,3	11,8	1,4	1,9	4,8	0,9	4,6	8,7
	Couverture population par le RSA (%)	31,2	10,2	8,0	5,0	4,3	3,9	11,1	6,1
	0-17 ans d'origine sociale défavorisée (%)	60,2	28,1	53,0	40,3	14,6	28,3	45,5	35,0
	Agriculture dans l'emploi (%)	0,1	0,3	2,8	6,7	0,2	4,7	1,7	2,8
	Industrie dans l'emploi (%)	10,5	7,6	21,2	18,3	9,6	11,8	15,2	13,4

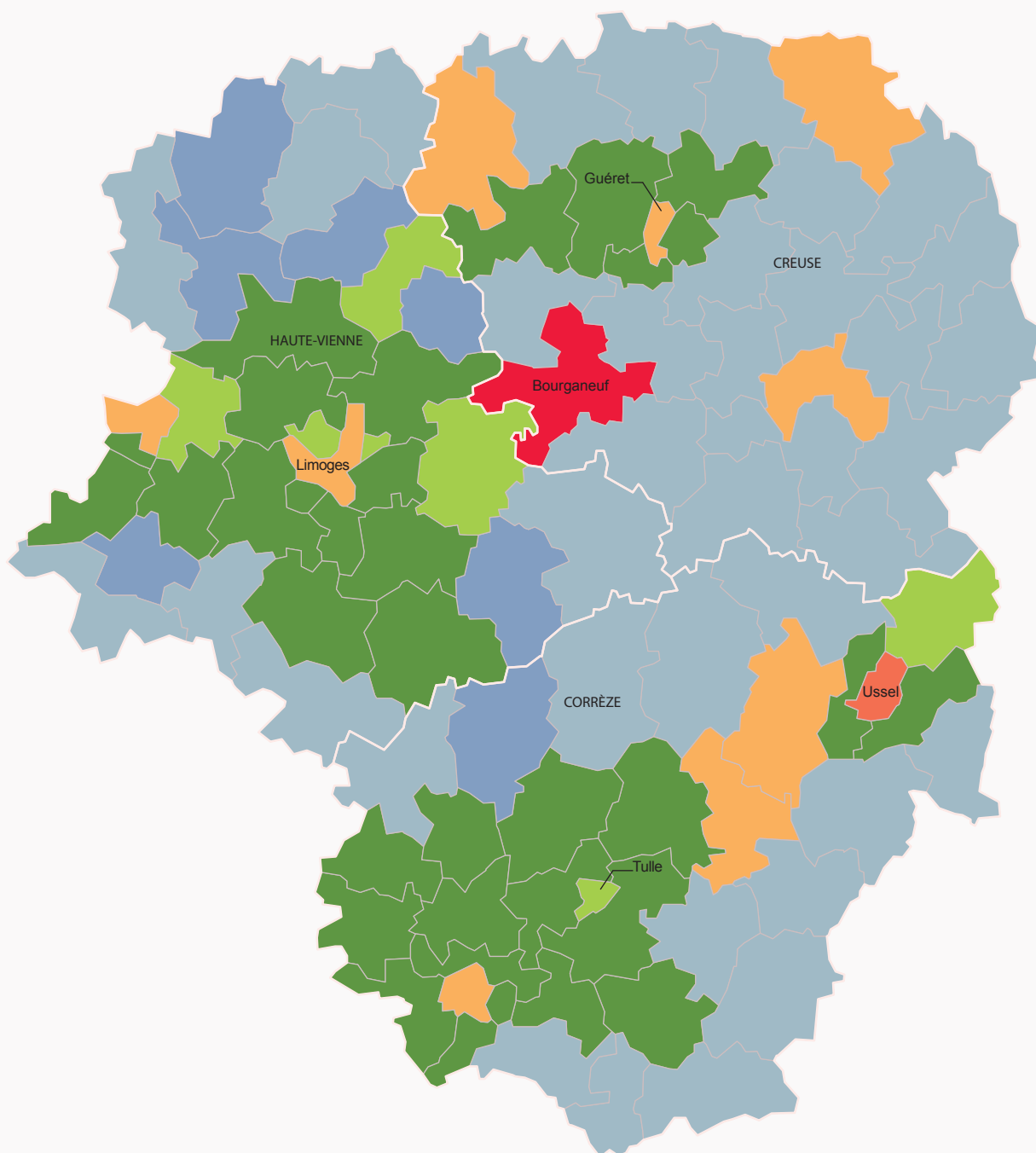
* Ce type de risque n'est pas présent dans l'académie

Source : Insee, RP 2011, Revenus fiscaux localisés, CNAF. Calcul : Céreq-ESO CNRS, Caen.

Légende des types de risques

- Cumul de fragilités économique, familiale, culturelle en milieu urbain
- Disparités de conditions de vie dans les grandes périphéries
- Précarité économique plutôt dans des communes de taille moyenne

- Qualification industrielle traditionnelle dans les petites communes rurales
- Milieu rural isolé, de tourisme saisonnier et d'économie présentielle
- Sécurité économique et soutien culturel
- Garantie de l'emploi à niveaux de qualification variés

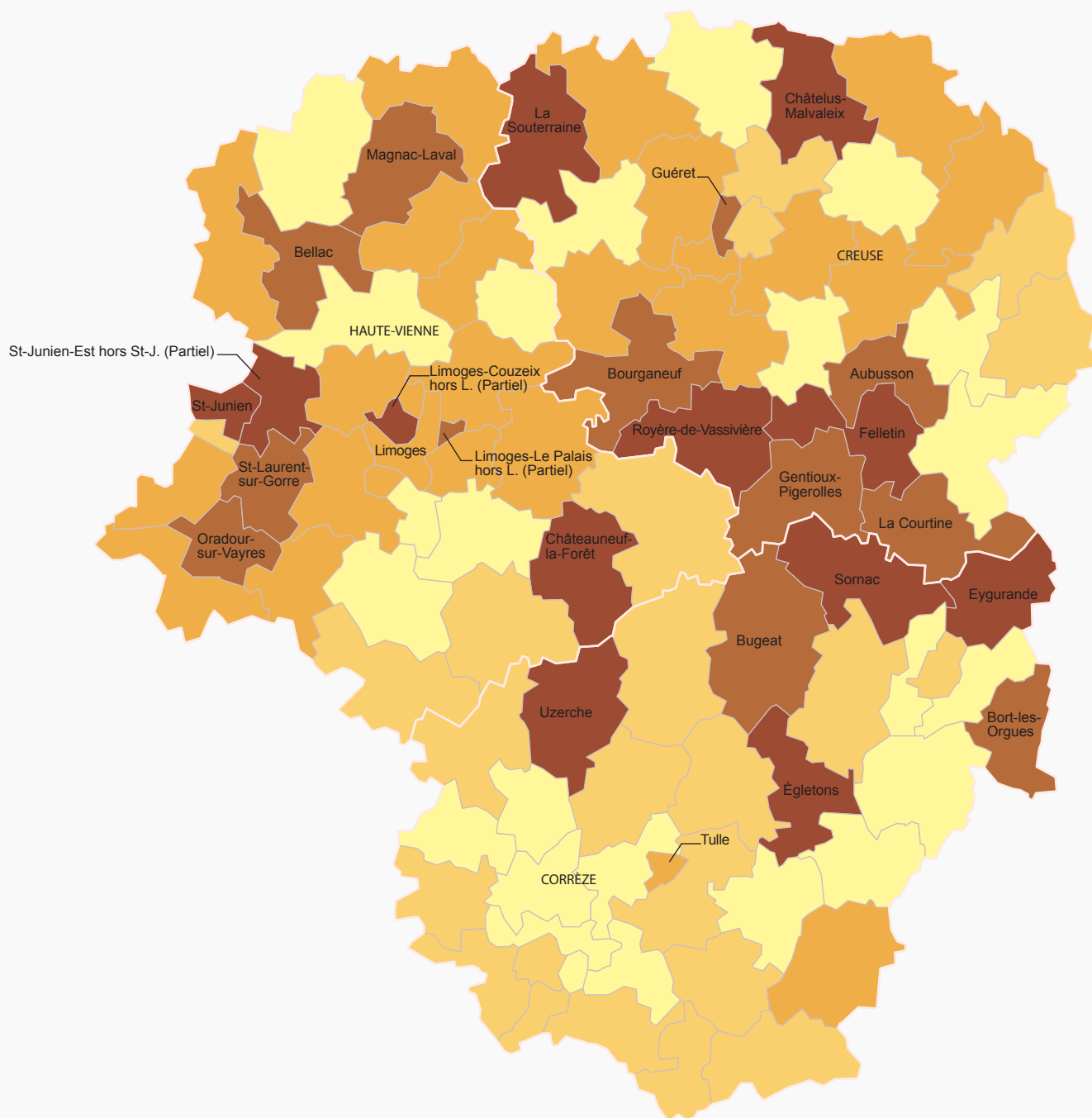


0 10 km

Source : INSEE, RP 2011, Revenus fiscaux localisés. Calcul et cartographie : Céreq - ESO CNRS, Caen.

LES ZONES À RISQUES D'ÉCHEC SCOLAIRE

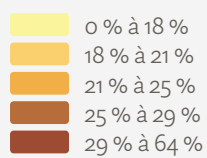
- Cumul de fragilités économique, familiale, culturelle en milieu urbain
- Disparités de conditions de vie dans les grandes périphéries
- Précarité économique plutôt dans des communes de taille moyenne
- Qualification industrielle traditionnelle dans les petites communes rurales
- Milieu rural isolé, de tourisme saisonnier et d'économie présentielle
- Sécurité économique et soutien culturel
- Garantie de l'emploi à niveaux de qualification variés



0 10 km

Source : INSEE, RP 2011. Calcul et cartographie : Céreq - ESO CNRS, Caen.

LA PART DES NON DIPLÔMÉS PARMI LES 15-24 ANS NON SCOLARISÉS





En première approche, les risques les plus fréquents semblent associés au type « milieu rural isolé, de tourisme saisonnier et d'économie présentielle » visible sur la représentation cartographique puisqu'il représente 37 des 96 cantons de l'académie. En fait, la faible densité démographique de ces cantons incite à porter son attention sur les 9 cantons qui concentrent à eux seuls un habitant sur trois dans le type « précarité plutôt dans des communes de taille moyenne ». Autre spécificité, les deux types les plus abrités, « sécurité économique et soutien culturel » et « garantie de l'emploi à niveaux de qualification variés » représentent 40 % des cantons et de la population. Dans l'ensemble, la part de jeunes non diplômés parmi les 15-24 ans non scolarisés est contenue à 23,1 % (25,4 % en France métropolitaine).

I. RISQUES LES PLUS MARQUÉS

Le type « cumul de fragilités économique, familiale, culturelle en milieu urbain » ne concerne que le canton rural de Bourgneuf (5 900 habitants et 21 habitants / km²), seul canton, avec Aubusson et Limoges (relevant d'un autre type), où la part des chômeurs parmi les 15-64 ans dépasse 10 % (8,9 % au plan national). De même, le type « disparités de conditions de vie dans les grandes périphéries » ne compte qu'un seul canton, celui d'Ussel (9 900 habitants). En revanche le type « précarité économique plutôt dans des communes de taille moyenne » est plus répandu. Ses neuf cantons de Guéret, Égletons, Meymac, Aubusson, Boussac, La Souterraine, Saint-Junien, mais surtout de Limoges et de Brive-la-Gaillarde concentrent 33 % de la population de l'académie. Le revenu médian est inférieur à la moyenne (17 200 euros pour 18 700 euros nationalement). Aubusson et Boussac se distinguent avec un revenu inférieur à 16 000 euros. La part des emplois en CDI est plus faible que la moyenne (81,5 % à Limoges pour 85,2 %). Au sein de ce type, le taux d'habitants couverts par le RSA approche 9 %, pour 6,1 % au plan national. La part des jeunes non diplômés parmi les 15-24 ans non scolarisés est légèrement inférieure à la moyenne (24 % pour 25,4 %).

II. RISQUES SECONDS

Le type « milieu rural isolé, de tourisme saisonnier et d'économie présentielle » est beaucoup plus étendu mais ne représente que 19 % de la population. Ces cantons incarnent le Limousin avec des densités faibles de 17 habitants / km² dans ce type. Le département de la Creuse est ici bien représenté avec 18 cantons sur 28. Il fournit les plus faibles densités, avec moins de 10 habitants / km² à La Courtine, à Gentioux-Pignerolles ou à Royère-de-Vassivière. Bien que le revenu médian s'établisse à 16 000 euros pour ce type, il chute à moins de 15 000 euros dans 6 cantons (14 000 euros à Crocq par exemple). La part des chômeurs parmi les 15-64 ans se situe en deçà de la moyenne (4 % à 5 % dans plusieurs cantons de la Creuse comme Mercœur, La Roche-Canillac, Saint-Privat, Sornac ou Treignac, pour 8,9 % en moyenne). La part des emplois en CDI est inférieure à la moyenne dans beaucoup de cantons (de 76 % à 78 % à Lapleau, Sornac, Auzances, Felletin). La proportion de familles monoparentales varie de 3,8 % à 10,7 % dans ce groupe. Celle des familles nombreuses est très faible (moins de 1 % dans tous les cas, sauf pour 3 cantons). La part des non diplômés chez les 45-54 ans est légèrement inférieure à la moyenne nationale

(27,7 % pour 28,2 %). Mais cette moyenne au sein du groupe masque une forte amplitude du phénomène puisque cette part varie du simple au double (19,2 % à Neuvic, pour 38,4 % à Saint-Mathieu). La part des jeunes non diplômés parmi les 15-24 ans non scolarisés est ici inférieure à la moyenne (23,1 %, pour 25,4 % en France métropolitaine). Il est vrai qu'une partie de ces jeunes ayant quitté la formation initiale ont assuré un niveau V (CAP-BEP) à hauteur de 31,1 %, soit plus qu'en France métropolitaine (27,2 %).

Bort-les-Orgues, un canton contrasté

Ce canton rural de 4 700 habitants de Corrèze (30 habitants / km²) fait figure de petit pôle touristique aux confins de l'académie, à la frontière avec le Cantal et le Puy-de-Dôme, aux portes du parc régional des volcans d'Auvergne (vallée de la Dordogne, falaise des orgues, centre d'escalade, barrage, musée de la tannerie). À l'échelle de la commune, 10 % des logements sont des résidences secondaires. Le canton perd des habitants entre 2006 et 2011 et compte plus de 34 % de sa population parmi les habitants âgés de plus de 60 ans (23,4 % au plan national). La part des emplois industriels demeure supérieure à la moyenne nationale (20,8 % pour 13,4 %). La part des chômeurs parmi les 15-64 ans n'est que de 6,9 % (8,9 % en France métropolitaine). Si le revenu médian est faible (16 900 euros pour 18 700 euros en France métropolitaine), le taux de couverture des ménages par le RSA est nettement inférieur à la moyenne nationale (3,9 % pour 6,1 %).

Les cantons du type « qualification industrielle traditionnelle dans les petites communes rurales » ne sont qu'au nombre de 6, tous ruraux, peuplés de seulement 4 000 à 7 000 habitants (densités de 15 habitants / km² au Dorat et de 37 habitants / km² à Bellac). Le revenu médian reste modeste (16 400 euros), de même que la part de chômeurs (7,2 % pour 8,9 %). La part des jeunes non diplômés parmi les 15-24 ans non scolarisés est ici supérieure à la moyenne (28,9 % pour 25,4 % en France métropolitaine). Mais cette proportion varie du simple au double au sein de ce petit groupe de cantons (16 % à 17 % au Dorat et à Larière pour 38,3 % à Uzerche). La part des emplois industriels est conforme à la moyenne France métropolitaine.



III. AUTRES

Le type « sécurité économique et soutien culturel » regroupe 7 cantons pour 7 % de la population. 5 cantons relèvent du département de la Haute-Vienne (Limoges et ses périphéries comme Saint-Junien-Est hors Saint-Junien, Saint-Léonard-de-Noblat, Limoges-Couzeix hors Limoges et Limoges-Le Palais hors Limoges). De même, le type « garantie de l'emploi à niveaux de qualification variés » rassemble 34 cantons des couronnes périurbaines de Limoges, Tulle, Ussel, Brive-la-Gaillarde et Guéret. La situation économique et sociale favorisée de ces types de cantons correspond à la résidence de ménages d'actifs et de retraités à haut niveau de revenu et de diplôme. Les revenus médians sont élevés : autour de 22 000 euros à Limoges-Condât hors Limoges, à Limoges-Panazol hors Limoges ou à Limoges-Isle hors Limoges. Tous appartiennent au type « garantie de l'emploi à niveaux de qualification variés ». Au sein de ce groupe représentant 33 % de la population de l'académie, la part des chômeurs parmi les 15-64 ans n'est que de 5,5 % (4,1 % à Ussel-

Ouest hors Ussel, 4,3 % à Tulle-Campagne-Nord). La part des emplois en CDI est de 89,2 % (92,5 % à Ussel-Ouest hors Ussel pour 85,2 % en France métropolitaine). La proportion de familles monoparentales et de familles nombreuses est inférieure à la moyenne. De même pour la part des non diplômés chez les 45-54 ans (21,7 %, pour 28,2 % au plan national), ou celle des jeunes non diplômés parmi les 15-24 ans non scolarisés (19,5 %, pour 25,4 % en France métropolitaine).

Limoges-Panazol hors Limoges, canton le plus favorisé ?

Le canton de Limoges-Panazol se situe à l'est de Limoges, à proximité de la zone du technopôle. Le taux d'habitants couverts par le RSA n'est que de 3,4 % (6,1 % en France métropolitaine) dans ce canton qui gagne des habitants de 2006 à 2011. Un quart des moins de 18 ans relève de catégories sociales défavorisées (35 % en France métropolitaine). La part d'emplois concentrés dans les services atteint ici 80,7 %, soit 4 points de plus que la moyenne de France métropolitaine.

Exemples de cantons significatifs de l'académie de Limoges par type, selon quelques indicateurs

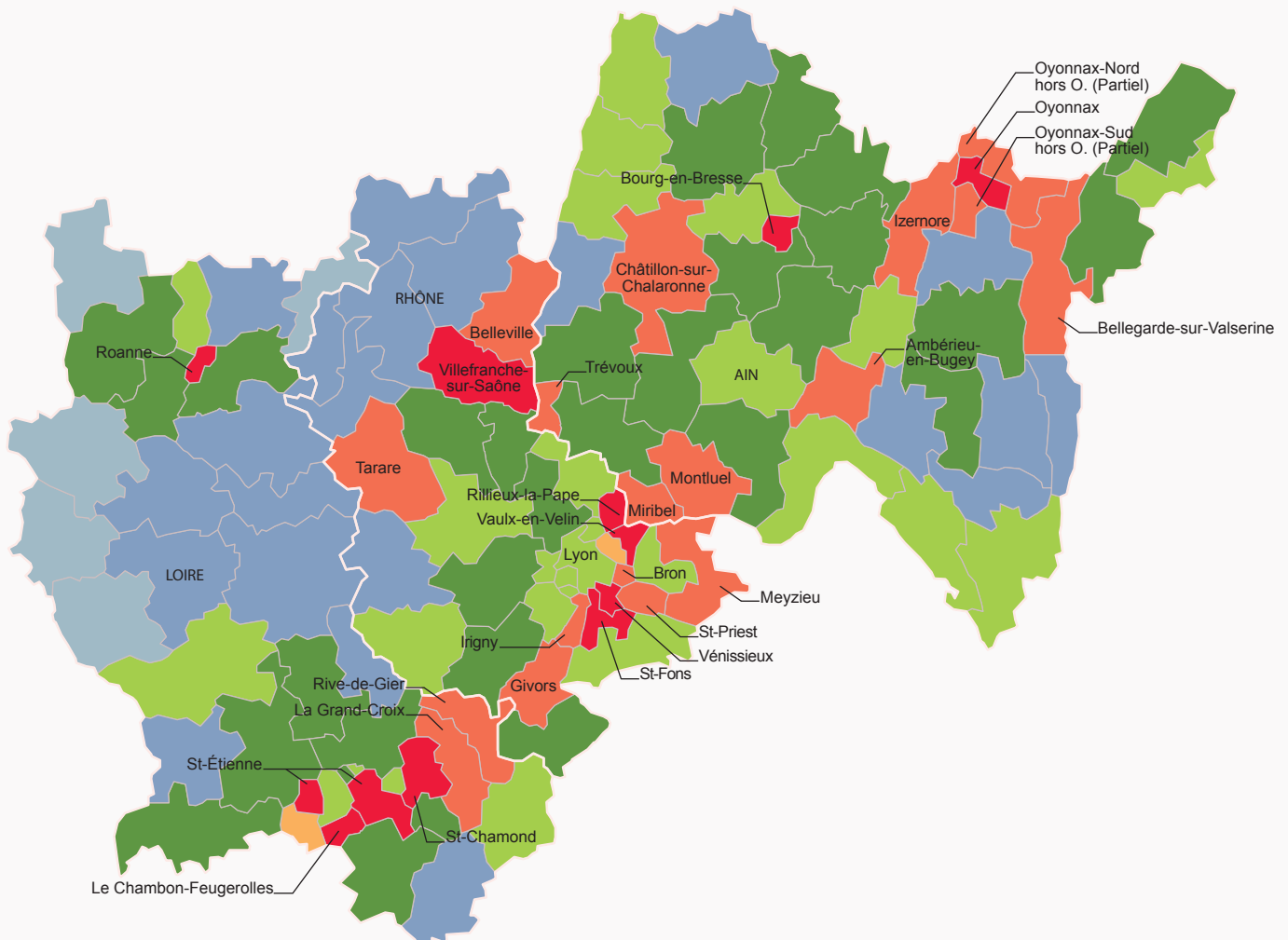
		Type							Académie	France métr.	
		Cantons	Bourganeuf	Ussel	Guéret	Bellac	Bort-les- Orgues	Tulle			Limoges- Panazol hors Limoges
		Département	23	19	23	87	19	19			87
Indicateurs mobilisés dans la typologie	Revenu médian par unité de consommation (€)	14 505	17 523	18 179	16 209	16 884	18 622	22 053	17 525	18 695	
	Chômeurs parmi les 15-64 ans (%)	11,5	8,5	9,7	9,3	6,9	7,6	5,3	7,7	8,9	
	Emplois en CDI (%)	83,7	85,5	83,5	87,1	84,9	78,1	89,8	85,6	85,2	
	Familles monoparentales (%)	7,6	7,4	9,9	6,3	6,8	7,5	7,8	7,4	8,9	
	Familles de quatre enfants et plus (%)	1,4	1,3	0,9	1,1	0,5	1,1	0,9	0,9	1,4	
	Ménages vivant en HLM (%)	10,0	15,4	22,8	11,8	5,8	10,0	11,9	9,9	14,6	
	Non diplômés parmi les 45-54 ans (%)	33,6	26,8	24,1	31,0	32,2	22,0	21,0	24,7	28,2	
Indicateurs de scolarisation des 15-24 ans et niveau de diplôme des non scolarisés	Taux de scolarisation (%)	51,9	58,1	53,8	52,4	54,2	64,9	70,9	64,4	64,9	
	Non scolarisés (nombre)	238	442	845	300	180	797	566	27 972	2 696 094	
	· Non diplômés (%)	26,1	19,1	29,0	28,2	25,1	23,8	21,1	23,1	25,4	
	· Diplômés de niveau V (CAP, BEP) (%)	35,9	24,8	24,1	32,4	30,0	32,1	28,9	28,3	27,2	
	· Diplômés de niveau IV (BAC, BP...) (%)	29,0	38,2	25,9	28,4	25,0	25,6	28,2	28,3	26,5	
	· Diplômés de niveau III (BAC + 2...) (%)	8,7	14,1	15,7	10,4	17,1	13,7	12,9	14,5	13,7	
	Indicateurs socio- démographiques complémentaires	Densité de population (hab./km²)	21	198	517	37	30	600	230	44	116
60 ans et plus dans la population (%)		36,7	28,7	27,2	35,2	34,4	31,3	27,1	30,5	23,4	
Immigrés dans la population (%)		10,9	9,4	4,3	5,8	2,1	7,2	3,1	5,7	8,7	
Couverture population par le RSA (%)		6,4	4,7	10,5	8,4	3,9	5,8	3,4	5,4	6,1	
0-17 ans d'origine sociale défavorisée (%)		42,0	43,8	36,7	44,0	41,9	37,6	26,0	37,1	35,0	
Agriculture dans l'emploi (%)		17,2	2,4	1,1	8,7	7,7	1,6	0,8	5,8	2,8	
Industrie dans l'emploi (%)		10,0	14,9	7,1	13,8	20,8	9,9	12,4	12,9	13,4	

Source : Insee, RP 2011, Revenus fiscaux localisés, CNAF. Calcul : Céreq-ESO CNRS, Caen.

Légende des types de risques

- Cumul de fragilités économique, familiale, culturelle en milieu urbain
- Disparités de conditions de vie dans les grandes périphéries
- Précarité économique plutôt dans des communes de taille moyenne

- Qualification industrielle traditionnelle dans les petites communes rurales
- Milieu rural isolé, de tourisme saisonnier et d'économie préentielle
- Sécurité économique et soutien culturel
- Garantie de l'emploi à niveaux de qualification variés

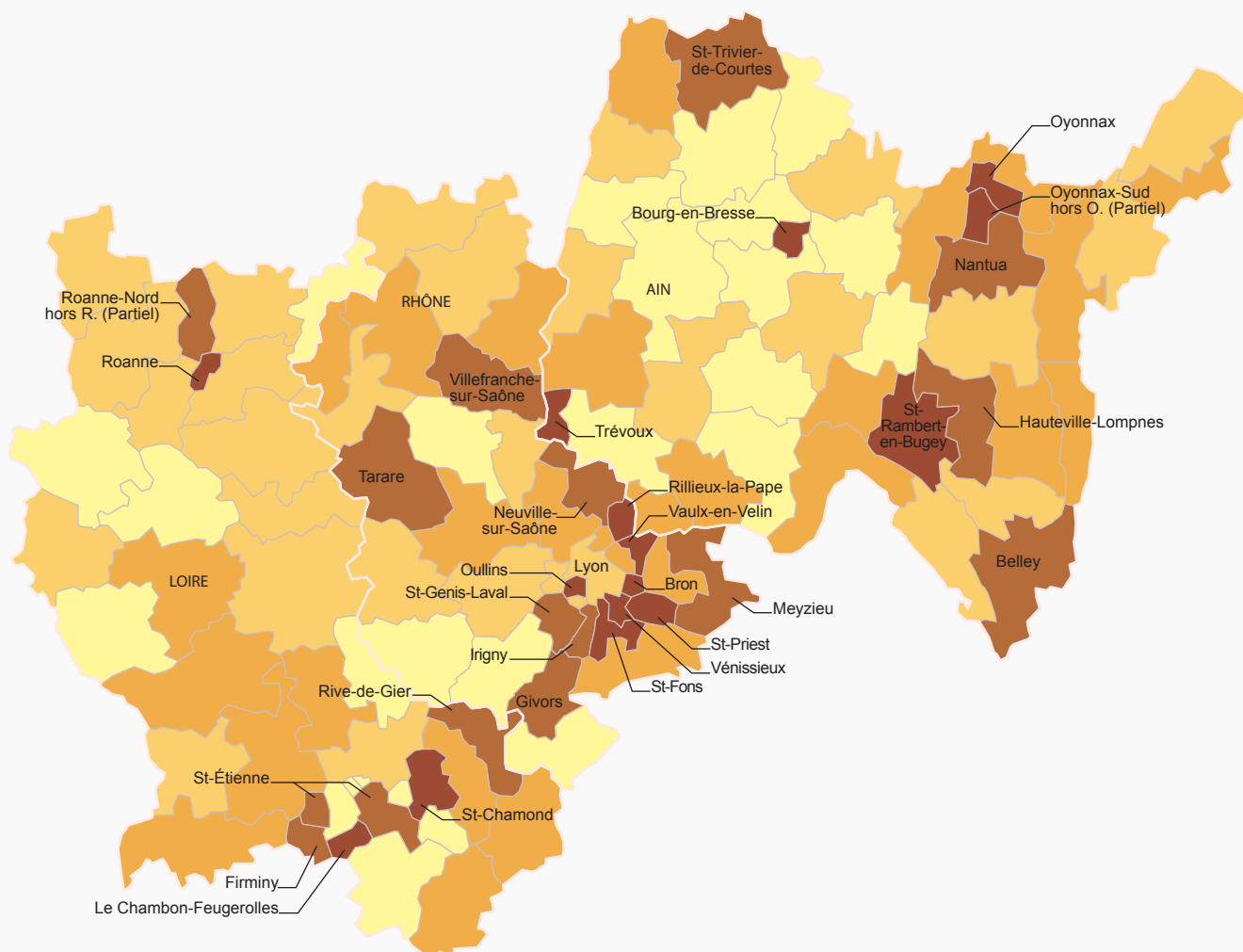


0 20 km

Source : INSEE, RP 2011, Revenus fiscaux localisés. Calcul et cartographie : Céreq - ESO CNRS, Caen.

LES ZONES À RISQUES D'ÉCHEC SCOLAIRE

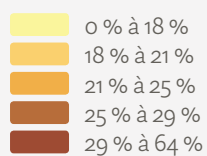
- Cumul de fragilités économique, familiale, culturelle en milieu urbain
- Disparités de conditions de vie dans les grandes périphéries
- Précarité économique plutôt dans des communes de taille moyenne
- Qualification industrielle traditionnelle dans les petites communes rurales
- Milieu rural isolé, de tourisme saisonnier et d'économie présenteielle
- Sécurité économique et soutien culturel
- Garantie de l'emploi à niveaux de qualification variés



0 20 km

Source : INSEE, RP 2011. Calcul et cartographie : Céreq - ESO CNRS, Caen.

LA PART DES NON DIPLÔMÉS PARMI LES 15-24 ANS NON SCOLARISÉS





Les risques les plus aigus se concentrent dans un petit nombre de cantons, un sur dix, et sur une fraction de la population (17 %) dans le type « cumul de fragilités économique, familiale, culturelle en milieu urbain ». Ils demeurent significatifs dans le type « disparités de conditions de vie dans les grandes périphéries » qui regroupe 15 % des cantons et de la population. Toutefois, la part de jeunes non diplômés parmi les 15-24 ans qui ne sont plus scolarisés y est contenue à 26,2 % pour 25,4 % en France métropolitaine, tous types confondus. Enfin, les types les plus abrités « sécurité économique et soutien culturel » et « garantie de l'emploi à niveaux de qualification variés » représentent plus de la moitié des cantons et de la population. Dans l'ensemble, la part de jeunes non diplômés parmi les 15-24 ans non scolarisés (24,0 %) est inférieure à la moyenne nationale (25,4 %).

I. RISQUES LES PLUS MARQUÉS

Le type « cumul de fragilités économique, familiale, culturelle en milieu urbain » est homogène par son caractère très urbain et industriel, en particulier à Saint-Étienne, Bourg-en-Bresse, Villefranche-sur-Saône, mais aussi Oyonnax et Roanne. Trois cantons du département de la Loire composent l'axe industriel de la vallée du Gier (Saint-Étienne, Saint-Chamond, Le Chambon-Feugerolles). Quatre cantons périurbains de Lyon (1^{re} couronne) sont des sites industriels et d'habitat social (Vénissieux, Vaulx-en-Velin, Saint-Fons et Rillieux-la-Pape).

Le revenu médian n'est que de 15 600 euros, soit 3 100 euros de moins que la moyenne nationale et 6 300 euros de moins que pour le type de cantons le plus favorisé (13 300 euros à Vénissieux). La part des chômeurs parmi les 15-64 ans dépasse légèrement 12 %, mais atteint 14,8 % à Vénissieux (8,9 % en France métropolitaine). Dans tous les cantons, la part des emplois en CDI est inférieure à la moyenne. En revanche, celle des ménages vivant en habitat social est élevée (30,6 % pour 14,6 % nationalement), plus de 40 % à Vénissieux, à Vaulx-en-Velin ou à Rillieux-la-Pape. Les proportions de familles monoparentales (10,3 %) et de familles nombreuses (2,5 %) sont les plus élevées de l'académie et la part des non diplômés chez les 45-54 ans n'est conforme à la moyenne nationale que pour Saint-Chamond (28,4 %). Elle dépasse 40 %

Vaulx-en-Velin, un concentré de difficultés

Le revenu médian par unité de consommation des 42 700 habitants de ce canton, équivalent à la commune du même nom, n'est que de 12 100 euros. Le taux d'habitants couverts par le RSA est ici de 15,5 % pour 6,1 % en moyenne. 60 % des jeunes de moins de 18 ans relèvent de catégories sociales défavorisées. La part des chômeurs parmi les 15-64 ans est très élevée (14 % pour 8,9 % en moyenne nationale). Les conditions de vie familiales sont aussi défavorables puisque la part de familles monoparentales est de 13,9 % (8,9 % nationalement), la part de familles nombreuses de 5,7 % (1,4 % nationalement), et vivant en logement social de 48,3 % (14,6 % nationalement). Sur le plan des niveaux de diplômes, la part de non diplômés parmi les 45-54 ans est de 48,3 % (28,2 % nationalement) et parmi les 15-24 ans qui ne sont plus scolarisés de 42,2 % (25,4 % nationalement). On notera toutefois que parmi ces jeunes non scolarisés, la proportion de niveau IV (BAC, BP) est proche de la moyenne France métropolitaine (25,7 % pour 26,5 %), alors que la proportion de diplômés du supérieur est moins élevée.

à Vénissieux et à Vaulx-en-Velin, et 50 % à Oyonnax. La part des jeunes non diplômés parmi les 15-24 ans non scolarisés est élevée (32,6 % pour 25,4 % au plan national).

Le type « disparités de conditions de vie dans les grandes périphéries » rassemble 18 cantons, soit 15 % de la population de l'académie. Ce sont des cantons industriels de l'Ain et du Rhône, en périphérie de Lyon 1^{re} couronne (Givors, Bron, Meyzieu et Saint-Priest), ou d'Oyonnax (Oyonnax-Nord hors Oyonnax, Oyonnax-Sud hors Oyonnax).

La part des emplois industriels avoisine 20 % à Ambérieu-en-Bugey, Bellegarde-sur-Valserine, Tarare ou La Grand-Croix. Elle dépasse 40 % à Oyonnax-Sud hors Oyonnax, à Oyonnax-Nord hors Oyonnax et à Izernore. La part des ménages habitant en logement social est supérieure à la moyenne. Elle dépasse 20 % dans 6 cantons (21,9 % à Bron, 26,5 % à Givors, 30 % à Oyonnax-Sud hors Oyonnax et à Saint-Priest, pour une moyenne France métropolitaine de 14,6 %).

Le type « précarité économique plutôt dans des communes de taille moyenne » ne concerne que Firminy et Villeurbanne. Le revenu médian est ici plus faible que dans le groupe précédent (17 500 à 18 000 euros). La part des emplois en CDI est plus faible que la moyenne et la part des chômeurs parmi les 15-64 ans plus élevée.

II. RISQUES SECONDS

Le type « qualification industrielle traditionnelle dans les petites communes rurales » regroupe 22 cantons (seulement 7 % de la population de l'académie). Il s'agit de cantons ruraux peuplés de 4 000 à 15 000 habitants (densité de 63 habitants / km²), à l'instar de Seyssel dans l'Ain (6 700 habitants), ou de Charlieu à l'extrême nord rural du département de la Loire (15 600 habitants). La part des emplois en CDI est légèrement supérieure à la moyenne. Celle des emplois industriels s'élève à presque 23 % pour 13,4 % au plan national (23 % à Charlieu, 26,1 % à Feurs, 26,7 % à Seyssel, 35,7 % à Nantua). La part des non diplômés chez les 45-54 ans est supérieure à la moyenne (36,7 % à Nantua et 38,1 % à Thizy pour 31,6 % en moyenne). La part des jeunes non diplômés parmi les 15-24 ans non scolarisés (21,3 %) est inférieure à la moyenne en partie du fait de taux élevés de jeunes diplômés du CAB-BEP (31,5 % pour 27,2 % nationalement) et du BAC-BP (29,0 % pour 26,5 % nationalement).



Le type « milieu rural isolé, de tourisme saisonnier et d'économie présentielle » ne concerne que 5 cantons ruraux (densité de 25 habitants / km²).

III. AUTRES

Les types « sécurité économique et soutien culturel » et « garantie de l'emploi à niveaux de qualification variés » rassemblent respectivement 23 % et 27 % des cantons et 36 % et 18 % de la population. Ces deux types, très favorisés économiquement et socialement, agrègent les lieux de résidence périurbains de ménages d'actifs et de retraités à fort niveau de revenu et de diplôme. Ces ménages effectuent des navettes vers les pôles d'emploi du grand Lyon (Meximieux à l'est, L'Arbresle à l'ouest), de Saint-Étienne, de Bourg-en-Bresse, de Roanne et de Genève (Ferney-Voltaire, Gex). Le type « sécurité économique et soutien culturel », dont Lyon fait partie, associe les cantons périurbains de la 1^{re} couronne de l'ouest lyonnais favorisé (Saint-Genis-Laval,

Oullins, Caluire-et-Cuire, Sainte-Foy-lès-Lyon, Tassin-la-Demi-Lune, Écully). Le niveau de revenu est particulièrement élevé dans le type « garantie de l'emploi à niveaux de qualification variés » (21 900 euros, 33 500 euros à Gex).

Limonest, canton le plus favorisé

Investi par les classes moyennes et favorisées, le revenu médian par unité de consommation atteint 31 300 euros, alors que la part des chômeurs parmi les 15-64 ans est limitée à 5,5 % (8,9 % nationalement) et que la proportion de CDI atteint 89,6 % (85,2 % nationalement). Moins de 10 % des jeunes de moins de 18 ans relèvent de catégories sociales défavorisées (35 % nationalement). Sur le plan des niveaux de formation, la part de non diplômés parmi les 45-54 ans est deux fois moins élevée que sur le plan national (12,6 % pour 28,2 %). Toutefois, l'écart n'est pas aussi net pour les 15-24 ans qui ne sont plus scolarisés (23,6 % pour 25,4 % nationalement).

Exemples de cantons significatifs de l'académie de Lyon par type, selon quelques indicateurs

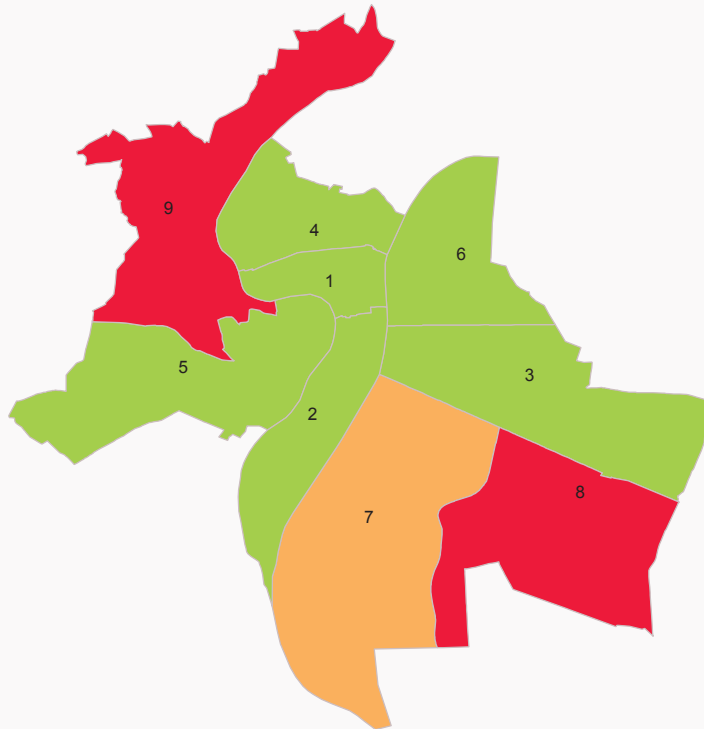
Type									
Cantons		Vaulx-en-Velin	Bron	Villeurbanne	Charlieu	Noirétable	Tassin-la-Demi-Lune	Limonest	Académie
Département		69	69	69	42	42	69	69	France métro.
Indicateurs mobilisés dans la typologie	Revenu médian par unité de consommation (€)	12 077	18 579	18 022	17 930	15 878	25 155	31 344	19 798
	Chômeurs parmi les 15-64 ans (%)	14,0	10,4	10,7	8,0	6,8	6,1	5,5	8,3
	Emplois en CDI (%)	81,6	84,3	82,1	85,7	84,3	89,0	89,6	85,1
	Familles monoparentales (%)	13,9	9,4	8,9	7,0	6,1	8,4	7,3	8,4
	Familles de quatre enfants et plus (%)	5,7	2,8	1,7	0,9	0,5	1,5	1,7	1,6
	Ménages vivant en HLM (%)	48,3	21,9	21,2	9,1	4,2	7,8	4,5	16,6
	Non diplômés parmi les 45-54 ans (%)	48,3	30,3	27,1	31,1	30,0	15,2	12,6	26,3
Indicateurs de scolarisation des 15-24 ans et niveau de diplôme des non scolarisés	Taux de scolarisation (%)	61,5	68,3	72,6	60,4	54,1	67,9	79,0	67,5
	Non scolarisés (nombre)	2 367	1 916	7 544	657	155	1 135	714	133 947
	· Non diplômés (%)	42,2	30,1	22,1	19,5	18,9	19,6	23,6	24,0
	· Diplômés de niveau V (CAP, BEP) (%)	20,4	23,0	20,9	34,7	30,8	18,3	19,7	25,3
	· Diplômés de niveau IV (BAC, BP...) (%)	25,7	28,0	25,8	29,5	31,0	28,9	27,9	26,8
	· Diplômés de niveau III (BAC + 2...) (%)	7,7	12,6	16,3	11,7	14,6	17,0	17,8	15,3
Indicateurs socio-démographiques complémentaires	Densité de population (hab./km ²)	2 039	3 775	9 989	108	24	2 057	469	225
	60 ans et plus dans la population (%)	16,5	21,5	17,9	26,8	33,9	22,9	25,4	22,0
	Immigrés dans la population (%)	27,4	17,4	17,5	4,3	1,3	6,1	5,1	10,4
	Couverture population par le RSA (%)	15,5	7,2	8,0	3,7	2,5	2,6	1,3	5,0
	0-17 ans d'origine sociale défavorisée (%)	60,0	40,3	34,4	45,7	43,8	14,9	9,8	33,6
	Agriculture dans l'emploi (%)	0,2	0,1	0,1	2,6	9,6	0,3	0,9	1,6
	Industrie dans l'emploi (%)	12,6	12,1	11,9	23,1	18,7	11,6	12,1	16,0

Source : Insee, RP 2011, Revenus fiscaux localisés, CNAF. Calcul : Céreq-ESO CNRS, Caen.

Légende des types de risques

- Cumul de fragilités économique, familiale, culturelle en milieu urbain
- Disparités de conditions de vie dans les grandes périphéries
- Précarité économique plutôt dans des communes de taille moyenne

- Qualification industrielle traditionnelle dans les petites communes rurales
- Milieu rural isolé, de tourisme saisonnier et d'économie présentielle
- Sécurité économique et soutien culturel
- Garantie de l'emploi à niveaux de qualification variés

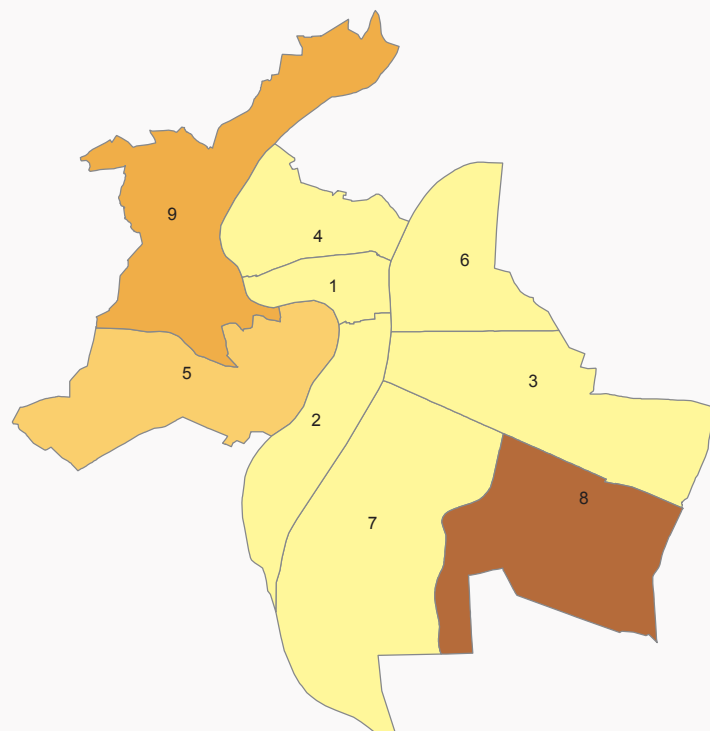


0 2 km

Source : INSEE, RP 2011, Revenus fiscaux localisés. Calcul et cartographie : Céreq - ESO CNRS, Caen.

LES ZONES À RISQUES D'ÉCHEC SCOLAIRE

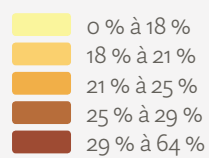
- Cumul de fragilités économique, familiale, culturelle
- Précarité économique
- Sécurité économique et soutien culturel

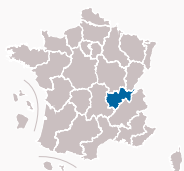


0 2 km

Source : INSEE, RP 2011. Calcul et cartographie : Céreq - ESO CNRS, Caen.

LA PART DES NON DIPLÔMÉS PARMI LES 15-24 ANS NON SCOLARISÉS





Les neuf arrondissements composant Lyon correspondent au centre du pôle d'emploi de l'aire urbaine de Lyon (2 210 000 habitants en 2012). Ils sont majoritairement favorisés au regard du risque d'échec scolaire et de décrochage.

I. RISQUES LES PLUS MARQUÉS

Les deux arrondissements du type « cumul de fragilités économique, familiale, culturelle » se situent aux périphéries nord-ouest (9^e) et sud-est (8^e) de la commune. Avec plus de 80 000 habitants, le 8^e est un des plus peuplés de Lyon, il est contigu aux communes de Vénissieux (relevant du même type) et Bron (type « disparités de conditions de vie »). Le 8^e fut longtemps le quartier le plus industriel de Lyon. Presque deux fois moins peuplé avec 48 000 habitants, le 9^e inclut le quartier prioritaire de la politique de la ville de la Duchère de presque 8 000 habitants (9 800 euros de revenu médian en 2011). Les 8^e et 9^e se démarquent des sept autres arrondissements par des indicateurs plus défavorables. Dans les deux cas, le revenu médian avoisine 17 900 euros, un peu au-dessous de la moyenne de France métropolitaine. La situation est plus critique que ce premier indicateur pourrait le laisser penser car la part de chômeurs parmi les 15-64 ans dépasse 10 % (8,9 % au plan national). La part des emplois en CDI est inférieure à la moyenne de France métropolitaine, alors que celle des ménages vivant en habitat social est au double (29,6 % pour 14,6 %). Les proportions de familles monoparentales et de familles nombreuses sont proches de la moyenne nationale dans le 8^e, un peu plus élevées dans le 9^e. Celle des non diplômés chez les 45-54 ans atteint plus de 30 % (32,1 % dans le 9^e pour 28,2 % en France métropolitaine). La part des jeunes non diplômés parmi les 15-24 ans non scolarisés est proche de la moyenne, légèrement inférieure pour le 9^e avec 23,3 %. Le taux d'habitants couverts par le RSA dépasse 8 % dans les deux arrondissements pour 6,1 % en France métropolitaine.

II. RISQUES SECONDS

Le 7^e arrondissement relève du type « précarité économique », que l'on rencontre plutôt dans des communes de taille moyenne dans le reste de la France, à cause d'un taux d'emploi en CDI faible (78,4 % soit 7 points de moins que la moyenne France métropolitaine).

III. AUTRES

Le type « sécurité économique et soutien culturel » rassemble les autres arrondissements (du 1^{er} au 6^e). Le revenu médian dépasse 21 000 euros, approchant 28 900 euros pour le 6^e (parc de la Tête d'Or). Dans cet arrondissement, la part des ménages vivant en habitat social n'est que de 6,4 % mais il est compris entre 10 % et 15 % dans les autres arrondissements de ce type. La part de familles monoparentales est comprise entre 6 % dans le 2^e et 9,3 % dans le 5^e. Au sein de ce groupe, la part des non diplômés chez les 45-54 ans est souvent de plus de 10 points inférieure à la moyenne de France métropolitaine (autour de 16 à 17 % dans les 1^{er}, 2^e et 4^e pour 28,2 %). Le 6^e se démarque à nouveau avec un taux de moins de 13 %. La part des jeunes non diplômés parmi les 15-24 ans non scolarisés est, elle aussi, très inférieure à la moyenne (13,1 % dans le 6^e, 15 % dans le 3^e pour 25,4 % en moyenne en France métropolitaine).

Arrondissements de Lyon par type, selon quelques indicateurs

Type							
Arrondissement		8 ^e	9 ^e	7 ^e	1 ^{er}	2 ^e	3 ^e
Indicateurs mobilisés dans la typologie	Revenu médian par unité de consommation (€)	17 881	17 871	20 702	21 279	25 122	23 099
	Chômeurs parmi les 15-64 ans (%)	10,7	10,7	9,2	10,4	8,6	8,8
	Emplois en CDI (%)	82,6	83,1	78,4	75,3	79,7	82,4
	Familles monoparentales (%)	8,6	10,8	6,3	7,8	6,0	7,0
	Familles de quatre enfants et plus (%)	1,5	1,9	1,0	0,9	1,1	0,8
	Ménages vivant en HLM (%)	29,6	29,5	14,2	10,2	10,5	12,5
	Non diplômés parmi les 45-54 ans (%)	30,1	32,1	26,6	16,7	16,0	19,0
Indicateurs de scolarisation des 15-24 ans et niveau de diplôme des non scolarisés	Taux de scolarisation (%)	73,6	67,6	78,4	75,1	81,8	76,8
	Non scolarisés (nombre)	3 877	2 515	3 694	1 418	1 311	4 426
	· Non diplômés (%)	26,0	23,3	17,1	16,8	17,6	15,0
	· Diplômés de niveau V (CAP, BEP) (%)	17,5	21,6	16,0	12,6	11,4	13,7
	· Diplômés de niveau IV (BAC, BP...) (%)	25,5	26,2	22,6	24,7	30,8	25,7
	· Diplômés de niveau III (BAC + 2...) (%)	17,5	17,4	21,5	19,4	23,1	23,6
Indicateurs socio-démographiques complémentaires	Densité de population (hab./km ²)	12 115	6 680	7 560	19 160	8 966	15 380
	60 ans et plus dans la population (%)	18,9	19,1	14,5	15,4	18,4	16,5
	Immigrés dans la population (%)	16,2	15,1	13,6	10,9	8,9	11,7
	Couverture population par le RSA (%)	8,1	8,9	5,4	7,9	3,4	5,3
	0-17 ans d'origine sociale défavorisée (%)	35,7	35,8	22,4	15,7	15,0	17,9
	Agriculture dans l'emploi (%)	0,2	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
	Industrie dans l'emploi (%)	11,4	9,8	9,0	7,5	7,3	10,5

Source : Insee, RP 2011, Revenus fiscaux localisés, CNAF. Calcul : Céreq-ESO CNRS, Caen.

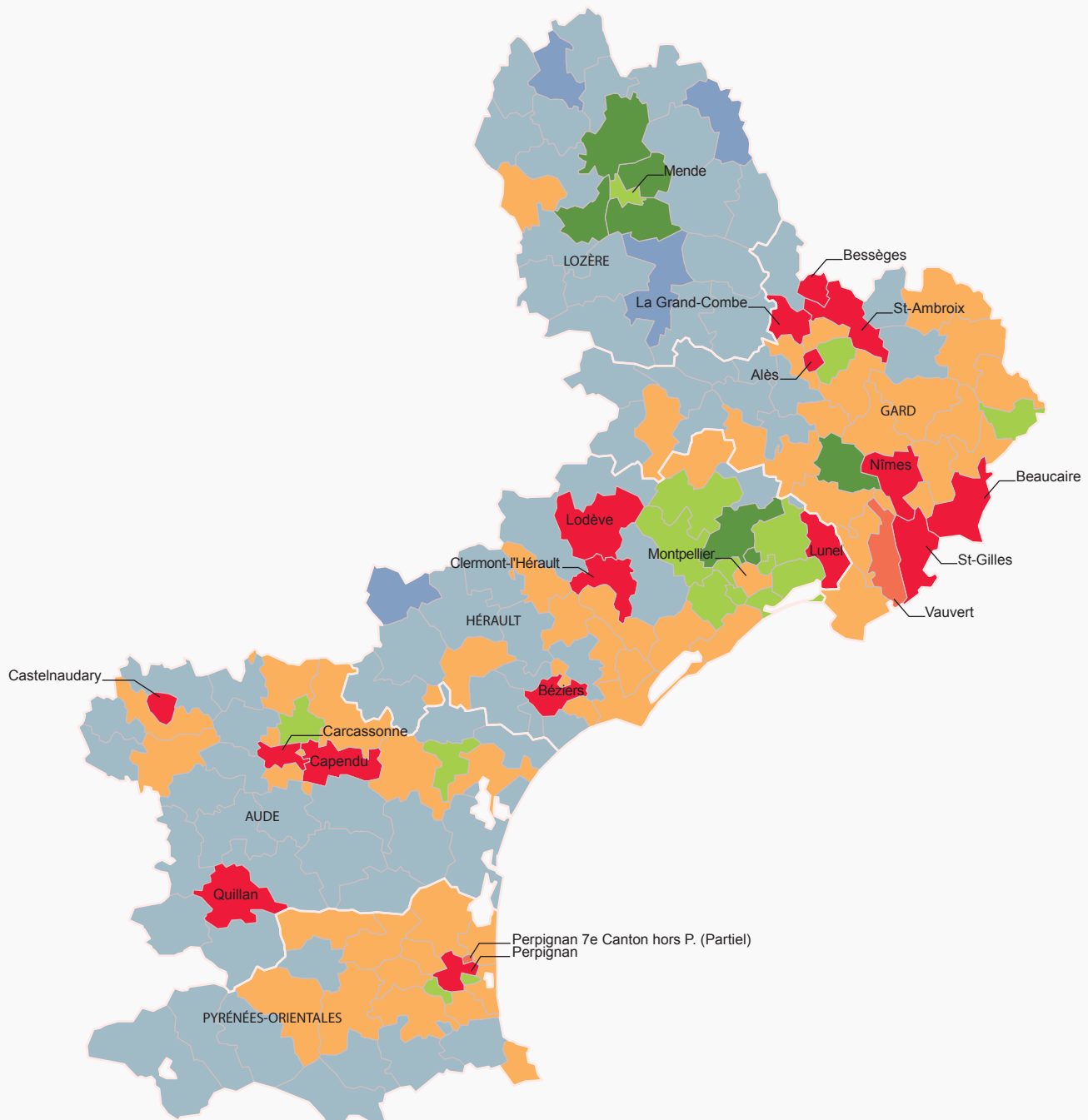
Type						
Arrondissement		4 ^e	5 ^e	6 ^e	Lyon	France métro.
Indicateurs mobilisés dans la typologie	Revenu médian par unité de consommation (€)	24 179	22 409	28 856	21 724	18 695
	Chômeurs parmi les 15-64 ans (%)	8,4	8,3	8,0	9,3	8,9
	Emplois en CDI (%)	83,6	84,4	83,5	81,6	85,2
	Familles monoparentales (%)	8,3	9,3	6,7	7,8	8,9
	Familles de quatre enfants et plus (%)	0,5	0,9	0,8	1,1	1,4
	Ménages vivant en HLM (%)	11,7	15,1	6,4	16,3	14,6
	Non diplômés parmi les 45-54 ans (%)	16,9	19,4	12,8	22,1	28,2
Indicateurs de scolarisation des 15-24 ans et niveau de diplôme des non scolarisés	Taux de scolarisation (%)	76,2	80,4	82,4	76,9	64,9
	Non scolarisés (nombre)	1 074	1 619	1 500	21 435	2 696 094
	· Non diplômés (%)	17,5	20,1	13,1	19,0	25,4
	· Diplômés de niveau V (CAP, BEP) (%)	14,2	18,1	10,4	15,6	27,2
	· Diplômés de niveau IV (BAC, BP...) (%)	29,0	24,4	27,0	25,6	26,5
	· Diplômés de niveau III (BAC + 2...) (%)	19,3	22,2	19,7	20,5	13,7
Indicateurs socio-démographiques complémentaires	Densité de population (hab./km ²)	12 169	7 496	12 943	10 263	116
	60 ans et plus dans la population (%)	22,1	23,9	23,0	18,7	23,4
	Immigrés dans la population (%)	7,2	9,7	9,9	12,1	8,7
	Couverture population par le RSA (%)	4,1	4,8	2,9	5,8	6,1
	0-17 ans d'origine sociale défavorisée (%)	13,2	21,0	8,2	22,4	35,0
	Agriculture dans l'emploi (%)	0,3	0,1	0,1	0,1	2,8
	Industrie dans l'emploi (%)	9,5	9,5	9,8	9,7	13,4

Source : Insee, RP 2011, Revenus fiscaux localisés, CNAF. Calcul : Céreq-ESO CNRS, Caen.

Légende des types de risques

■ Cumul de fragilités économique, familiale, culturelle
■ Précarité économique

■ Sécurité économique et soutien culturel

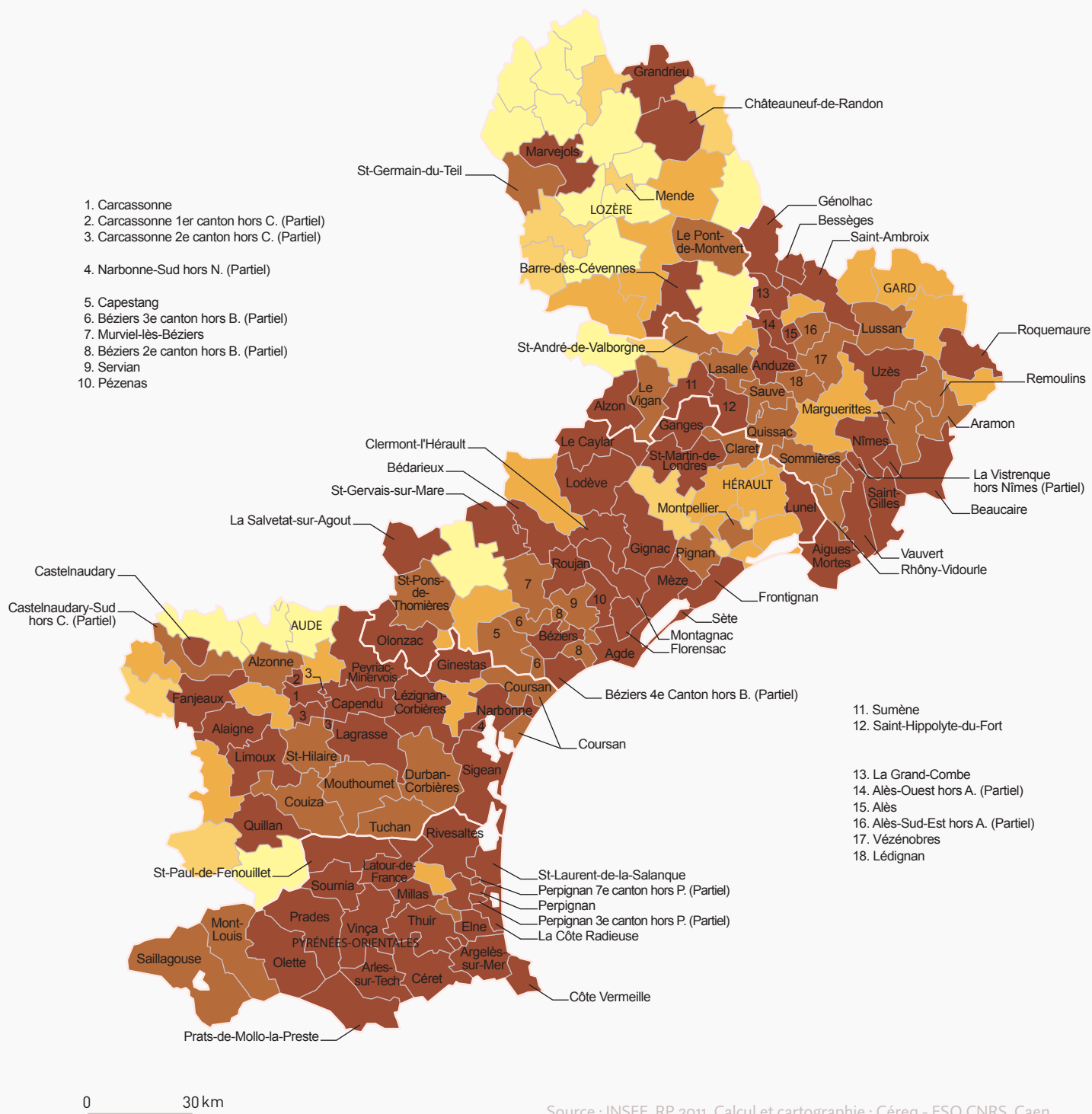


0 30 km

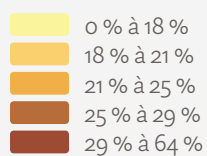
Source : INSEE, RP 2011, Revenus fiscaux localisés. Calcul et cartographie : Céreq - ESO CNRS, Caen.

LES ZONES À RISQUES D'ÉCHEC SCOLAIRE

- Cumul de fragilités économique, familiale, culturelle en milieu urbain
- Disparités de conditions de vie dans les grandes périphéries
- Précarité économique plutôt dans des communes de taille moyenne
- Qualification industrielle traditionnelle dans les petites communes rurales
- Milieu rural isolé, de tourisme saisonnier et d'économie présentielle
- Sécurité économique et soutien culturel
- Garantie de l'emploi à niveaux de qualification variés



LA PART DES NON DIPLÔMÉS PARMI LES 15-24 ANS NON SCOLARISÉS





En première approche, le type le plus visible est le « milieu rural isolé, de tourisme saisonnier et d'économie présentielle » qui représente 42 % des cantons mais seulement 16 % de la population, compte tenu de la faible densité démographique. La part des jeunes non diplômés parmi les 15-24 ans non scolarisés (27,9 %) y dépasse la moyenne nationale (25,4 %). Mais les risques sont plus étendus dans le type « précarité économique plutôt dans des communes de taille moyenne » qui concerne un canton sur trois et un habitant sur deux ainsi que dans le type « cumul de fragilités économique, familiale, culturelle en milieu urbain », beaucoup plus concentré, puisque moins d'un canton sur dix abrite 23 % de la population. Cette double caractéristique, de risques étendus pour une partie de l'académie et concentrés pour une autre, explique que la part des jeunes non diplômés parmi les 15-24 ans non scolarisés soit significative (30,3 %), du même ordre que dans les académies d'Amiens et de Créteil.

I. RISQUES LES PLUS MARQUÉS

Les 16 cantons du type « cumul de fragilités économique, familiale, culturelle en milieu urbain » représentent 23 % de la population de l'académie. Leur profil est hétérogène puisque la densité moyenne de 290 habitants / km² cache une forte variation du peuplement. Nîmes (900 habitants / km²) et surtout Perpignan (1 700 habitants / km²) cohabitent avec de plus petites villes comme Béziers ou Alès, et des cantons très ruraux comme Lodève ou Quillan. Le revenu médian est légèrement supérieur à 15 000 euros au sein de ce type, soit 3 700 euros de moins que la moyenne France métropolitaine (13 700 euros à Béziers). La part des chômeurs parmi les 15-64 ans est supérieure à la moyenne (13,6 % pour 8,9 % en France métropolitaine). Elle dépasse 14 % à Perpignan, Nîmes, Alès et Bessèges. La part des emplois en CDI est inférieure à la moyenne (81,5 % pour 85,2 % nationalement). Elle est inférieure à 77 % à Castelnaudary et à Quillan. En revanche, la proportion de familles monoparentales (11,7 %) est plutôt élevée (8,9 % nationalement). La part des ménages vivant en habitat social est conforme à la moyenne (14,6 %), mais varie de 7,4 % (Quillan, Clermont-L'Hérault) à plus de 20 % à La Grand-Combe ou à Alès. La part des non diplômés chez les 45-54 ans (33 %) dépasse la moyenne France métropolitaine (28,2 %). Elle dépasse 35 % dans 5 cantons (Castelnaudary, Saint-Gilles, Lunel, Beaucaire et Bessèges). La part des jeunes non diplômés parmi les 15-24 ans non scolarisés est quant à elle supérieure de 11 points à la moyenne nationale (36,3 % pour 25,4 % en France métropolitaine) et dépasse 40 % à Saint-Gilles, à La Grand-Combe et à Bessèges.

Béziers, un des plus forts taux de chômage et de RSA

Le canton de Béziers, qui correspond à la ville du même nom, perd des habitants de 2006 à 2011. Le taux d'habitants couverts par le RSA y est de 16,9 %, soit près de trois fois le taux national (6,1 %). Presque la moitié des jeunes âgés de moins de 18 ans relèvent de catégories sociales défavorisées. Le taux de chômage des 15-64 ans (au sens du recensement) était de 20,9 % en 2007 et de 22,3 % en 2012. À cette même échelle, seulement 46,6 % des ménages sont imposés sur le revenu en 2012 (64 % au plan national). La part des jeunes non diplômés dans le canton parmi les 15-24 ans non scolarisés atteint 38,1 %.

Le type « précarité économique plutôt dans des communes de taille moyenne » rassemble 54 cantons, soit 45 % de la population de l'académie. Cet ensemble se compose de cantons ruraux et périurbains viticoles et touristiques comme Lézignan-Corbières (23 000 habitants, 88 habitants / km², à l'ouest de Narbonne) ou Bagnols-sur-Cèze (34 000 habitants, 152 habitants / km², au nord-ouest d'Avignon), souvent polarisés par de petites villes. Montpellier et ses 264 000 habitants fait figure d'intrus dans ce type où les valeurs des indicateurs connaissent de fortes variations. Le revenu médian est ici inférieur de 1 700 euros à la moyenne de France métropolitaine (16 200 euros à Montpellier, 19 200 euros à Marguerittes en banlieue de Nîmes, pour 18 700 euros au plan national), alors que la part de chômeurs parmi les 15-64 ans est de 11,5 % pour 8,9 % en moyenne (plus de 14 % à Agde et à Sète). Au sein du groupe, la part des ménages vivant en habitat social est conforme à la moyenne, mais varie de moins de 2 % (Lézignan, Remoulins, Vézénobres) à plus de 14 % (Sète, Montpellier ou Côte Vermeille). L'éventail est plus serré pour ce qui concerne la part des familles monoparentales (7,5 % à Remoulins, 12,3 % à Rivesaltes). La part des non diplômés chez les 45-54 ans varie autour de la moyenne (28,9 % dans le groupe, pour 28,2 % au plan national). Celle des jeunes non diplômés parmi les 15-24 ans non scolarisés est en revanche élevée (29,5 % pour 25,4 % en moyenne France métropolitaine).

Lézignan-Corbières, une part élevée de jeunes non diplômés en milieu rural

La part des emplois agricoles dans ce canton s'élève à plus de 10 % pour 2,8 % en moyenne. Ce canton plutôt viticole (AOP Corbières et Corbières-Boutenac, caves coopératives, musée de la vigne et du vin), se démarque par un taux d'habitants couverts par le RSA de 10,8 %. La moitié (46 %) des moins de 18 ans relève de catégories sociales défavorisées. La part de jeunes diplômés à un niveau BAC+2 parmi les 15-24 ans non scolarisés n'est que de 7 % pour 13,7 % au plan national, celle des non diplômés atteint 40,2 %.

II. RISQUES SECONDS

Le type « qualification industrielle traditionnelle dans les petites communes rurales » ne concerne que 4 cantons ruraux (20 habitants / km²), dont trois se situent en Lozère (Florac, Langogne et Saint-Chély-d'Apcher). Le profil démographique



des 71 cantons du type « milieu rural isolé, de tourisme saisonnier et d'économie présentielle » est assez semblable (30 habitants / km²). Ils ne représentent que 16 % de la population de l'académie. Beaucoup de cantons ruraux montagnards ou du piémont sont ici agrégés comme ceux des Cévennes (Meyrueis, Valleraugue, Saint-Jean-du-Gard, Anduze, Génolhac, Le Pont-de-Montvert, Villefort ou Barre-des-Cévennes). Le revenu oscille ici autour de 15 000 euros. La part des chômeurs parmi les 15-64 ans est supérieure à la moyenne (10 % pour 8,9 % en France métropolitaine). Le taux d'emploi en CDI n'est que de 82,9 % (85,2 % au plan national) ; il atteint seulement 71,1 % à Pont-de-Montvert, 76,9 % à Meyrueis ou 75,5 % à Barre-des-Cévennes. La part d'emplois dans l'agriculture s'élève à 8 % au sein de ce groupe. Dans une dizaine de cantons elle dépasse 20 % (23,2 % à Pont-de-Montvert, 26,4 % à Tuchan, 34,1 % à Fournels, 35,9 % à Nasbinals). La part des jeunes non diplômés parmi les 15-24 ans non scolarisés dépasse la moyenne de 2 points (27,9 % pour 25,4 % en France métropolitaine) mais elle varie du simple

au double entre Saissac (16 %), Axat (17,6 %), Génolhac (35 %) et Marvejols (35,4 %).

III. AUTRES

Les types les plus abrités « sécurité économique et soutien culturel » et « garantie de l'emploi à niveaux de qualification variés » sont très minoritaires puisqu'ils ne rassemblent que 13 % des cantons et 14 % de la population. Ils correspondent à des couronnes périurbaines résidentielles autour des communes d'Avignon (Villeneuve-lès-Avignon), de Montpellier (Castelnau-le-Lez, Lattes, Mauguio), de Perpignan (Toulouges) mais aussi de Narbonne, d'Alès, de Nîmes et de Carcassonne. Les ménages d'actifs et de retraités à haut niveau de revenu et de diplôme sont ici surreprésentés. D'où un revenu médian dépassant 20 500 euros, dans un type comme dans l'autre, et des taux d'emploi en CDI de 87 % à 88 % (85,2 % en moyenne France métropolitaine). La part des non diplômés chez les 45-54 ans est inférieure à la moyenne, comme celle des jeunes non diplômés parmi les 15-24 ans non scolarisés.

Exemples de cantons significatifs de l'académie de Montpellier par type, selon quelques indicateurs

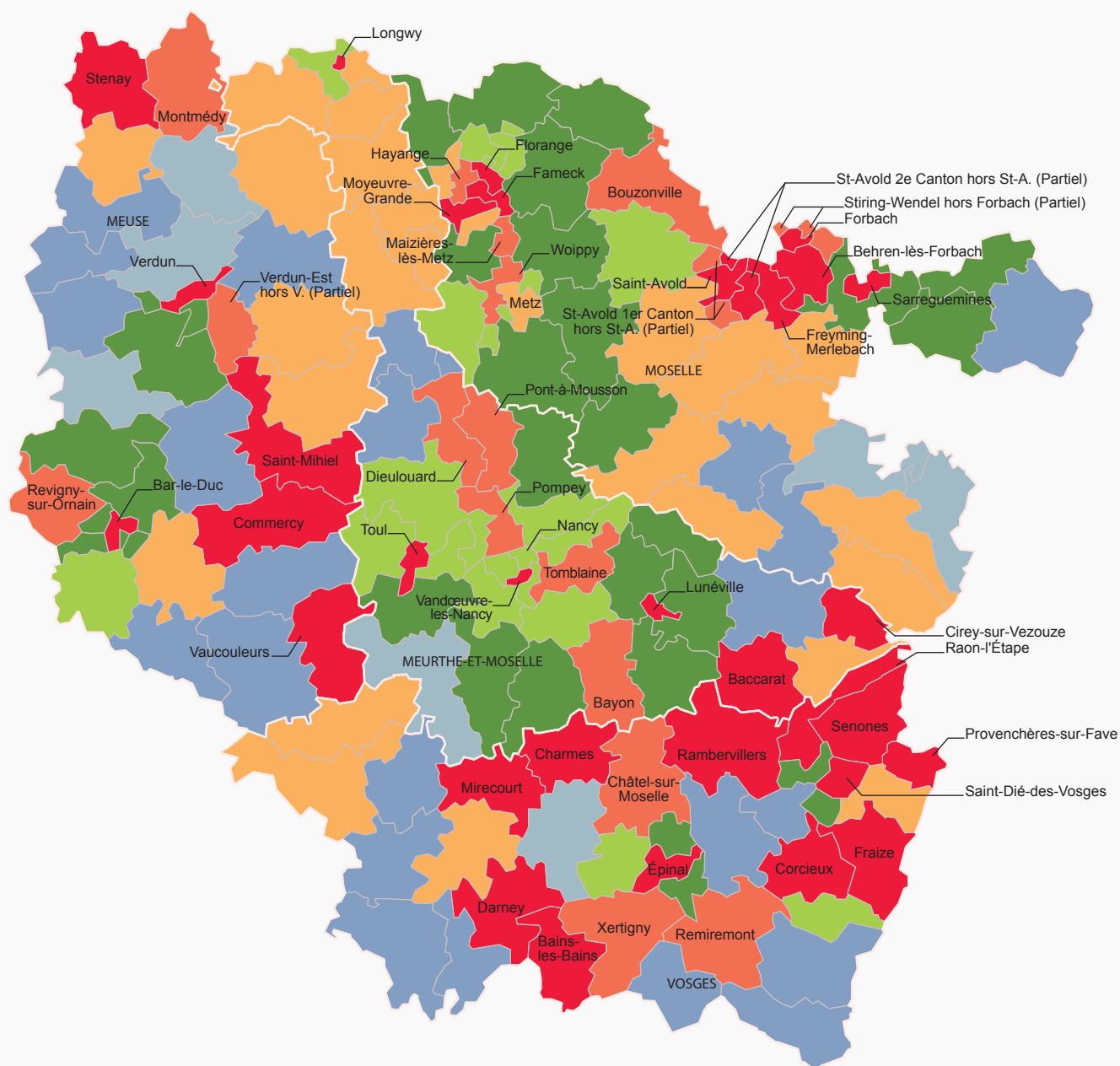
		Type								
		Cantons	Béziers	Vauvert	Lézignan-Corbières	Saint-Chély-d'Apcher	Sigean	Montpellier 10 ^e canton hors Montpellier	Les Matelles	
		Département	34	30	11	48	11	34	34	
Indicateurs mobilisés dans la typologie	Revenu médian par unité de consommation (€)	13 722	17 325	15 278	18 061	16 276	22 585	25 107	16 953	18 695
	Chômeurs parmi les 15-64 ans (%)	13,9	11,6	11,4	5,8	12,0	9,2	6,5	11,2	8,9
	Emplois en CDI (%)	83,4	85,6	83,6	83,8	82,4	85,2	88,4	83,4	85,2
	Familles monoparentales (%)	11,4	10,6	9,0	6,4	8,0	9,1	9,6	10,0	8,9
	Familles de quatre enfants et plus (%)	1,9	1,8	1,2	0,4	0,7	0,6	0,9	1,2	1,4
	Ménages vivant en HLM (%)	14,6	13,3	5,7	8,3	6,6	5,5	4,0	8,9	14,6
	Non diplômés parmi les 45-54 ans (%)	33,7	29,9	35,1	27,0	30,7	17,8	15,1	28,2	28,2
Indicateurs de scolarisation des 15-24 ans et niveau de diplôme des non scolarisés	Taux de scolarisation (%)	51,1	59,9	53,5	72,5	56,7	68,2	77,6	64,3	64,9
	Non scolarisés (nombre)	4 268	928	1 057	254	791	596	912	111 934	2 696 094
	- Non diplômés (%)	38,1	29,7	40,2	15,4	33,5	22,8	21,7	30,3	25,4
	- Diplômés de niveau V (CAP, BEP) (%)	29,1	31,3	28,8	28,2	29,5	21,3	24,7	27,6	27,2
	- Diplômés de niveau IV (BAC, BP...) (%)	20,0	24,1	21,2	29,3	24,6	27,9	29,2	25,6	26,5
	- Diplômés de niveau III (BAC + 2...) (%)	8,5	11,5	7,0	24,4	9,6	18,2	17,0	11,4	13,7
Indicateurs socio-démographiques complémentaires	Densité de population (hab./km²)	748	129	88	42	74	525	172	98	116
	60 ans et plus dans la population (%)	29,3	23,4	29,7	27,6	34,0	22,5	22,9	26,8	23,4
	Immigrés dans la population (%)	12,1	8,5	8,7	3,1	6,2	7,6	5,4	9,0	8,7
	Couverture population par le RSA (%)	16,9	7,8	10,8	2,0	8,8	4,7	2,3	9,1	6,1
	0-17 ans d'origine sociale défavorisée (%)	48,5	42,0	46,2	28,9	36,9	17,5	15,2	34,6	35,0
	Agriculture dans l'emploi (%)	2,1	5,9	10,1	8,5	7,2	0,7	1,4	4,1	2,8
	Industrie dans l'emploi (%)	7,0	13,5	7,9	15,5	6,8	5,7	6,1	8,4	13,4

Source : Insee, RP 2011, Revenus fiscaux localisés, CNAF. Calcul : Céreq-ESO CNRS, Caen.

Légende des types de risques

- Cumul de fragilités économique, familiale, culturelle en milieu urbain
- Disparités de conditions de vie dans les grandes périphéries
- Précarité économique plutôt dans des communes de taille moyenne

- Qualification industrielle traditionnelle dans les petites communes rurales
- Milieu rural isolé, de tourisme saisonnier et d'économie présentielle
- Sécurité économique et soutien culturel
- Garantie de l'emploi à niveaux de qualification variés

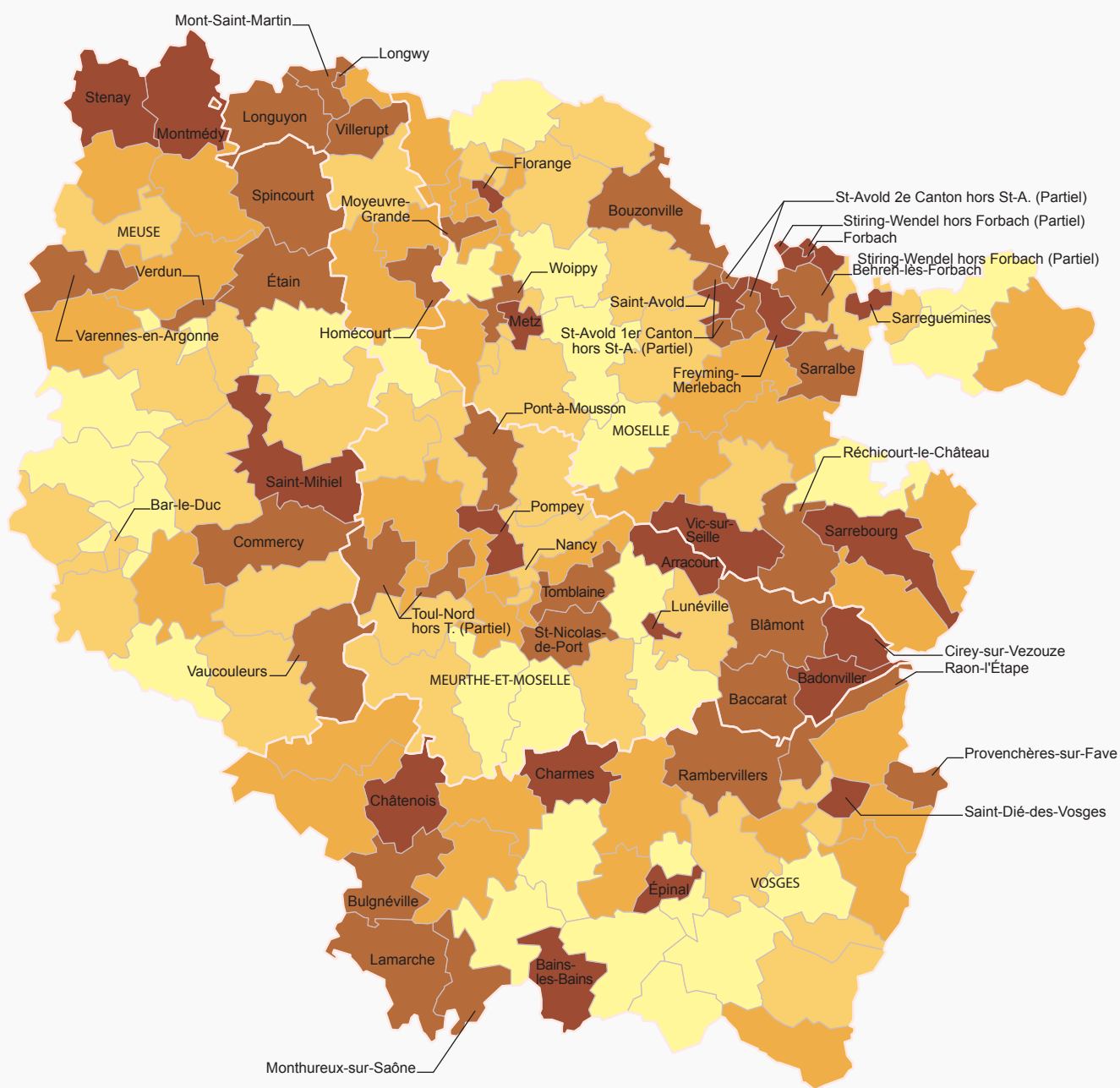


0 20 km

Source : INSEE, RP 2011, Revenus fiscaux localisés. Calcul et cartographie : Céreq - ESO CNRS, Caen.

LES ZONES À RISQUES D'ÉCHEC SCOLAIRE

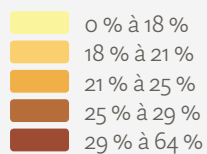
- Cumul de fragilités économique, familiale, culturelle en milieu urbain
- Disparités de conditions de vie dans les grandes périphéries
- Précarité économique plutôt dans des communes de taille moyenne
- Qualification industrielle traditionnelle dans les petites communes rurales
- Milieu rural isolé, de tourisme saisonnier et d'économie présentielle
- Sécurité économique et soutien culturel
- Garantie de l'emploi à niveaux de qualification variés

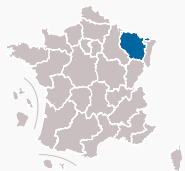


0 20 km

Source : INSEE, RP 2011. Calcul et cartographie : Céreq - ESO CNRS, Caen.

LA PART DES NON DIPLÔMÉS PARMI LES 15-24 ANS NON SCOLARISÉS





Les différents types de risques sont relativement répartis dans l'académie, les trois types les plus exposés (la moitié des cantons et 56 % de la population) étant en partie compensés à l'échelle académique par les deux types les plus abrités (un tiers des cantons et de la population). De plus, seul le type « cumul de fragilités économique, familiale, culturelle en milieu urbain » présente une part de non diplômés parmi les 15-24 ans non scolarisés nettement plus élevée que la moyenne France métropolitaine (28,9 % pour 25,4 % nationalement). De ce fait, cette part est limitée dans l'ensemble à 24,2 %.

I. RISQUES LES PLUS MARQUÉS

Le type « cumul de fragilités économique, familiale, culturelle en milieu urbain » rassemble un cinquième des cantons et de la population. L'ensemble est hétérogène mais à dominante urbaine de petites et moyennes villes (Épinal, Saint-Dié-des-Vosges, Forbach, Bar-le-Duc, Verdun, Toul), associant des cantons urbains à très forte densité de population (3 240 habitants / km² à Vandœuvre-lès-Nancy, 2 690 habitants / km² à Longwy, 1 218 habitants / km² à Lunéville), et d'autres très ruraux (30 habitants / km² à Stenay, 24 habitants / km² à Vaucouleurs et à Darney). Tous partagent un profil économique et social héritant des conséquences de la désindustrialisation (sidérurgie et textile, solde migratoire négatif) et d'une reconversion toujours en cours. Le recul de l'emploi salarié industriel a été particulièrement sévère dans ces cantons de 2008 à 2012 (souvent de 10-15 %). La part des emplois industriels dépasse pourtant encore 20 % dans 17 cantons pour une moyenne nationale de 13,4 %, (27,8 % à Corcieux, 25,8 % à Stenay, 25,5 % à Baccarat).

Le revenu médian est en moyenne dans ce type de 2 300 euros inférieur à la moyenne nationale de 18 700 euros (14 500 euros à Forbach, 14 800 euros à Cirey-sur-Vezouze, 15 000 euros à Saint-Dié-des-Vosges, 15 500 euros à Longwy). La part des chômeurs parmi les 15-64 ans est de 12 % pour 8,9 % au plan national et atteint 14,9 % à Cirey-sur-Vezouze et 15,8 % à Saint-Dié-des-Vosges, une des plus petites aires urbaines de France par la population. La part des emplois en CDI est inférieure à la moyenne dans ce type : moins de 80 % à Épinal, Verdun, Commercy et Vandœuvre-lès-Nancy (85,2 % au plan national). La proportion de familles monoparentales est supérieure à la moyenne, comme celle des ménages vivant en habitat social (19,6 % soit 5 points de plus qu'en France métropolitaine). Cette proportion dépasse 20 % dans 12 cantons (39,2 % à Longwy, 31,6 % à Vandœuvre-lès-Nancy, 29,2 % à Bar-le-Duc). La part des non diplômés chez les 45-54 ans s'établit à 36,1 %, soit 8 points de plus que la moyenne ; elle excède 40 % dans une dizaine de cantons (49 % à Cirey-sur-Vezouze, 44,4 % à Forbach, 42,2 % à Corcieux, 36,2 % à Lunéville). La part des jeunes non diplômés parmi les 15-24 ans

non scolarisés est aussi plus élevée que la moyenne (28,9 % pour 25,4 %). Les mêmes cantons se démarquent (39 % à Cirey-sur-Vezouze, 40,4 % à Forbach, 36,7 % à Lunéville).

Le type « disparités de conditions de vie dans les grandes périphéries » concerne 17 cantons (15 % de la population). Ce type correspond à des zones périurbaines comme Verdun-Est hors Verdun, Maizières-lès-Metz, Pompey au nord de Nancy, Xertigny au sud d'Épinal, Woippy à l'ouest de Metz, Hayange au sud de Thionville. Mais leur situation est variable. D'un côté, Pompey et Woippy montrent des taux élevés : une part de chômeurs parmi les 15-64 ans supérieure à 10 %, plus de 24 % des ménages en habitat social et plus de 11 % de familles monoparentales. De l'autre, des cantons comme Xertigny ou Montmédy se caractérisent par des taux plus faibles : une part de chômeurs parmi les 15-64 ans comprise entre 7 % et 8 % ; 5 % à 7 % de ménages en habitat social et 9 % de familles monoparentales.

Woippy, une périphérie urbaine tertiarisée

Situé à l'ouest de Metz, le canton de Woippy perd des habitants de 2006 à 2011 et abrite une forte proportion de ménages vivant en habitat social (24,3 % pour 14,6 % nationalement). Le taux d'habitants couverts par le RSA dans ce canton de 33 500 habitants s'élève à 8,4 % (6,1 % au plan national). Toutefois, la proportion de moins de 18 ans relevant de catégories sociales défavorisées est du même ordre que nationalement (34,4 % pour 35 % en France métropolitaine). La part des emplois relevant des services est supérieure à la moyenne de 6 points (82,7 % pour 76,9 %). Le revenu médian est lui aussi supérieur à la moyenne (19 400 euros pour 18 700 euros nationalement).

Le type « précarité économique plutôt dans des communes de taille moyenne » rassemble un cinquième des cantons et de la population de l'académie. Metz fait figure d'intrus dans ce type à dominante périurbaine (93 habitants / km² à Saint-Dié-des-Vosges-Est hors Saint-Dié) et rurale (20 habitants / km² à Dun-sur-Meuse et à Fesnes-en-Woëvre), dont le centre de gravité se situe au nord de l'académie (11 cantons dans le département de la Moselle). Cinq cantons comportent plus de 20 000 habitants. Le revenu médian est ici inférieur à la moyenne (17 700 euros pour 18 700 euros nationalement, 16 100 euros à Dun-sur-Meuse, 17 000 euros à Vic-sur-Seille, à Coussey et à Audun-le-Roman). La part de chômeurs parmi les 15-64 ans (9,6 %) est légèrement supérieure à la moyenne nationale (8,9 %), mais, pour ceux qui ont un emploi, la proportion de CDI est un peu plus élevée (86 % pour 85,2 % nationalement). Ces valeurs en demi-teinte se retrouvent pour la plupart des indicateurs. La part des jeunes non diplômés parmi les 15-24 ans non scolarisés est de 25,8 %, proche de la moyenne nationale de 25,4 %. Le

Forbach, canton ouvrier appauvri

Le canton de Forbach, regroupant 21 500 habitants et équivalant à la ville du même nom, perd des habitants de 2006 à 2011. Le taux d'habitants couverts par le RSA s'élève à 15,5 % pour une moyenne de 6,1 % au plan national. 58,7 % des jeunes de moins de 18 ans relèvent de catégories sociales défavorisées (35 % nationalement). Le taux de chômage des 15-64 ans (au sens du recensement) était de 20,6 % en 2007 et de 24,6 % en 2012.



canton de Metz, plus tertiarié, partage ces valeurs concernant le revenu (17 600 euros) et le chômage qui structurent le type. La part de ménages vivant en logement social y est toutefois plus élevée (22,3 %), ainsi que la part des jeunes non diplômés parmi les 15-24 ans non scolarisés (30 %). Le canton de Villerupt est en revanche plus conforme à ce type avec une part de chômeurs de 9,7 %, une part de familles monoparentales de 9 %, de logement social de 10,3 % et de non diplômés parmi les 15-24 ans non scolarisés de 28,6 %.

II. RISQUES SECONDS

Deux types à dominante rurale regroupent 19 % des cantons mais seulement 8 % de la population (« qualification industrielle traditionnelle dans les petites communes rurales » et « milieu rural isolé, de tourisme saisonnier et d'économie présentielle »). La faible part de non diplômés parmi les 15-24 ans non scolarisés (22,2 % et 19,9 %) est à mettre en relation avec une part élevée de jeunes assurant un niveau V CAP-BEP (30,6 % et 32 % pour une moyenne nationale de 27,2 %).

III. AUTRES

Les types « sécurité économique et soutien culturel » (Nancy, Laxou, Tomblaine, Thionville, Montigny-lès-Metz, Épinal-Ouest hors Épinal) et « garantie de l'emploi à niveaux de qualification variés » (Lunéville-Nord hors Lunéville, Bar-le-Duc-Nord hors Bar-le-Duc, Verdun-Ouest hors Verdun), représentent respectivement 12 % et 19 % des cantons et une proportion plus élevée de la population (21 % et 14 %). C'est ainsi 35 % de la population qui est parmi les types les plus abrités. Ils correspondent aux lieux de résidence de ménages actifs et retraités à hauts niveaux de revenu et de diplôme. Le revenu médian y dépasse 20 200 euros. La part de non diplômés parmi les 45-54 ans est inférieure à 24 % (28,2 % nationale), et celle des non diplômés parmi les 15-24 ans non scolarisés est de 21,4 % dans le premier type cité et de 17 % dans le second.

Exemples de cantons significatifs de l'académie de Nancy-Metz par type, selon quelques indicateurs

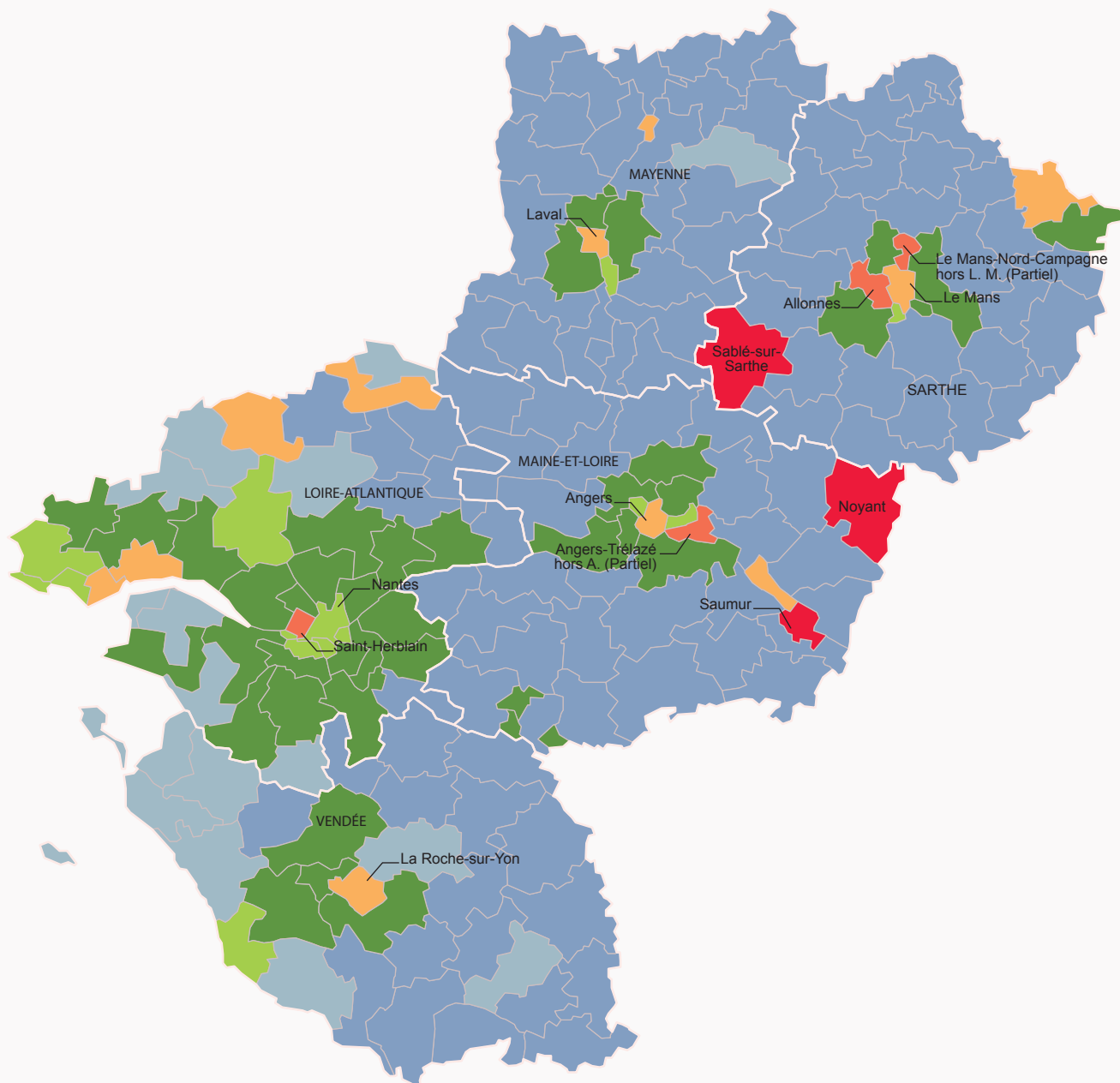
Type									
Cantons		Forbach	Woippy	Villerupt	Le Thillot	Charny-sur-Meuse	Laxou	Verny	Académie
Département		57	57	54	88	55	54	57	France métro.
Indicateurs mobilisés dans la typologie	Revenu médian par unité de consommation (€)	14 476	19 441	18 275	16 748	18 924	22 661	23 709	18 245
	Chômeurs parmi les 15-64 ans (%)	15,6	10,6	9,7	10,1	6,5	9,5	5,5	9,3
	Emplois en CDI (%)	80,8	86,2	88,8	83,7	78,0	84,4	90,0	85,6
	Familles monoparentales (%)	13,5	11,6	9,0	7,2	7,7	8,8	7,5	9,0
	Familles de quatre enfants et plus (%)	1,5	1,6	1,0	1,3	0,5	0,9	0,9	1,3
	Ménages vivant en HLM (%)	22,4	24,3	10,3	10,1	6,7	19,5	6,9	13,1
	Non diplômés parmi les 45-54 ans (%)	44,4	28,3	32,2	44,1	24,8	19,0	17,7	29,9
Indicateurs de scolarisation des 15-24 ans et niveau de diplôme des non scolarisés	Taux de scolarisation (%)	52,8	63,1	52,7	55,2	51,6	76,5	71,7	62,0
	Non scolarisés (nombre)	1 322	1 583	778	689	563	1 119	937	111 388
	· Non diplômés (%)	40,4	28,5	28,6	21,9	21,2	21,1	18,3	24,2
	· Diplômés de niveau V (CAP, BEP) (%)	22,9	27,4	25,4	35,5	33,2	19,9	23,4	28,7
	· Diplômés de niveau IV (BAC, BP...) (%)	24,2	23,1	27,2	28,0	32,3	24,8	31,2	27,5
	· Diplômés de niveau III (BAC + 2...) (%)	8,8	15,0	12,6	11,7	10,1	22,2	17,8	14,0
Indicateurs socio-démographiques complémentaires	Densité de population (hab./km²)	1 321	719	150	82	37	1 125	119	100
	60 ans et plus dans la population (%)	23,4	21,7	24,7	29,6	22,0	26,7	23,6	23,3
	Immigrés dans la population (%)	20,4	10,0	17,2	6,5	2,4	8,0	3,7	7,9
	Couverture population par le RSA (%)	15,5	8,4	4,9	4,8	6,1	5,9	2,0	6,2
	0-17 ans d'origine sociale défavorisée (%)	58,7	34,4	50,9	57,8	33,9	20,4	20,9	41,6
	Agriculture dans l'emploi (%)	0,1	0,2	1,2	2,2	2,9	0,3	1,7	2,0
	Industrie dans l'emploi (%)	17,0	9,6	19,3	28,0	8,6	8,4	10,5	17,0

Source : Insee, RP 2011, Revenus fiscaux localisés, CNAF. Calcul : Céreq-ESO CNRS, Caen.

Légende des types de risques

- Cumul de fragilités économique, familiale, culturelle en milieu urbain
- Disparités de conditions de vie dans les grandes périphéries
- Précarité économique plutôt dans des communes de taille moyenne

- Qualification industrielle traditionnelle dans les petites communes rurales
- Milieu rural isolé, de tourisme saisonnier et d'économie présentielle
- Sécurité économique et soutien culturel
- Garantie de l'emploi à niveaux de qualification variés

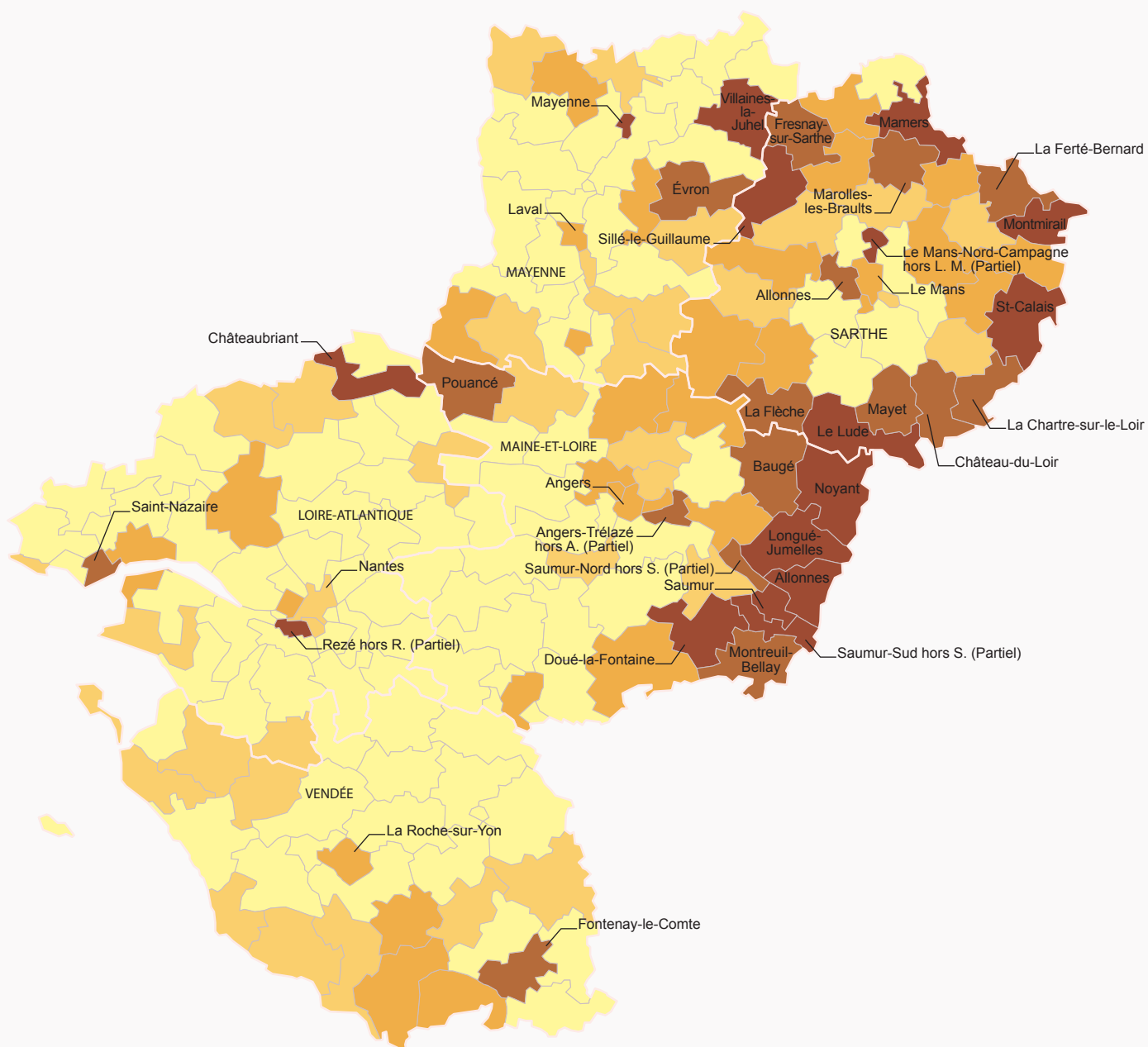


0 25 km

Source : INSEE, RP 2011, Revenus fiscaux localisés. Calcul et cartographie : Céreq - ESO CNRS, Caen.

LES ZONES À RISQUES D'ÉCHEC SCOLAIRE

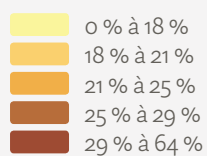
- Cumul de fragilités économique, familiale, culturelle en milieu urbain
- Disparités de conditions de vie dans les grandes périphéries
- Précarité économique plutôt dans des communes de taille moyenne
- Qualification industrielle traditionnelle dans les petites communes rurales
- Milieu rural isolé, de tourisme saisonnier et d'économie présente
- Sécurité économique et soutien culturel
- Garantie de l'emploi à niveaux de qualification variés



0 25km

Source : INSEE, RP 2011. Calcul et cartographie : Céreq - ESO CNRS, Caen.

LA PART DES NON DIPLÔMÉS PARMI LES 15-24 ANS NON SCOLARISÉS





Le type le plus répandu « qualification industrielle traditionnelle dans les petites communes rurales » pour un canton sur deux et pour 35 % de la population présente des risques limités, alors que les deux types les plus abrités concentrent eux aussi plus d'un tiers de la population (38 %). Les risques les plus élevés étant très minoritaires, la moyenne d'ensemble de jeunes non diplômés parmi les 15-24 ans qui ne sont plus scolarisés se situe parmi les plus faibles (20,2 % pour 25,4 % en France métropolitaine).

I. RISQUES LES PLUS MARQUÉS

Les cantons du type « cumul de fragilités économique, familiale, culturelle en milieu urbain » ne sont que trois dans cette académie, représentant 2 % de la population (Saumur, Sablé-sur-Sarthe et Noyant). Il s'agit de cantons ruraux peu peuplés, situés en périphérie de leur département, sauf Saumur plus urbain (27 000 habitants, 409 habitants / km²). Le revenu médian est ici inférieur à la moyenne (16 400 euros pour 18 700 euros en France métropolitaine ; 14 700 euros à Noyant). À l'inverse, la part des chômeurs parmi les 15-64 ans est supérieure à la moyenne (10,5 % pour 8,9 % en France métropolitaine ; 12 % à Saumur). La part des emplois en CDI est de 5 points inférieure à la moyenne nationale de 85,2 % (77,4 % à Saumur). La part des ménages vivant en habitat social atteint 18,7 % au sein de ce type pour 14,6 % nationalement (19 % à Sablé-sur-Sarthe et 20,3 % à Saumur). La part des non diplômés chez les 45-54 ans s'élève à 35,5 %, soit 7 points de plus que la moyenne (37,9 % à Sablé-sur-Sarthe et 38,8 % à Noyant). La part des jeunes non diplômés parmi les 15-24 ans non scolarisés dépasse la moyenne de France métropolitaine de 3 points avec 28 % (plus de 30 % à Saumur et à Noyant). Les cantons de Noyant et de Sablé-sur-Sarthe se distinguent par un taux de jeunes âgés de moins de 18 ans relevant de catégories sociales défavorisées qui dépasse 50 % (35 % en France métropolitaine).

Le type « disparités de conditions de vie dans les grandes périphéries » ne concerne que 4 cantons, tous périurbains (Allonnes à l'ouest du Mans, Le Mans-Nord-Campagne hors Le Mans, Angers-Trélazé hors Angers et Saint-Herblain à l'ouest de Nantes). La part des ménages vivant en habitat social dépasse 24 % au sein de ce groupe (28 % à Allonnes pour 14,6 % au plan national).

Allonnes, des difficultés durables

Dans ce canton de la Sarthe, plus de 40 % des jeunes âgés de moins de 18 ans relèvent de catégories sociales défavorisées. La part des emplois industriels est supérieure à la moyenne (sous-traitance automobile, composants électroniques, etc.), comme celle d'habitants couverts par le RSA. La part des jeunes non diplômés parmi les 15-24 ans non scolarisés est légèrement supérieure à la moyenne nationale. Dans la commune d'Allonnes, qui comprend un quartier prioritaire de la politique de la ville, le taux de chômage des 15-64 ans (au sens du recensement) était de 18,2 % en 2007 et de 19,5 % en 2012.

Le type « précarité économique plutôt dans des communes de taille moyenne » agrège 10 cantons urbains (Angers, Le Mans, Saint-Nazaire, Laval, Mayenne), périurbains (Montoir-de-Bretagne à l'est de Saint-Nazaire, Saumur-Nord hors Saumur),

et ruraux, situés aux marges de leur département, sous faible influence urbaine (La Ferté-Bernard, Châteaubriand, Guémené-Penfao). Tous se caractérisent par un revenu très inférieur à la moyenne France métropolitaine (16 500 euros à Châteaubriand). La part des emplois en CDI est elle aussi inférieure à la moyenne. Angers se distingue avec un taux de 75,5 %, soit presque 10 points de moins que la moyenne France métropolitaine. La part des chômeurs parmi les 15-64 ans dépasse 10 % à Angers, au Mans et à Saint-Nazaire. Toutefois, le canton de Montoir-de-Bretagne, situé en banlieue nord-est de Saint-Nazaire à proximité de la plate-forme industrielle d'Airbus et des chantiers navals, bénéficie d'un emploi industriel diversifié (manutention portuaire, chimie, mécanique, biocarburants ; 23,1 % de l'emploi pour 13,4 % au plan national). La part des jeunes non diplômés parmi les 15-24 ans non scolarisés (22,7 %) y est inférieure à la moyenne nationale. Il est vrai que 36 % d'entre eux sont diplômés d'un CAP ou d'un BEP.

II. RISQUES SECONDS

Le type « qualification industrielle traditionnelle dans les petites communes rurales » rassemble 102 cantons, soit 35 % de la population de l'académie. Cet ensemble rural très homogène (63 habitants / km²) concerne tous les départements sauf la Loire-Atlantique (7 cantons). Il correspond aux campagnes peuplées du centre-ouest français à fort taux d'emploi dans les industries agro-alimentaires (La Flèche, Segré, Les Herbiers, Ernée). Au sein de ce type, le revenu est inférieur à la moyenne de France métropolitaine. La part des emplois industriels dépasse 20 % (34,5 % à Vibraye, 29,3 % à Pouzauges, 32,3 % à Tuffé, 32,5 % à Bonnétable, 31,1 % à Evron) et celle des chômeurs parmi les 15-64 ans est faible (7,1 % à Segré, 5,8 % aux Herbiers, 5,9 % à Ernée).

Le type « milieu rural isolé, de tourisme saisonnier et d'économie présentielle » rassemble 18 cantons pour 8 % de la population. Il se compose de cantons touristiques et résidentiels de Loire-Atlantique et de Vendée comme Noirmoutier-en-l'Île, Saint-Gilles-Croix-de-Vie, Saint-Jean-de-Monts, Talmont-Saint-Hilaire, Saint-Père-en-Retz ou Bourgneuf-en-Retz. La part des emplois en CDI est inférieure à la moyenne, comme celle des jeunes non diplômés parmi les 15-24 ans non scolarisés (18 % pour 25,4 % nationalement ; 14,8 % à L'Île-d'Yeu ; 15,1 % aux Essarts ; 15,3 % à Saint-Père-en-Retz et 15,2 % à Saint-Gildas-des-Bois).



III. AUTRES

Les types « sécurité économique et soutien culturel » et « garantie de l'emploi à niveaux de qualification variés » regroupent respectivement 14 et 40 cantons périurbains, soit 15 % et 23 % de la population. Cet ensemble correspond aux couronnes résidentielles des aires urbaines de Nantes (Nantes 10^e canton hors Nantes, Carquefou, etc.), d'Angers (Angers-Nord, Angers-

Ouest, Angers-Nord-Est) et du Mans (Le Mans-Nord, Le Mans-Sud-Est, Le Mans-Est). Les ménages actifs et retraités à haut niveau de revenu et de diplôme y sont surreprésentés. La part des jeunes non diplômés parmi les 15-24 ans non scolarisés est faible : 20,3 % et 15,7 %, soit 10 points de moins qu'en France métropolitaine.

Exemples de cantons significatifs de l'académie de Nantes par type, selon quelques indicateurs

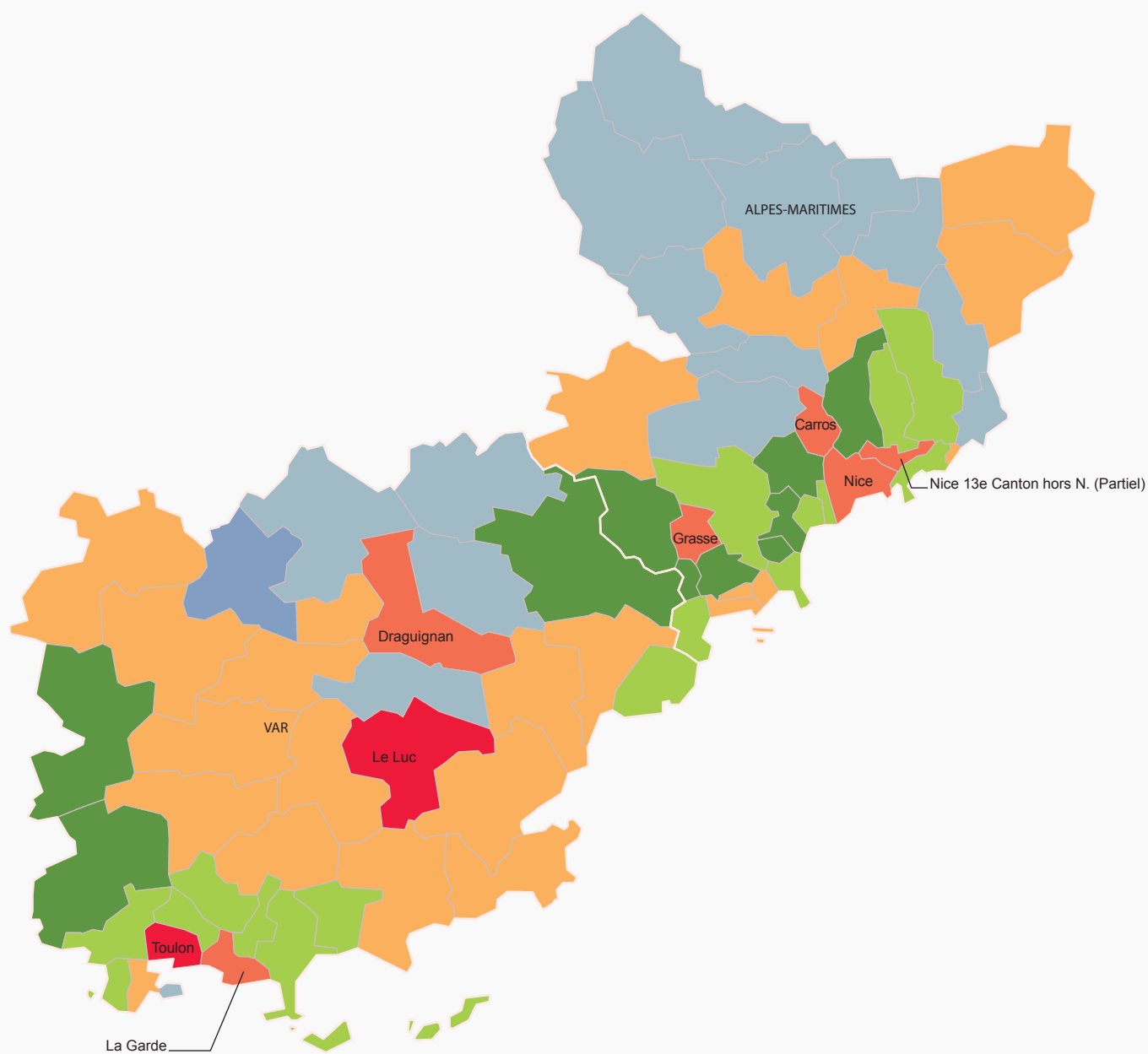
Type									
Cantons		Saumur	Allonnes	Châteaubriant	Pré-en-Pail	Noirmoutier-en-l'Île	La Baule-Escoubiac	La Chapelle-sur-Erdre	
Département		49	72	44	53	85	44	44	
Indicateurs mobilisés dans la typologie	Revenu médian par unité de consommation (€)	17 220	18 204	16 520	17 219	18 703	23 707	24 217	18 361
	Chômeurs parmi les 15-64 ans (%)	12,0	9,6	9,5	6,4	7,7	7,7	5,6	7,8
	Emplois en CDI (%)	77,4	86,4	82,9	87,6	81,4	85,8	89,9	84,6
	Familles monoparentales (%)	9,4	8,1	7,0	4,6	5,6	6,4	7,0	6,7
	Familles de quatre enfants et plus (%)	1,8	1,9	1,6	0,9	0,6	0,4	1,4	1,3
	Ménages vivant en HLM (%)	20,3	28,0	12,6	6,7	3,2	5,2	5,8	12,2
	Non diplômés parmi les 45-54 ans (%)	32,1	33,3	27,9	37,5	32,9	17,1	11,4	26,6
Indicateurs de scolarisation des 15-24 ans et niveau de diplôme des non scolarisés	Taux de scolarisation (%)	53,6	64,1	55,7	66,6	53,3	68,3	75,9	64,4
	Non scolarisés (nombre)	1 608	766	771	169	318	720	1 044	152 941
	· Non diplômés (%)	30,8	26,2	30,3	11,7	19,9	11,9	15,1	20,2
	· Diplômés de niveau V (CAP, BEP) (%)	31,6	31,2	28,2	37,0	38,8	31,4	22,3	29,2
	· Diplômés de niveau IV (BAC, BP...) (%)	19,5	27,3	27,3	29,1	29,1	30,5	26,7	28,2
	· Diplômés de niveau III (BAC + 2...) (%)	12,0	12,1	10,1	14,6	10,1	17,0	24,9	16,2
Indicateurs socio-démographiques complémentaires	Densité de population (hab./km ²)	409	279	97	38	195	759	268	113
	60 ans et plus dans la population (%)	29,1	25,3	27,3	30,0	39,0	39,4	19,3	23,7
	Immigrés dans la population (%)	3,9	5,6	5,2	2,5	1,2	2,4	2,3	3,2
	Couverture population par le RSA (%)	10,5	8,2	6,7	4,3	2,1	3,2	1,9	4,5
	0-17 ans d'origine sociale défavorisée (%)	36,6	44,1	46,3	48,0	33,3	16,3	15,1	37,1
	Agriculture dans l'emploi (%)	3,3	1,9	5,0	9,4	12,6	0,3	0,9	4,5
	Industrie dans l'emploi (%)	16,3	14,5	22,6	20,1	10,5	11,8	11,9	16,8

Source : Insee, RP 2011, Revenus fiscaux localisés, CNAF. Calcul : Céreq-ESO CNRS, Caen.

Légende des types de risques

- Cumul de fragilités économique, familiale, culturelle en milieu urbain
- Disparités de conditions de vie dans les grandes périphéries
- Précarité économique plutôt dans des communes de taille moyenne

- Qualification industrielle traditionnelle dans les petites communes rurales
- Milieu rural isolé, de tourisme saisonnier et d'économie présentielle
- Sécurité économique et soutien culturel
- Garantie de l'emploi à niveaux de qualification variés

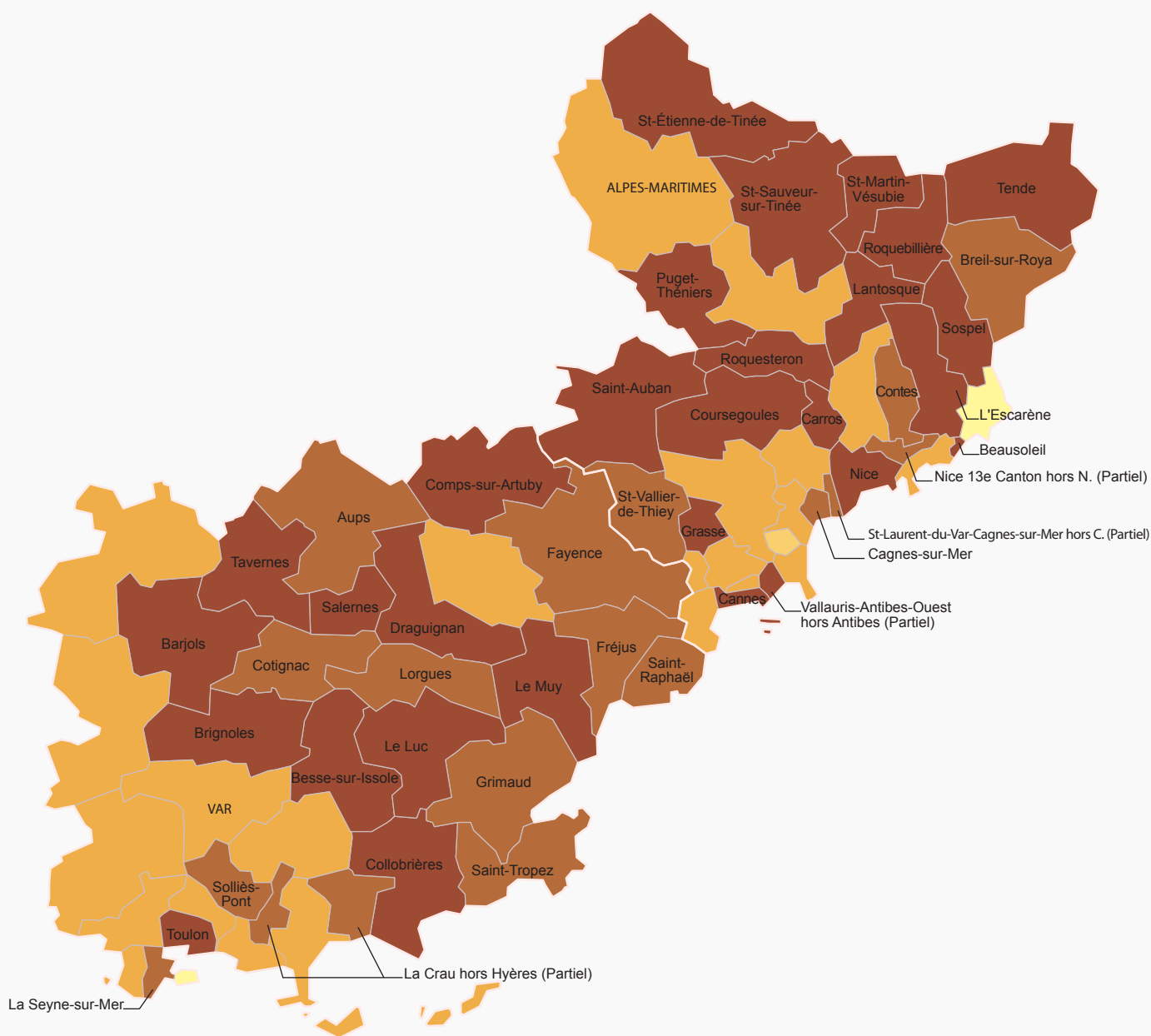


0 10 km

Source : INSEE, RP 2011, Revenus fiscaux localisés. Calcul et cartographie : Céreq - ESO CNRS, Caen.

LES ZONES À RISQUES D'ÉCHEC SCOLAIRE

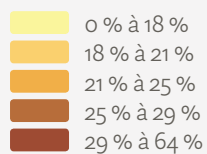
- Cumul de fragilités économique, familiale, culturelle en milieu urbain
- Disparités de conditions de vie dans les grandes périphéries
- Précarité économique plutôt dans des communes de taille moyenne
- Qualification industrielle traditionnelle dans les petites communes rurales
- Milieu rural isolé, de tourisme saisonnier et d'économie présentielle
- Sécurité économique et soutien culturel
- Garantie de l'emploi à niveaux de qualification variés



0 10 km

Source : INSEE, RP 2011. Calcul et cartographie : Céreq - ESO CNRS, Caen.

LA PART DES NON DIPLÔMÉS PARMI LES 15-24 ANS NON SCOLARISÉS





Si un canton sur trois et un habitant sur quatre sont regroupés dans le type « précarité économique plutôt dans des communes de taille moyenne », un autre quart de la population est très concentré dans seulement 6 cantons du type « disparités de conditions de vie dans les grandes périphéries ». En revanche, un tiers des cantons et de la population sont plus abrités dans les types « sécurité économique et soutien culturel » et « garantie de l'emploi à niveaux de qualification variés ». Le poids des cantons les plus en difficulté conduit à une moyenne académique de jeunes non diplômés parmi les 15-24 ans qui ne sont plus scolarisés de 27,9 %, supérieure à la moyenne France métropolitaine (25,4 %).

I. RISQUES LES PLUS MARQUÉS

Les cantons du type « cumul de fragilités économique, familiale, culturelle en milieu urbain » ne sont que deux dans cette académie (Le Luc et Toulon). Ces cantons varois du littoral et de l'intérieur se démarquent par des revenus inférieurs de plus de 1 000 euros à la moyenne nationale (18 700 euros). La part des chômeurs parmi les 15-64 ans dépasse 10 % (8,9 % au plan national). La part des emplois en CDI est inférieure à la moyenne. La proportion de familles monoparentales s'élève à 10,8 % (11 % à Toulon). Le taux d'habitants couverts par le RSA atteint 10,7 % à Toulon (6,1 % en moyenne France métropolitaine). La part des non diplômés chez les 45-54 ans dépasse de 4 points la moyenne avec 32,1 % (36,4 % au Luc). La part des jeunes non

Toulon perd des habitants

Ce canton, équivalent à la ville du même nom, compte 163 000 habitants et en perd de 2006 à 2011. Il constitue le cœur de l'aire urbaine toulonnaise peuplée de plus de 600 000 habitants d'après l'INSEE en 2012. La part des emplois dans les services y est très développée (87,3 %, pour 76,8 % au plan national). La part des jeunes diplômés à un niveau V (CAP-BEP) et à un niveau III (BAC+2) parmi les 15-24 ans non scolarisés est inférieure à la moyenne. Le taux de chômage des 15-64 ans (au sens du recensement) était de 15,6 % en 2007 et de 17,1 % en 2012. Seulement 57,3 % des ménages sont imposés sur le revenu en 2012 (64 % en moyenne).

diplômés parmi les 15-24 ans non scolarisés est elle aussi plus élevée que la moyenne (32,5 % pour 25,4 %).

Le type « disparités de conditions de vie dans les grandes périphéries » concentre 25 % de la population dans seulement 6 cantons. Cet ensemble urbain (Nice, Nice 13^e canton hors Nice, Grasse, Draguignan) et périurbain (Carros au nord de Nice, La Garde à l'est de Toulon), se démarque par un taux de familles monoparentales plus élevé que la moyenne (10,5 % pour 8,9 % en France métropolitaine). La part des chômeurs parmi les 15-64 ans y varie de 6,9 % (Nice 13^e canton) à 10 % (Draguignan). De même, celle des ménages vivant en habitat social y varie de 9,6 % (Draguignan) à presque 17 % (Nice 13^e canton). La part des jeunes non diplômés parmi les 15-24 ans non scolarisés (30,1 %) est supérieure à la moyenne nationale et atteint 31,8 % à Grasse.

Le type « précarité économique plutôt dans des communes de taille moyenne » est plus étendu puisqu'il rassemble 24 cantons (26 % de la population). Cet ensemble hétérogène trouve son centre de gravité dans le Var. Il associe des cantons

Grasse gagne des habitants

Ce canton, équivalent à la ville du même nom, sous-préfecture des Alpes-Maritimes, compte 51 600 habitants et gagne de la population de 2006 à 2011 (5,8 %). Un peu moins d'un tiers des jeunes âgés de moins de 18 ans relèvent de catégories sociales défavorisées (35 % en France métropolitaine). La part des jeunes non diplômés parmi les 15-24 ans non scolarisés (31,8 %) est comparable à celle de Toulon (32,2 %). Le taux de chômage des 15-64 ans (au sens du recensement) était de 11,8 % en 2007 et de 13,3 % en 2012. Pourtant, 64,4 % des ménages sont imposés sur le revenu en 2012, soit une valeur comparable à la moyenne nationale.

urbains littoraux (Menton, Cannes, Fréjus) avec des zones rurales de l'intérieur en croissance démographique (Rians avec 40 habitants / km²; Lantosque, 18 habitants / km²; Breil-sur-Roya, 14 habitants / km²; Saint-Auban, 10 habitants / km²). Les revenus sont proches de la moyenne nationale de 18 700 euros mais varient de moins de 16 500 euros à Saint-Auban, 16 700 euros à Cotignac, à 20 200 euros à La Roquebrussanne, 21 000 euros à Saint-Tropez. La part des chômeurs parmi les 15-64 ans est supérieure à la moyenne (11,4 % à Cannes, 11,6 % à La Seyne-sur-Mer et à Collobrières, 11,2 % à Grimaud). Dans dix cantons la part des emplois en CDI est inférieure de 5 points à la moyenne (80,5 % à Saint-Auban, 80,7 % à Cotignac, 82,9 % à Fréjus). La part des jeunes non diplômés parmi les 15-24 ans non scolarisés est plus élevée que la moyenne France métropolitaine (28,4 % pour 25,4 %).

II. RISQUES SECONDS

Le type « qualification industrielle traditionnelle dans les petites communes rurales » ne concerne que le canton rural de Tavernes (5 800 habitants et 28 habitants / km²). La part des non diplômés chez les 45-54 ans est supérieure à la moyenne de plus de 6 points. De même pour celle des jeunes non diplômés parmi les 15-24 ans non scolarisés (33,4 % pour 25,4 %).

Le type « milieu rural isolé, de tourisme saisonnier et d'économie présentelle » rassemble un canton sur cinq mais seulement 4 % de la population (27 habitants / km²). Ce type correspond à l'arrière-pays montagnard enclavé des Alpes-Maritimes, et du Var dans une moindre mesure (moins de 3 000 habitants et moins de 10 habitants / km² à Guillaumes, Saint-Sauveur-de-Tinée, Saint-Etienne-de-Tinée ou Combs-sur-Artuby). Plus peuplés, Saint-Mandrier-sur-Mer, Menton-Est hors Menton et Menton-Ouest hors Menton font figure d'intrus dans ce type. La part des emplois en CDI est ici inférieure de 5 points à la moyenne. Elle ne dépasse pas 63 % à Saint-Mandrier-sur-Mer,



un des taux les plus bas mesurés en France métropolitaine. Dans beaucoup de cantons faiblement peuplés, le CDI ne concerne pas plus de 80 % des emplois (71,2 % à Callas, 72 % à Guillaumes, 79,7 % à Saint-Sauveur-de-Tinée, 69 % à Saint-Étienne-de-Tinée). Dans trois cantons, la part d'emplois concentrés dans les services dépasse de 11 points ou plus la moyenne nationale (91,2 % à Saint-Mandrier-sur-Mer, 88,4 % à Menton-Ouest, 87,5 % à Saint-Étienne-de-Tinée).

III. AUTRES

Le type « sécurité économique et soutien culturel » agrège 15 cantons urbains littoraux (24 % de la population). Les plus densément peuplés sont Saint-Laurent-du-Var, Cagnes-sur-Mer et Antibes, avec plus de 2 500 habitants / km². Le revenu atteint 21 500 euros. La part des non diplômés chez les 45-54 ans est inférieure à la moyenne, de même que dans le

groupe « garantie de l'emploi à niveaux de qualification variés ». Ce dernier, fort de 10 cantons résidentiels et de villégiature, se démarque par un niveau de revenu de 23 000 euros, supérieur au type précédent (26 400 euros à Antibes-Biot hors Antibes, 24 500 euros à Mougins hors Le Cannet, 24 800 euros à Cagnes-sur-Mer Ouest, 22 900 euros à Vence). Ces cantons touristiques constituent le lieu de résidence de nombreux ingénieurs du technopôle de Sophia-Antipolis (parc de Valbonne Sophia-Antipolis). Seulement 11,3 % des jeunes âgés de moins de 18 ans habitant le canton d'Antibes-Biot relèvent de catégories sociales défavorisées (35 % en France métropolitaine).

Ces deux derniers types de cantons correspondent plus largement aux zones périurbaines favorisées de Nice, Cannes-Antibes et Toulon, zones de résidence de ménages actifs et retraités à haut niveau de revenu et de diplôme.

Exemples de cantons significatifs de l'académie de Nice par type, selon quelques indicateurs

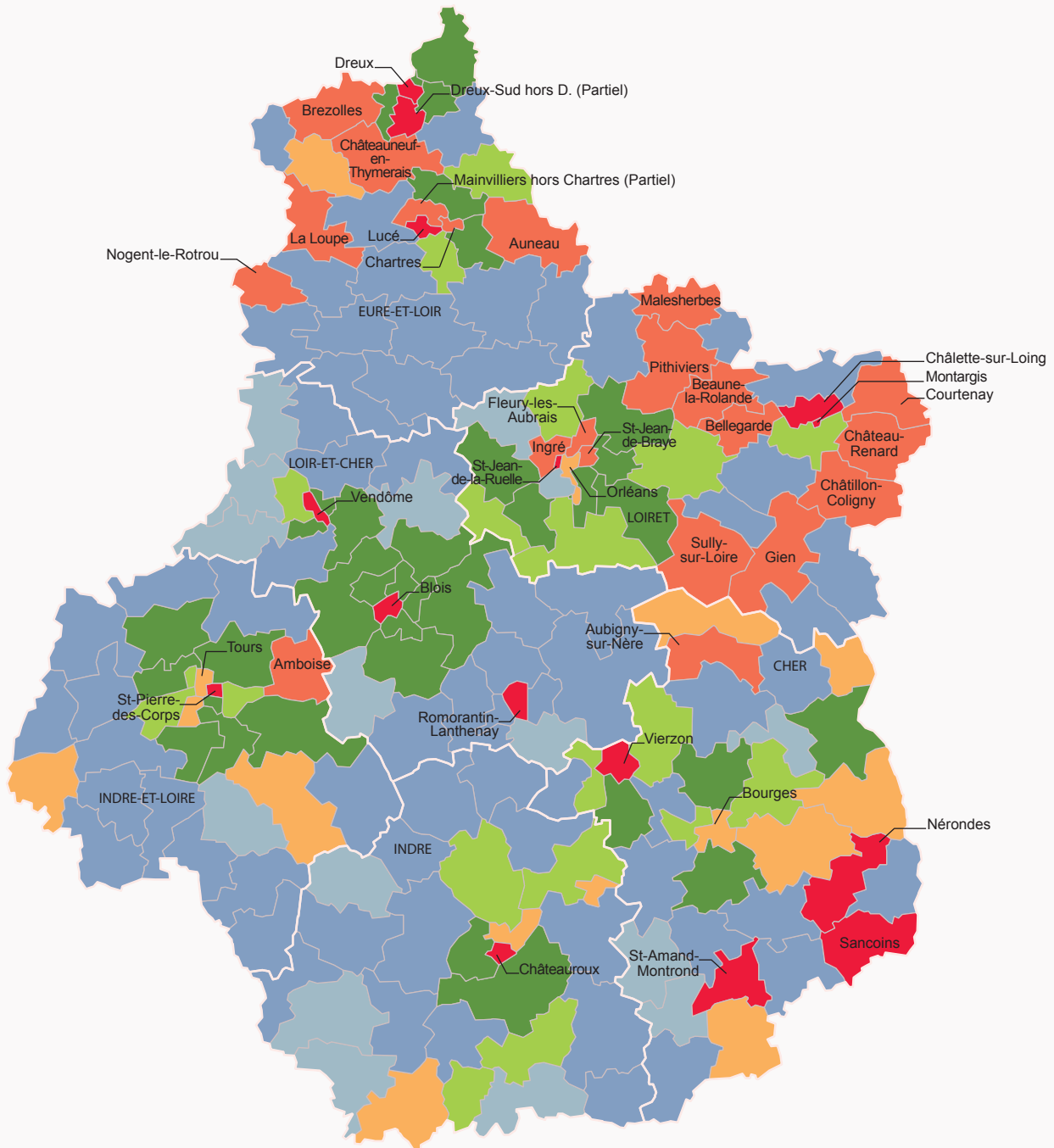
Type									
Cantons		Toulon	Grasse	La Seyne-sur-Mer	Tavernes	Aups	Le Bar-sur-Loup	Antibes-Biot hors Antibes	
Département		83	06	83	83	83	06	06	
Indicateurs mobilisés dans la typologie	Revenu médian par unité de consommation (€)	17 293	19 443	17 474	16 627	16 366	25 436	26 448	19 734
	Chômeurs parmi les 15-64 ans (%)	11,3	9,9	11,6	9,3	11,5	6,6	6,2	9,3
	Emplois en CDI (%)	82,8	87,0	85,0	83,0	81,7	87,4	87,6	85,2
	Familles monoparentales (%)	11,0	11,6	11,0	6,3	7,9	8,7	10,2	9,5
	Familles de quatre enfants et plus (%)	1,3	1,5	1,4	1,4	0,5	1,0	0,9	1,0
	Ménages vivant en HLM (%)	12,6	13,9	15,5	1,4	4,8	5,5	6,1	8,1
	Non diplômés parmi les 45-54 ans (%)	31,5	30,5	27,9	34,9	31,9	15,5	14,3	27,5
Indicateurs de scolarisation des 15-24 ans et niveau de diplôme des non scolarisés	Taux de scolarisation (%)	59,5	59,1	55,5	67,1	60,3	76,0	76,9	62,9
	Non scolarisés (nombre)	7 867	2 365	3 126	134	87	1 197	305	84 589
	· Non diplômés (%)	32,2	31,8	27,1	33,4	28,7	21,7	18,7	27,9
	· Diplômés de niveau V (CAP, BEP) (%)	25,9	27,4	29,4	34,9	36,8	26,3	18,4	27,7
	· Diplômés de niveau IV (BAC, BP...) (%)	27,0	27,8	26,1	20,4	19,5	26,6	30,8	27,0
	· Diplômés de niveau III (BAC + 2...) (%)	10,1	8,8	12,5	8,3	13,7	12,2	12,4	11,3
Indicateurs socio-démographiques complémentaires	Densité de population (hab./km²)	3 828	1 162	2 825	28	11	205	627	204
	60 ans et plus dans la population (%)	27,9	22,3	27,7	36,4	36,2	22,8	19,9	29,2
	Immigrés dans la population (%)	8,6	13,0	7,5	8,3	8,1	12,6	11,7	10,5
	Couverture population par le RSA (%)	10,7	4,9	9,5	5,6	6,1	2,2	1,6	5,6
	0-17 ans d'origine sociale défavorisée (%)	34,2	32,5	37,0	34,5	24,7	13,1	11,3	29,0
	Agriculture dans l'emploi (%)	0,4	0,3	0,5	6,1	5,1	0,7	0,9	1,2
	Industrie dans l'emploi (%)	6,2	13,5	8,1	7,5	7,9	10,3	8,3	7,4

Source : Insee, RP 2011, Revenus fiscaux localisés, CNAF. Calcul : Céreq-ESO CNRS, Caen.

Légende des types de risques

- Cumul de fragilités économique, familiale, culturelle en milieu urbain
- Disparités de conditions de vie dans les grandes périphéries
- Précarité économique plutôt dans des communes de taille moyenne

- Qualification industrielle traditionnelle dans les petites communes rurales
- Milieu rural isolé, de tourisme saisonnier et d'économie présentielle
- Sécurité économique et soutien culturel
- Garantie de l'emploi à niveaux de qualification variés

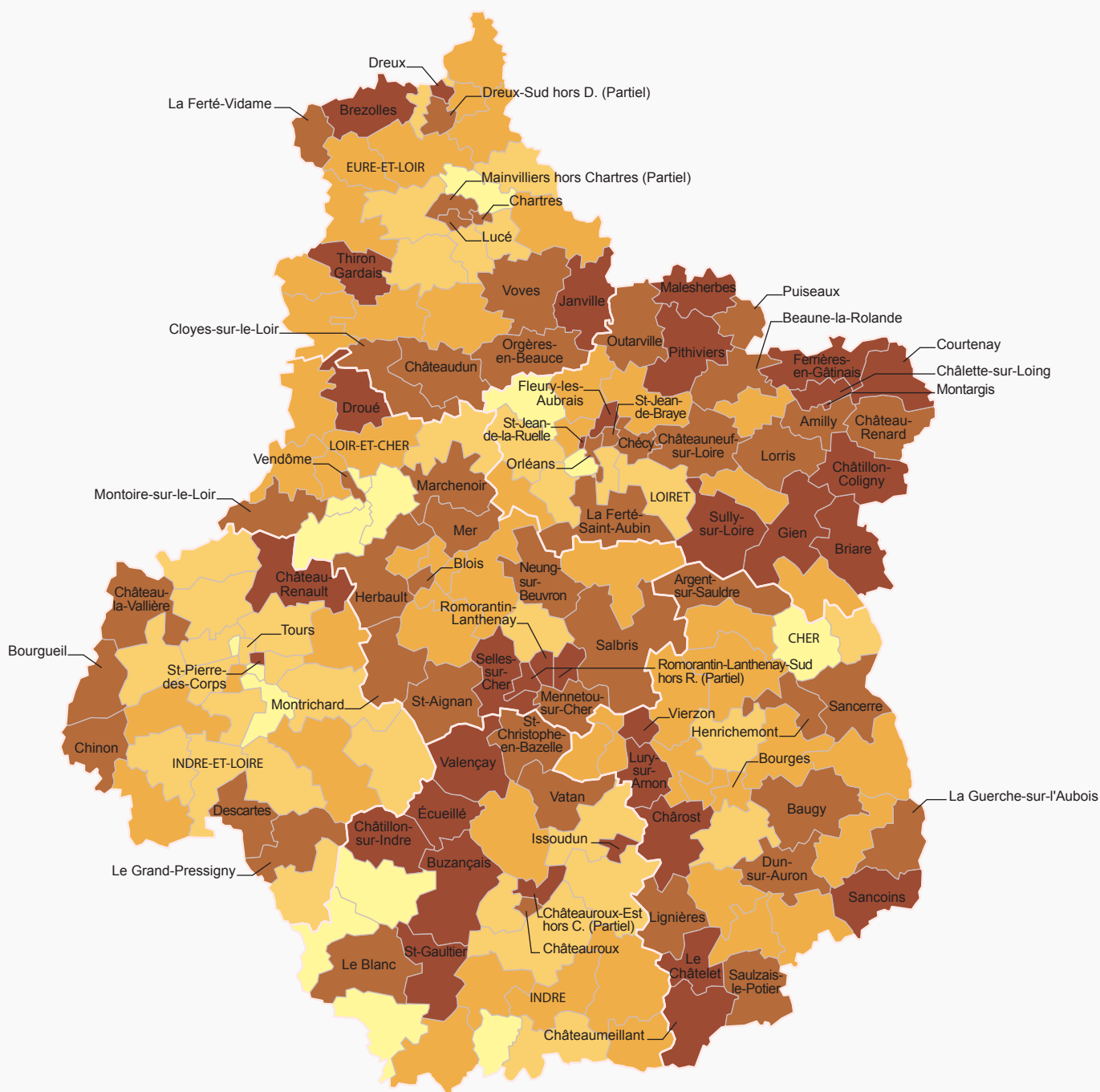


0 30 km

Source : INSEE, RP 2011, Revenus fiscaux localisés. Calcul et cartographie : Céreq - ESO CNRS, Caen.

LES ZONES À RISQUES D'ÉCHEC SCOLAIRE

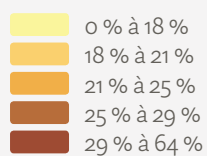
- Cumul de fragilités économique, familiale, culturelle en milieu urbain
- Disparités de conditions de vie dans les grandes périphéries
- Précarité économique plutôt dans des communes de taille moyenne
- Qualification industrielle traditionnelle dans les petites communes rurales
- Milieu rural isolé, de tourisme saisonnier et d'économie présentielle
- Sécurité économique et soutien culturel
- Garantie de l'emploi à niveaux de qualification variés

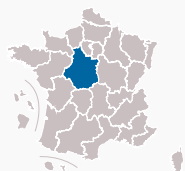


0 30 km

Source : INSEE, RP 2011. Calcul et cartographie : Céreq - ESO CNRS, Caen.

LA PART DES NON DIPLÔMÉS PARMI LES 15-24 ANS NON SCOLARISÉS





Les différents types de risques sont relativement équilibrés. Le plus répandu, le type « qualification industrielle traditionnelle dans les petites communes rurales », représente 36 % des cantons et un habitant sur cinq. Mais la part des jeunes non diplômés parmi les 15-24 ans qui ne sont plus scolarisés (26 %) est, dans ce type, proche de la moyenne de France métropolitaine (25,4 %). Les risques plus aigus du type « cumul de fragilités économique, familiale, culturelle en milieu urbain » affectent un habitant sur dix dans 8 % des cantons. Mais d'un autre côté, les types plus abrités « sécurité économique et soutien culturel » et « garantie de l'emploi à niveaux de qualification variés » représentent 28 % des cantons et de la population avec une part de jeunes non diplômés parmi les 15-24 ans non scolarisés limitée à 21,6 % et 21 %. Pour l'ensemble de l'académie, cette part se situe dans la moyenne de France métropolitaine.

I. RISQUES LES PLUS MARQUÉS

Les 15 cantons du type « cumul de fragilités économique, familiale, culturelle en milieu urbain » représentent 12 % de la population de l'académie. Cet ensemble hétérogène regroupe des cantons urbains (Blois, Châteauroux, Dreux), périurbains (Dreux-Sud hors Dreux, Saint-Pierre-des-Corps à l'est de Tours), et ruraux (19 habitants / km² à Nérondes, 21 habitants / km² à Sancoins). Le revenu médian est inférieur de plus de 2 000 euros à la moyenne de France métropolitaine de 18 700 euros (13 600 euros à Dreux, presque 14 000 euros à Montargis). La part des chômeurs parmi les 15-64 ans est supérieure à la moyenne (12,7 % pour 8,9 % en France métropolitaine, 14,1 % à Vierzon, 18,2 % à Montargis). L'écart à la moyenne est plus grand encore pour la part des ménages vivant en habitat social (28,6 % au sein du groupe pour 14,6 % en France métropolitaine). Ce taux dépasse 50 % à Lucé, et atteint 38,1 % à Saint-Pierre-des-Corps. La part des non diplômés chez les 45-54 ans est presque de 10 points supérieure à la moyenne (37,2 % pour 28,2 % en France métropolitaine). Cette proportion dépasse 40 % à Dreux, à Dreux-Sud hors Dreux et à Sancoins. La part des jeunes non diplômés parmi les 15-24 ans non scolarisés dépasse de 5 points la moyenne (30,5 % pour 25,4 % en France métropolitaine). Cinq cantons se démarquent par des taux supérieurs à 30 % (Sancoins, Vierzon, Dreux, Romorantin-Lanthenay et Montargis).

Montargis, des conditions de vie et d'emploi difficiles

Ce canton, équivalent à la ville du même nom, sous-préfecture du Loiret, compte 14 600 habitants et perd des habitants de 2006 à 2011 (7,5 %). Le taux de couverture de la population par le RSA est de 16,9 % pour 6,1 % en France métropolitaine. Plus de 48 % des moins de 18 ans relèvent de catégories sociales défavorisées. Le taux de chômage des 15-64 ans (au sens du recensement) était de 19,4 % en 2007 et de 27,8 % en 2012. À cette même échelle, seulement 50 % des ménages sont imposés sur le revenu en 2012 (64 % en France métropolitaine). La part des jeunes non diplômés parmi les 15-24 ans non scolarisés atteint 30,8 %.

Le type « disparités de conditions de vie dans les grandes périphéries » rassemble 21 cantons, soit 14 % de la population. Il s'agit de cantons ruraux situés en périphérie de leur département (Auneau, La Loupe, Nogent-le-Rotrou, Beaune-la-Rolande, Château-Renard, Courtenay), ou en position périurbaine autour d'Orléans (Fleury-les-Aubrais, Saint-Jean-de-Braye, Ingré). La densité de population ne dépasse pas 120 habitants / km², sauf pour Chartres, Mainvilliers hors Chartres et les cantons

périurbains d'Orléans. La part des chômeurs parmi les 15-64 ans est conforme à la moyenne, mais varie de 6,3 % à Auneau à 10,7 % à Chartres. La part des non diplômés chez les 45-54 ans est supérieure à la moyenne avec 31,4 %, mais varie de 17 points entre Saint-Jean-de-Braye (23,7 %) et Brezolles (40,7 %). De même, la part des emplois industriels varie considérablement dans ce type, proche de 13 % à Ingré et Saint-Jean-de-Braye mais atteignant 31,5 % à Aubigny-sur-Nère.

Brezolles, un canton rural et industriel

Ce canton rural (56 habitants / km²) gagne des habitants de 2006 à 2011 (3,9 %). Il se situe à l'ouest de Dreux, au nord de l'académie, à la frontière avec l'Eure. La part des emplois industriels y est supérieure à la moyenne de France métropolitaine (21,8 % pour 13,4 % ; tôle industrielle, menuiserie métallique, fabrication de pièces en caoutchouc, pharmacie). Une proportion importante (44 %) des jeunes âgés de moins de 18 ans relèvent de catégories sociales défavorisées. Dans la commune de Brezolles, le taux de chômage des 15-64 ans (au sens du recensement) était de 15,9 % en 2007 et de 15,7 % en 2012. La part des jeunes non diplômés parmi les 15-24 ans non scolarisés atteint 29 %.

Le type « précarité économique plutôt dans des communes de taille moyenne » agrège 15 cantons (18 % de la population), très hétérogènes par leur profil démographique. Des cantons abritant le centre d'aires urbaines de premier plan comme Orléans, Tours et Bourges, côtoient des cantons ruraux à la densité inférieure à 50 habitants / km² (Loches, Senonches, Léré, Baugy, etc.). Le revenu médian est inférieur à la moyenne de France métropolitaine (15 500 euros à Saint-Benoît-du-Sault, 17 200 euros à Issoudun). La part des chômeurs parmi les 15-64 ans est supérieure à la moyenne alors que la part des emplois en CDI est inférieure. La part des ménages vivant en habitat social (23,1 %) est supérieure à la moyenne de France métropolitaine (14,6 %) ; elle atteint 28 % à Tours et 26,2 % à Issoudun. La part des non diplômés chez les 45-54 ans (28,2 %) est identique à la moyenne de France métropolitaine, mais celle des jeunes non diplômés parmi les 15-24 ans non scolarisés (24,1 %) est légèrement inférieure.

II. RISQUES SECONDS

Le type « qualification industrielle traditionnelle dans les petites communes rurales » est le plus répandu avec 66 cantons concernés (22 % de la population). Cet ensemble rural



(32 habitants / km²) ne compte qu'une vingtaine de cantons peuplés de plus de 10 000 habitants. La part des non diplômés chez les 45-54 ans est supérieure à la moyenne de 4 points. Ce taux dépasse 35 % dans 14 cantons (37,7 % à Selles-sur-Cher, 37,5 % à Valençay, 40,7 % à Brou, 43,4 % à La Ferté-Vidame). La part des emplois industriels dépasse le taux moyen de 5 points environ. Elle dépasse 20 % dans 16 cantons comme Chârost (24,1 %), Châtillon-sur-Loire (28 %) et Ouzouer-sur-Loire (35,6 %). Dans 19 cantons, la part des jeunes âgés de moins de 18 ans relevant de catégories sociales défavorisées dépasse 45 % (35 % en France métropolitaine). La part de jeunes non diplômés parmi les 15-24 ans non scolarisés est de 26 %.

Le type « milieu rural isolé, de tourisme saisonnier et d'économie présenteielle » rassemble 16 cantons, tous aussi ruraux que dans le cas précédent (35 habitants / km²). Olivet, en banlieue sud d'Orléans, fait figure d'intrus dans ce groupe avec presque 600 habitants / km². Dans 12 cantons la densité est inférieure

à la moyenne du groupe (12 habitants / km² à Bélâbre, 15 habitants / km² au Châtelet, 16 habitants / km² à Lignières). La part de jeunes non diplômés parmi les 15-24 ans non scolarisés est de 26 %.

III. AUTRES

Les types « sécurité économique et soutien culturel » et « garantie de l'emploi à niveaux de qualification variés » rassemblent respectivement 18 et 34 cantons. La surreprésentation de ménages actifs et retraités de haut niveau de revenu et de diplôme caractérise ces cantons résidentiels. Ces derniers dessinent le contour des couronnes périurbaines aisées des grands pôles d'emploi comme Blois (Blois 1^{er} canton hors Blois, Blois 2^e, Blois 5^e), Tours (Bléré, Montbazou, Saint-Avertin, Vouvray, Chambray-lès-Tours), et Orléans (Cléry-Saint-André, Meung-sur-Loire, Chécy). Au sein de ces deux types de cantons, le revenu dépasse 20 000 euros et la part des emplois en CDI est de 3 points supérieure à la moyenne.

Exemples de cantons significatifs de l'académie d'Orléans-Tours par type, selon quelques indicateurs

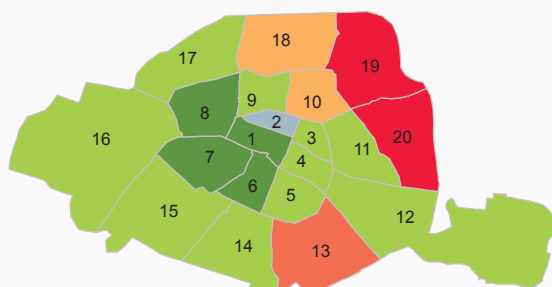
Type									
Cantons		Montargis	Brezolles	Issoudun	Richelieu	Le Blanc	Saint-Cyr-sur-Loire	Chartres-Sud-Est hors Chartres	
Département		45	28	36	37	36	37	28	
									Académie
									France métro.
Indicateurs mobilisés dans la typologie	Revenu médian par unité de consommation (€)	13 984	18 433	17 206	16 366	16 915	24 257	22 618	18 940
	Chômeurs parmi les 15-64 ans (%)	18,2	9,9	10,9	9,4	6,8	6,4	4,7	8,5
	Emplois en CDI (%)	80,9	86,7	81,8	83,3	81,0	85,5	89,8	85,5
	Familles monoparentales (%)	10,5	8,4	10,0	5,9	7,2	6,4	7,7	7,8
	Familles de quatre enfants et plus (%)	2,0	2,2	0,8	1,3	1,2	1,1	0,9	1,3
	Ménages vivant en HLM (%)	37,2	16,1	26,2	7,0	14,8	11,6	10,8	15,0
	Non diplômés parmi les 45-54 ans (%)	38,4	40,7	38,7	34,4	32,0	15,7	19,4	29,3
Indicateurs de scolarisation des 15-24 ans et niveau de diplôme des non scolarisés	Taux de scolarisation (%)	44,9	54,1	57,1	58,4	54,8	66,0	65,1	61,8
	Non scolarisés (nombre)	1 137	684	678	291	513	636	414	110 298
	· Non diplômés (%)	30,8	29,0	38,7	24,9	25,7	12,2	20,6	25,3
	· Diplômés de niveau V (CAP, BEP) (%)	29,4	36,9	24,1	39,1	31,5	22,0	26,3	30,4
	· Diplômés de niveau IV (BAC, BP...) (%)	22,4	22,1	22,6	23,6	30,0	31,5	27,8	25,5
	· Diplômés de niveau III (BAC + 2...) (%)	12,6	10,5	9,0	10,4	9,7	23,3	17,2	13,4
Indicateurs socio-démographiques complémentaires	Densité de population (hab./km ²)	3 277	56	353	30	32	1 199	89	65
	60 ans et plus dans la population (%)	25,5	21,1	31,0	34,0	31,9	31,5	18,5	25,7
	Immigrés dans la population (%)	14,4	3,3	5,1	2,9	1,9	4,6	3,3	6,1
	Couverture population par le RSA (%)	16,9	4,7	7,1	4,8	5,7	2,3	1,0	5,3
	0-17 ans d'origine sociale défavorisée (%)	48,8	44,1	47,7	47,0	35,8	12,7	26,7	37,8
	Agriculture dans l'emploi (%)	0,8	4,0	1,6	11,1	6,3	0,4	2,0	3,5
	Industrie dans l'emploi (%)	15,6	21,8	24,1	10,9	11,7	9,8	17,0	16,3

Source : Insee, RP 2011, Revenus fiscaux localisés, CNAF. Calcul : Céreq-ESO CNRS, Caen.

Légende des types de risques

- Cumul de fragilités économique, familiale, culturelle en milieu urbain
- Disparités de conditions de vie dans les grandes périphéries
- Précarité économique plutôt dans des communes de taille moyenne

- Qualification industrielle traditionnelle dans les petites communes rurales
- Milieu rural isolé, de tourisme saisonnier et d'économie présenteielle
- Sécurité économique et soutien culturel
- Garantie de l'emploi à niveaux de qualification variés

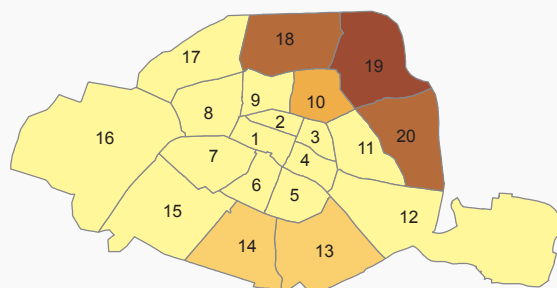


0 5 km

Source : INSEE, RP 2011, Revenus fiscaux localisés. Calcul et cartographie : Céreq - ESO CNRS, Caen.

LES ZONES À RISQUES D'ÉCHEC SCOLAIRE

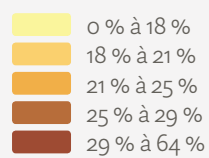
- Cumul de fragilités économique, familiale, culturelle
- Disparités de conditions de vie
- Précarité économique
- 2^e arrondissement de Paris
- Sécurité économique et soutien culturel
- Garantie de l'emploi à niveaux de qualification variés

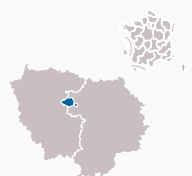


0 5 km

Source : INSEE, RP 2011. Calcul et cartographie : Céreq - ESO CNRS, Caen.

LA PART DES NON DIPLÔMÉS PARMI LES 15-24 ANS NON SCOLARISÉS





Les vingt arrondissements composant Paris correspondent au centre du pôle d'emploi de l'aire urbaine « multimillionnaire » de Paris (12 340 000 habitants en 2012). Plus de la moitié de ces arrondissements sont en situation favorable au regard du risque d'échec scolaire et de décrochage.

I. RISQUES LES PLUS MARQUÉS

Les deux arrondissements du type « cumul de fragilités économique, familiale, culturelle » se situent au nord-est (19^e et 20^e). Avec plus de 180 000 habitants, ils font partie des arrondissements les plus peuplés de Paris. Ils sont contigus aux cantons d'Aubervilliers, de Bagnollet et de Pantin (cantons relevant du même type « cumul de fragilités »). Ils se démarquent des autres arrondissements par les valeurs les plus défavorables de Paris au regard des indicateurs retenus. Le revenu médian s'élève à 19 000 euros dans le 20^e, soit une valeur proche de la moyenne de France métropolitaine, et 16 900 euros dans le 19^e, soit dans un rapport de un à 2,5 avec le 7^e arrondissement, le plus favorisé de Paris (43 800 euros). La proportion de chômeurs parmi les 15-64 ans dépasse 11 % (8,9 % en France métropolitaine). La part des emplois en CDI est inférieure de 3 points à la moyenne de France métropolitaine (85,2 %) alors que celle des ménages vivant en habitat social est au double (32 % et 33,6 % pour 14,6 % en France métropolitaine). Les proportions de familles monoparentales (11,0 % et 11,1 %) et de familles nombreuses (2,5 % et 1,7 %) sont aussi supérieures. Celle des non diplômés chez les 45-54 ans atteint 29,1 % dans le 20^e et 32,6 % dans le 19^e (pour 28,2 % en France métropolitaine). La part des jeunes non diplômés parmi les 15-24 ans non scolarisés est elle aussi dans la moyenne pour le 20^e (25,4 % en France métropolitaine) mais atteint 29,5 % dans le 19^e. Le taux d'habitants couverts par le RSA dépasse 8 % dans les deux arrondissements pour 6,1 % en France métropolitaine.

La population du 20^e arrondissement s'accroît de 2007 à 2012. Le taux de chômage des 15-64 ans (au sens du recensement) était de 13,9 % en 2007 et de 14,7 % en 2012, pour 12,7 % en moyenne en France métropolitaine. La part des ménages non imposables sur le revenu est de 30 % en 2012 (36 % en France métropolitaine).

II. RISQUES SECONDS

Le type « disparités de conditions de vie » ne concerne que le 13^e arrondissement, caractérisé par un taux élevé de ménages vivant en habitat social (32,9 %) et une part élevée de familles monoparentales (10,3 %). Le type « précarité économique » qui comporte surtout des communes de taille moyenne dans le reste de la France rassemble les 10^e et 18^e. La part des chômeurs parmi les 15-64 ans y est proche de 10,5 %. Celle des emplois en CDI est de 4 à 5 points inférieure à la moyenne de France métropolitaine. Plus de 9 % des habitants sont couverts par le RSA dans le 18^e arrondissement. La part des jeunes non diplômés parmi les 15-24 ans non scolarisés est de 24,9 %.

Le 2^e arrondissement se présente de manière inattendue comme relevant d'un type intitulé pour le reste de la France métropolitaine « milieu rural isolé, de tourisme saisonnier et

d'économie présentielle ». Cette caractérisation selon la densité de population qui n'entre pas dans la construction de la typologie aide le plus souvent à décrire un grand nombre de cantons qui ont en commun un faible taux d'emplois en CDI, et une des plus faibles part de logements sociaux et de familles nombreuses. Or, le 2^e arrondissement est hétérogène puisqu'il comporte à la fois 82,7 % d'emplois en CDI (85,2 % en France métropolitaine) peut-être en partie explicable par des ateliers textiles demeurés dans le Sentier, mais abrite aussi une population aisée dans des hôtels particuliers et des logements haussmanniens. La rareté de logements sociaux (3,8 % des ménages soit parmi les quatre arrondissements les moins dotés), outre une part de familles nombreuses près de trois fois inférieure à la moyenne nationale, renforce la spécificité de cet arrondissement. D'un point de vue méthodologique, le 2^e arrondissement est aussi très éloigné du centre de cette classe statistique.

III. AUTRES

Le type « sécurité économique et soutien culturel » agrège dix arrondissements. Le revenu dépasse 25 000 euros (30 500 euros dans le 3^e; 31 300 euros dans le 4^e; 33 200 euros dans le 5^e et 40 500 euros dans le 16^e). À l'exception du 3^e, du 11^e et du 17^e, la part de chômeurs est inférieure à la moyenne nationale (6,9 % dans le 15^e et 7,1 % dans le 5^e). La proportion de non diplômés chez les 45-54 ans varie de 12,2 % dans le 5^e à 21,2 % dans le 11^e mais reste le plus souvent inférieure à 18 %. Celle des non diplômés parmi les 15-24 ans non scolarisés varie de 8,9 % dans le 5^e à 18,8 % dans le 14^e.

Le type « garantie de l'emploi à niveaux de qualification variés » regroupe quatre arrondissements (1^{er}, 6^e, 7^e et 8^e), dont le revenu médian est supérieur à 40 000 euros, sauf pour le 1^{er} (32 900 euros). La part des chômeurs parmi les 15-64 ans est proche de 6 % dans les 6^e et 8^e arrondissements. Dans le 7^e, moins de 1 % des ménages vivent en habitat social. Au sein de ce groupe, la part des jeunes non diplômés parmi les 15-24 ans non scolarisés varie de 7 % dans le 1^{er} à 13,9 % dans le 6^e.

La population du 7^e arrondissement recule de 2007 à 2012. Le taux de chômage des 15-64 ans (au sens du recensement) était de 8,4 % en 2007 et de 9,4 % en 2012. La part des ménages non imposables sur le revenu est de 18,7 % en 2012 (36 % en France métropolitaine). D'après l'INSEE et la direction générale des Finances publiques (2014), cet arrondissement arrive en tête en France pour la valeur moyenne du patrimoine imposé à l'ISF (impôt sur la fortune), avec plus de 5 millions d'euros. Environ 5 600 ménages sont assujettis à l'ISF dans cet arrondissement.

Arrondissements de Paris par type, selon quelques indicateurs

		Type											
		Arrondissement	19°	20°	13°	10°	18°	2°	3°	4°	5°	9°	11°
Indicateurs mobilisés dans la typologie	Revenu médian par unité de consommation (€)	16 887	18 953	22 670	23 105	18 917	28 434	30 489	31 304	33 155	32 532	25 037	
	Chômeurs parmi les 15-64 ans (%)	12,0	11,3	8,7	10,6	10,5	9,3	9,3	8,8	7,1	8,1	9,3	
	Emplois en CDI (%)	82,4	82,1	82,9	80,4	81,0	82,7	82,5	82,0	80,1	83,3	82,6	
	Familles monoparentales (%)	11,0	11,1	10,3	7,8	8,6	4,9	5,8	6,0	5,8	6,7	6,5	
	Familles de quatre enfants et plus (%)	2,5	1,7	1,1	1,0	1,3	0,5	0,3	0,4	0,6	0,8	0,7	
	Ménages vivant en HLM (%)	32,0	33,6	32,9	10,0	17,4	3,8	6,3	7,7	8,8	4,6	11,3	
	Non diplômés parmi les 45-54 ans (%)	32,6	29,1	25,3	27,9	30,5	19,9	16,7	13,7	12,2	16,7	21,2	
Indicateurs de scolarisation des 15-24 ans et niveau de diplôme des non scolarisés	Taux de scolarisation (%)	71,8	70,1	77,8	71,0	68,8	73,9	73,6	78,4	87,5	77,3	74,2	
	Non scolarisés (Nombre)	6 958	7 260	5 896	3 320	7 355	795	1 186	826	1 466	1 775	5 120	
	· Non diplômés (%)	29,5	25,3	19,4	22,2	24,9	14,3	16,8	10,6	8,9	15,9	16,9	
	· Diplômés de niveau V (CAP, BEP) (%)	14,6	19,1	14,2	13,7	16,6	9,8	9,4	7,3	8,1	9,2	10,6	
	· Diplômés de niveau IV (BAC, BP...) (%)	28,0	25,1	24,7	24,7	24,2	27,4	20,8	23,9	19,6	26,4	22,0	
	· Diplômés de niveau III (BAC + 2...) (%)	12,2	13,7	15,9	14,4	13,4	13,2	14,4	12,4	18,2	12,2	16,9	
Indicateurs socio-démographiques complémentaires	Densité de population (hab./km²)	27 406	33 117	25 631	32 535	33 798	23 159	30 872	17 429	23 937	27 578	42 138	
	60 ans et plus dans la population (%)	17,7	18,4	21,6	15,0	17,0	14,1	17,7	22,1	22,7	16,6	18,0	
	Immigrés dans la population (%)	24,9	22,2	21,1	24,0	23,5	21,5	20,8	19,2	16,4	17,0	19,2	
	Couverture population par le RSA (%)	9,4	8,5	6,0	6,7	9,1	4,6	4,2	3,9	2,5	4,3	6,7	
	0-17 ans d'origine sociale défavorisée (%)	26,2	26,5	17,7	20,7	30,1	16,4	12,3	10,5	7,7	10,0	16,7	
	Agriculture dans l'emploi (%)	0,0	0,1	0,0	0,1	0,0	0,2	0,0	0,1	0,1	0,0	0,1	
	Industrie dans l'emploi (%)	6,0	6,3	5,1	6,1	5,2	6,4	5,8	4,9	5,0	6,0	6,0	

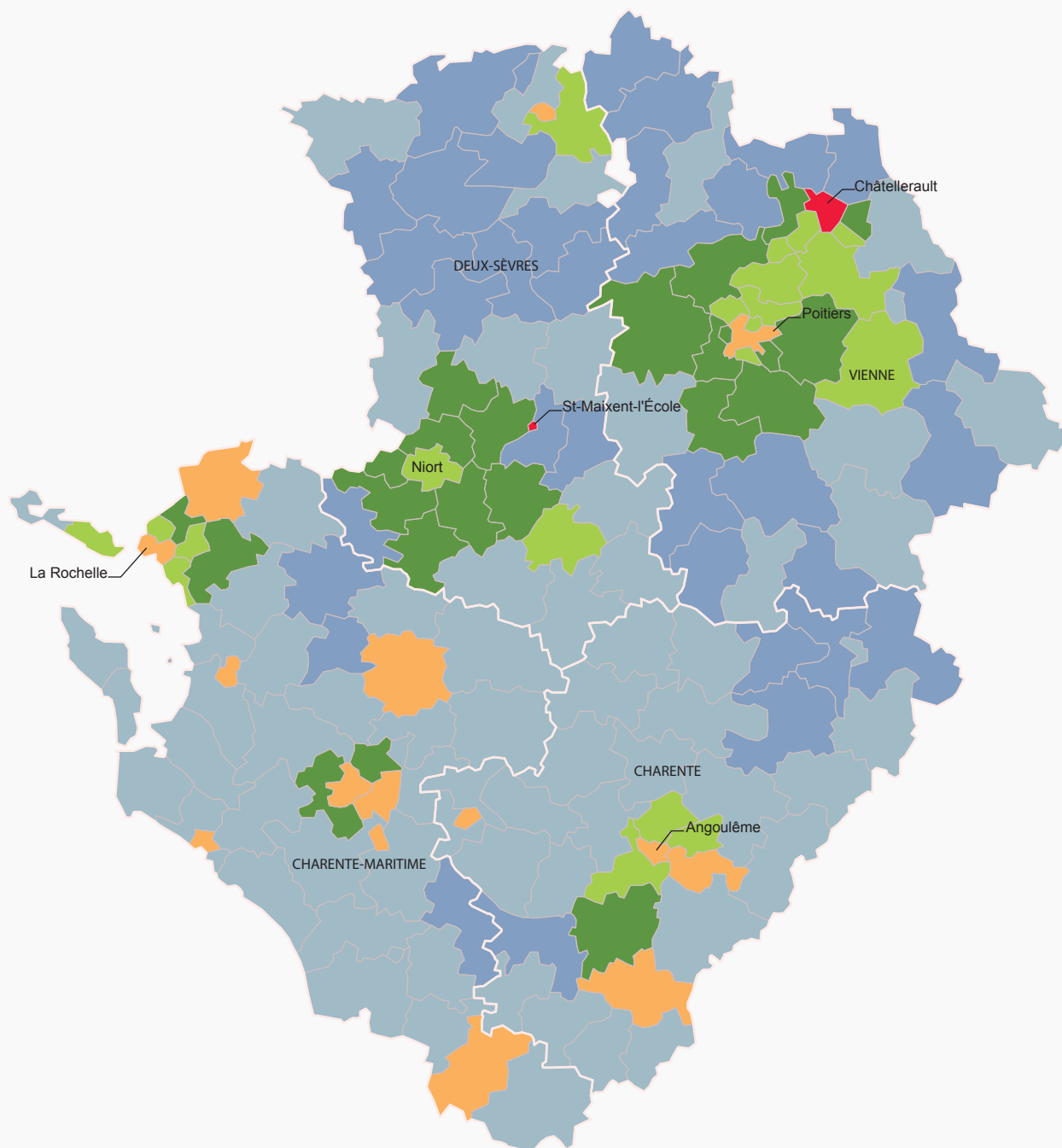
Source : Insee, RP 2011, Revenus fiscaux localisés, CNAF. Calcul : Céreq-ESO CNRS, Caen.

		Type										Paris	France métro.
		Arrondissement	12 ^e	14 ^e	15 ^e	16 ^e	17 ^e	1 ^{er}	7 ^e	8 ^e	6 ^e		
Indicateurs mobilisés dans la typologie	Revenu médian par unité de consommation [€]		26 947	27 097	30 931	40 532	29 683	32 900	43 804	42 531	40 779	25 830	18 695
	Chômeurs parmi les 15-64 ans (%)		7,7	7,9	6,9	7,0	9,0	7,5	6,9	6,3	6,5	8,9	8,9
	Emplois en CDI (%)		85,2	81,8	85,5	86,7	85,6	83,9	82,7	85,7	81,8	83,2	85,2
	Familles monoparentales (%)		7,5	8,6	7,1	6,9	7,3	5,2	5,6	6,5	6,1	8,0	8,9
	Familles de quatre enfants et plus (%)		0,8	0,8	0,8	1,0	1,0	0,2	0,8	1,4	0,7	1,1	1,4
	Ménages vivant en HLM (%)		18,9	24,1	15,4	6,7	13,3	6,2	0,8	2,1	1,6	17,2	14,6
	Non diplômés parmi les 45-54 ans (%)		17,8	18,7	17,1	14,1	20,7	12,7	13,8	15,5	11,9	22,0	28,2
Indicateurs de scolarisation des 15-24 ans et niveau de diplôme des non scolarisés	Taux de scolarisation (%)		75,8	79,8	77,5	85,2	76,6	73,2	84,0	82,4	87,5	76,8	64,9
	Non scolarisés (nombre)		4 357	4 487	7 374	3 523	5 113	574	1 342	1 112	1 003	70 843	2 696 094
	· Non diplômés (%)		13,9	18,8	13,5	16,1	17,5	7,0	11,8	12,1	13,9	19,3	25,4
	· Diplômés de niveau V (CAP, BEP) (%)		10,3	12,1	11,2	6,7	10,6	8,2	5,7	9,3	6,9	12,5	27,2
	· Diplômés de niveau IV (BAC, BP...) (%)		23,8	20,6	19,6	22,9	21,7	24,3	25,0	23,7	26,5	23,6	26,5
	· Diplômés de niveau III (BAC + 2...) (%)		17,4	13,9	15,0	13,0	13,7	15,8	13,5	12,9	13,9	14,4	13,7
Indicateurs socio-démographiques complémentaires	Densité de population [hab./km²]		8 848	24 879	28 113	10 381	30 013	9 532	14 129	10 461	20 409	21 347	116
	60 ans et plus dans la population (%)		20,6	21,8	21,6	27,2	19,9	20,8	26,6	21,4	27,6	20,3	23,4
	Immigrés dans la population (%)		15,7	19,7	17,7	20,8	18,7	17,2	19,7	19,7	16,5	20,3	8,7
	Couverture population par le RSA (%)		5,8	3,9	3,3	2,4	4,8	3,6	1,7	2,6	2,0	5,6	6,1
	0-17 ans d'origine sociale défavorisée (%)		15,0	14,6	11,6	8,4	14,2	9,0	8,8	9,4	8,4	17,6	35,0
	Agriculture dans l'emploi (%)		0,0	0,1	0,1	0,2	0,1	0,0	0,1	0,2	0,2	0,1	2,8
	Industrie dans l'emploi (%)		5,8	6,4	6,1	6,1	7,0	6,1	5,0	6,6	5,0	5,9	13,4

Source : Insee, RP 2011, Revenus fiscaux localisés, CNAF. Calcul : Céreq-ESO CNRS, Caen.

Légende des types de risques

 Cumul de fragilités économique, familiale, culturelle	 2 ^e arrondissement de Paris
 Disparités de conditions de vie	 Sécurité économique et soutien culturel
 Précarité économique	 Garantie de l'emploi à niveaux de qualification variés

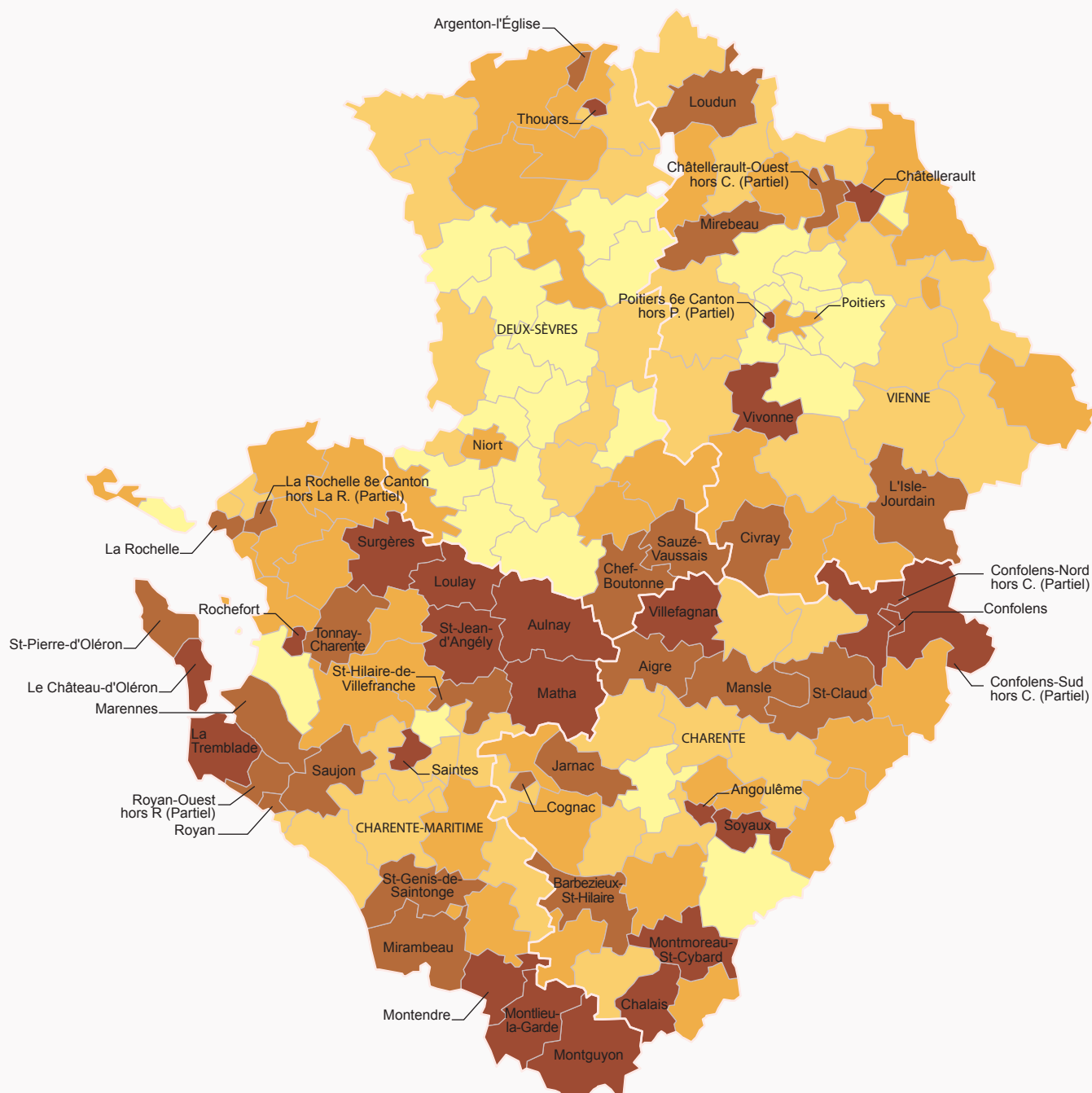


0 20 km

Source : INSEE, RP 2011, Revenus fiscaux localisés. Calcul et cartographie : Céreq - ESO CNRS, Caen.

LES ZONES À RISQUES D'ÉCHEC SCOLAIRE

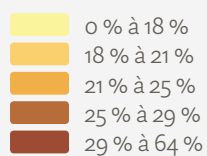
- Cumul de fragilités économique, familiale, culturelle en milieu urbain
- Disparités de conditions de vie dans les grandes périphéries
- Précarité économique plutôt dans des communes de taille moyenne
- Qualification industrielle traditionnelle dans les petites communes rurales
- Milieu rural isolé, de tourisme saisonnier et d'économie présentielle
- Sécurité économique et soutien culturel
- Garantie de l'emploi à niveaux de qualification variés

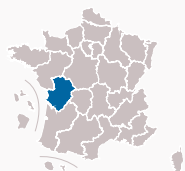


0 20 km

Source : INSEE, RP 2011. Calcul et cartographie : Céreq - ESO CNRS, Caen.

LA PART DES NON DIPLÔMÉS PARMI LES 15-24 ANS NON SCOLARISÉS





Le type « milieu rural isolé, de tourisme saisonnier et d'économie présenteielle » représente à lui seul 42 % des cantons et un habitant sur trois. Les autres types sont plus répartis, à l'exception du type « cumul de fragilités économique, familiale, culturelle en milieu urbain » qui est très rare. Dans l'ensemble la part des jeunes non diplômés parmi les 15-24 ans qui ne sont plus scolarisés est limitée à 23,3 %, en deçà de la moyenne France métropolitaine de 25,4 %.

I. RISQUES LES PLUS MARQUÉS

Les deux cantons du type « cumul de fragilités économique, familiale, culturelle en milieu urbain » de Saint-Maixent-l'École et Châtellerauld ont en commun un revenu faible de 15 600 euros (18 700 euros en France métropolitaine). La part des chômeurs parmi les 15-64 ans dépasse 10 % (8,9 % en France métropolitaine). La part des emplois en CDI est faible, surtout à Saint-Maixent-l'École (57,1 % pour 85,2 % au plan national). La part des ménages vivant en habitat social dépasse 20 % dans les deux cantons (14,6 % au plan national). La proportion de familles monoparentales et de familles nombreuses est élevée, comme celle des non diplômés chez les 45-54 ans. La part des jeunes non diplômés parmi les 15-24 ans non scolarisés s'élève à 34,9 % à Châtellerauld.

Châtellerauld, pertes d'emplois industriels et pauvreté

Le tissu industriel du canton de Châtellerauld – équivalent à la commune du même nom – est diversifié (automobile, aéronautique, mécanique, maroquinerie, etc.). Ce qui lui vaut un taux d'emplois industriels de presque 25 % pour 13,4 % au plan national. Ce canton perd toutefois des habitants de 2006 à 2011 (7,3 %). Le taux d'habitants couverts par le RSA y est de 17,6 %, soit trois fois la moyenne France métropolitaine. Presque 48 % des jeunes âgés de moins de 18 ans relèvent de catégories sociales défavorisées (35 % en France métropolitaine). Le taux de chômage des 15-64 ans (au sens du recensement) était de 16,1 % en 2007 et de 20,7 % en 2012. À cette même échelle, seulement 56,2 % des ménages sont imposés sur le revenu en 2012 (64 % en moyenne).

Le type « disparités de conditions de vie dans les grandes périphéries » ne concerne aucun canton dans cette académie. En revanche, 14 cantons composent le type « précarité économique plutôt dans des communes de taille moyenne » (20 % de la population). Cet ensemble, à dominante urbaine (villes-centres des grandes aires urbaines de Poitiers, La Rochelle, Angoulême, ou plus modestes comme Rochefort, Saintes ou Royan), compte quelques cantons ruraux comme Marans ou Montlieu-la-Garde, et périurbains comme Soyaux (à l'est d'Angoulême) ou Saintes-Est hors Saintes. Tous se caractérisent par un faible revenu : 17 300 euros pour le type, 15 800 euros à Montlieu-la-Garde et à Thouars. Ce dernier canton fait partie de ceux où la part des chômeurs parmi les 15-64 ans dépasse 12 % (15,5 % à Rochefort, 14,8 % à Angoulême). La part des emplois en CDI est faible (78 % pour 85,2 % en France métropolitaine). Thouars, Rochefort et Angoulême se distinguent à nouveau avec des taux proches de 77,5 %. La part des jeunes non diplômés parmi les 15-24 ans non scolarisés est légèrement supérieure à la moyenne (27,1 % dans ce type pour 25,4 % en France métropolitaine).

Thouars, des difficultés économiques durables

Ce canton, équivalent à la ville du même nom, perd des habitants de 2006 à 2011 (6,2 %). La part des emplois industriels dépasse 20 % (agro-alimentaire, cosmétique, plastique, etc.). La part des ménages vivant en habitat social est de 19,2 %. Le taux d'habitants couverts par le RSA y est de 9,8 %. Plus de 50 % des jeunes âgés de moins de 18 ans relèvent de catégories sociales défavorisées. La part des jeunes non diplômés parmi les 15-24 ans non scolarisés s'élève à 33,4 %. Le taux de chômage des 15-64 ans (au sens du recensement) était de 12,6 % en 2007 et de 20,4 % en 2012. À cette même échelle, seulement 50,9 % des ménages sont imposés sur le revenu en 2012.

II. RISQUES SECONDS

Les 34 cantons du type « qualification industrielle traditionnelle dans les petites communes rurales » ne représentent que 16 % de la population du fait de leur caractère rural affirmé (39 habitants / km²). Le centre de gravité de ce groupe très homogène se situe au nord de l'académie, entre les départements de la Vienne et des Deux-Sèvres. Le revenu est faible, 16 700 euros soit 2 000 euros de moins qu'en France métropolitaine. La part des ménages vivant en habitat social n'est ici que de 6 %. La part des emplois industriels est supérieure à la moyenne. Elle dépasse 20 % dans 13 cantons (32,4 % à Cerizay, 31 % à Dangé-Saint-Romain). De même, la part des jeunes diplômés à un niveau V (CAP-BEP) parmi les 15-24 ans non scolarisés dépasse de plus de 7 points la moyenne (34,8 % pour 27,2 % en France métropolitaine). Cette part atteint 41,1 % à Dangé-Saint-Romain, 45,5 % aux Trois-Moutiers et 47 % à La Mothe-Saint-Héray. La part des jeunes non diplômés parmi les 15-24 ans non scolarisés est inférieure à la moyenne (15,6 % à Thénésay, 15,1 % à Moncoutant).

Le type « milieu rural isolé, de tourisme saisonnier et d'économie présenteielle » agrège 67 cantons ruraux faiblement peuplés (47 habitants / km²). Cet ensemble pèse pour 33 % de la population de l'académie. Seuls 22 cantons concentrent plus de 10 000 habitants. Le centre de gravité du groupe se situe en Charentes, au sud de l'académie. Le revenu est inférieur de 1 500 euros à la moyenne (15 300 euros à Montembœuf, 14 900 euros à Mirambeau, 15 100 euros à Charroux). La part des ménages vivant en habitat social est la plus faible de l'académie (2,6 %). La part d'emplois agricoles atteint presque 10 % pour 2,8 % au plan national. Elle s'envole pour Charroux (20,8 %), Matha (22,4 %) ou Montembœuf (21,9 %). La part des emplois de services peut dépasser 80 % comme à Royan-Est hors Royan ou à Saint-Agnant. La part des jeunes non diplômés parmi les 15-24 ans non scolarisés (22,9 %) est inférieure à la moyenne. Mazières-en-Gâtine (13,6 %) et surtout Saint-Agnant (8,2 %) se distinguent en la matière avec des taux parmi les plus bas en France métropolitaine.



III. AUTRES

Le type « sécurité économique et soutien culturel » fédère 18 cantons périurbains de La Rochelle (Saint-Martin-de-Ré, Aytré, La Rochelle 8^e, La Rochelle 9^e), Poitiers (Poitiers 4^e, Poitiers 7^e) ou Châtelleraut (Châtelleraut-Sud, Vouneuil-sur-Vienne). Le revenu dépasse 20 000 euros (23 500 euros à Poitiers 4^e, 23 700 euros à La Rochelle 9^e). La part des emplois en CDI peut atteindre plus de 88 % comme à La Rochelle 9^e ou à Poitiers 1^{er}. La part des 45-54 ans sans diplôme est de 6 points inférieure à la moyenne de France métropolitaine. La part des jeunes non diplômés parmi les 15-24 ans non scolarisés est limitée à 20,8 %.

Le profil économique et social des 23 cantons du type « garantie de l'emploi à niveaux de qualification variés » est encore plus favorable. Le revenu peut dépasser 25 000 euros comme à Poitiers 3^e. La part des chômeurs parmi les 15-64 ans est de 5,6 % (4,4 % à Vivonne, à Saint-Julien-l'Ars ou à Poitiers 3^e). La part des jeunes non diplômés parmi les 15-24 ans non scolarisés est inférieure à 20 % (12,3 % à Saint-Julien-l'Ars et 7,5 % à Poitiers 3^e). Ces deux derniers types de cantons correspondent aux couronnes périurbaines résidentielles des grands pôles d'emploi marquées par une surreprésentation des ménages actifs et retraités à hauts niveaux de revenu et de diplôme.

Exemples de cantons significatifs de l'académie de Poitiers par type, selon quelques indicateurs

Type									
Cantons	Châtelleraut	*	Thouars	Barbezieux-Saint-Hilaire	Chalais	Saint-Martin-de-Ré	La Jarrie	Académie	France métro.
Département	86	-	79	16	16	17	17		
Indicateurs mobilisés dans la typologie	Revenu médian par unité de consommation (€)	16 776	15 815	17 432	15 581	22 486	21 080	17 958	18 695
	Chômeurs parmi les 15-64 ans (%)	14,0	13,9	7,6	7,3	8,2	6,4	8,7	8,9
	Emplois en CDI (%)	81,8	77,8	80,8	81,1	82,9	88,6	83,6	85,2
	Familles monoparentales (%)	10,1	8,3	7,2	7,2	7,9	6,8	7,5	8,9
	Familles de quatre enfants et plus (%)	1,9	1,1	0,9	0,7	0,3	0,5	0,9	1,4
	Ménages vivant en HLM (%)	20,4	19,2	8,3	1,4	7,8	2,1	8,8	14,6
	Non diplômés parmi les 45-54 ans (%)	30,8	31,6	31,2	35,4	24,4	21,2	27,0	28,2
Indicateurs de scolarisation des 15-24 ans et niveau de diplôme des non scolarisés	Taux de scolarisation (%)	54,7	50,8	56,2	50,4	64,4	65,8	62,3	64,9
	Non scolarisés (nombre)	1 558	516	439	192	392	798	73 395	2 696 094
	· Non diplômés (%)	34,9	33,4	27,2	40,4	17,0	21,0	23,3	25,4
	· Diplômés de niveau V [CAP, BEP] (%)	26,3	27,3	36,2	29,2	29,7	32,4	30,5	27,2
	· Diplômés de niveau IV [BAC, BP...] (%)	22,2	24,7	22,2	23,0	34,8	28,9	27,9	26,5
	· Diplômés de niveau III [BAC + 2...] (%)	10,7	11,0	11,5	6,3	12,0	12,9	13,4	13,7
Indicateurs socio-démographiques complémentaires	Densité de population [hab./km ²]	614	796	48	32	303	165	69	116
	60 ans et plus dans la population (%)	31,8	36,2	30,4	35,3	35,9	20,5	28,1	23,4
	Immigrés dans la population (%)	6,5	3,1	2,5	6,5	3,3	2,3	3,9	8,7
	Couverture population par le RSA (%)	17,8	9,8	6,1	7,8	2,6	2,6	6,0	6,1
	0-17 ans d'origine sociale défavorisée (%)	47,9	52,1	46,2	42,2	21,2	26,5	36,7	35,0
	Agriculture dans l'emploi (%)	0,8	2,4	13,4	10,3	4,4	2,1	5,6	2,8
	Industrie dans l'emploi (%)	24,8	20,3	16,4	11,2	8,5	12,3	14,2	13,4

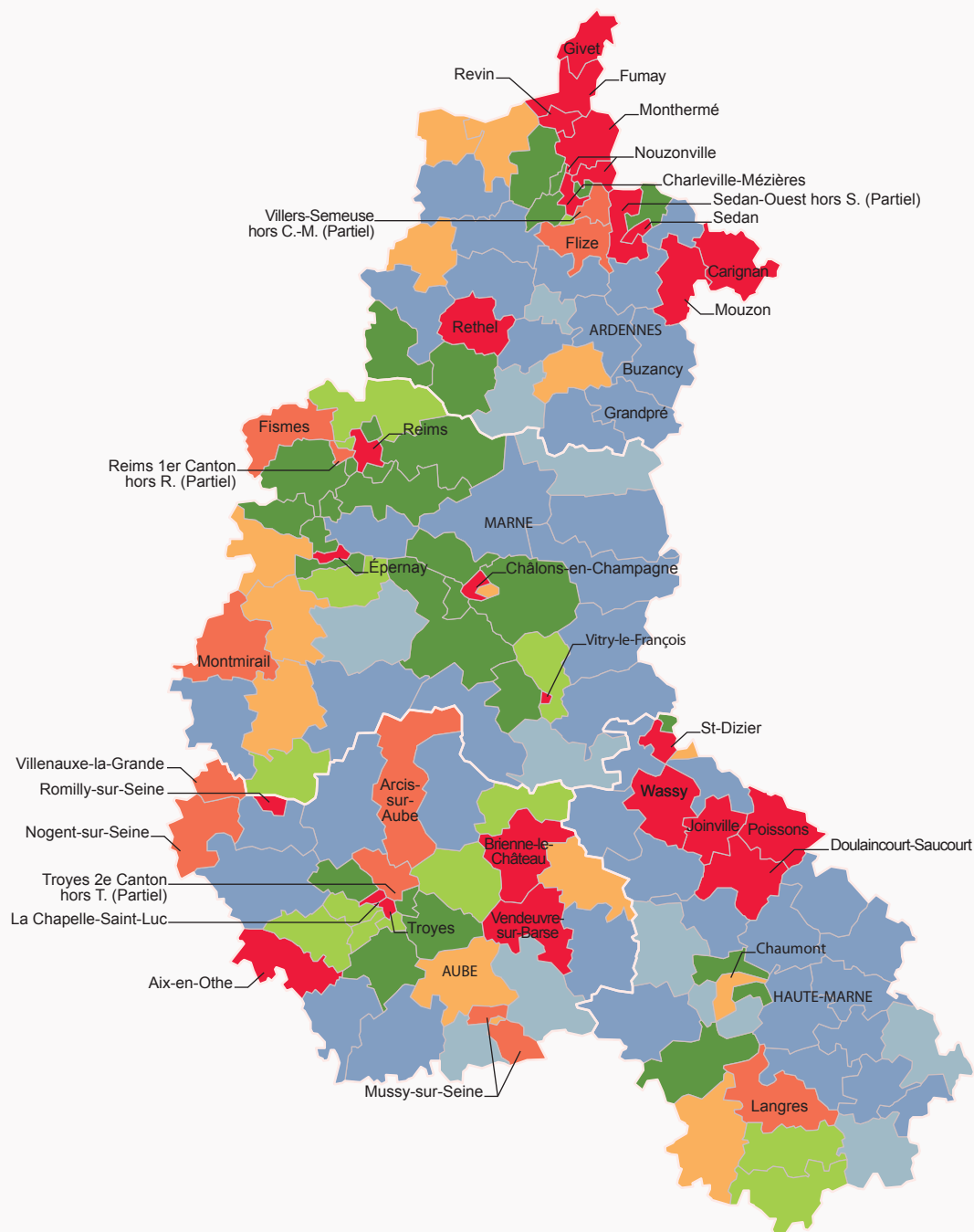
* Ce type de risque n'est pas présent dans l'académie

Source : Insee, RP 2011, Revenus fiscaux localisés, CNAF. Calcul : Céreq-ESO CNRS, Caen.

Légende des types de risques

- Cumul de fragilités économique, familiale, culturelle en milieu urbain
- Disparités de conditions de vie dans les grandes périphéries
- Précarité économique plutôt dans des communes de taille moyenne

- Qualification industrielle traditionnelle dans les petites communes rurales
- Milieu rural isolé, de tourisme saisonnier et d'économie présentielle
- Sécurité économique et soutien culturel
- Garantie de l'emploi à niveaux de qualification variés

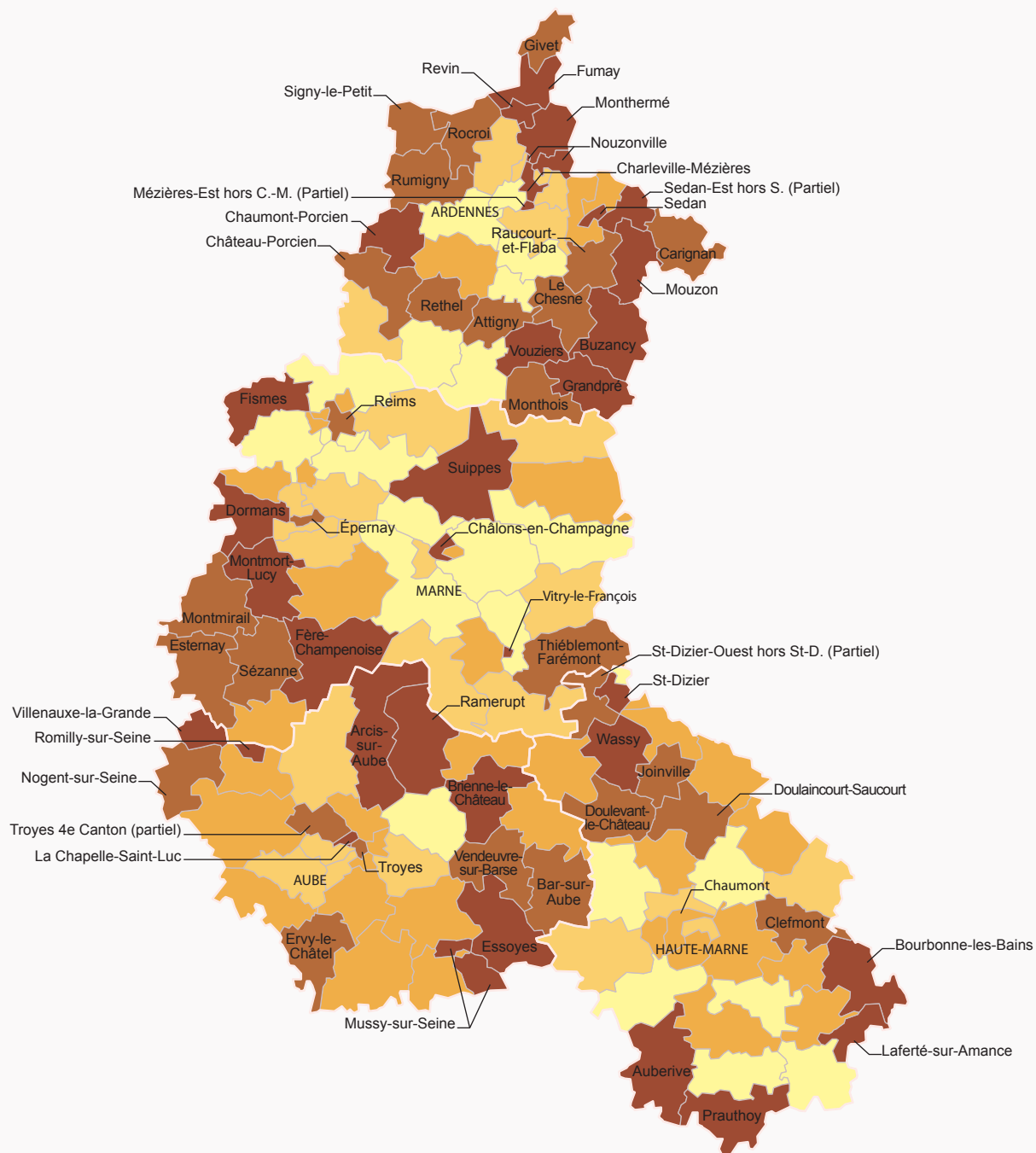


0 30 km

Source : INSEE, RP 2011, Revenus fiscaux localisés. Calcul et cartographie : Céreq - ESO CNRS, Caen.

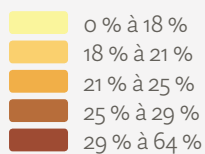
LES ZONES À RISQUES D'ÉCHEC SCOLAIRE

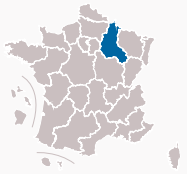
- Cumul de fragilités économique, familiale, culturelle en milieu urbain
- Disparités de conditions de vie dans les grandes périphéries
- Précarité économique plutôt dans des communes de taille moyenne
- Qualification industrielle traditionnelle dans les petites communes rurales
- Milieu rural isolé, de tourisme saisonnier et d'économie présentielle
- Sécurité économique et soutien culturel
- Garantie de l'emploi à niveaux de qualification variés



0 30 km

LA PART DES NON DIPLÔMÉS PARMI LES 15-24 ANS NON SCOLARISÉS





Le type « cumul de fragilités économique, familiale, culturelle en milieu urbain » concentre 43 % de la population dans 18 % des cantons. Trois académies connaissent des niveaux de risques sociaux aussi importants en France métropolitaine (Lille, Aix-Marseille, Amiens). Toutefois, à la différence des académies d'Amiens et de Lille, les types plus abrités « sécurité économique et soutien culturel » et « garantie de l'emploi à niveaux de qualification variés » représentent une proportion significative de la population (21 %) et des cantons (28 %). Dans l'ensemble la part des jeunes non diplômés parmi les 15-24 ans qui ne sont plus scolarisés atteint 26,6 %, pour 25,4 % en France métropolitaine.

I. RISQUES LES PLUS MARQUÉS

Les 27 cantons du type « cumul de fragilités économique, familiale, culturelle en milieu urbain » présentent un profil démographique hétérogène. Cet ensemble agrège des villes constituant les centres de grandes aires urbaines plus vastes (Reims, Troyes, Châlons-en-Champagne), avec de petites villes industrielles comme Saint-Dizier, Vitry-le-François, Sedan, Épernay et Charleville-Mézières (de 500 à 2 000 habitants / km²), et des cantons ruraux à la densité inférieure à 40 habitants / km² (Mouzon, Doulaincourt-Saucourt, Poissons ou Wassy). Tous incarnent l'ancienne France industrielle manufacturière du nord-est en cours de désindustrialisation (textile, travail des métaux, mécanique, plastique, etc.). Le recul de l'emploi industriel a été sévère avec une perte de 10 % à 15 % entre 2008 et 2012 dans certaines zones. Le revenu médian est faible (16 000 euros pour 18 700 euros en France métropolitaine). La part des chômeurs parmi les 15-64 ans est supérieure à la moyenne France métropolitaine (8,9 %), avec plus de 15 % à Sedan, Revin, La Chapelle-Saint-Luc, Romilly-sur-Seine et Vitry-le-François. La proportion de familles monoparentales et de familles nombreuses est plus élevée qu'au plan national, comme la part des ménages vivant en habitat social. Cette proportion dépasse 40 % dans 6 cantons, voire 50 % à La Chapelle-Saint-Luc et à Vitry-le-François. La part des non diplômés chez les 45-54 ans est de 10 points supérieure à la moyenne France métropolitaine de 28,2 %. Dans 18 cantons, ce taux dépasse 40 % (plus de 50 % à La Chapelle-Saint-Luc, à Revin et à Vitry-le-François). La part des jeunes non diplômés parmi les 15-24 ans non scolarisés est elle aussi supérieure à la moyenne (29,6 % pour 25,4 %) et dépasse 36 % à La Chapelle-Saint-Luc, à Revin et à Vitry-le-François.

Le type « disparités de conditions de vie dans les grandes périphéries » rassemble 11 cantons peu peuplés, dont certains correspondent aux couronnes périurbaines de Charleville-Mézières (Flize, Villers-Semeuse hors Charleville-Mézières), de Troyes (Troyes 2^e) et de Reims (Fismes, Reims 1^{er}). Les autres cantons se situent aux marges de leur département, sous faible influence urbaine, comme Montmirail, Villenauxe-la-Grande, ou Nogent-sur-Seine. La part des ménages vivant en habitat social est supérieure à la moyenne (17,4 % pour 14,6 % en France métropolitaine). Dans 3 cantons, ce taux dépasse 20 % (Nogent-sur-Seine, Langres) et atteint 32,5 % à Reims 1^{er} canton, alors qu'elle est limitée à 10,7 % à Flize et à 6,9 % à Mussy-sur-Seine. La part des jeunes non diplômés parmi les 15-24 ans non scolarisés est légèrement supérieure à la moyenne (26,6 % pour 25,4 % en France métropolitaine). Mais cette part varie du simple au

Saint-Dizier, les effets prolongés de la désindustrialisation

Ce canton industriel, qui est équivalent à la commune du même nom, sous-préfecture de la Haute-Marne, a perdu des habitants de 2006 à 2011 (8 %). La part des emplois industriels est de 18,2 % dans ce canton (5 points au-dessus de la moyenne de France métropolitaine). Le taux d'habitants couverts par le RSA y est de 13,3 %, soit plus de deux fois la moyenne France métropolitaine (6,1 %). La part des non diplômés chez les 45-54 ans dépasse 40 %. Le taux de chômage des 15-64 ans (au sens du recensement) était de 18,2 % en 2007 et de 21,5 % en 2012. La part des non diplômés parmi les 15-24 ans non scolarisés atteint 30,3 % (25,4 % en France métropolitaine).

Langres, des risques contenus

Ce canton industriel et tertiaire de 13 000 habitants a perdu de la population de 2006 à 2011 (4,1 %). La part des emplois industriels demeure élevée (21,8 % pour 13,4 % en France métropolitaine ; automobile, plastique, agro-alimentaire, chaudronnerie, mécanique, etc.). Mais la part de chômeurs parmi les 15-64 ans est contenue à 8,7 % pour 8,9 % en France métropolitaine, même si elle s'est accrue récemment (elle était de 7,8 % en 2006). Le taux de couverture de la population par le RSA est contenu à 5,4 % (6,1 % en France métropolitaine). La part des non diplômés chez les 45-54 ans est assez élevée, 33,5 % (28,2 % en France métropolitaine), mais celle des non diplômés parmi les 15-24 ans non scolarisés est limitée à 23,7 % (25,4 % en France métropolitaine).

double entre Villers-Semeuse hors Charleville-Mézières (18,3 %) et Villenauxe-la-Grande (44,5 %).

Le type « précarité économique plutôt dans des communes de taille moyenne » regroupe 13 cantons plus ruraux que dans le type précédent (39 habitants / km²). Seuls Chaumont, correspondant à la petite préfecture de la Haute-Marne, et Châlons-en-Champagne 4^e canton présentent un profil plus urbain. Le revenu est ici de 1 000 euros inférieur à la moyenne de France métropolitaine (15 100 euros à Chaumont-Porcien et 15 400 euros à Signy-le-Petit). La part des chômeurs parmi les 15-64 ans est supérieure à la moyenne. La part des CDI est inférieure, elle n'est que de 78,9 % à Chaumont. La part des emplois de services est très faible (65 % soit 11 points de moins que la moyenne France métropolitaine).

II. RISQUES SECONDS

Le type « qualification industrielle traditionnelle dans les petites communes rurales » est le plus représenté avec 43 cantons ruraux (22 habitants / km²) pour 17 % de la population de l'académie.



Dans une vingtaine de cantons la part des emplois industriels dépasse 20 %, pour atteindre 32,2 % à Val-de-Meuse et 33,1 % à Nogent, fief de la coutellerie dans l'est. Ce type compte aussi d'autres cantons à dominante agricole. La part des emplois de ce secteur dépasse 20 % à Laferté-sur-Amance, par ailleurs en recul de 7,9 % pour le nombre de ses habitants entre 2006 et 2011, à Sompuis, à Givry-en-Argonne ou à Buzancy (36,3 %). Le revenu n'est que de 17 600 euros au sein de ce type. La part des non diplômés chez les 45-54 ans dépasse de 7 points la moyenne France métropolitaine. Celle des jeunes non diplômés parmi les 15-24 ans non scolarisés est proche de la moyenne.

Le type « milieu rural isolé, de tourisme saisonnier et d'économie présentielle » regroupe 7 cantons ruraux, tous peuplés de moins de 8 000 habitants (15 habitants / km²). Le revenu médian est tiré vers le haut par les activités viticoles comme à Vertus (21 400 euros) ou aux Riceys (21 800 euros). La part des chômeurs parmi les 15-64 ans est inférieure à la moyenne (4,3 %

aux Riceys, 5 % à Vertus). Celle des jeunes non diplômés parmi les 15-24 ans non scolarisés est inférieure à la moyenne.

III. AUTRES

Les types « sécurité économique et soutien culturel » et « garantie de l'emploi à niveaux de qualification variés » correspondent aux secteurs résidentiels aisés des couronnes périurbaines des grands pôles comme Troyes, Reims ou Châlons-en-Champagne. Les niveaux de revenu sont élevés (20 000 euros dans le premier et 22 000 euros dans le second) alors que la part de chômeurs est faible (6,8 % et 5,3 %). La part de CDI dans les emplois est élevée en dépit du travail saisonnier dans la vigne. Si la part de non diplômés parmi les 45-54 ans est assez proche de la moyenne nationale (28 % et 26,1 % pour 28,2 % en France métropolitaine), elle est nettement au-dessous de la moyenne académique de 34,6 %. Celle des non diplômés parmi les 15-24 ans non scolarisés est limitée (19,7 % et 18,5 %), que ce soit au regard de l'académie (26,6 %) ou de la France métropolitaine (25,4 %).

Exemples de cantons significatifs de l'académie de Reims par type, selon quelques indicateurs

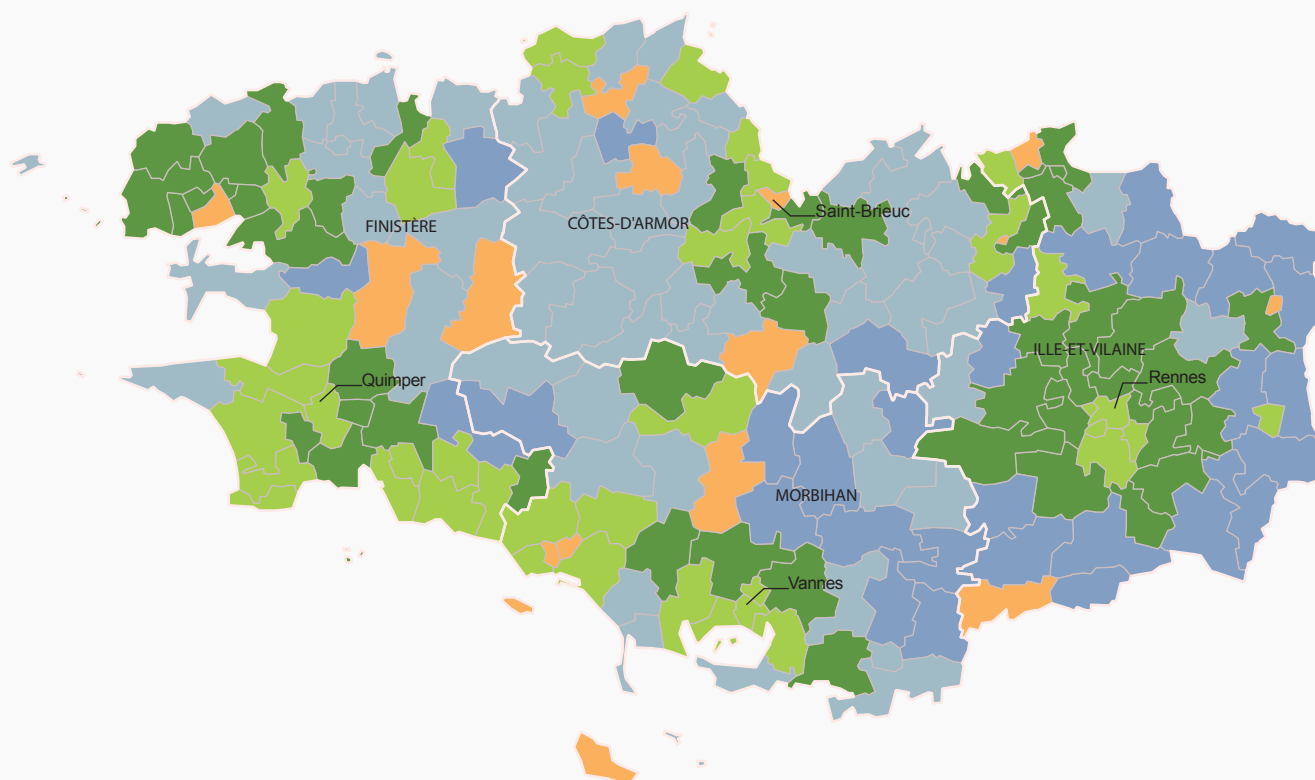
		Type								
		Cantons	Saint-Dizier	Langres	Chaumont	Bar-sur-Aube	Vertus	Sainte-Savine	Verzy	
		Département	52	52	52	10	51	10	51	
Indicateurs mobilisés dans la typologie	Revenu médian par unité de consommation (€)	14 489	18 716	18 312	17 489	21 384	20 454	24 864	18 587	18 695
	Chômeurs parmi les 15-64 ans (%)	14,6	8,7	10,8	8,3	5,0	7,8	4,2	9,5	8,9
	Emplois en CDI (%)	78,1	86,5	78,9	83,8	86,3	86,9	88,7	84,4	85,2
	Familles monoparentales (%)	11,1	8,2	8,7	6,9	4,9	9,0	6,5	8,7	8,9
	Familles de quatre enfants et plus (%)	1,9	1,4	0,9	1,2	0,9	0,6	0,9	1,4	1,4
	Ménages vivant en HLM (%)	35,2	25,4	35,0	24,6	3,4	14,2	4,8	21,5	14,6
	Non diplômés parmi les 45-54 ans (%)	41,3	33,5	31,9	45,5	33,9	23,7	21,6	34,6	28,2
Indicateurs de scolarisation des 15-24 ans et niveau de diplôme des non scolarisés	Taux de scolarisation (%)	48,6	57,1	53,2	53,1	62,8	63,3	72,3	60,7	64,9
	Non scolarisés (nombre)	1 546	650	1 537	546	238	639	395	64 751	2 696 094
	· Non diplômés (%)	30,3	23,7	22,9	26,6	22,7	20,7	16,6	26,6	25,4
	· Diplômés de niveau V (CAP, BEP) (%)	30,0	31,7	26,4	31,4	32,9	31,5	27,4	29,8	27,2
	· Diplômés de niveau IV (BAC, BP...) (%)	27,6	23,8	29,1	30,3	30,3	24,5	35,0	25,7	26,5
	· Diplômés de niveau III (BAC + 2...) (%)	10,3	16,2	15,4	8,4	11,3	16,7	14,1	12,8	13,7
	Indicateurs socio-démographiques complémentaires	Densité de population (hab./km²)	521	49	411	38	20	261	58	52
60 ans et plus dans la population (%)		25,7	25,3	26,1	27,9	25,0	27,6	23,5	24,0	23,4
Immigrés dans la population (%)		8,0	4,7	5,0	8,1	1,5	4,6	1,9	5,6	8,7
Couverture population par le RSA (%)		13,3	5,4	8,6	5,1	1,5	6,0	0,4	6,7	6,1
0-17 ans d'origine sociale défavorisée (%)		54,3	37,8	38,3	53,0	43,7	26,2	26,7	43,6	35,0
Agriculture dans l'emploi (%)		1,0	3,4	0,9	17,0	30,8	2,4	21,0	6,5	2,8
Industrie dans l'emploi (%)		18,2	21,8	11,4	25,4	13,1	17,1	12,6	17,2	13,4

Source : Insee, RP 2011, Revenus fiscaux localisés, CNAF. Calcul : Céreq-ESO CNRS, Caen.

Légende des types de risques

- Cumul de fragilités économique, familiale, culturelle en milieu urbain
- Disparités de conditions de vie dans les grandes périphéries
- Précarité économique plutôt dans des communes de taille moyenne

- Qualification industrielle traditionnelle dans les petites communes rurales
- Milieu rural isolé, de tourisme saisonnier et d'économie présentielle
- Sécurité économique et soutien culturel
- Garantie de l'emploi à niveaux de qualification variés

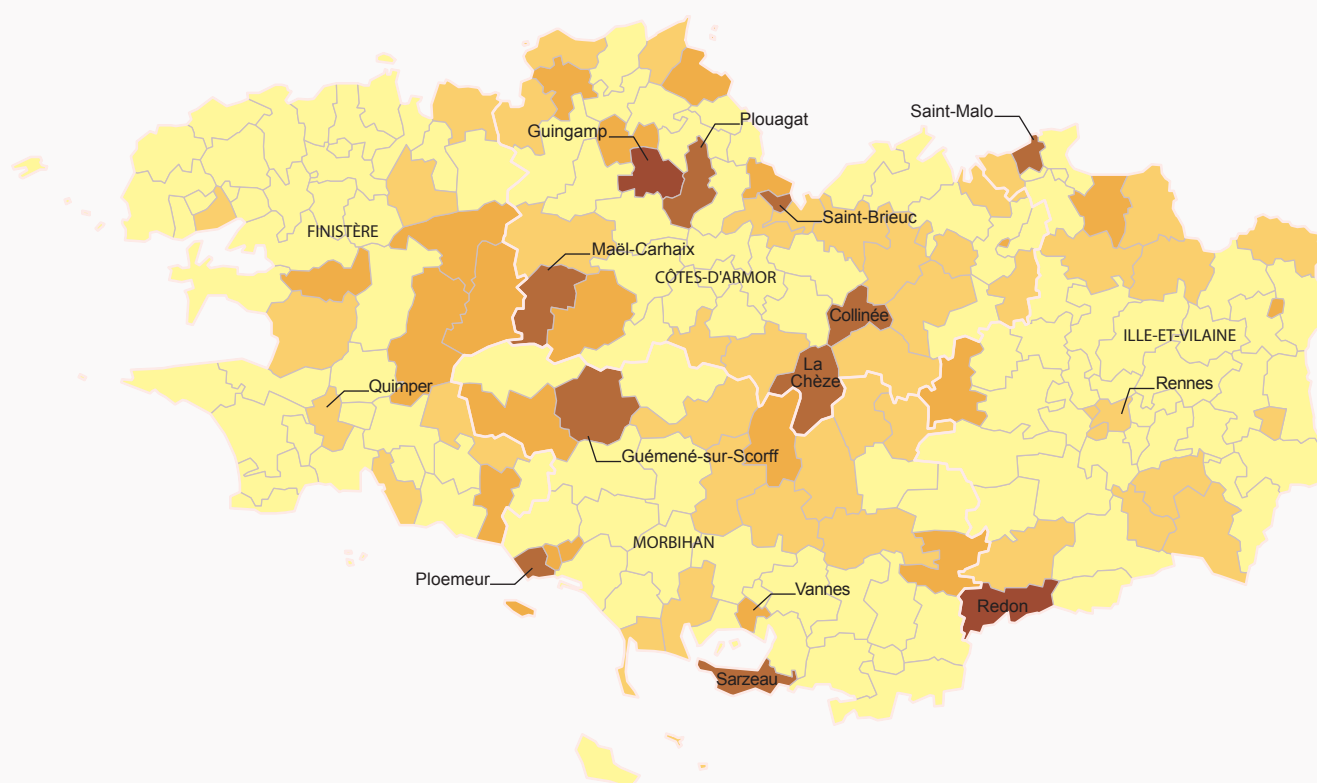


0 30 km

Source : INSEE, RP 2011, Revenus fiscaux localisés. Calcul et cartographie : Céreq - ESO CNRS, Caen.

LES ZONES À RISQUES D'ÉCHEC SCOLAIRE

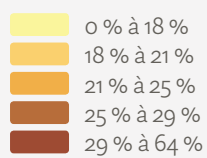
- Cumul de fragilités économique, familiale, culturelle en milieu urbain
- Disparités de conditions de vie dans les grandes périphéries
- Précarité économique plutôt dans des communes de taille moyenne
- Qualification industrielle traditionnelle dans les petites communes rurales
- Milieu rural isolé, de tourisme saisonnier et d'économie présentielle
- Sécurité économique et soutien culturel
- Garantie de l'emploi à niveaux de qualification variés

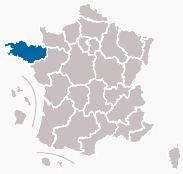


0 30 km

Source : INSEE, RP 2011. Calcul et cartographie : Céreq - ESO CNRS, Caen.

LA PART DES NON DIPLÔMÉS PARMI LES 15-24 ANS NON SCOLARISÉS





À la différence de toute autre académie, le type « cumul de fragilités économique, familiale, culturelle en milieu urbain » n'est pas du tout représenté. Le second type « disparités de conditions de vie dans les grandes périphéries » comportant des risques significatifs dans la plupart des autres académies est lui aussi absent. En revanche, les types plus abrités « sécurité économique et soutien culturel » et « garantie de l'emploi à niveaux de qualification variés » rassemblent 46 % des cantons et 59 % de la population, proportion dont on ne trouve l'équivalent que dans l'académie de Strasbourg. La part de non diplômés parmi les 15-24 ans qui ne sont plus scolarisés est inférieure à la moyenne France métropolitaine (25,4 %) dans tous les types représentés : elle est limitée dans l'ensemble à 18,4 %.

I. RISQUES LES PLUS MARQUÉS

Les risques demeurent présents en particulier sur le plan économique puisqu'un canton sur dix relève du type « précarité économique plutôt dans des communes de taille moyenne » (14 % de la population). Cet ensemble hétérogène agrège les centres urbains de Brest, Lorient, Saint-Malo et Saint-Brieuc avec de plus petits pôles urbains (Guingamp, Dinan), des cantons périurbains comme Lanester (au nord-est de Lorient), et d'autres ruraux, plus nombreux, comme Loudéac (81 habitants / km²), Pleyben (31 habitants / km²), Belle-Île (61 habitants / km²) ou Carhaix-Plouguer (54 habitants / km²). Le revenu médian au sein de ce type est modeste, 17 600 euros pour 18 700 euros en France métropolitaine (17 100 euros à Lorient et à Lanester). La part des chômeurs parmi les 15-64 ans est plus élevée que la moyenne (10 % pour 8,9 % en France métropolitaine, plus de 11 % à Guingamp, à Groix et à Saint-Brieuc). Celle des emplois en CDI est plus faible de 6 points avec seulement 79 % (75,8 % à Brest, 74,3 % à Groix). La part des ménages vivant en habitat social est plus élevée que la moyenne (18,4 % pour 14,6 % en France métropolitaine, plus de 20 % à Dinan, Saint-Malo, Fougères, Lorient et Lanester). La proportion de familles monoparentales et de familles nombreuses se situe dans la moyenne. Les niveaux de diplômes restent favorables puisque la part des non diplômés chez les 45-54 ans est plus faible (24,3 % pour 28,2 % en France métropolitaine). De même, celle des jeunes non diplômés parmi les 15-24 ans non scolarisés est inférieure à la moyenne (22,9 % pour 25,4 % en France

Saint-Brieuc,

durablement frappée par le chômage et la pauvreté

Ce canton, équivalent à la commune du même nom, perd des habitants de 2006 à 2011 et cumule les indicateurs économiques défavorables. La part de chômeurs parmi les 15-64 ans est de 11,6 % pour 7,5 % sur l'ensemble de l'académie et 8,9 % en France métropolitaine. La part d'emploi en CDI est de 79,2 % pour 85,2 % en moyenne en France métropolitaine. Le revenu médian (17 700 euros) n'est pas parmi les plus faibles mais demeure inférieur à la moyenne de France métropolitaine (18 700 euros). De plus, le taux d'habitants couverts par le RSA est de 9,3 %, taux le plus élevé de l'académie avec Lorient, et 3 points de plus que la moyenne France métropolitaine (6,1 %). Pourtant, la part de non diplômés parmi les 45-54 ans est limitée à 25,2 %, certes supérieure à la moyenne académique mais inférieure à la moyenne de France métropolitaine (28,2 %). Enfin, la part de non diplômés parmi les 15-24 ans non scolarisés (26,3 %) est supérieure aux moyennes académique (18,4 %) et nationale (25,4 %).

métropolitaine, moins de 15 % à Pleyben et à Belle-Île, 16,4 % à La Roche-Derrien).

II. RISQUES SECONDS

Le type à dominante rurale « qualification industrielle traditionnelle dans les petites communes rurales » (17 % des cantons pour 10 % de la population) trouve son centre de gravité en Ille-et-Vilaine (16 cantons), hors de l'aire urbaine de Rennes ou à ses marges (Saint-Brice-en-Coglès, Retiers, Vitré-Ouest hors Vitré, Pipriac, Maure-de-Bretagne, Argentré-du-Plessis). Le revenu s'élève dans ce type à 17 400 euros, soit moins que la moyenne (proche de 17 500 euros à Saint-Brice-en-Coglès, Retiers, Pipriac, Bégard). La part des emplois industriels atteint 21,6 % (13,4 % en moyenne en France métropolitaine). Elle dépasse 24 % dans 10 cantons, dont Merdrignac (30,6 %), Josselin (27 %), Saint-Brice-en-Coglès, Vitré-Ouest hors Vitré (28 %) et Vitré-Est hors Vitré (26,1 %). Celle des emplois agricoles dépasse aussi la moyenne avec 8,9 % (2,8 % en France métropolitaine). Dans une douzaine de cantons elle dépasse 10 % (14,6 % à Antrain, 15,3 % à Merdrignac). La part de non diplômés parmi les 15-24 ans non scolarisés est limitée à 17,9 %.

Huelgoat, canton agricole et dépeuplé de l'Argoat

Ce canton perd des habitants de 2006 à 2011. Les plus de 60 ans représentent 38,7 % de la population pour 23,4 % au plan national. La part des emplois agricoles est plus de quatre fois supérieure à la moyenne (14,1 % pour 2,8 % en France métropolitaine). Celle des emplois industriels est légèrement supérieure. La part de chômeurs parmi les 15-64 ans est de 10,3 % pour 8,9 % en France métropolitaine. Le revenu médian est faible, 15 800 euros pour 18 700 euros en France métropolitaine. Si le taux de scolarisation des 15-24 ans est faible (55,5 % pour 64,9 % en France métropolitaine et 67,2 % dans l'académie), la part de non diplômés parmi les 15-24 ans non scolarisés est limitée à 21,3 %.

Le type « milieu rural isolé, de tourisme saisonnier et d'économie présenteielle » concerne 55 cantons ruraux agricoles et industriels (61 habitants / km²) et 17 % de la population, dont 28 cantons se localisent en Côtes-d'Armor. Plus de la moitié des cantons de ce type compte moins de 40 habitants / km² (La Trinité-Porhoët, Guémené-sur-Scorff, Huelgoat, Rostrenen, Mûr-de-Bretagne, Bourbriac, etc.). Comme dans le type précédent, le revenu s'élève à 17 400 euros mais n'atteint pas 16 000 euros à Huelgoat, La Trinité-Porhoët, Guémené-sur-Scorff, Callac, Bourbriac et Saint-Nicolas-du-Pélem. La part des chômeurs parmi les



15-64 ans est moins élevée (5,2 % à Saint-Aubin-du-Cormier, 5,5 % à Moncontour). En revanche, celle des emplois agricoles (10,3 %) est supérieure à la moyenne de France métropolitaine de plus de 7 points, dépassant 20 % à Uzel, La Trinité-Porhoët, Callac et Saint-Nicolas-du-Pélem. La part des emplois industriels est légèrement supérieure (15,2 %). Dans une dizaine de cantons, elle dépasse 20 % (38,4 % à Collinée).

III. AUTRES

Le type « sécurité économique et soutien culturel » rassemble 37 cantons pour 34 % de la population. Il s'agit des zones périurbaines favorisées des villes de Rennes (Rennes-Sud-Est hors Rennes, Rennes-Sud-Ouest hors Rennes, Tinténiac, Bruz), Brest (Landerneau), Vannes (Vannes-Ouest hors Vannes, Vannes-Est hors Vannes, Auray), Lorient (Hennebont, Pont-Scorff, Port-Louis) et Quimper (Concarneau, Douarnenez).

Les cantons urbains de Rennes et Vannes font partie de ce groupe caractérisé par une densité de 253 habitants / km². Le revenu médian de 19 700 euros peut dépasser 23 000 euros comme à Vannes-Ouest hors Vannes et Plœmeur. La part des chômeurs parmi les 15-64 ans est faible.

Les 48 cantons du type « garantie de l'emploi à niveaux de qualification variés » partagent une part de chômeurs parmi les 15-64 ans de 4 à 6 % (5,3 % à Plouguenast, 5,6 % à Lamballe, 4,1 % à Liffré, 4,3 % à Châteaugiron, 4,3 % à Brest-Cavale-Blanche-Bohars). Le revenu (20 000 euros) dépasse 22 000 euros dans 4 cantons : Cesson-Sévigné (25 100 euros), Betton (24 800 euros), Rennes-Nord-Ouest hors Rennes (23 000 euros) et Brest-L'Hermitage-Gouesnou (22 300 euros). Cet ensemble correspond aux couronnes périurbaines résidentielles des grandes aires urbaines à fort taux de ménages actifs et retraités dotés de hauts niveaux de revenu et de diplôme.

Exemples de cantons significatifs de l'académie de Rennes par type, selon quelques indicateurs

Type									
Cantons		*	*	Saint-Brieuc	Pleine-Fougères	Huelgoat	Plœmeur	Betton	Académie
Département		-	-	22	35	29	56	35	France métro.
Indicateurs mobilisés dans la typologie	Revenu médian par unité de consommation (€)			17 708	16 443	15 848	23 516	24 847	18 535
	Chômeurs parmi les 15-64 ans (%)			11,6	8,2	10,3	6,3	5,0	7,5
	Emplois en CDI (%)			79,2	84,6	82,0	85,1	88,5	84,0
	Familles monoparentales (%)			9,7	4,9	6,9	6,8	7,7	7,1
	Familles de quatre enfants et plus (%)			1,3	1,8	1,2	0,9	1,1	1,0
	Ménages vivant en HLM (%)			18,4	6,9	2,5	6,6	9,7	10,1
	Non diplômés parmi les 45-54 ans (%)			25,2	34,1	23,0	15,4	13,8	21,8
Indicateurs de scolarisation des 15-24 ans et niveau de diplôme des non scolarisés	Taux de scolarisation (%)			64,9	54,6	55,5	73,8	73,4	67,2
	Non scolarisés (nombre)			2 368	323	172	619	887	122 370
	· Non diplômés (%)			26,3	20,7	21,3	25,1	16,9	18,4
	· Diplômés de niveau V (CAP, BEP) (%)			28,3	38,0	30,6	20,9	19,6	28,9
	· Diplômés de niveau IV (BAC, BP...) (%)			24,3	30,6	36,5	28,4	24,4	29,7
	· Diplômés de niveau III (BAC + 2...) (%)			14,9	9,5	11,1	16,3	24,7	16,2
Indicateurs socio-démographiques complémentaires	Densité de population (hab./km ²)			2 110	46	21	554	453	118
	60 ans et plus dans la population (%)			26,6	30,5	38,7	36,2	19,2	25,5
	Immigrés dans la population (%)			6,7	2,7	8,5	1,8	2,4	2,9
	Couverture population par le RSA (%)			9,3	2,8	4,7	2,4	2,2	3,9
	0-17 ans d'origine sociale défavorisée (%)			38,6	57,9	37,2	18,2	13,2	33,9
	Agriculture dans l'emploi (%)			0,8	12,1	14,1	1,3	1,3	5,0
	Industrie dans l'emploi (%)			9,6	12,7	14,8	12,4	7,8	14,3
									13,4

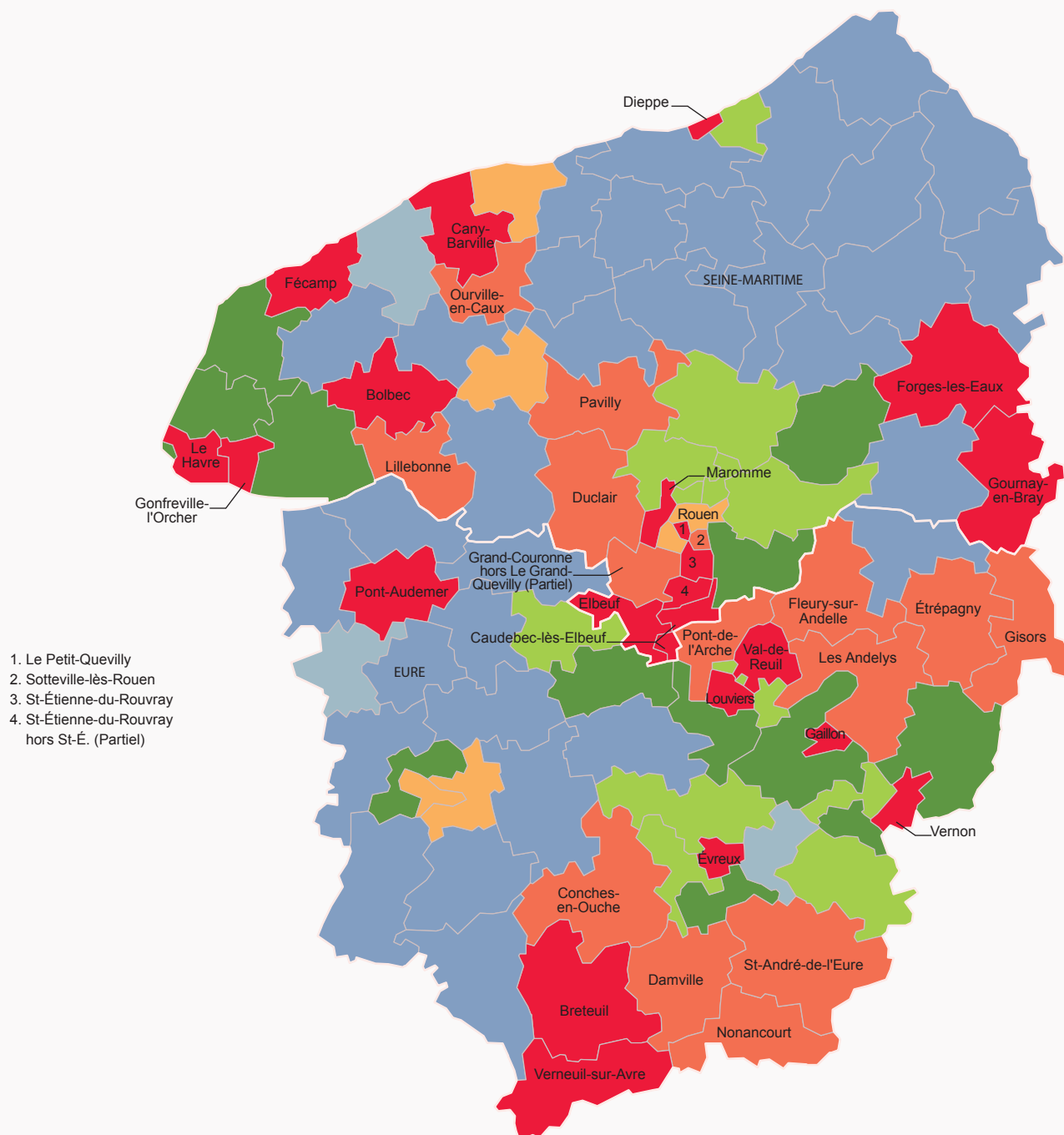
* Ce type de risque n'est pas présent dans l'académie

Source : Insee, RP 2011, Revenus fiscaux localisés, CNAF. Calcul : Céreq-ESO CNRS, Caen.

Légende des types de risques

- Cumul de fragilités économique, familiale, culturelle en milieu urbain
- Disparités de conditions de vie dans les grandes périphéries
- Précarité économique plutôt dans des communes de taille moyenne

- Qualification industrielle traditionnelle dans les petites communes rurales
- Milieu rural isolé, de tourisme saisonnier et d'économie préentielle
- Sécurité économique et soutien culturel
- Garantie de l'emploi à niveaux de qualification variés

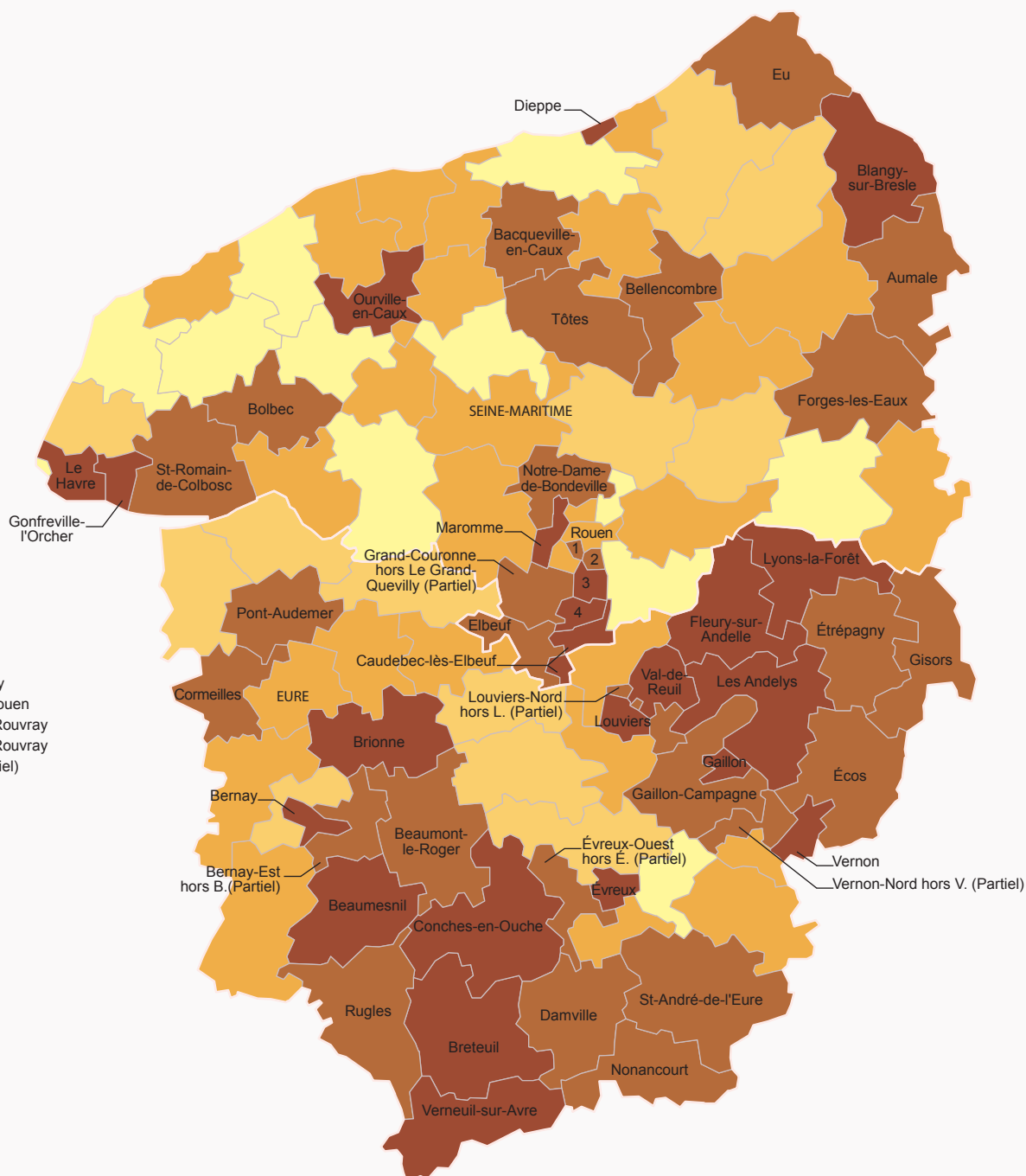


0 10 km

Source : INSEE, RP 2011, Revenus fiscaux localisés. Calcul et cartographie : Céreq - ESO CNRS, Caen.

LES ZONES À RISQUES D'ÉCHEC SCOLAIRE

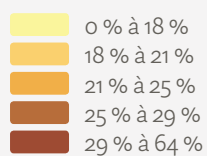
- Cumul de fragilités économique, familiale, culturelle en milieu urbain
- Disparités de conditions de vie dans les grandes périphéries
- Précarité économique plutôt dans des communes de taille moyenne
- Qualification industrielle traditionnelle dans les petites communes rurales
- Milieu rural isolé, de tourisme saisonnier et d'économie présentielle
- Sécurité économique et soutien culturel
- Garantie de l'emploi à niveaux de qualification variés

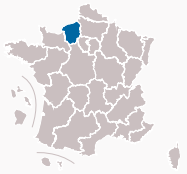


0 10 km

Source : INSEE, RP 2011. Calcul et cartographie : Céreq - ESO CNRS, Caen.

LA PART DES NON DIPLÔMÉS PARMI LES 15-24 ANS NON SCOLARISÉS





Le type « cumul de fragilités économique, familiale, culturelle en milieu urbain » qui présente les risques les plus élevés, dépasse un tiers de la population comme dans quatre autres académies métropolitaines (Aix-Marseille, Amiens, Lille et Reims). Le reste des cantons se répartit entre les autres types à l'exception du type « milieu rural isolé, de tourisme saisonnier et d'économie présentielle » très peu représenté (3 cantons). Les types plus abrités « sécurité économique et soutien culturel » et « garantie de l'emploi à niveaux de qualification variés » représentent 25 % des cantons et 21 % de la population. Dans l'ensemble, la part des jeunes non diplômés parmi les 15-24 ans qui ne sont plus scolarisés (27 %) est supérieure à la moyenne France métropolitaine (25,4 %).

I. RISQUES LES PLUS MARQUÉS

Les 22 cantons urbains et périurbains du type « cumul de fragilités économique, familiale, culturelle en milieu urbain » concentrent 34 % de la population de l'académie. Les cantons urbains les plus peuplés constituent le centre des aires urbaines du Havre (3 700 habitants / km²), d'Évreux (1 800 habitants / km²), de Dieppe, de Fécamp ou de Vernon. D'autres correspondent aux zones périurbaines d'habitat social des mêmes aires urbaines. Pour Rouen, il s'agit de Saint-Étienne-du-Rouvray (1 500 habitants / km²), du Petit-Quevilly (5 000 habitants / km²), d'Elbeuf, de Caudebec-lès-Elbeuf, de Maromme ou encore du Val-de-Reuil plus proche de Louviers. Le revenu médian est faible (16 800 euros pour 18 700 euros en France métropolitaine). Dans 6 cantons, il n'atteint pas 16 000 euros (15 300 euros à Dieppe, 15 100 euros à Val-de-Reuil, 15 600 euros à Saint-Étienne-du-Rouvray). La part des chômeurs parmi les 15-64 ans est de 12,7 % (8,9 % en France métropolitaine). Elle atteint ou dépasse 14 % à Elbeuf, Val-de-Reuil, Louviers et Saint-Étienne-du-Rouvray. La part des emplois en CDI est faible (3 points de moins que la moyenne France métropolitaine), en particulier à Val-de-Reuil et Saint-Étienne-du-Rouvray (moins de 80,8 % pour 85,2 % en France métropolitaine). La proportion de familles monoparentales (11,3 %) et de familles nombreuses (2 %) est plus élevée. La part des ménages vivant en habitat social est au double de la moyenne (31,2 % pour 14,6 % en France métropolitaine). Cette proportion dépasse 40 % à Val-de-Reuil, à Maromme, à Gronfreville-l'Orcher. La part des non diplômés chez les 45-54 ans est elle aussi plus élevée que la moyenne avec 37,7 % pour 28,2 % en France métropolitaine. Dans 12 cantons elle dépasse 40 % (45,7 % à Saint-Étienne-du-Rouvray). De même, la part des jeunes non diplômés parmi les 15-24 ans non scolarisés (32,1 %) est supérieure de presque 7 points à la moyenne France métropolitaine ; elle atteint 46 % à Val-de-Reuil.

Le type « disparités de conditions de vie dans les grandes périphéries » ne compte que 15 cantons, tous en situation de couronne périurbaine de Rouen ou de périphérie de leur département. Ainsi Sotteville-lès-Rouen, Pavilly, Pont-de-l'Arche, Grand-Couronne et Fleury-sur-Andelle font partie de l'espace périurbain de Rouen, sous forte influence urbaine bien qu'à distance inégale de la métropole régionale. Certains, situés aux marges du département de l'Eure, sont sous faible influence urbaine, tel Gisors (120 habitants / km²), Étrépagny (63 habitants / km²) et Nonancourt (78 habitants / km²). Le revenu est supérieur à la moyenne (19 300 euros), mais 2 600 euros séparent Ourville-en-Caux de Damville (20 500 euros). De

Saint-Étienne-du-Rouvray, un concentré de difficultés durables

Ce canton industriel, équivalent à la commune du même nom, représentait 28 100 habitants en 2011 et abritait deux quartiers en zone urbaine sensible (désormais quatre quartiers prioritaires dans la nouvelle géographie de la politique de la ville). Le taux d'habitants couverts par le RSA est de presque 11 % pour 6,1 % en moyenne France métropolitaine. Et la part des ménages vivant en habitat social est de 32 %. Environ 54 % des jeunes âgés de moins de 18 ans relèvent de catégories sociales défavorisées (35 % en France métropolitaine). Le taux de chômage des 15-64 ans (au sens du recensement) était de 20,1 % en 2007 et de 21,3 % en 2012. La part de non diplômés parmi les 45-54 ans est élevée (45,7 % pour 28,2 % en France métropolitaine). La part des jeunes non diplômés parmi les 15-24 ans non scolarisés demeure, elle aussi, à un niveau élevé (36,4 % pour 25,4 % en France métropolitaine).

même, la part des chômeurs parmi les 15-64 ans est conforme à la moyenne France métropolitaine, mais Damville (6,8 %) s'oppose à Gisors (10,7 %). C'est en matière d'habitat social que l'écart entre les cantons du groupe est le plus significatif. Dans 5 cantons, la part des ménages vivant en habitat social dépasse 20 % (30,5 % à Grand-Couronne), quand elle n'est que de 5,4 % à Nonancourt ou de 4,9 % à Saint-André de l'Eure.

Le type « précarité économique plutôt dans des communes de taille moyenne » ne concerne que 6 cantons aux profils hétérogènes. On y trouve Rouen (5 200 habitants / km²), une de ses périphéries (Le Grand-Quevilly), et de petits pôles urbains comme Bernay (428 habitants / km²) et Yvetot (222 habitants / km²). Ils ont en commun un revenu (18 500 euros) légèrement inférieur à la moyenne de France métropolitaine de 18 700 euros (ou un peu moins, 17 200 euros à Bernay). La part des chômeurs parmi les 15-64 ans est plus élevée que la moyenne dans quatre cantons

Les Andelys

Ce canton industriel de 18 500 habitants gagne des habitants de 2006 à 2011. La part des emplois relevant de l'industrie est de 10 points supérieure à la moyenne avec 23,5 %. L'écart est encore de 10 points pour ce qui est des jeunes âgés de moins de 18 ans relevant de catégories sociales défavorisées (45,1 % pour 35 % en moyenne de France métropolitaine). La part de chômeurs parmi les 15-64 ans est de 10 % et le revenu médian de 19 100 euros est plus élevé que nationalement (18 700 euros en France métropolitaine). Mais la part de non diplômés parmi les 45-54 ans est élevée (38,5 %) ainsi que parmi les 15-24 ans qui ne sont plus scolarisés (33,3 %).



sur six (11,1 % à Rouen, 11,8 % à Bernay). La part des emplois en CDI n'atteint pas 80 % pour 85,2 % en France métropolitaine (77,5 % à Rouen, 82 % à Bernay). Dans ces deux cantons urbains, la part des habitants couverts par le RSA avoisine les 10 % pour 6,1 % en France métropolitaine (10,2 % à Rouen et 9,6 % à Bernay).

II. RISQUES SECONDS

Le type « qualification industrielle traditionnelle dans les petites communes rurales » rassemble 32 cantons ruraux (18 % de la population). La densité n'est que de 63 habitants / km² pour ce groupe. Comme pour le type précédent, le revenu est légèrement inférieur à la moyenne. De même pour la part des chômeurs parmi les 15-64 ans (7,9 % pour 8,9 %). La part des emplois industriels est ici élevée (22,1 %), atteignant 30,1 % à Eu et 40,2 % à Blangy-sur-Bresle. Dans 8 cantons, la part de moins de 18 ans relevant de catégories sociales défavorisées dépasse 50 % (62,1 % à Aumale et 67,1 % à Blangy-sur-Bresle). La part des non diplômés chez les 45-54 ans atteint 38,1 % soit 10 points de plus que la moyenne de France métropolitaine.

III. AUTRES

Les 12 cantons périurbains de type « sécurité économique et soutien culturel » se caractérisent par une surreprésentation de ménages actifs et retraités à haut niveau de revenu et de diplôme. Ce sont des secteurs résidentiels de Rouen (Darnétal, Bois-Guillaume-Bihorel, Mont-Saint-Aignan), d'Évreux (Évreux-Nord hors Évreux, Évreux-Ouest hors Évreux), de Vernon (Vernon-Nord hors Vernon) ou de Dieppe (Dieppe-Est hors Dieppe). Le revenu y est de 22 000 euros, mais il peut atteindre 27 000 euros comme à Bois-Guillaume-Bihorel. La part des jeunes non diplômés parmi les 15-24 ans non scolarisés est de 22,7 %. De même, au sein du type « garantie de l'emploi à niveaux de qualification variés » composé de cantons de même nature, le revenu est de 22 900 euros. Mais il dépasse 24 000 euros à Vernon-Sud hors Vernon, voire 29 000 euros au Havre 6^e canton hors Le Havre. La part des jeunes non diplômés parmi les 15-24 ans non scolarisés est de 20,9 %.

Exemples de cantons significatifs de l'académie de Rouen par type, selon quelques indicateurs

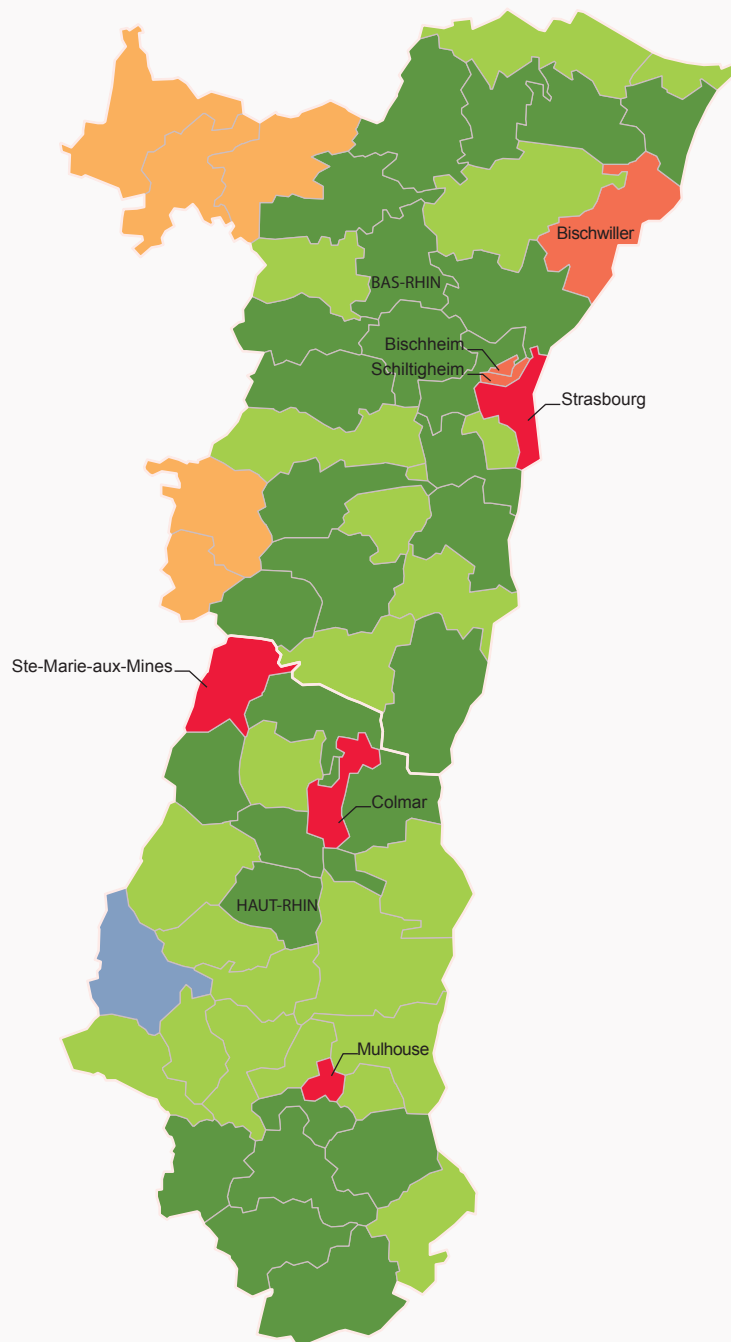
Type										
Cantons		Saint-Étienne-du-Rouvray	Les Andelys	Bernay	Brionne	Valmont	Bois-Guillaume-Bihorel	Boos	Académie	France métro.
Département		76	27	27	27	76	76	76		
Indicateurs mobilisés dans la typologie	Revenu médian par unité de consommation (€)	15 575	19 143	17 194	18 276	18 563	27 239	24 322	19 253	18 695
	Chômeurs parmi les 15-64 ans (%)	13,7	10,0	11,8	9,5	6,6	5,6	5,6	9,6	8,9
	Emplois en CDI (%)	80,8	85,4	82,0	83,6	86,4	87,8	88,7	84,4	85,2
	Familles monoparentales (%)	11,8	7,7	12,1	6,5	5,4	8,2	7,3	8,9	8,9
	Familles de quatre enfants et plus (%)	3,0	2,1	1,0	1,5	1,4	1,3	1,1	1,5	1,4
	Ménages vivant en HLM (%)	32,2	13,3	24,6	9,7	3,6	18,6	10,2	20,3	14,6
	Non diplômés parmi les 45-54 ans (%)	45,7	38,5	35,6	42,9	38,4	17,0	20,7	33,9	28,2
Indicateurs de scolarisation des 15-24 ans et niveau de diplôme des non scolarisés	Taux de scolarisation (%)	66,1	56,9	54,5	54,8	62,0	78,4	73,0	61,6	64,9
	Non scolarisés (nombre)	1 531	901	579	517	403	579	1 260	88 586	2 696 094
	· Non diplômés (%)	36,4	33,3	30,1	29,7	18,0	15,1	17,8	27,0	25,4
	· Diplômés de niveau V (CAP, BEP) (%)	25,5	30,6	24,6	30,5	42,9	17,3	24,1	29,8	27,2
	· Diplômés de niveau IV (BAC, BP...) (%)	24,7	25,7	25,6	28,9	24,2	28,7	30,1	26,0	26,5
	· Diplômés de niveau III (BAC + 2...) (%)	10,7	7,4	10,0	9,8	11,0	20,9	20,3	12,4	13,7
Indicateurs socio-démographiques complémentaires	Densité de population (hab./km ²)	1 541	87	428	72	87	1 207	354	149	116
	60 ans et plus dans la population (%)	21,6	21,9	28,9	24,8	22,8	30,2	22,9	22,5	23,4
	Immigrés dans la population (%)	15,8	3,4	3,3	1,8	0,8	3,6	2,9	4,5	8,7
	Couverture population par le RSA (%)	10,7	3,9	9,6	5,4	3,1	2,2	2,7	6,8	6,1
	0-17 ans d'origine sociale défavorisée (%)	53,7	45,1	36,2	52,7	41,2	12,3	20,5	41,5	35,0
	Agriculture dans l'emploi (%)	0,1	3,4	1,1	4,5	4,9	0,2	0,7	2,1	2,8
	Industrie dans l'emploi (%)	12,4	23,5	15,0	23,8	16,2	9,0	15,8	17,7	13,4

Source : Insee, RP 2011, Revenus fiscaux localisés, CNAF. Calcul : Céreq-ESO CNRS, Caen.

Légende des types de risques

- Cumul de fragilités économique, familiale, culturelle en milieu urbain
- Disparités de conditions de vie dans les grandes périphéries
- Précarité économique plutôt dans des communes de taille moyenne

- Qualification industrielle traditionnelle dans les petites communes rurales
- Milieu rural isolé, de tourisme saisonnier et d'économie présentielle
- Sécurité économique et soutien culturel
- Garantie de l'emploi à niveaux de qualification variés

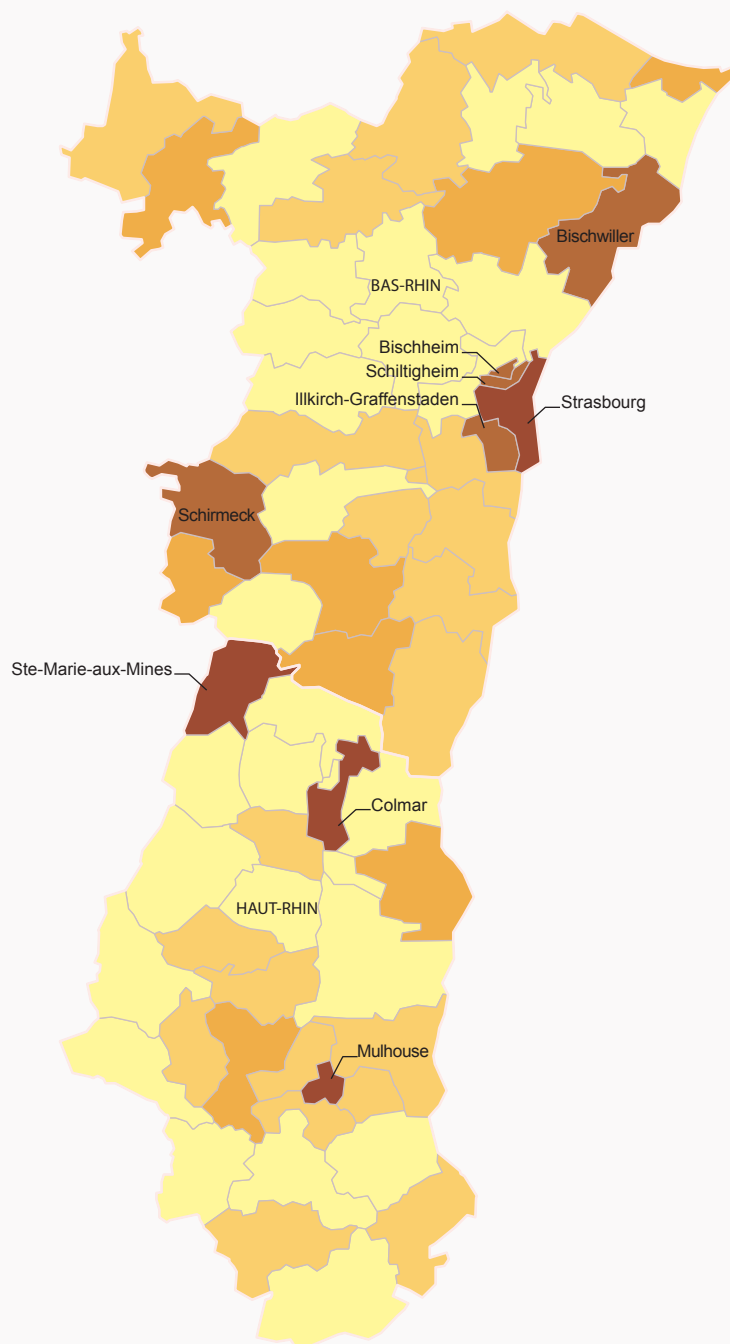


0 10km

Source : INSEE, RP 2011, Revenus fiscaux localisés. Calcul et cartographie : Céreq - ESO CNRS, Caen.

LES ZONES À RISQUES D'ÉCHEC SCOLAIRE

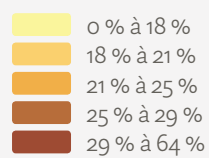
- Cumul de fragilités économique, familiale, culturelle en milieu urbain
- Disparités de conditions de vie dans les grandes périphéries
- Précarité économique plutôt dans des communes de taille moyenne
- Qualification industrielle traditionnelle dans les petites communes rurales
- Milieu rural isolé, de tourisme saisonnier et d'économie présentielle
- Sécurité économique et soutien culturel
- Garantie de l'emploi à niveaux de qualification variés

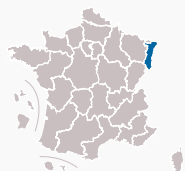


0 10 km

Source : INSEE, RP 2011. Calcul et cartographie : Céreq - ESO CNRS, Caen.

LA PART DES NON DIPLÔMÉS PARMI LES 15-24 ANS NON SCOLARISÉS





Les deux-tiers des habitants relèvent des types les plus favorables « sécurité économique et soutien culturel » et « garantie de l'emploi à niveaux de qualification variés » qui s'étendent sur 79 % des cantons. Pour autant, les risques sociaux demeurent présents dans le type « cumul de fragilités économique, familiale, culturelle en milieu urbain » qui concentre un habitant sur quatre dans seulement 4 cantons. Les autres types étant très minoritaires, cette bipolarité se traduit par une part de jeunes non diplômés parmi les 15-24 ans non scolarisés de 23,5 % pour une moyenne France métropolitaine de 25,4 %.

I. RISQUES LES PLUS MARQUÉS

Les 4 cantons urbains du type « cumul de fragilités économique, familiale, culturelle en milieu urbain » (Strasbourg, Mulhouse, Colmar et Sainte-Marie-aux-Mines), partagent des revenus faibles (16 400 euros pour 18 700 euros en France métropolitaine, dont 13 400 euros à Mulhouse). La part des chômeurs parmi les 15-64 ans s'élève à 13,1 % pour 8,9 % en moyenne France métropolitaine. La part des emplois en CDI est inférieure à la moyenne avec seulement 79,8 % pour 85,2 % en France métropolitaine (78,6 % à Strasbourg). Du point de vue des conditions de vie, la proportion de familles monoparentales et de familles nombreuses est supérieure à la moyenne de France métropolitaine. Elle dépasse 11 % dans tous les cantons sauf à Strasbourg. La part des ménages vivant en habitat social (23,6 %) est plus éloignée encore de la moyenne nationale (14,6 %). Colmar se démarque avec un taux de 31,8 %. La part des non diplômés chez les 45-54 ans est elle aussi plus élevée (32 % pour 28,2 % en France métropolitaine). Le phénomène atteint son maximum à Mulhouse (presque 42 %). De même, la part des jeunes non diplômés parmi les 15-24 ans non scolarisés est supérieure à la moyenne (33,3 % pour 25,4 % en France métropolitaine). Elle atteint 40,6 % à Mulhouse.

Mulhouse, les industries en perte d'emplois

Ce canton industriel (automobile, textile, mécanique, chimie, etc.), qui est équivalent à la ville du même nom, perd des habitants de 2006 à 2011. Il correspond au cœur de la grande aire urbaine de Mulhouse (246 000 habitants en 2012). La part des emplois industriels y est de 16,5 % pour 13,4 % au plan national. La part de chômeurs parmi les 15-64 ans est élevée (16,9 % pour 8,9 % en France métropolitaine). Le taux d'habitants couverts par le RSA s'élève à 15,3 %, soit 9 points de plus que la moyenne. Plus de la moitié des moins de 18 ans relèvent de catégories sociales défavorisées (58 % pour 35 % en France métropolitaine). Le taux de chômage des 15-64 ans (au sens du recensement) était de 22,1 % en 2007 et de 26,4 % en 2012.

Le type « disparités de conditions de vie dans les grandes périphéries » ne concerne que Bischwiller, Bischheim et Schiltigheim. Ces cantons périurbains de Strasbourg (560 habitants / km²) se distinguent par un revenu proche de la moyenne en France métropolitaine (sauf Schiltigheim) et des taux élevés de familles monoparentales et de ménages vivant en habitat social, sauf pour Bischheim. La valeur de ce dernier indicateur dépasse 27 % à Bischwiller et à Schiltigheim. De même, la part des non diplômés chez les 45-54 ans est plus élevée que la moyenne (30,9 % pour 28,2 % en France métropolitaine). Il en va de même pour la part des jeunes non

diplômés parmi les 15-24 ans non scolarisés (26,8 % pour 25,4 % en France métropolitaine).

Schiltigheim, des difficultés contenues

Ce canton industriel du nord de Strasbourg, équivalent à la commune du même nom, gagne des habitants de 2006 à 2011. Le taux d'habitants couverts par le RSA approche 12 % et près de la moitié (45,1 %) des moins de 18 ans relève de catégories sociales défavorisées. Toutefois, la part de non diplômés parmi les 45-54 ans est contenue à 29,8 % et parmi les 15-24 ans non scolarisés à 28,1 %.

Les 5 cantons ruraux du type « précarité économique plutôt dans des communes de taille moyenne » (65 habitants / km²), sont localisés à l'ouest du département du Bas-Rhin. Saales, Schirmeck, Drulingen, Sarre-Union et La Petite-Pierre se situent dans le massif des Vosges, à la frontière avec les départements de la Moselle et des Vosges. Leur revenu est proche de la moyenne, comme la part des emplois en CDI et la proportion de familles monoparentales et nombreuses. La part des non diplômés chez les 45-54 ans est plus élevée que la moyenne (32 %), comme à Drulingen avec 33,9 %. En revanche, celle des jeunes non diplômés parmi les 15-24 ans non scolarisés (21 %) est inférieure à la moyenne en France métropolitaine de 25,4 % (14,2 % à La Petite-Pierre).

II. RISQUES SECONDS

L'unique canton rural de Saint-Amarin (77 habitants / km²) appartient au type « qualification industrielle traditionnelle dans les petites communes rurales ». Comme les cantons du groupe précédent, il se localise dans le massif des Vosges. Cette académie ne possède pas de canton relevant du type « milieu rural isolé, de tourisme saisonnier et d'économie présentielle ».

III. AUTRES

Les 22 cantons du type « sécurité économique et soutien culturel » (34 % de la population) sont urbains et périurbains (215 habitants / km²). Ils abritent de petits pôles urbains comme Saverne, Sélestat, Haguenau, Thann et Munster. Ils correspondent à des zones favorisées au sein des couronnes périurbaines de Strasbourg (Illkirch-Graffenstaden, Molsheim) et de Mulhouse (Illzach, Wittenheim, Ensisheim, etc.). Le revenu est de 21 300 euros (27 200 euros à Huningue), et la part des emplois en CDI de 2 points supérieure à la moyenne de France métropolitaine avec 87,5 % (90,7 % à Habsheim). La part des non diplômés chez les 45-54 ans est moins élevée



qu'en France métropolitaine (24,4 %, 16,6 % à Kaisersberg). De même, celle des jeunes non diplômés parmi les 15-24 ans non scolarisés n'est que de 20,7 % (15,7 % à Masevaux, 15,5 % à Munster, 15,4 % à Ensisheim). Il s'agit de zones résidentielles à fort taux de ménages actifs et retraités bien dotés en revenus et en diplômes.

Le type « garantie de l'emploi à niveaux de qualification variés » agrège 29 cantons périurbains (32 % de la population) des couronnes résidentielles des deux plus grandes aires urbaines

de l'académie, Strasbourg et Mulhouse. Le revenu est élevé (22 800 euros). La part des emplois en CDI est une des plus élevée de France avec 89,5 % (92 % à Sierentz et à Truchtersheim). Une des différences avec le groupe précédent tient au taux de chômeurs parmi les 15-64 ans (6 % ici pour 8 % dans le type précédent). Sierentz et Truchtersheim se distinguent à nouveau avec des taux de 4 % à 5 %. La part des jeunes non diplômés parmi les 15-24 ans non scolarisés est inférieure de 9 points à la moyenne avec 16,4 % (10,7 % à Hochfelden, 13,3 % à Sierentz et 11,2 % à Truchtersheim).

Exemples de cantons significatifs de l'académie de Strasbourg par type, selon quelques indicateurs

Type									
Cantons		Mulhouse	Schiltigheim	Schirmeck	Saint-Amarin	*	Huningue	Truchtersheim	Académie
Département		68	67	67	68	-	68	67	France métro.
Indicateurs mobilisés dans la typologie	Revenu médian par unité de consommation (€)	13 443	16 568	18 297	19 423		27 193	25 742	21 349
	Chômeurs parmi les 15-64 ans (%)	16,9	11,8	8,6	8,5		9,1	4,1	8,8
	Emplois en CDI (%)	81,4	85,6	86,1	86,7		89,9	92,0	86,4
	Familles monoparentales (%)	11,9	11,6	9,7	6,4		8,1	7,5	8,6
	Familles de quatre enfants et plus (%)	3,1	1,7	1,7	1,5		1,1	0,7	1,4
	Ménages vivant en HLM (%)	23,3	27,9	4,7	6,3		14,0	0,8	11,9
	Non diplômés parmi les 45-54 ans (%)	41,8	29,8	31,3	28,0		28,0	12,3	25,3
Indicateurs de scolarisation des 15-24 ans et niveau de diplôme des non scolarisés	Taux de scolarisation (%)	56,1	57,1	56,8	56,7		58,4	73,6	62,8
	Non scolarisés (nombre)	6 715	1 875	627	544		2 176	641	86 783
	· Non diplômés (%)	40,6	28,1	25,7	13,6		20,3	11,2	23,5
	· Diplômés de niveau V (CAP, BEP) (%)	27,5	26,1	37,5	40,2		33,5	26,4	29,2
	· Diplômés de niveau IV (BAC, BP...) (%)	20,3	24,3	24,7	31,9		26,3	34,2	26,3
	· Diplômés de niveau III (BAC + 2...) (%)	7,4	14,0	10,2	11,8		13,2	20,1	14,9
Indicateurs socio-démographiques complémentaires	Densité de population (hab./km²)	4 975	4 146	83	77		377	173	224
	60 ans et plus dans la population (%)	19,6	20,0	25,4	28,2		21,0	21,4	21,7
	Immigrés dans la population (%)	23,5	17,0	5,5	4,4		20,3	3,3	10,5
	Couverture population par le RSA (%)	15,3	11,9	3,6	3,2		4,4	0,9	5,7
	0-17 ans d'origine sociale défavorisée (%)	58,2	45,1	54,3	50,2		42,8	17,7	41,3
	Agriculture dans l'emploi (%)	0,2	0,2	1,9	1,8		0,8	4,3	1,6
	Industrie dans l'emploi (%)	16,5	10,3	27,2	25,5		28,7	14,2	20,2

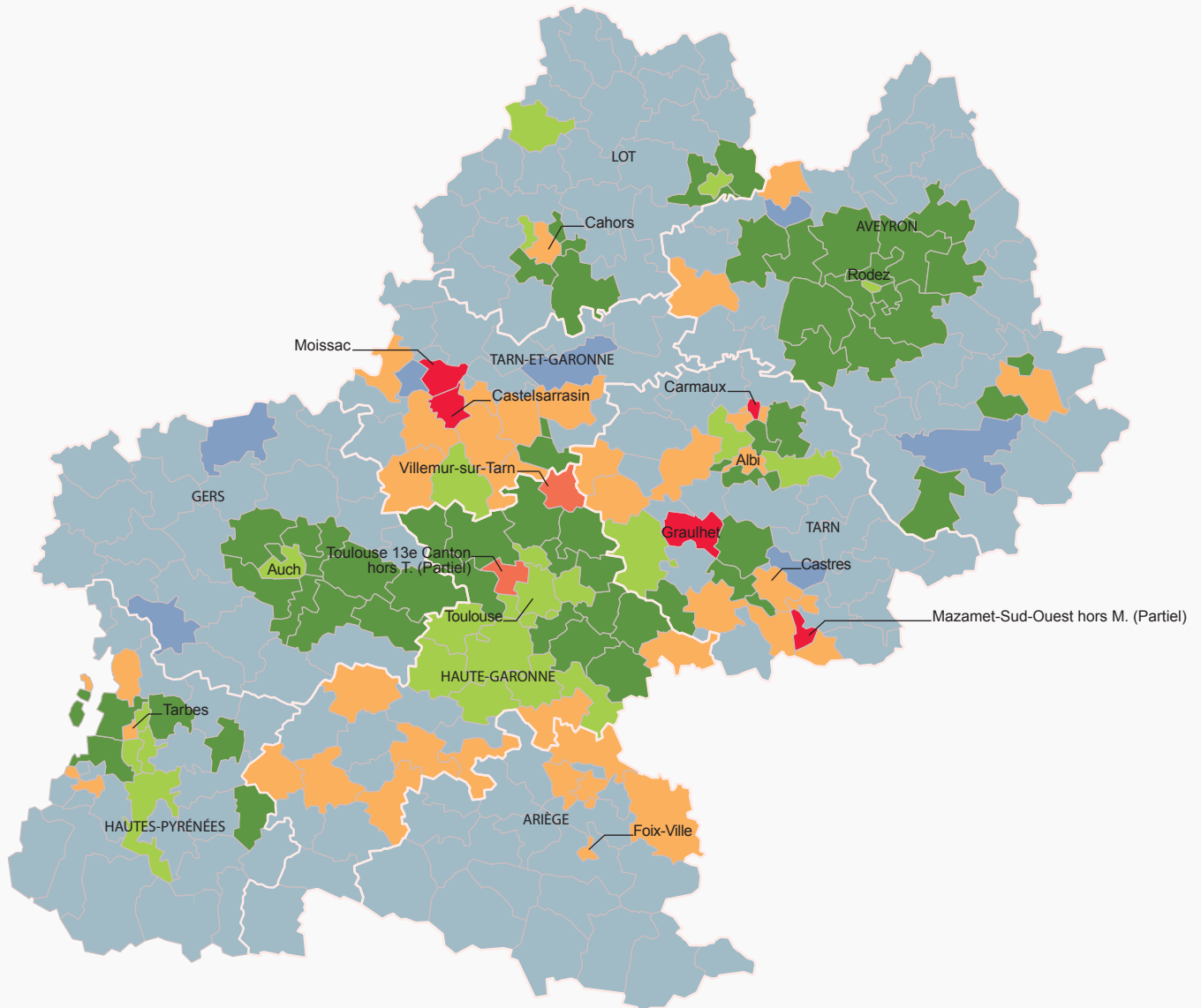
* Ce type de risque n'est pas présent dans l'académie

Source : Insee, RP 2011, Revenus fiscaux localisés, CNAF. Calcul : Céreq-ESQ CNRS, Caen.

Légende des types de risques

- Cumul de fragilités économique, familiale, culturelle en milieu urbain
- Disparités de conditions de vie dans les grandes périphéries
- Précarité économique plutôt dans des communes de taille moyenne

- Qualification industrielle traditionnelle dans les petites communes rurales
- Milieu rural isolé, de tourisme saisonnier et d'économie présentielle
- Sécurité économique et soutien culturel
- Garantie de l'emploi à niveaux de qualification variés

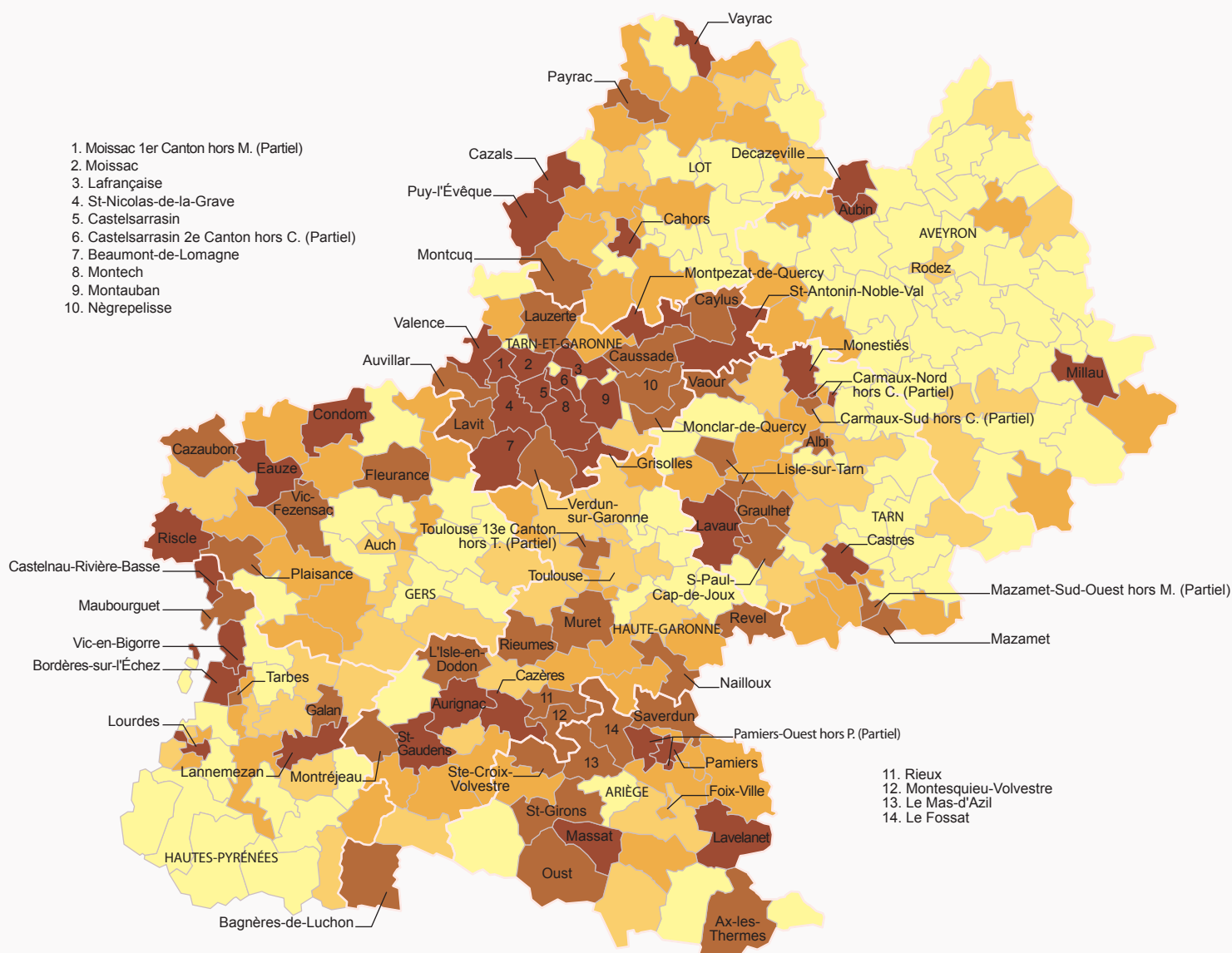


0 30 km

Source : INSEE, RP 2011, Revenus fiscaux localisés. Calcul et cartographie : Céreq - ESO CNRS, Caen.

LES ZONES À RISQUES D'ÉCHEC SCOLAIRE

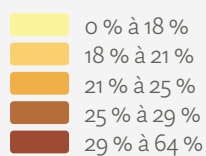
- Cumul de fragilités économique, familiale, culturelle en milieu urbain
- Disparités de conditions de vie dans les grandes périphéries
- Précarité économique plutôt dans des communes de taille moyenne
- Qualification industrielle traditionnelle dans les petites communes rurales
- Milieu rural isolé, de tourisme saisonnier et d'économie présentielle
- Sécurité économique et soutien culturel
- Garantie de l'emploi à niveaux de qualification variés



0 30 km

Source : INSEE, RP 2011. Calcul et cartographie : Céreq - ESO CNRS, Caen.

LA PART DES NON DIPLÔMÉS PARMIS LES 15-24 ANS NON SCOLARISÉS





Les types les plus abrités « sécurité économique et soutien culturel » et « garantie de l'emploi à niveaux de qualification variés » rassemblent plus de la moitié des habitants dans un peu moins d'un canton sur trois. De plus les types « cumul des fragilités économique, familiale, culturelle en milieu urbain » et « disparités de conditions de vie dans les grandes périphéries » qui présentent les risques les plus aigus sont très peu représentés. Les difficultés se concentrent donc dans le type « précarité économique plutôt dans des communes de taille moyenne ». Dans l'ensemble, la part de non diplômés parmi les 15-24 ans qui ne sont plus scolarisés est contenue à 22,8 %, pour 25,4 % en France métropolitaine.

I. RISQUES LES PLUS MARQUÉS

Le type « cumul de fragilités économique, familiale, culturelle en milieu urbain » ne concerne que 5 cantons urbains correspondant à de petits pôles en difficultés (Graulhet, Mazamet-Sud-Ouest, Carmaux, Castelsarrasin et Moissac). Le revenu médian n'est ici que de 15 700 euros, soit 3 000 euros de moins qu'en France métropolitaine. La part des chômeurs parmi les 15-64 ans est élevée (11,5 % pour 8,9 % au plan national). La part des emplois en CDI est faible (77,8 % à Castelsarrasin). La proportion de familles monoparentales et de familles nombreuses est conforme à la moyenne, mais celle des ménages vivant en habitat social est inférieure (9,8 % pour 14,6 % en France métropolitaine). La part des non diplômés chez les 45-54 ans dépasse 33 %, soit 5 points de plus que la moyenne. De même, la part des jeunes non diplômés parmi les 15-24 ans non scolarisés est supérieure de 5 points à la moyenne en France métropolitaine avec 30,5 %. Plus de 47 % des jeunes de moins de 18 ans relèvent de catégories sociales défavorisées (35 % en moyenne en France métropolitaine), sauf Castelsarrasin (37,8 %).

Castelsarrasin,

des difficultés d'emploi et de scolarisation durables

Ce canton, équivalent à la commune du même nom, gagne des habitants de 2006 à 2011. Il se situe au centre d'une aire urbaine parmi les plus petites en France (25 700 habitants en 2012). La part des chômeurs parmi les 15-64 ans est de 11 %. Le taux d'habitants couverts par le RSA est supérieur à la moyenne (9,1 % pour 6,1 % en France métropolitaine). La part des non diplômés chez les 45-54 ans atteint 39,4 % et celle des non diplômés parmi les 15-24 ans non scolarisés, 35,1 %.

Le type « disparités de conditions de vie dans les grandes périphéries » ne concerne que Villemur-sur-Tarn et Toulouse 13^e canton hors Toulouse, situés en proche et en lointaine périphéries de Toulouse. De fortes proportions de familles monoparentales et des ménages vivant en habitat social (31,6 %) distinguent Toulouse 13^e canton.

Les 38 cantons du type « précarité économique plutôt dans des communes de taille moyenne » (20 % de la population), se localisent plutôt aux marges rurales de l'aire urbaine de Toulouse (1 200 000 habitants en 2012), et au-delà (Saverdun, Rabastens, Grisolles). De petits pôles urbains composent aussi ce groupe (Albi, Cahors, Montauban, Foix, Millau ou Tarbes), où la densité moyenne s'élève à 114 habitants / km² (Gaillac, Revel, Villefranche-de-Rouergue). Le revenu n'est que de 17 300 euros

(16 000 euros à Mazamet, 15 900 euros à Tarbes, 15 400 euros à L'Isle-en-Dodon, 15 800 euros à Pamiers). La part des emplois en CDI est en retrait par rapport à la moyenne (83,1 % dont 77,8 % à Pamiers, 77,3 % à Lourdes, 76,5 % à Tarbes). Dans 16 cantons la part des chômeurs parmi les 15-64 ans dépasse 10 % (12,8 % à Pamiers, 14,1 % à Lourdes, 13,5 % à Tarbes). La part des jeunes non diplômés parmi les 15-24 ans non scolarisés est supérieure de 3 points à la moyenne de France métropolitaine avec 28,3 %, mais elle dépasse 30 % dans 12 cantons (34,6 % à Decazeville, 36,8 % à Valence, 33,4 % à Saint-Nicolas-de-la-Grave).

II. RISQUES SECONDS

Le type « qualification industrielle traditionnelle dans les petites communes rurales » ne compte que 7 cantons ruraux (50 habitants / km²), tous peuplés de moins de 15 000 habitants (3 500 habitants à Marciac, 2 600 habitants à Moissac 1^{er} canton). Les valeurs des indicateurs sont proches de la moyenne sauf pour la part des ménages vivant en habitat social, de moitié inférieure (6,3 % pour 14,6 % en France métropolitaine). La part des emplois industriels est la plus élevée de l'académie avec 18 % (27,5 % à Roquecourbe). Celle des emplois agricoles est elle aussi élevée (7,3 % pour 2,8 % au plan national, 15 % à Marciac et 17,7 % à Moissac 1^{er} canton). La part des jeunes diplômés d'un CAP ou d'un BEP parmi les 15-24 ans non scolarisés est plus élevée que la moyenne de France métropolitaine (31 % à 33 % à Marciac, Caussade, Roquecourbe et Moissac 1^{er} canton).

Le type « milieu rural isolé, de tourisme saisonnier et d'économie présentielle » représente 22 % de la population de l'académie, répartie dans 52 % des 286 cantons de l'académie. Ce sont des cantons parmi les plus ruraux et agricoles du sud-ouest (23 habitants / km²), souvent peuplés de moins de 3 500 habitants comme à Vicdessos, Conques, Nant et Cajarc. La part des habitants âgés de plus de 60 ans y est de 10 points supérieure à la moyenne (33,3 %). Ce taux dépasse 40 % dans 13 cantons (46,6 % à Quérigut, 47,1 % à La Salvetat-Peyralès, 45,1 % à Entraygues-sur-Truyères). De 2006 à 2011, le recul du nombre d'habitants peut atteindre 6 % à 7 % dans certains cantons (7,1 % à Lacaune, 6,6 % à Entraygues-sur-Truyères), alors que pour des cantons périurbains, la croissance peut dépasser 10 % (17,9 % à Pamiers-Est hors Pamiers, 19,7 % à Monclar-de-Quercy, 12,3 % à Saint-Paul-Cap-de-Joux, 17 % à Cologne). La part d'emplois concentrés dans l'agriculture est élevée avec 11,7 %. Elle dépasse 20 % dans 36 cantons (30,2 % à Conques, 30,5 % à Laguiole, 29,9 % à Réquista, 32 % à Saint-Chély-d'Aubrac, 30 % à La



Salvetat-Peyralès, 42,4 % à Vézins-de-Lévézou). Le revenu est inférieur de 2 000 euros à la moyenne de France métropolitaine (14 800 euros à Castillon-en-Couserans, 12 000 euros à Massat, 13 800 euros à Saint-Sernin-sur-Rance, 14 600 euros à La Salvétat-Peyralès, 14 200 euros à Latronquière). La part des chômeurs parmi les 15-64 ans s'abaisse à 7,6 % en moyenne. Dans 31 cantons elle est inférieure à 6 %. La part des jeunes non diplômés parmi les 15-24 ans non scolarisés est inférieure de 3 points à la moyenne France métropolitaine.

III. AUTRES

Les types « sécurité économique et soutien culturel » (26 cantons) et « garantie de l'emploi à niveaux de qualification variés » (56 cantons), couvrent les couronnes périurbaines des aires

urbaines de différentes tailles que sont Toulouse, Cahors, Albi, Rodez, Millau ou Auch. Ces cantons résidentiels se caractérisent par une surreprésentation de ménages aisés actifs et retraités à hauts niveaux de diplôme et de revenu. Le premier présente un revenu médian de 20 300 euros et le second de 19 900 euros. En revanche, le second est en situation plus favorable en ce qui concerne la part de chômeurs parmi les 15-64 ans (5,7 % alors qu'elle est de 9,4 % pour le type « sécurité économique et soutien culturel »), mais aussi pour la part des CDI dans les emplois (89,2 % alors qu'elle est de 84,2 % pour le type « sécurité économique et soutien culturel »). Dans les deux cas, la part des jeunes non diplômés parmi les 15-24 ans non scolarisés est limitée à 21 % pour la première et 17,9 % pour la seconde.

Exemples de cantons significatifs de l'académie de Toulouse par type, selon quelques indicateurs

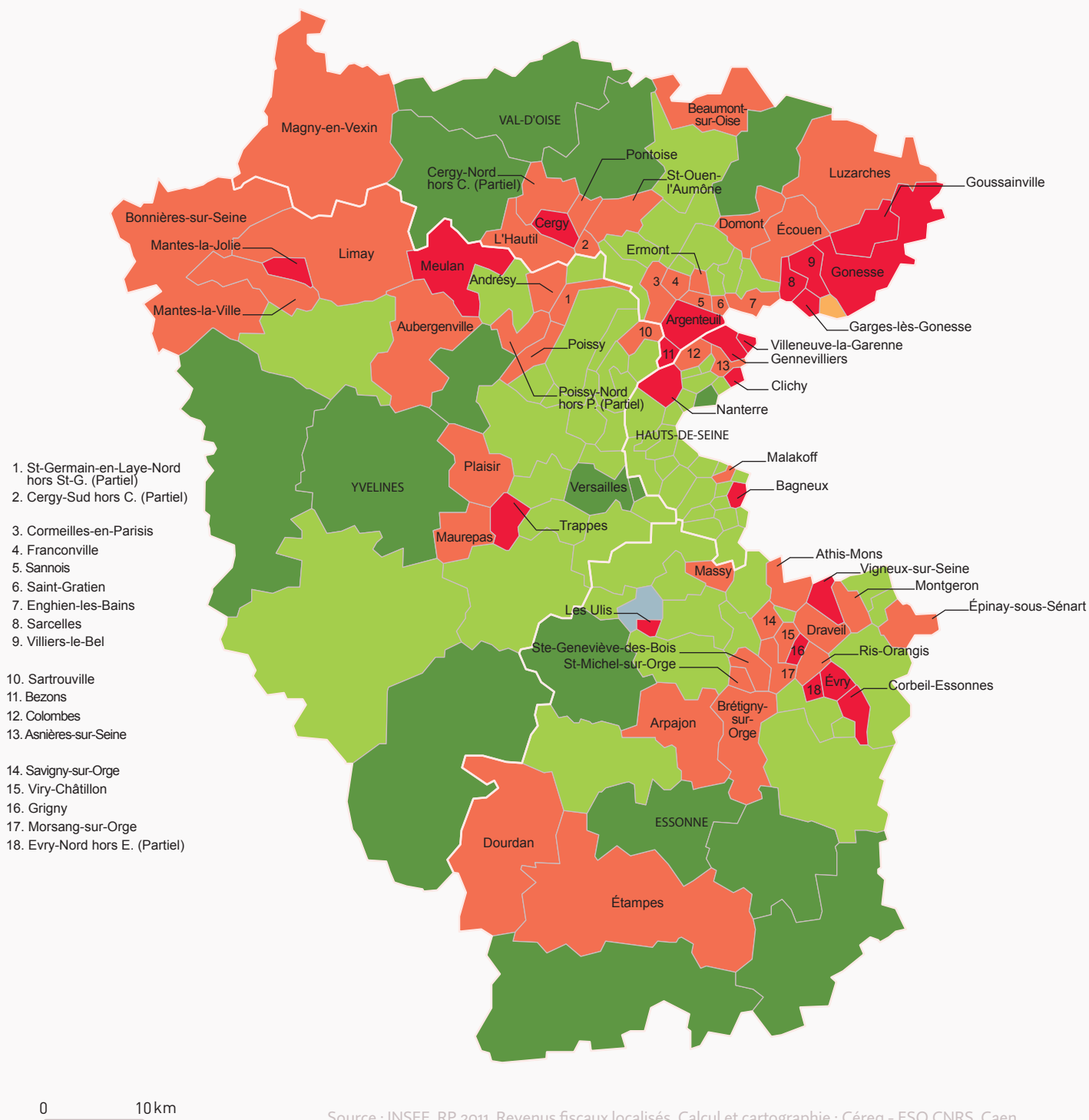
Type									
Cantons		Castelsarrasin	Villemur-sur-Tarn	Decazeville	Caussade	Saint-Céré	Blagnac	Castanet-Tolosan	
Département		82	31	12	82	46	31	31	
Indicateurs mobilisés dans la typologie	Revenu médian par unité de consommation (€)	15 973	18 416	16 308	16 382	18 216	22 682	26 040	17 776
	Chômeurs parmi les 15-64 ans (%)	11,0	8,6	9,2	10,0	7,2	7,3	5,9	8,5
	Emplois en CDI (%)	77,8	86,1	84,8	85,8	83,8	87,7	88,6	84,9
	Familles monoparentales (%)	9,4	8,0	6,3	7,6	6,6	10,1	9,4	8,4
	Familles de quatre enfants et plus (%)	1,2	1,4	0,8	1,0	0,4	0,7	0,8	0,9
	Ménages vivant en HLM (%)	7,5	6,0	18,2	5,8	3,3	15,9	11,4	8,3
	Non diplômés parmi les 45-54 ans (%)	39,4	30,9	26,6	32,0	23,5	15,6	11,6	22,3
Indicateurs de scolarisation des 15-24 ans et niveau de diplôme des non scolarisés	Taux de scolarisation (%)	44,5	61,6	61,6	55,9	54,7	65,7	79,2	67,0
	Non scolarisés (nombre)	953	335	364	647	301	1 671	1 196	112 735
	· Non diplômés (%)	35,1	23,3	34,6	27,5	19,0	22,1	17,9	22,8
	· Diplômés de niveau V [CAP, BEP] (%)	33,2	37,6	27,7	33,1	32,6	21,8	20,9	27,4
	· Diplômés de niveau IV [BAC, BP...] (%)	22,6	26,1	22,0	26,7	29,5	26,9	30,1	27,1
	· Diplômés de niveau III [BAC + 2...] (%)	7,5	9,7	12,1	9,1	11,6	17,8	18,8	15,2
Indicateurs socio-démographiques complémentaires	Densité de population (hab./km²)	170	98	92	71	52	726	443	64
	60 ans et plus dans la population (%)	29,0	24,1	37,6	28,9	33,1	19,6	24,5	25,8
	Immigrés dans la population (%)	8,2	6,9	5,9	5,9	4,3	9,7	6,2	7,6
	Couverture population par le RSA (%)	9,1	3,2	6,7	8,0	3,7	4,6	3,0	5,5
	0-17 ans d'origine sociale défavorisée (%)	37,8	31,8	47,5	39,0	25,1	22,3	13,3	30,1
	Agriculture dans l'emploi (%)	3,8	4,1	6,3	6,9	6,1	0,3	0,6	4,4
	Industrie dans l'emploi (%)	11,4	16,8	20,9	16,9	18,2	17,4	11,8	12,7

Source : Insee, RP 2011, Revenus fiscaux localisés, CNAF. Calcul : Céreq-ESO CNRS, Caen.

Légende des types de risques

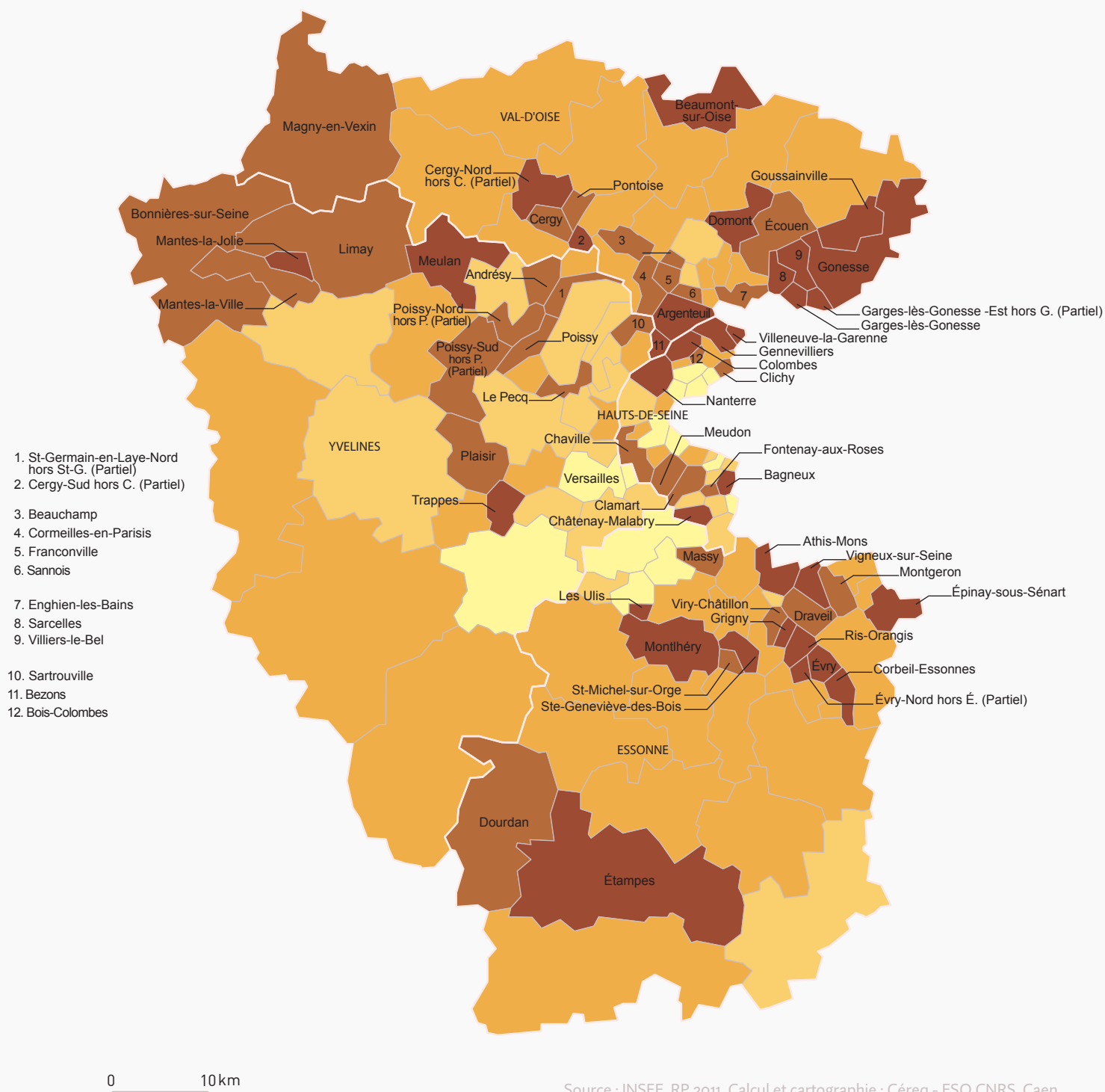
- Cumul de fragilités économique, familiale, culturelle en milieu urbain
- Disparités de conditions de vie dans les grandes périphéries
- Précarité économique plutôt dans des communes de taille moyenne

- Qualification industrielle traditionnelle dans les petites communes rurales
- Milieu rural isolé, de tourisme saisonnier et d'économie présentielle
- Sécurité économique et soutien culturel
- Garantie de l'emploi à niveaux de qualification variés

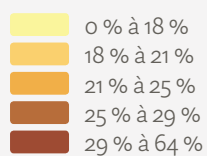


LES ZONES À RISQUES D'ÉCHEC SCOLAIRE

- Cumul de fragilités économique, familiale, culturelle en milieu urbain
- Disparités de conditions de vie dans les grandes périphéries
- Précarité économique plutôt dans des communes de taille moyenne
- Qualification industrielle traditionnelle dans les petites communes rurales
- Milieu rural isolé, de tourisme saisonnier et d'économie présentielle
- Sécurité économique et soutien culturel
- Garantie de l'emploi à niveaux de qualification variés



LA PART DES NON DIPLÔMÉS PARMI LES 15-24 ANS NON SCOLARISÉS



Si un peu moins de la moitié des cantons et de la population sont abrités dans le type « sécurité économique et soutien culturel », l'académie est très contrastée puisqu'elle comporte des risques significatifs pour 14 % des cantons et 18 % de la population concentrés dans le type « cumul de fragilités économique, familiale, culturelle en milieu urbain » et aussi, à un degré moindre, dans le type « disparités de conditions de vie dans les grandes périphéries » pour un tiers des cantons et de la population.

I. RISQUES LES PLUS MARQUÉS

Les 22 cantons du type « cumul de fragilités économique, familiale, culturelle en milieu urbain » sont très urbains et concentrés en première couronne de la grande aire urbaine parisienne tels Nanterre (7 000 habitants / km²) et Clichy (19 305 habitants / km²) ou en seconde couronne tels Grigny et Mantes-la-Jolie (autour de 5 000 habitants / km²). Tous partagent des indicateurs défavorables. Leur situation apparaît comme la plus dégradée de toute l'académie, économiquement et socialement. Le revenu médian est dans ce type de 15 300 euros, soit près de 10 000 euros de moins que la moyenne pour l'ensemble des 152 cantons de l'académie (moyenne nationale de 18 700 euros). Dans certains cantons, ce revenu ne dépasse pas 14 000 euros (Trappes, Gennevilliers, Villiers-le-Bel, Garges-lès-Gonesse et Grigny). La part des chômeurs parmi les 15-64 ans atteint 16 % à Sarcelles (8,9 % au plan national). La part des ménages vivant en habitat social est deux fois plus élevée qu'en France métropolitaine (plus de 28 % à Meulan et à Gonesse), voire trois fois plus élevée (54 % à Villeneuve-la-Garenne et Bagneux, 59 % à Trappes, 60 % à Gennevilliers). Il en va de même pour la proportion de familles monoparentales proche de 17 % à Villeneuve-la-Garenne, Trappes, Garges-lès-Gonesse, Les Ulis et Sarcelles, et celle de familles nombreuses qui avoisine 8 % à Grigny, à Garges-lès-Gonesse et à Sarcelles, pour 1,4 % en moyenne nationale. La part des non diplômés chez les 45-54 ans s'élève en moyenne dans le groupe à 42 % pour 28,2 % au plan national (plus de 50 % à Grigny, à Garges-lès-Gonesse et à Sarcelles). La part des jeunes non diplômés parmi les 15-24 ans non scolarisés dépasse 30 % dans 16 cantons sur 22 (moyenne nationale de 25,4 %).

Grigny, un concentré de difficultés

Le canton de Grigny (5 600 habitants / km²), équivalent à la commune du même nom, se caractérise par des valeurs extrêmes, dont le plus faible revenu de France métropolitaine : 9 880 euros et 15,1 % d'habitants couverts par le RSA (6,1 % en moyenne). Il est le canton le plus paupérisé avec les arrondissements du nord de la commune de Marseille. Il comporte les quartiers prioritaires de la politique de la ville de Grigny 2 (14 000 habitants) et de La Grande Borne-Le Plateau (17 000 habitants). Presque 40 % des ménages vivent en habitat social. Un tiers des habitants sont immigrés (8,7 % au plan national). 54,4 % des moins de 18 ans relèvent de catégories sociales défavorisées (35 % en moyenne).

Une quarantaine de cantons urbains et périurbains relèvent du type « disparités de conditions de vie dans les grandes périphéries ». Certains sont moins peuplés que les deux ZUS de Grigny, tels Magny-en-Vexin, 17 000 habitants, situé aux portes de la Normandie, et Dourdan, 16 700 habitants, aux portes du

département de l'Eure-et-Loir. Le centre de gravité de ce type est situé entre l'axe de la vallée de la Seine (Bonnières-sur-Seine, Aubergenville, Limay, Poissy, Sartrouville) et celui de l'Oise au nord de l'académie (Beaumont-sur-Oise, Pontoise, Corneilles-en-Parisis). 23 % des ménages vivent en habitat social (14,6 % au plan national). Dans une dizaine de cantons, cette proportion est au double de la moyenne nationale (32,4 % à Pontoise, 34,6 % à Poissy, 46,8 % à Saint-Germain-en-Laye-Nord). Dans ces mêmes cantons, la part des familles monoparentales atteint 11 % à 13 % (8,9 % en moyenne). La part des jeunes non diplômés parmi les 15-24 ans non scolarisés varie dans ce groupe du simple au double (17,5 % à Malakoff, 19,6 % à Ermont, mais 35,4 % à Beaumont-sur-Oise et 35,7 % à Ris-Orangis, pour une moyenne nationale de 25,4 %).

II. AUTRES

Le type « sécurité économique et soutien culturel » regroupe par contraste un ensemble très favorisé de 67 cantons, essentiellement dans les Hauts-de-Seine (24 cantons dont Chaville, Saint-Cloud, Sceaux hors Châtenay-Malabry) et dans les Yvelines (19 cantons, dont Le Chesnay, Le Vésinet, Chatou). Son centre de gravité se situe donc du côté de Versailles et de Saint-Nom-la-Bretèche, lieux de résidence de ménages actifs ou retraités dont les niveaux de revenu et de formation initiale sont parmi les plus élevés en France : 28 600 euros soit 10 000 euros au-dessus de la moyenne nationale. Ce revenu dépasse 30 000 euros dans 22 cantons (35 200 euros à Saint-Nom-la-Bretèche, 35 600 euros à Sceaux hors Châtenay-Malabry). La part des emplois en CDI dépasse fréquemment 90 % (91 % à Maisons-Laffitte et à Corbeil-Essonnes-Ouest). La part des non diplômés chez les 45-54 ans est limitée à 18 %, soit 10 points de moins qu'au plan national (autour de 10 % à Bièvres et à Versailles-Sud hors Versailles ; 9,3 % à Sceaux hors Châtenay-Malabry).

Saint-Nom-la-Bretèche, un environnement très favorisé

Le canton de Saint-Nom-la-Bretèche est en milieu périurbain très favorisé. La part des chômeurs parmi les 15-64 ans n'est que de 4,9 % et 90 % des emplois sont en CDI. La part des jeunes non diplômés parmi les 15-24 ans non scolarisés est limitée à 20,4 %, soit le même taux que pour les 15-24 ans non scolarisés diplômés d'un BAC + 2 (moyenne nationale de 13,7 %). Un peu plus de 7 % des moins de 18 ans habitant ce canton relèvent de catégories sociales défavorisées (35 % en moyenne). Dans la commune, presque 40 % des ménages sont cadres et presque 90 % des ménages sont imposables sur le revenu en 2012.



Exemples de cantons significatifs de l'académie de Versailles par type, selon quelques indicateurs

		Type									
		Cantons	Grigny	Saint-Ouen-l'Aumône	Garges-lès-Gonesse-Est hors Garges	*	Orsay	Saint-Nom-la-Bretèche	Neuilly-sur-Seine	Académie	France métro.
		Département	91	95	95	–	91	78	92		
Indicateurs mobilisés dans la typologie	Revenu médian par unité de consommation (€)		9 880	19 703	20 648		32 278	35 185	46 087	24 714	18 695
	Chômeurs parmi les 15-64 ans (%)		15,7	8,4	12,2		5,1	4,9	5,7	7,9	8,9
	Emplois en CDI (%)		81,9	87,5	84,9		83,7	90,0	88,3	88,2	85,2
	Familles monoparentales (%)		18,7	13,2	16,9		7,1	7,7	6,7	10,6	8,9
	Familles de quatre enfants et plus (%)		8,0	2,6	6,2		1,3	2,2	1,3	2,1	1,4
	Ménages vivant en HLM (%)		39,3	27,1	0,0		5,8	6,5	4,3	21,8	14,6
	Non diplômés parmi les 45-54 ans (%)		54,4	31,2	33,3		13,2	12,3	13,6	25,5	28,2
Indicateurs de scolarisation des 15-24 ans et niveau de diplôme des non scolarisés	Taux de scolarisation (%)		60,5	63,7	46,2		85,7	81,8	84,8	69,6	64,9
	Non scolarisés (nombre)		1 623	1 649	57		646	784	1 029	209 846	2 696 094
	· Non diplômés (%)		41,5	22,6	35,1		13,8	20,4	17,0	26,0	25,4
	· Diplômés de niveau V (CAP, BEP) (%)		23,5	28,3	29,8		13,4	19,2	9,8	22,1	27,2
	· Diplômés de niveau IV (BAC, BP...) (%)		23,0	28,0	19,3		26,7	26,3	23,4	25,9	26,5
	· Diplômés de niveau III (BAC + 2...) (%)		9,6	14,5	12,3		22,7	20,3	11,1	14,5	13,7
Indicateurs socio-démographiques complémentaires	Densité de population (hab./km²)		5 581	1 412	151		2 107	599	16 568	980	116
	60 ans et plus dans la population (%)		10,3	14,3	15,0		22,1	21,9	27,5	18,4	23,4
	Immigrés dans la population (%)		34,0	16,9	20,8		12,3	10,4	15,4	15,1	8,7
	Couverture population par le RSA (%)		15,1	5,1	3,9		1,4	1,0	1,6	4,5	6,1
	0-17 ans d'origine sociale défavorisée (%)		54,4	36,7	41,7		7,3	7,4	7,5	23,5	35,0
	Agriculture dans l'emploi (%)		0,0	0,4	0,0		0,3	0,6	0,2	0,2	2,8
	Industrie dans l'emploi (%)		7,6	12,6	7,7		10,1	11,4	6,6	9,7	13,4

* Ce type de risque n'est pas présent dans l'académie

Source : Insee, RP 2011, Revenus fiscaux localisés, CNAF. Calcul : Céreq-ESO CNRS, Caen.

Légende des types de risques

- Cumul de fragilités économique, familiale, culturelle en milieu urbain
- Disparités de conditions de vie dans les grandes périphéries
- Précarité économique plutôt dans des communes de taille moyenne

- Qualification industrielle traditionnelle dans les petites communes rurales
- Milieu rural isolé, de tourisme saisonnier et d'économie présentielle
- Sécurité économique et soutien culturel
- Garantie de l'emploi à niveaux de qualification variés

ACADÉMIES
D'OUTRE-MER



138

ACADÉMIE
DE **GUADELOUPE**



142

ACADÉMIE DE **GUYANE**



146

ACADÉMIE
DE **LA RÉUNION**



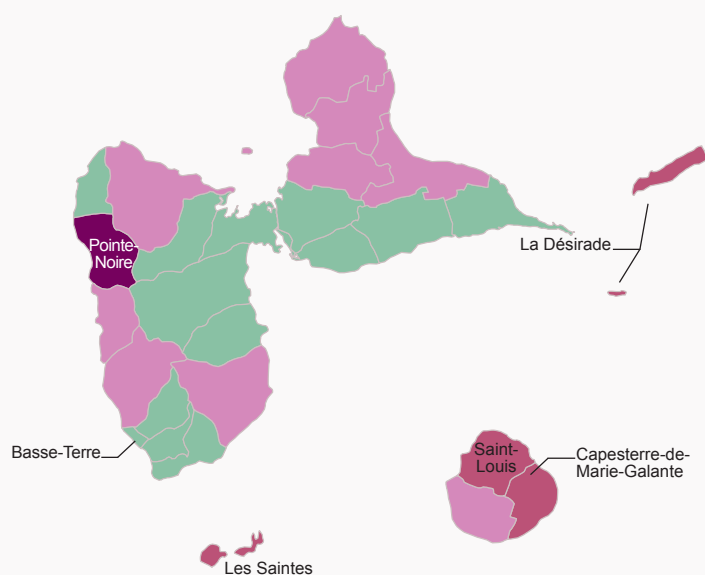
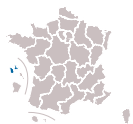
150

ACADÉMIE DE **MARTINIQUE**



154

VICE-RECTORAT
DE **MAYOTTE**

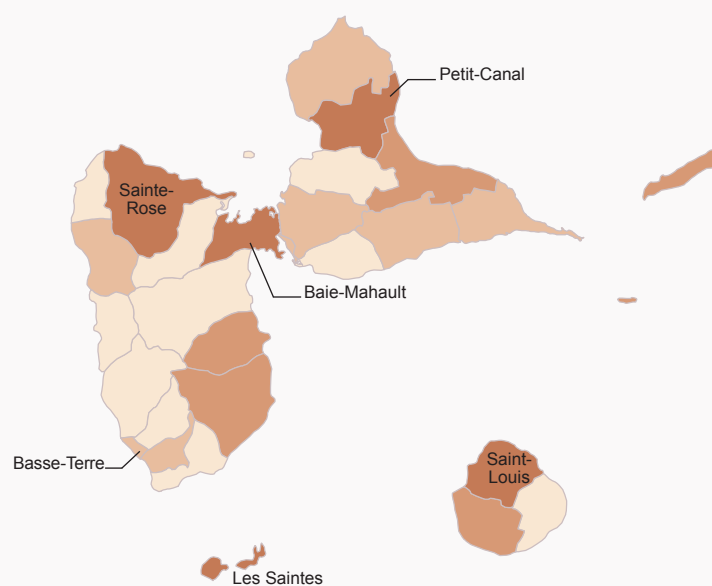


0 10km

Source : INSEE, RP 2011, DGFIP, Impôt sur les revenus 2011. Calcul et cartographie : Céreq - ESO CNRS, Caen.

LES ZONES À RISQUES D'ÉCHEC SCOLAIRE

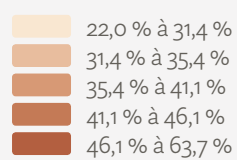
- Difficultés moindres sur le plan économique et des diplômes
- Cumul de difficultés sur le plan familial, économique et des diplômes
- Difficultés prononcées sur le plan des diplômes et de l'emploi
- Difficultés sur le plan familial et des revenus

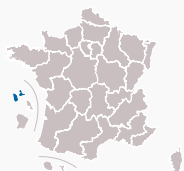


0 10 km

Source : INSEE, RP 2011. Calcul et cartographie : Céreq - ESO CNRS, Caen.

LA PART DES NON DIPLÔMÉS PARMI LES 15-24 ANS NON SCOLARISÉS





Le type « difficultés moindres sur le plan économique et des diplômes » est le plus représenté avec un canton sur deux et deux habitants sur trois. La part de non diplômés parmi les 15-24 ans qui ne sont plus scolarisés est toujours inférieure à la moyenne des DOM hors Mayotte. Le second type le plus fréquent est le type « difficultés sur le plan familial et des revenus » avec un canton sur trois et presque un habitant sur trois, lui aussi au-dessous de la moyenne des DOM.

I. RISQUES LES PLUS MARQUÉS

Le canton de Pointe-Noire est le seul à relever du type « cumul de difficultés sur le plan familial, économique et des diplômes ». Il est situé au nord de Basse-Terre et compte presque 7 000 habitants. La part des emplois en CDI est limitée à 77,1 % (79,5 % sur les quatre DOM pour 85,2 % en métropole). La part des chômeurs parmi les 15-64 ans (actifs ou inactifs) y est de 25,7 % (21,4 % sur les quatre DOM pour 8,9 % en métropole). Le taux de chômage des 15-64 ans au sens du recensement qui prend pour base les seules personnes se déclarant en emploi ou en recherche d'emploi est beaucoup plus élevé, il était de 39,1 % en 2007 et de 38,3 % en 2012.

Il n'est donc pas surprenant que la proportion de foyers non imposables sur le revenu dépasse 80 % (70,2 % sur les quatre DOM pour 43 % en métropole), alors que le taux d'habitants couverts par le RSA est de 27,8 % (24,2 % sur les quatre DOM pour 6,1 % en métropole). Sur le plan familial, les proportions de familles monoparentales et de familles nombreuses sont légèrement inférieures à la moyenne des quatre DOM mais restent à un niveau très élevé au regard de la métropole avec respectivement 23 % et 2,9 %. Enfin, sur le plan des diplômes, la part des non diplômés chez les 45-54 ans atteint 61,3 % (51,4 % sur les quatre DOM pour 28,2 % en métropole). Toutefois, si la part des jeunes non diplômés parmi les 15-24 ans non scolarisés dépasse de 10 points la moyenne en métropole avec 35,1 %, elle est contenue à un niveau inférieur à celui atteint sur l'ensemble des quatre DOM (42,6 %).

II. RISQUES SECONDS

Les quatre cantons du type « difficultés prononcées sur le plan des diplômes et de l'emploi » (Capesterre-de-Marie-Galante, La Désirade, Saint-Louis et Les Saintes), sont localisés sur les îles des Saintes et de Marie-Galante. La part des chômeurs parmi les 15-64 ans y varie de 16 % (Les Saintes) à 26 % (La Désirade). La part des non diplômés chez les 45-54 ans dépasse 50 % (68,5 % aux Saintes). Celle des jeunes non diplômés parmi les 15-24 ans non scolarisés connaît de plus amples écarts, de 24,8 % (Capesterre-de-Marie-Galante) à 46,1 % (Les Saintes).

Le type « difficultés sur le plan familial et des revenus » agrège 9 cantons plus peuplés que dans le type précédent (22 500 habitants au Moule, 274 habitants / km²), au nord-est et au sud-ouest de l'île. La moitié d'entre eux se situent au nord de Pointe-à-Pitre (Anse-Bertrand, Petit-Canal, Morne-à-l'Eau, Le Moule). La proportion de foyers non imposables sur le revenu est supérieure à 72 % (78,1 % à Capesterre-Belle-Eau). Celle des familles monoparentales varie de 23 % (Anse-Bertrand) à 26,3 % (Sainte-Rose).

III. AUTRES

Les 14 autres cantons appartiennent au type « difficultés moindres sur le plan économique et des diplômes ». Ils forment les agglomérations de Pointe-à-Pitre (Les Abymes, Petit-Bourg) et Basse-Terre (Saint-Claude, Goubeyre). Ces espaces plus résidentiels se distinguent par une proportion de foyers non imposables nettement moindre (54,7 % à Baine-Mahaut ; 55,3 % à Saint-Claude), au regard de l'ensemble des quatre DOM (70,2 %) bien que supérieure au taux de la France métropolitaine (43 %). Dans ces deux derniers cantons la part des chômeurs parmi les 15-64 ans est inférieure à 15 %. Saint-Claude se démarque à nouveau pour la part des jeunes non diplômés parmi les 15-24 ans non scolarisés contenue à 22,6 %, soit au-dessous du taux moyen en France métropolitaine de 25,4 %, alors que ces taux varient dans les autres cantons de 28,1 % (Le Gosier) à 42,3 % (Baie-Mahault) et sont le plus souvent supérieurs à 30 %.



Exemples de cantons significatifs de l'académie de Guadeloupe par type, selon quelques indicateurs

Type								
Cantons		Pointe-Noire	Les Saintes	Anse-Bertrand	Saint-Claude	Guadeloupe	Ensemble des quatre DOM*	France métro.
Indicateurs mobilisés dans la typologie	Foyers non imposables (%)	80,6	79,7	77,2	55,3	70,1	70,2	43,0
	Chômeurs parmi les 15-64 ans (%)	25,7	16,5	20,9	13,7	19,8	21,4	8,9
	Emplois en CDI (%)	77,1	85,7	80,8	89,6	83,0	79,5	85,2
	Familles monoparentales (%)	23,0	13,9	23,0	20,6	25,5	24,6	8,9
	Familles de quatre enfants et plus (%)	2,9	0,4	2,3	1,5	2,2	3,8	1,4
	Non diplômés parmi les 45-54 ans (%)	61,3	68,5	51,8	26,8	43,8	51,4	28,2
Indicateurs de scolarisation des 15-24 ans et niveau de diplôme des non scolarisés	Taux de scolarisation (%)	59,1	37,2	65,4	71,0	64,4	58,4	64,9
	Non scolarisés (nombre)	366	128	451	367	18 341	110 521	2 696 094
	· Non diplômés (%)	35,1	46,1	34,7	22,6	34,5	42,6	25,4
	· Diplômés de niveau V (CAP, BEP) (%)	32,6	18,7	20,3	29,1	23,4	24,6	27,2
	· Diplômés de niveau IV (BAC, BP...) (%)	26,1	29,7	35,3	34,4	30,7	23,2	26,5
	· Diplômés de niveau III (BAC + 2...) (%)	5,1	3,1	9,1	11,9	8,3	6,7	13,7
Indicateurs socio-démographiques complémentaires	Densité de population (hab./km²)	114	225	100	304	248	21	116
	60 ans et plus dans la population (%)	22,1	26,4	25,3	21,7	19,7	15,3	23,4
	Immigrés dans la population (%)	0,8	0,6	1,6	4,3	4,3	6,0	8,7
	Couverture population par le RSA (%)	27,8	11,4	21,0	14,3	20,9	24,2	6,1
	0-17 ans d'origine sociale défavorisée (%)	45,5	28,0	44,4	28,4	38,8	46,6	35,0
	Agriculture dans l'emploi (%)	2,2	11,5	7,8	2,1	3,7	3,7	2,8
	Industrie dans l'emploi (%)	8,9	4,3	5,7	4,8	7,2	7,6	13,4

* Guadeloupe, Guyane, Martinique, La Réunion

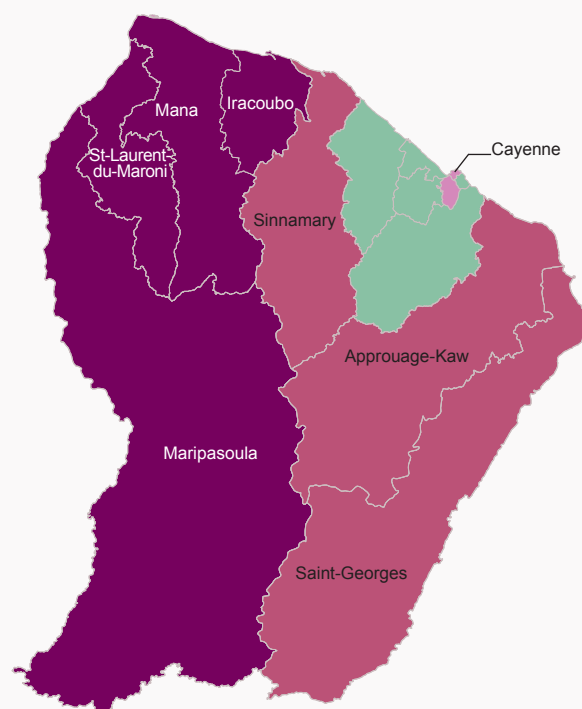
Source : Insee, RP 2011, DGFIP, Impôt sur les revenus 2011, CNAF, Calcul : Céreq-ESO CNRS, Caen.

Note : les données pour la Guadeloupe portent sur le périmètre du DOM et excluent donc Saint-Martin et Saint-Barthélemy.

Légende des types de risques

Difficultés moindres sur le plan économique et des diplômes
Difficultés prononcées sur le plan des diplômes et de l'emploi

Cumul de difficultés sur le plan familial, économique et des diplômes
Difficultés sur le plan familial et des revenus

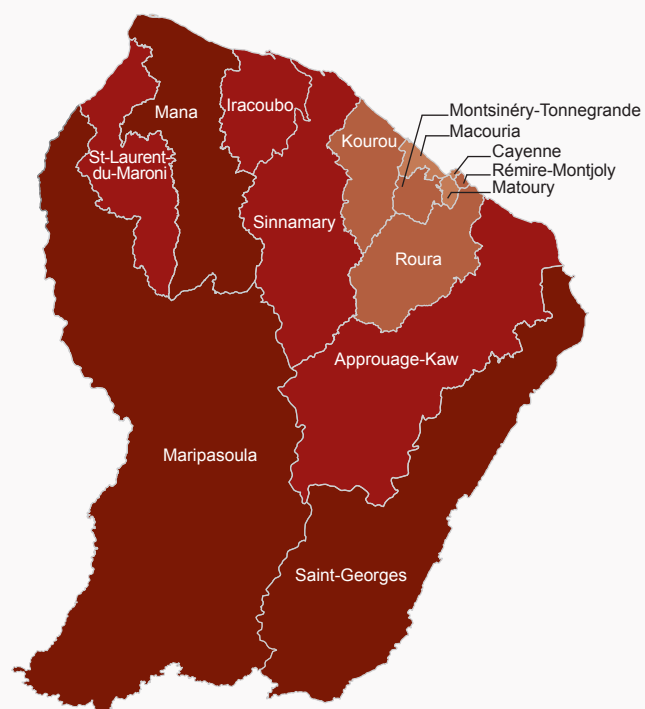


0 40 km

Source : INSEE, RP 2011, DGFIP, Impôt sur les revenus 2011. Calcul et cartographie : Céreq - ESO CNRS, Caen.

LES ZONES À RISQUES D'ÉCHEC SCOLAIRE

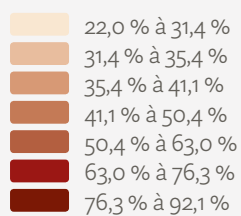
- Difficultés moindres sur le plan économique et des diplômes
- Cumul de difficultés sur le plan familial, économique et des diplômes
- Difficultés prononcées sur le plan des diplômes et de l'emploi
- Difficultés sur le plan familial et des revenus

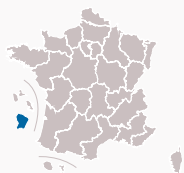


0 40 km

Source : INSEE, RP 2011. Calcul et cartographie : Céreq - ESO CNRS, Caen.

LA PART DES NON DIPLÔMÉS PARMI LES 15-24 ANS NON SCOLARISÉS





Le type « cumul de difficultés sur le plan familial, économique et des diplômes » ne représente que 4 cantons sur 14 mais concentre plus d'un habitant sur trois. La part des jeunes non diplômés parmi les 15-24 ans non scolarisés est parmi les plus élevées des DOM, hors Mayotte. Le type « difficultés sur le plan familial et des revenus » ne concerne que 2 cantons, mais ceux-ci concentrent encore plus les difficultés car ils regroupent 36 % de la population. La part des jeunes non diplômés parmi les 15-24 ans non scolarisés y est toutefois contenue dans la moyenne des DOM hors Mayotte.

I. RISQUES LES PLUS MARQUÉS

Les 4 cantons de Maripasoula, Saint-Laurent-du-Maroni, Mana et Iracoubo relèvent du type « cumul de difficultés sur le plan familial, économique et des diplômes ». Ils se situent à l'ouest de la Guyane, en façade maritime ou sur le fleuve Maroni. Leur population varie de moins de 2 000 habitants (1 habitant / km² à Iracoubo), à plus de 40 000 habitants (8 habitants / km² à Saint-Laurent-du-Maroni). Leur situation économique et sociale défavorable se traduit par des valeurs extrêmes pour les indicateurs retenus. La part des emplois agricoles est très forte à Iracoubo (13,6 %) et à Mana (23,9 %, riziculture), pour 3,7 % sur les quatre DOM hors Mayotte et 2,8 % en métropole. Celle des foyers non imposables sur le revenu dépasse 80 % (87 % à Maripasoula pour 70,2 % sur les quatre DOM et 43 % en métropole). La part des emplois en CDI s'élève à seulement 47 % à Maripasoula (79,5 % sur les quatre DOM et 85,2 % en métropole). La part des chômeurs parmi les 15-64 ans dépasse 20 % au sein de ce type pour 21,4 % sur les quatre DOM et 8,9 % en métropole (31,1 % à Iracoubo). Du point de vue des conditions de vie le taux d'habitants couverts par le RSA varie du simple au double (15,8 % à Maripasoula à 33,8 % à Saint-Laurent-du-Maroni pour 24,2 % sur les quatre DOM et 6,1 % en métropole). Les proportions de familles monoparentales et de familles nombreuses sont, elles aussi, très supérieures à la moyenne. Le taux de familles monoparentales varie de 25,8 % à Iracoubo à 34,6 % à Saint-Laurent-du-Maroni (24,6 % sur les quatre DOM pour 8,9 % en métropole). La part de familles nombreuses varie quant à elle de 20,2 % à Iracoubo à 26,9 % à Mana (pour 3,8 % sur les quatre DOM et 1,4 % en métropole). Sur le plan des diplômes, la part des non diplômés chez les 45-54 ans montre des écarts de plus forte amplitude puisqu'elle est de 71 % à Iracoubo et de 94,1 % à Maripasoula (51,4 % sur les quatre DOM pour 28,2 % en métropole). De même, celle des jeunes non diplômés parmi les 15-24 ans non scolarisés s'échelonne entre 63,6 % à Iracoubo, 76,3 % à Mana, et 92 % à Maripasoula (42,6 % sur les quatre DOM et 25,4 % en métropole).

La population de Maripasoula, commune la plus vaste de France (18 360 km²), est passée de 5 500 habitants en 2007 à 9 900 en 2012 (636 habitants en 1967). Le taux de chômage des 15-64 ans (au sens du recensement) était de 42,7 % en 2007 et de 74,1 % en 2012.

II. RISQUES SECONDS

Les 3 cantons de type « difficultés prononcées sur le plan des diplômes et de l'emploi » se localisent au centre (Sinamary) et à l'est de la Guyane (Approuage-Kaw et Saint-Georges-Oyapoc). La part des chômeurs parmi les 15-64 ans y varie de 19 % à 32,7 % (Approuage-Kaw). La part des non diplômés chez les 45-54 ans dépasse 58 %. Celle des jeunes non diplômés parmi les 15-24 ans non scolarisés dépasse 60 % (90,6 % à Saint-Georges-Oyapoc).

Le type « difficultés sur le plan familial et des revenus » concerne deux cantons, beaucoup plus peuplés que ceux du groupe précédent (57 200 habitants à Cayenne avec 2 300 habitants / km², et 29 200 habitants à Matoury avec 217 habitants / km²). La part des foyers non imposables sur le revenu est respectivement de 71,1 % et 69 %, et celle des familles monoparentales de 32,1 % et 29,5 %. La part des non diplômés chez les 45-54 ans est de 49,7 % et de 46,7 %, respectivement. Celle des jeunes non diplômés parmi les 15-24 ans non scolarisés de 44,7 % et de 41,9 %. Dans les deux cas ces valeurs sont proches des moyennes d'ensemble sur les quatre DOM.

III. AUTRES

Les 5 autres cantons appartiennent au type « difficultés moindres sur le plan économique et des diplômes ». Ils forment une partie des agglomérations de Cayenne et Kourou. Ces espaces résidentiels se distinguent par des proportions plus faibles de foyers non imposables (50,1 % à Remire-Montjoly). Dans ce type, la part des chômeurs parmi les 15-64 ans est la plus faible (11,5 % à Roura). De même, la part des jeunes non diplômés parmi les 15-24 ans non scolarisés est plus contenue que dans les types précédents, de 46,8 % à Macouria à 57,8 % à Roura, bien qu'elle dépasse la moyenne des DOM (42,6 %) et de la France métropolitaine (25,4 %).



Exemples de cantons significatifs de l'académie de Guyane par type, selon quelques indicateurs

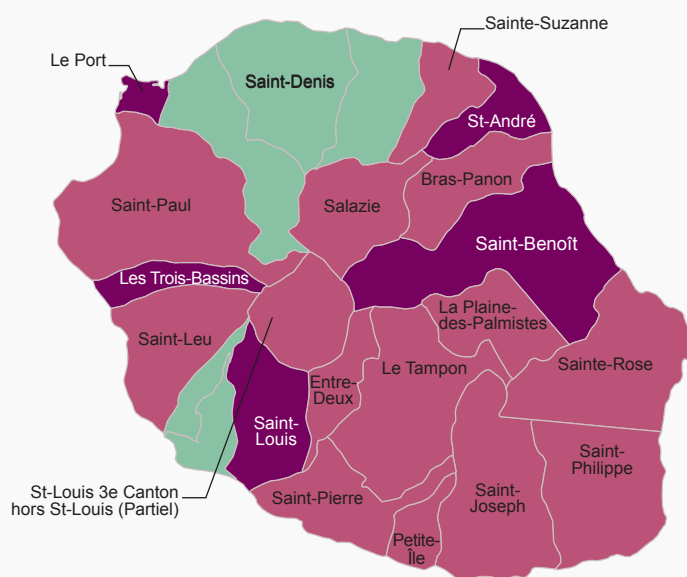
Type								
Cantons		Maripasoula	Saint-Georges-Oyapoc	Cayenne	Macouria	Guyane	Ensemble des quatre DOM*	France métro.
Indicateurs mobilisés dans la typologie	Foyers non imposables (%)	87,0	85,5	71,1	62,5	70,5	70,2	43,0
	Chômeurs parmi les 15-64 ans (%)	23,8	28,3	17,9	16,1	19,5	21,4	8,9
	Emplois en CDI (%)	47,0	64,3	78,9	80,3	75,7	79,5	85,2
	Familles monoparentales (%)	30,7	17,6	32,1	23,1	28,7	24,6	8,9
	Familles de quatre enfants et plus (%)	24,2	23,6	6,9	9,1	12,7	3,8	1,4
	Non diplômés parmi les 45-54 ans (%)	94,1	82,4	49,7	37,8	55,1	51,4	28,2
Indicateurs de scolarisation des 15-24 ans et niveau de diplôme des non scolarisés	Taux de scolarisation (%)	35,1	38,0	62,2	64,1	54,9	58,4	64,9
	Non scolarisés (nombre)	2 790	618	3 292	597	17 230	110 521	2 696 094
	· Non diplômés (%)	92,0	90,6	44,7	46,8	62,3	42,6	25,4
	· Diplômés de niveau V (CAP, BEP) (%)	5,7	5,4	23,7	22,3	18,9	24,6	27,2
	· Diplômés de niveau IV (BAC, BP...) (%)	1,0	2,3	21,8	24,8	12,8	23,2	26,5
	· Diplômés de niveau III (BAC + 2...) (%)	0,5	0,5	6,5	4,2	3,5	6,7	13,7
Indicateurs socio-démographiques complémentaires	Densité de population (hab./km²)	1	0	2339	27	3	21	116
	60 ans et plus dans la population (%)	3,2	4,6	10,4	6,8	6,8	15,3	23,4
	Immigrés dans la population (%)	37,6	24,1	27,7	20,6	29,0	6,0	8,7
	Couverture population par le RSA (%)	15,8	44,7	25,3	17,6	22,4	24,2	6,1
	0-17 ans d'origine sociale défavorisée (%)	84,4	79,4	51,3	43,0	58,1	46,6	35,0
	Agriculture dans l'emploi (%)	5,1	0,5	1,2	4,9	2,9	3,7	2,8
	Industrie dans l'emploi (%)	52,5	4,6	6,4	10,7	11,5	7,6	13,4

* Guadeloupe, Guyane, Martinique, La Réunion

Source : Insee, RP 2011, DGFIP, Impôt sur les revenus 2011, CNAF. Calcul : Céreq-ESO CNRS, Caen.

Légende des types de risques

 Difficultés moindres sur le plan économique et des diplômes	 Cumul de difficultés sur le plan familial, économique et des diplômes
 Difficultés prononcées sur le plan des diplômes et de l'emploi	 Difficultés sur le plan familial et des revenus

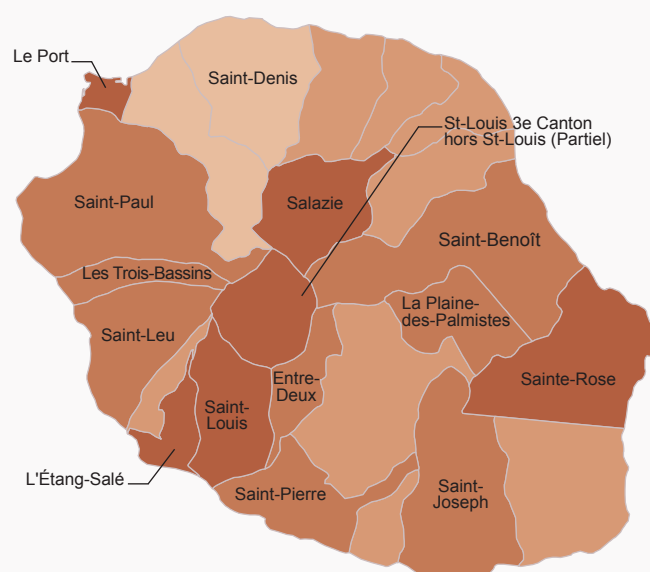


0 10 km

Source : INSEE, RP 2011, DGFIP, Impôt sur les revenus 2011. Calcul et cartographie : Céreq - ESO CNRS, Caen.

LES ZONES À RISQUES D'ÉCHEC SCOLAIRE

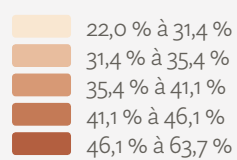
- Difficultés moindres sur le plan économique et des diplômes
- Cumul de difficultés sur le plan familial, économique et des diplômes
- Difficultés prononcées sur le plan des diplômes et de l'emploi
- Difficultés sur le plan familial et des revenus

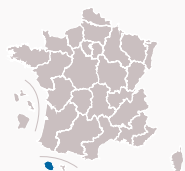


0 10 km

Source : INSEE, RP 2011. Calcul et cartographie : Céreq - ESO CNRS, Caen.

LA PART DES NON DIPLÔMÉS PARMI LES 15-24 ANS NON SCOLARISÉS





Le type « difficultés prononcées sur le plan des diplômes et de l'emploi » est le plus représenté avec plus d'un canton sur deux et la moitié des habitants. La part de non diplômés parmi les 15-24 ans qui ne sont plus scolarisés est supérieure à la moyenne des DOM hors Mayotte pour dix cantons. Le type « cumul de difficultés sur le plan familial, économique et des diplômes » concentre les difficultés les plus lourdes dans cinq cantons pour un peu moins d'un habitant sur quatre (23 %). Le type « difficultés moindres sur le plan économique et des diplômes », un peu plus favorable, représente lui aussi cinq cantons et un peu plus d'un habitant sur quatre (28 %).

I. RISQUES LES PLUS MARQUÉS

Les cinq cantons de Saint-Louis, Saint-André, Saint-Benoît, Le Port et Les Trois-Bassins relèvent du type « cumul de difficultés sur le plan familial, économique et des diplômes ». Ils se dispersent sur les deux façades de l'île (façade au vent pour Saint-André et Saint-Benoît). Leur population dépasse 35 000 habitants, sauf pour Les Trois-Bassins moins peuplés (plus de 1 000 habitants / km² à Saint-André et au Port). Le canton du Port est le plus industriel de l'île (12,7 % des emplois). La part des emplois en CDI se limite à 72,2 % aux Trois-Bassins (79,5 % sur les quatre DOM hors Mayotte et 85,2 % en métropole). La part des chômeurs parmi les 15-64 ans (actifs et inactifs) dépasse 23 % au sein de ce type, dont 30,8 % au Port (21,4 % sur les quatre DOM pour 8,9 % en métropole). Encore faut-il ajouter que le taux de chômage des 15-64 ans au sens du recensement qui prend pour base les seules personnes se déclarant en emploi ou en recherche d'emploi est beaucoup plus élevé, il était par exemple de 41,6 % en 2007 et de 49 % en 2012 au Port.

Dans ce type, la part des foyers non imposables sur le revenu dépasse 77 % (de 77,9 % à Saint-André à 80 % au Port pour 70,2 % sur les quatre DOM et 43 % en France métropolitaine). Le taux d'habitants couverts par le RSA varie de 32,4 % aux Trois-Bassins à 38,7 % au Port (24,2 % sur les quatre DOM pour 6,1 % en métropole).

Sur le plan des conditions de vie familiales, les proportions de familles monoparentales et de familles nombreuses sont, elles aussi, très supérieures aux moyennes. Le taux de familles monoparentales va de 24,1 % aux Trois-Bassins à 32,7 % au Port (24,6 % sur les quatre DOM pour 8,9 % en métropole). Celui des familles nombreuses varie de 4,2 % aux Trois-Bassins à 7,2 % au Port (3,8 % sur les quatre DOM pour 1,4 % en métropole).

Enfin, sur le plan des diplômes, la part des non diplômés chez les 45-54 ans varie de 63,5 % à Saint-André à 73 % au Port. Celle des jeunes non diplômés parmi les 15-24 ans non scolarisés distingue les mêmes cantons, 40,5 % à Saint-André et 52,6 % au Port (42,6 % sur les quatre DOM pour 25,4 % en métropole).

III. RISQUES SECONDS

Le centre de gravité des 14 cantons de type « difficultés prononcées sur le plan des diplômes et de l'emploi » se localise au centre et au sud-est de l'île. Pour la plupart, ces cantons concentrent une part d'emplois agricoles plus élevée que la moyenne, dépassant 10 % à Petite-Île, Saint-Philippe, Sainte-Rose ou Salazie. La part des chômeurs parmi les 15-64 ans y varie de 20,9 % (Entre-Deux) à 32,6 % (Saint-Louis 3^e canton). La part des non diplômés chez les 45-54 ans varie dans une forte amplitude, entre plusieurs cantons proches de 57-62 % (par ordre croissant : La Plaine-des-Palmistes, Saint-Paul, Saint-Leu, Saint-Pierre, Saint-Suzanne, Bras-Panon, Entre-Deux et Le Tampon) et d'autres en situations plus difficiles à 71-85 % (par ordre croissant : Sainte-Rose, Saint-Louis 3^e canton, Saint-Philippe et Salazie). La part de non diplômés parmi les 15-24 ans non scolarisés varie aussi dans un rapport de 1 à 1,5 entre un premier groupe à 36-40 % (par ordre croissant : Bras-Panon, Petite-Île, Saint-Philippe, Saint-Suzanne et Le Tampon) et un autre à 45-64 % (par ordre croissant : Saint-Joseph, Sainte-Rose, Salazie et Saint-Louis 3^e canton).

Le type « difficultés sur le plan familial et des revenus » n'est pas représenté à La Réunion.

III. AUTRES

Les cinq autres cantons appartiennent au type « difficultés moindres sur le plan économique et des diplômes ». Ils se trouvent dans les zones urbaines et périurbaines de Saint-Denis, ainsi que celles de Saint-Louis. Ces espaces résidentiels se distinguent par des proportions plus faibles de foyers non imposables (59,9 % à La Possession, 63,1 % à Saint-Denis). Dans ce groupe, la part des chômeurs parmi les 15-64 ans est la plus faible de l'île (de 18,1 % à La Possession à 19,6 % à Saint-Denis et 21,2 % aux Avirons). La part des jeunes non diplômés parmi les 15-24 ans non scolarisés est ici la plus faible de l'île, de 34 % à 37 % (34 % à La Possession, 34,7 % à Saint-Denis), à l'exception de L'Étang-Salé (47,4 %).



Exemples de cantons significatifs de l'académie de La Réunion par type, selon quelques indicateurs

Type							
Cantons		Le Port	Saint-Louis 3 ^e Canton hors Saint-Louis (Partiel)	**	Saint-Denis	La Réunion	Ensemble des quatre DOM*
							France métr.
Indicateurs mobilisés dans la typologie	Foyers non imposables (%)	80,0	82,8		63,1	71,6	70,2
	Chômeurs parmi les 15-64 ans (%)	30,8	32,6		19,6	24,1	8,9
	Emplois en CDI (%)	74,7	63,7		79,9	77,4	85,2
	Familles monoparentales (%)	32,7	16,3		21,0	21,9	8,9
	Familles de quatre enfants et plus (%)	7,2	2,6		3,1	3,7	1,4
	Non diplômés parmi les 45-54 ans (%)	73,0	77,0		49,4	58,9	28,2
Indicateurs de scolarisation des 15-24 ans et niveau de diplôme des non scolarisés	Taux de scolarisation (%)	49,6	45,8		62,5	55,0	64,9
	Non scolarisés (nombre)	3 242	401		2 552	57 108	110 521
	· Non diplômés (%)	52,6	63,7		34,7	42,0	25,4
	· Diplômés de niveau V (CAP, BEP) (%)	25,3	19,3		22,7	25,6	27,2
	· Diplômés de niveau IV (BAC, BP...) (%)	16,5	12,9		27,9	22,7	26,5
	· Diplômés de niveau III (BAC + 2...) (%)	4,6	3,4		9,1	6,8	13,7
Indicateurs socio- démographiques complémentaires	Densité de population (hab./km ²)	2 223	65		1 017	333	21
	60 ans et plus dans la population (%)	11,8	15,6		13,9	12,7	23,4
	Immigrés dans la population (%)	4,5	0,4		4,1	2,0	8,7
	Couverture population par le RSA (%)	38,7	35,0		23,3	28,6	6,1
	0-17 ans d'origine sociale défavorisée (%)	63,0	69,3		41,8	49,3	46,6
	Agriculture dans l'emploi (%)	2,4	5,3		0,8	3,6	2,8
	Industrie dans l'emploi (%)	12,7	4,4		5,2	7,0	13,4

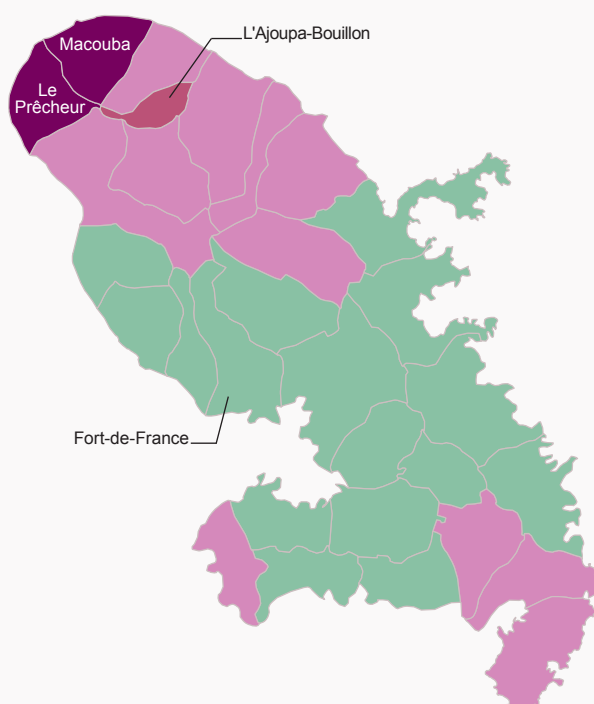
* Guadeloupe, Guyane, Martinique, La Réunion

** Ce type de risques n'est pas présent dans l'académie.

Source : Insee, RP 2011, DGFIP, Impôt sur les revenus 2011, CNAF. Calcul : Céreq-ESO CNRS, Caen.

Légende des types de risques

Difficultés moindres sur le plan économique et des diplômes	Cumul de difficultés sur le plan familial, économique et des diplômes
Difficultés prononcées sur le plan des diplômes et de l'emploi	Difficultés sur le plan familial et des revenus

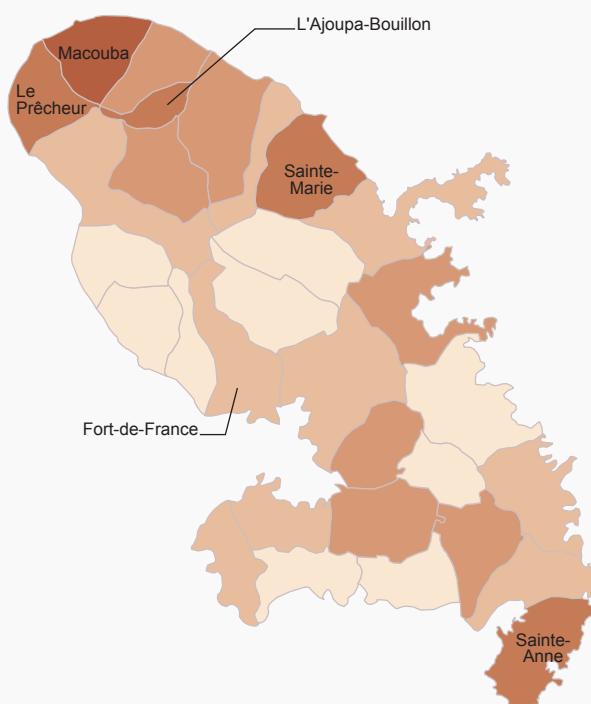


0 5 km

Source : INSEE, RP 2011, DGFIP, Impôt sur les revenus 2011. Calcul et cartographie : Céreq - ESO CNRS, Caen.

LES ZONES À RISQUES D'ÉCHEC SCOLAIRE

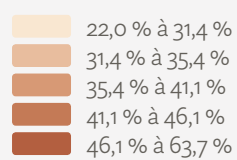
- Difficultés moindres sur le plan économique et des diplômes
- Cumul de difficultés sur le plan familial, économique et des diplômes
- Difficultés prononcées sur le plan des diplômes et de l'emploi
- Difficultés sur le plan familial et des revenus

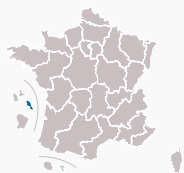


0 5 km

Source : INSEE, RP 2011. Calcul et cartographie : Céreq - ESO CNRS, Caen.

LA PART DES NON DIPLÔMÉS PARMI LES 15-24 ANS NON SCOLARISÉS





Le type « difficultés moindres sur le plan économique et des diplômes » est le plus représenté avec un canton sur deux et trois habitants sur quatre. La part de non diplômés parmi les 15-24 ans qui ne sont plus scolarisés est toujours inférieure à la moyenne des DOM hors Mayotte, allant de 22 % à 39,7 %. Le second type le plus fréquent est le type « difficultés sur le plan familial et des revenus » avec un canton sur trois et un habitant sur cinq, lui aussi en dessous de la moyenne des DOM sauf à Sainte-Marie.

I. RISQUES LES PLUS MARQUÉS

Les cantons de Macouba et du Prêcheur relèvent du type « cumul de difficultés sur le plan familial, économique et des diplômes ». Ils se situent à l'extrême nord de l'île, de part et d'autre de la Montagne Pelée, et comptent chacun moins de 2 000 habitants (49 habitants / km² à Macouba et 55 habitants / km² au Prêcheur). La part des emplois agricoles y est très forte avec 33,4 % à Macouba (plantations de bananes et de canne à sucre) et 13,2 % au Prêcheur (légumes), pour 3,7 % sur les quatre DOM hors Mayotte et 2,8 % en métropole. La part des emplois en CDI est limitée à 60,4 % au Prêcheur (85,2 % en métropole). La part des chômeurs parmi les 15-64 ans (actifs et inactifs) dépasse 20 % (21,6 % et 24,2 % respectivement), proche de la moyenne des DOM mais bien supérieure à la moyenne de 8,9 % en métropole. Encore faut-il ajouter que le taux de chômage des 15-64 ans au sens du recensement qui prend pour base les seules personnes se déclarant en emploi ou en recherche d'emploi est beaucoup plus élevé, il était par exemple de 27 % en 2007 et de 32,3 % en 2012 dans la commune de Macouba qui compose le canton du même nom avec la commune de Grand'Rivière.

La part de foyers non imposables sur le revenu dépasse 80 % (70,2 % sur les quatre DOM pour 43 % en métropole), mais le taux d'habitants couverts par le RSA (21,9 % et 23,6 %) reste proche de la moyenne des DOM (24,2 % sur les quatre DOM pour 6,1 % en métropole).

Sur le plan des conditions de vie familiales, la proportion de familles monoparentales est élevée dans les deux cantons (28,8 % pour 24,6 % sur les quatre DOM et 8,9 % en métropole), et celle de familles nombreuses de 2,9 % et 3,5 % respectivement pour 3,8 % sur les quatre DOM et 1,4 % en métropole.

Enfin, sur le plan des diplômes, la part des non diplômés chez les 45-54 ans dépasse 60 % pour 51,4 % sur les quatre DOM et 28,2 % en métropole (79,4 % à Macouba). Celle des jeunes non diplômés parmi les 15-24 ans non scolarisés dépasse 40 % (46,2 % à Macouba pour 42,6 % sur les quatre DOM et 25,4 % en métropole).

II. RISQUES SECONDS

Un seul canton est de type « difficultés prononcées sur le plan des diplômes et de l'emploi » (L'Ajoupa-Bouillon). Il se localise au nord de l'île en position centrale. Le temps de route est d'environ une heure pour rallier Fort-de-France. La part des chômeurs parmi les 15-64 ans y est de 19,1 %. La part des non diplômés chez les 45-54 ans atteint 67,2 %. Elle approche 45 % pour celle des jeunes non diplômés parmi les 15-24 ans non scolarisés.

Le type « difficultés sur le plan familial et des revenus » agrège onze cantons, peuplés de 3 600 habitants (Basse-Pointe, 129 habitants / km²) à 17 900 habitants (Sainte-Marie, 389 habitants / km²). Ce type se répartit entre la côte nord-ouest de l'île et sa pointe sud-est. La part des foyers non imposables sur le revenu est supérieure à 71 % dans ce type (79,1 % à Basse-Pointe). Celle des familles monoparentales varie de 22,6 % (Les Anses-d'Arlet) à 30,6 % (Sainte-Marie). La part des jeunes non diplômés parmi les 15-24 ans non scolarisés varie de 28,5 % à Gros-Morne et 31,7 % aux Anses-d'Arlet jusqu'à 42 % et plus à Sainte-Anne et Sainte-Marie.

III. AUTRES

Les 16 autres cantons appartiennent au type « difficultés moindres sur le plan économique et des diplômes ». Ils forment l'agglomération de Fort-de-France et son espace périurbain desservi par toutes les routes nationales de l'île. Ces espaces résidentiels se distinguent par des proportions plus faibles de foyers non imposables (52,3 % à Schoelcher, 56,4 % aux Trois-Îlets). Dans ce groupe de cantons, la part des chômeurs parmi les 15-64 ans est la plus faible (9,7 % au Carbet, 12,3 % à Schoelcher). De même, la part des jeunes non diplômés parmi les 15-24 ans non scolarisés est ici la plus contenue avec notamment 23,3 % au Carbet et 22 % à Saint-Esprit, soit au-dessous des quatre DOM mais aussi du taux moyen en France métropolitaine de 25,4 %.



Exemples de cantons significatifs de l'académie de Martinique par type, selon quelques indicateurs

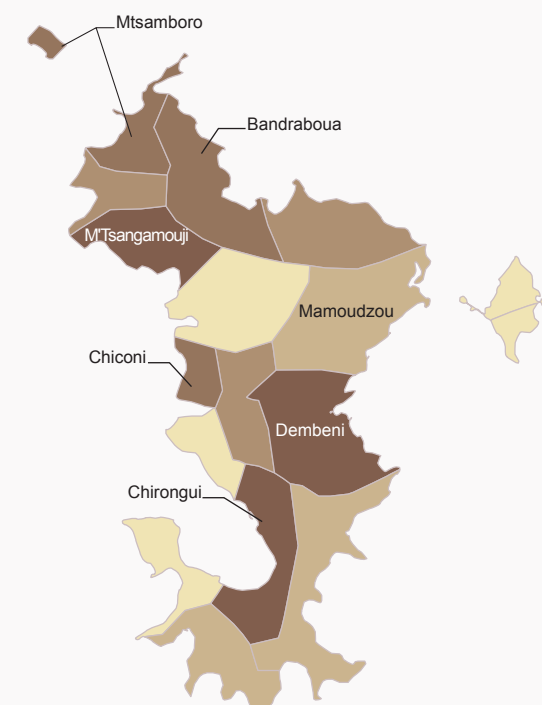
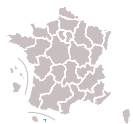
Type								
Cantons		Macouba	L'Ajoupa-Bouillon	Basse-Pointe	Schoelcher	Martinique	Ensemble des quatre DOM*	France métro.
Indicateurs mobilisés dans la typologie	Foyers non imposables (%)	80,1	77,7	79,1	52,3	67,4	70,2	43,0
	Chômeurs parmi les 15-64 ans (%)	21,6	19,1	22,2	12,3	18,5	21,4	8,9
	Emplois en CDI (%)	78,6	74,5	75,9	84,4	81,7	79,5	85,2
	Familles monoparentales (%)	28,8	18,7	25,7	21,1	26,8	24,6	8,9
	Familles de quatre enfants et plus (%)	2,9	3,6	1,3	0,9	1,9	3,8	1,4
	Non diplômés parmi les 45-54 ans (%)	79,4	67,2	62,4	24,1	43,8	51,4	28,2
Indicateurs de scolarisation des 15-24 ans et niveau de diplôme des non scolarisés	Taux de scolarisation (%)	48,1	61,6	53,8	74,9	63,7	58,4	64,9
	Non scolarisés (nombre)	111	77	172	701	17841	110 521	2 696 094
	· Non diplômés (%)	46,2	44,7	39,4	25,8	34,0	42,6	25,4
	· Diplômés de niveau V (CAP, BEP) (%)	29,1	27,6	24,1	25,3	28,2	24,6	27,2
	· Diplômés de niveau IV (BAC, BP...) (%)	23,9	25,0	31,2	32,0	26,8	23,2	26,5
	· Diplômés de niveau III (BAC + 2...) (%)	0,9	2,6	4,7	10,9	7,5	6,7	13,7
Indicateurs socio-démographiques complémentaires	Densité de population (hab./km²)	49	145	129	950	344	21	116
	60 ans et plus dans la population (%)	29,2	24,0	29,3	21,6	21,5	15,3	23,4
	Immigrés dans la population (%)	2,2	1,6	2,1	1,9	2,3	6,0	8,7
	Couverture population par le RSA (%)	21,9	16,2	19,4	11,4	19,5	24,2	6,1
	0-17 ans d'origine sociale défavorisée (%)	53,2	43,6	45,9	21,0	36,7	46,6	35,0
	Agriculture dans l'emploi (%)	33,4	15,9	32,7	0,7	4,5	3,7	2,8
	Industrie dans l'emploi (%)	3,9	4,4	2,5	5,0	7,1	7,6	13,4

* Guadeloupe, Guyane, Martinique, La Réunion

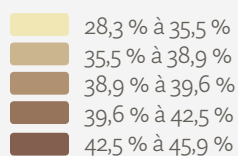
Source : Insee, RP 2011, DGFIP, Impôt sur les revenus 2011, CNAF. Calcul : Céreq-ESO CNRS, Caen.

Légende des types de risques

 Difficultés moindres sur le plan économique et des diplômes	 Cumul de difficultés sur le plan familial, économique et des diplômes
 Difficultés prononcées sur le plan des diplômes et de l'emploi	 Difficultés sur le plan familial et des revenus

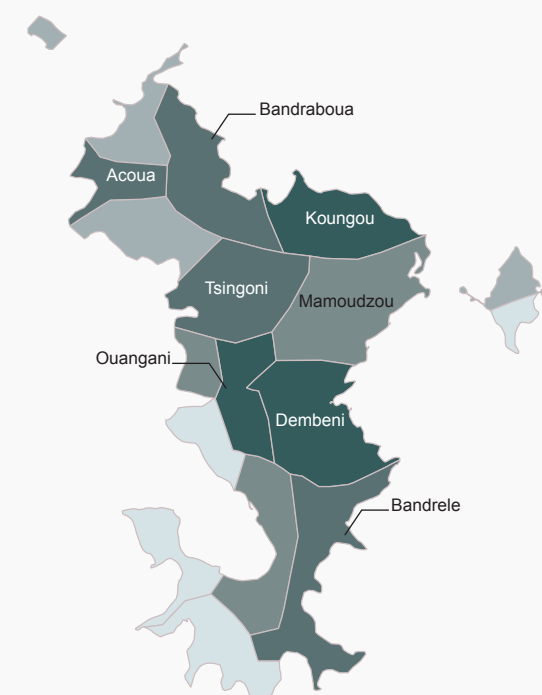


TAUX DE CHÔMAGE

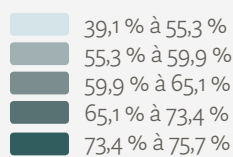


0 5 km

Source : INSEE, RP 2012.
Calcul et cartographie :
Céreq - ESO CNRS, Caen.

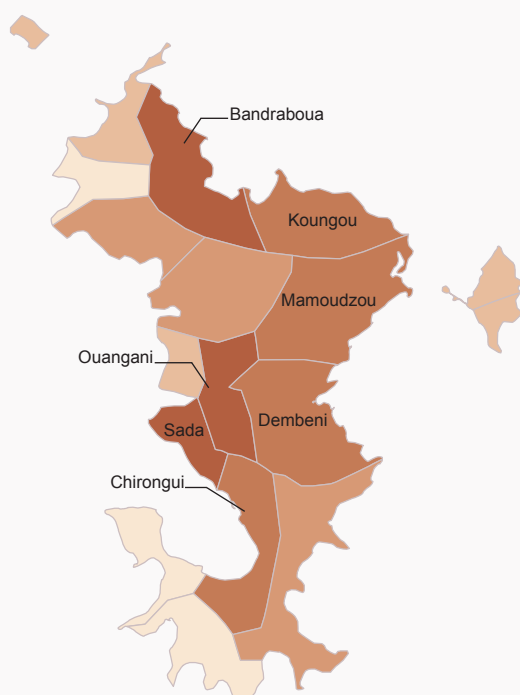


PART DE LOGEMENTS SANS BAIGNOIRE NI DOUCHE



0 5 km

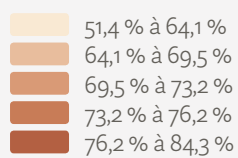
Source : INSEE, RP 2012.
Calcul et cartographie :
Céreq - ESO CNRS, Caen.

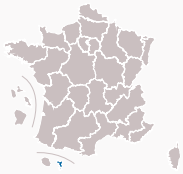


0 5 km

Source : INSEE, RP 2012. Calcul et cartographie : Céreq - ESO CNRS, Caen.

LA PART DES NON DIPLÔMÉS PARMI LES 15-24 ANS NON SCOLARISÉS





Le vice-rectorat de Mayotte se composait de 17 cantons en 2012, correspondant chacun à la commune du même nom. Ces cantons présentent un grand niveau de difficultés socio-économiques, avec des valeurs atypiques pour la plupart des indicateurs considérés. C'est pourquoi ils sont détaillés dans les tableaux ci-contre et décrits en dehors de la typologie dressée pour les quatre autres DOM. Nous proposons leur description suivant une variable de difficultés économiques, le taux de chômage (au sens du recensement), et une portant sur les difficultés de conditions de vie, la part des résidences principales qui ne sont équipées ni de baignoire ni de douche. Quatre groupes de cantons se dessinent.

Un premier groupe de 6 cantons cumule de nombreux indicateurs défavorables. Ouangani et Dembeni situés au centre de la Grande Terre, Acoua, Brandaboua et Koungou qui abrite le port de Longoni au nord et enfin Chirongui au sud présentent à la fois un taux de chômage plus élevé que la moyenne du département (45,8 % à Chirongui, 44,4 % à Dembeni, 42,5 % à Brandaboua) et des conditions de vie difficiles : dans ce groupe les logements sont particulièrement dépourvus de douche ou de baignoire (75,6 % à Ouangani, 75 % à Dembeni). La part de familles nombreuses y atteint 32 % à Koungou, 30,3 % à Ouangani et 27,3 % à Brandaboua. La part des non diplômés chez les 45-54 ans est toujours supérieure à la moyenne du département et dépasse 87 % à Brandaboua et Ouangani. Enfin, la part des jeunes de 15-24 ans non diplômés parmi ceux qui ne sont plus scolarisés dépasse 76 % (84,3 % à Ouangani, 76,2 % à Brandaboua). Les risques économiques et sociaux se traduisent donc aussi sur le plan de la scolarité, à l'exception notable de Acoua où cette part est contenue à 56,2 %.

Un second groupe de quatre cantons (M'tsangamouji, Chiconi, Mtsamboro, Kani-Kéli) présente des indicateurs économiques défavorables mais, si les conditions de vie sont difficiles, elles ne le sont pas plus que dans la moyenne du département. Le taux de chômage va de 37,4 % à Kani-Kéli à 43,6 % à M'tsangamouji. La proportion de foyers non imposables est supérieure à la moyenne du département, de 95,5 % à Kani-Kéli à 97,2 % à Chiconi. Toutefois, la proportion de logements dépourvus de douche ou de baignoire est inférieure à la moyenne de l'île (de 48,6 % à Kani-Kéli à 60 % à Chiconi). Du point de vue des niveaux de diplômes, la part de 45-54 ans est supérieure à la moyenne du département, de 80,2 % à Mtsamboro à 85,6 % à Chiconi. Enfin, la part des jeunes de 15-24 ans non diplômés parmi ceux qui ne sont plus scolarisés ne dépasse la moyenne du département qu'à M'tsangamouji car pour les autres elle est très inférieure, surtout à Kani-Kéli (51,4 %) qui semble dans la meilleure position de ce point de vue, malgré des conditions économiques pour l'instant défavorables (une infrastructure touristique est en projet).

Un troisième groupe de trois cantons réunit Mamoudzou, le chef-lieu, Tsingoni limitrophe du précédent et Bandrele au sud. À la différence du second groupe, les conditions de vie sont plus défavorables que dans la plupart des autres cantons, alors que le taux de chômage, certes élevé, est contenu à un niveau inférieur à la moyenne du département (36,7 % à Mamoudzou qui concentre une bonne partie des emplois administratifs, 35,6 % à Bandrele et 28,3 % à Tsingoni). L'indicateur de qualité du logement, la part de ceux qui sont dépourvus de douche ou de baignoire, est juste dans la moyenne du département à Mamoudzou (61,7 %) et bien au-delà à Bandrele (65,2 %) et à Tsingoni (66,2 %). Sur le plan des niveaux de diplômes, la part des non diplômés chez les 45-54 ans est inférieure à la moyenne départementale, de même que pour les jeunes de 15-24 ans qui ne sont plus scolarisés, sauf à Mamoudzou où elle atteint 73,2 %. Le chef-lieu semble le seul à présenter ainsi un profil de risques sociaux élevés ayant une telle dimension urbaine liée à la densité de population (1 369 habitants / km²). La part de familles monoparentales y est ainsi des plus élevées (26,5 % soit plus d'une famille sur quatre).

Le quatrième groupe (Sada et Bouéni à l'ouest, Dzaoudzi et Pamandzi sur l'île de Petite Terre) a la particularité de présenter des taux de chômage et d'absence de douche et de baignoire dans les logements inférieurs à la moyenne du département, même s'ils se situent à un niveau élevé. La part de familles monoparentales est toutefois plus élevée que la moyenne dans les deux cantons de Petite Terre, alors qu'ils restent inférieurs pour les deux autres. Sur le plan des niveaux de diplômes, la part des non diplômés chez les 45-54 ans est inférieure à la moyenne départementale sauf à Bouéni (75,2 %), de même que pour les jeunes de 15-24 ans qui ne sont plus scolarisés, sauf à Sada (77,3 %, taux le plus élevé du département) alors que les difficultés n'y sont pas les plus visibles en première approche.



Valeurs prises par les communes du vice-rectorat de Mayotte, pour quelques indicateurs

Cantons		Ouangani	Sada	Bandraboua	Koungou	Dembeni	Chirongui	Mamoudzou	M'tsangamouji	Tsingoni	Bandrele
Indicateurs mobilisés dans la typologie	Foyers non imposables (%)	96,4	93,8	97,5	93,2	95,5	96,1	93,7	96,8	93,6	95,5
	Chômeurs parmi les 15-64 ans (%)	11,4	15,6	15,0	13,9	17,3	23,0	16,7	20,2	12,9	14,9
	Taux de chômage (recensement) (%)	39,0	32,2	42,5	39,6	44,4	45,8	36,7	43,6	28,3	35,6
	Emplois en CDI (%)	75,4	76,8	80,7	82,3	76,7	77,3	81,1	76,0	69,1	80,6
	Familles monoparentales (%)	22,0	18,9	22,1	23,2	21,8	20,4	26,5	19,4	21,3	20,2
	Familles de quatre enfants et plus (%)	30,3	22,7	27,3	32,0	27,3	19,5	23,6	25,8	19,6	20,5
	Logement sans douche ni baignoire (%)	75,6	43,6	66,8	73,4	75,0	62,3	61,7	55,9	66,2	65,2
Indicateurs de scolarisation des 15-24 ans et niveau de diplôme des non scolarisés	Non diplômés parmi les 45-54 ans (%)	87,3	72,1	87,7	74,2	81,0	80,9	69,6	82,2	73,3	71,6
	Taux de scolarisation (%)	51,0	53,9	57,7	54,1	55,5	54,4	59,6	62,1	43,0	55,3
	Non scolarisés (nombre)	777	779	730	2 002	820	640	3 719	410	1 007	589
	· Non diplômés (%)	84,3	77,3	76,2	74,9	74,6	73,3	73,2	71,6	69,9	69,6
	· Diplômés de niveau V (CAP, BEP) (%)	7,3	7,5	12,3	14,2	13,1	12,7	13,6	17,1	17,1	17,6
	· Diplômés de niveau IV (BAC, BP...) (%)	6,5	10,8	8,1	8,6	9,5	11,6	9,9	8,6	9,4	10,3
	· Diplômés de niveau III (BAC + 2...) (%)	1,5	3,1	2,1	1,9	2,0	1,3	2,3	1,7	2,3	1,9
Indicateurs socio-démographiques complémentaires	Densité de population (hab./km²)	535	927	322	948	288	313	1369	295	305	226
	60 ans et plus dans la population (%)	3,9	4,9	4,4	2,5	3,4	5,5	3,2	6,4	4,0	5,1
	Immigrés dans la population (%)	35,2	23,3	24,1	33,1	28,4	18,9	34,2	15,7	26,6	19,5
	0-17 ans d'origine sociale défavorisée (%)	78,2	56,3	70,7	77,4	77,8	60,7	67,7	59,6	64,9	66,8
	Agriculture dans l'emploi (%)	1,2	1,1	0,5	1,5	2,2	0,4	1,9	0,9	2,0	2,0
	Industrie dans l'emploi (%)	4,9	2,5	7,2	9,9	3,7	4,6	5,3	8,1	3,0	3,6

Source : IGN GEOFLA, Insee, RP 2012, DGFIP, Impôt sur les revenus 2013. Calcul : Céreq-ESO CNRS, Caen.

Cantons		Mtsamboro	Chiconi	Dzaoudzi	Pamandzi	Acoua	Bouéni	Kani-Kéli	Ensemble Mayotte	France métro.
Indicateurs mobilisés dans la typologie	Foyers non imposables (%)	95,6	97,2	94,5	90,3	97,4	95,2	95,5	94,5	43,0
	Chômeurs parmi les 15-64 ans (%)	17,3	20,5	16,9	18,6	20,0	16,7	20,3	16,6	8,9
	Taux de chômage (recensement) (%)	41,0	42,3	33,2	32,3	39,1	32,8	37,4	37,2	12,3
	Emplois en CDI (%)	85,2	78,7	76,2	84,3	82,0	80,3	75,6	79,3	85,2
	Familles monoparentales (%)	17,7	19,3	28,1	25,1	18,7	18,9	20,4	23,1	8,9
	Familles de quatre enfants et plus (%)	29,2	23,6	24,1	17,7	25,4	23,7	20,8	24,6	1,4
	Logement sans douche ni baignoire (%)	55,3	60,0	58,7	39,1	66,5	46,9	48,6	61,7	0,7
Indicateurs de scolarisation des 15-24 ans et niveau de diplôme des non scolarisés	Non diplômés parmi les 45-54 ans (%)	80,2	85,6	72,7	61,4	86,0	75,2	83,5	74,7	28,2
	Taux de scolarisation (%)	72,8	65,6	58,7	61,8	70,8	62,2	60,5	57,9	64,9
	Non scolarisés (nombre)	372	406	946	529	218	453	315	14 711	2 696 094
	· Non diplômés (%)	66,7	65,2	64,7	64,1	56,2	52,0	51,4	71,4	25,4
	· Diplômés de niveau V (CAP, BEP) (%)	11,8	17,3	18,1	13,9	24,4	17,7	22,3	14,2	27,2
	· Diplômés de niveau IV (BAC, BP...) (%)	17,5	14,8	14,8	16,2	14,3	21,5	22,7	11,1	26,5
	· Diplômés de niveau III (BAC + 2...) (%)	2,1	2,0	1,7	3,4	4,1	7,5	3,2	2,3	13,7
Indicateurs socio-démographiques complémentaires	Densité de population (hab./km²)	486	869	2 236	2 269	379	464	242	581	116
	60 ans et plus dans la population (%)	6,1	5,9	4,3	5,3	6,6	5,5	6,7	4,2	23,4
	Immigrés dans la population (%)	13,0	11,3	31,4	28,0	8,9	10,3	9,4	26,9	8,7
	0-17 ans d'origine sociale défavorisée (%)	60,5	64,2	60,5	48,2	56,3	49,6	51,0	66,3	35,0
	Agriculture dans l'emploi (%)	0,3	1,2	1,8	0,6	0,8	0,7	0,1	1,4	2,8
	Industrie dans l'emploi (%)	4,4	4,8	3,9	3,8	6,3	3,6	2,0	5,0	13,4

Source : IGN GEOFLA, Insee, RP 2012, DGFIP, Impôt sur les revenus 2013 (Mayotte) ; Insee, RP 2011, DGFIP, Impôt sur les revenus 2011 (France métropolitaine). Calcul : Céreq-ESO CNRS, Caen.

LEXIQUE

AGGLOMÉRATION

Ensemble de cantons urbains et périurbains contigus où le bâti est continu. Toutes les aires urbaines sont constituées d'une agglomération dans leur partie centrale.

AIRES URBAINES

Une aire urbaine ou « grande aire urbaine » est un ensemble de communes, d'un seul tenant et sans enclave, constitué par un pôle urbain (unité urbaine) de plus de 10 000 emplois, et par des communes rurales ou unités urbaines (couronne périurbaine) dont au moins 40 % de la population résidente ayant un emploi travaille dans le pôle ou dans des communes attirées par celui-ci. Le zonage en aires urbaines datant de 2010 distingue également :

- les « moyennes aires », ensemble de communes, d'un seul tenant et sans enclave, constitué par un pôle urbain (unité urbaine) de 5 000 à 10 000 emplois, et par des communes rurales ou unités urbaines dont au moins 40 % de la population résidente ayant un emploi travaille dans le pôle ou dans des communes attirées par celui-ci ;
- les « petites aires », ensemble de communes, d'un seul tenant et sans enclave, constitué par un pôle (unité urbaine) de 1 500 à 5 000 emplois, et par des communes rurales ou unités urbaines dont au moins 40 % de la population résidente ayant un emploi travaille dans le pôle ou dans des communes attirées par celui-ci (source Insee).

CANTON

Le canton au sens de l'Insee s'éloigne légèrement de la définition administrative. Le canton-ou-ville (ou pseudo-canton) peut regrouper plusieurs communes. « Dans les agglomérations urbaines, chaque canton comprend en général une partie de la commune principale et éventuellement une ou plusieurs communes périphériques. Dans ce cas, l'Insee considère la commune principale, entière, comme un pseudo-canton unique et distinct. Pour la ou les communes périphériques, le pseudo-canton considéré est alors identique au vrai canton amputé de la fraction de la commune principale que comprend le vrai canton » (source Insee).

CONTEXTE SPATIAL OU CONTEXTE TERRITORIAL

« Ensemble des circonstances au sein desquelles s'insère un fait. Spécialement en géographie : ensemble des conditions de possibilité pour qu'une réalité spatiale advienne ». (Lussault, 2003). En matière d'analyse de faits sociaux localisés dans l'espace comme la résidence d'un adolescent dans un canton donné, le contexte de ce fait social est à la fois géographique (enclavement, centre ou périphérie, urbain-périurbain-rural), démographique (zone d'exode rural ou terre d'immigration massive), sociologique (classes paupérisées ou moyennes, aisées), économique (petit bassin industriel en reconversion ou technopole, métropole) et culturel (par exemple de tradition protestante ou catholique, etc.).

DIAGONALE DU VIDE

Ligne imaginaire orientée du nord-est au sud-ouest en France métropolitaine qui regroupe un ensemble de cantons ruraux des Ardennes à la Dordogne en passant par les plateaux bourguignons, l'Auvergne et le Limousin. Terre d'exode rural très prononcé depuis des décennies caractérisée par la faiblesse de la densité de grandes agglomérations.

ÉCONOMIE RÉSIDENTIELLE ET PRÉSENTIELLE

Économie locale et/ou régionale fondée sur une consommation et des dépenses alimentées par les pensions de retraite, les salaires publics, les prestations sociales et remboursement de soins de santé, les dépenses touristiques, les revenus d'actifs vivant localement ou dans la région et travaillant hors de ce territoire ou « navetteurs » (Davezies, 2009).

EMPLOI MÉTROPOLITAIN

Emploi très qualifié localisé dans les métropoles (agglomérations ou aires urbaines de plus de 500 000 habitants) détenu par des habitants à fort niveau de diplôme et correspondant à des professions et catégories socio-professionnelles de professions intermédiaires, d'ingénieurs et de cadres.

FRANGES OU MARGES

Espaces ruraux correspondant à des ensembles de cantons situés en périphérie de grands ensembles géographiques comme le Bassin parisien (exemple de la Haute-Marne) ou situés en périphérie d'un département.

PÉRIURBAIN

Espace de densité de population variable, mais souvent comprise entre 80 et 300 habitants / km², avec une présence d'emploi industriel et tertiaire variable. Ensemble de cantons où prédomine la localisation de la résidence de professions et catégories socio-professionnelles d'employés, de professions intermédiaires, d'ingénieurs et de cadres.

RURAL

Espace de faible densité de population (50 habitants / km² et moins), avec ou sans forte présence d'emploi agricole. Ensemble de cantons où prédominent la localisation de la résidence et de l'emploi de professions et catégories socio-professionnelles d'artisans, de retraités et d'ouvriers.

TECHNOPOLE

Agglomération ou aire urbaine tirant son dynamisme économique de celui des activités de recherche et de haute technologie qui y sont localisées.

TECHNOPÔLE

Quartier où se localisent des activités de recherche et de haute technologie.

TERRITOIRE

« Portion d'espace terrestre, appropriée par un groupe social pour assurer sa reproduction et la satisfaction de ses besoins vitaux » (Le Berre, 1992).
« Ensemble de lieux grâce auquel un individu ou un groupe se construit des repères pour vivre ensemble » (Thémines, 2011).

URBAIN

Espace de forte densité de population (supérieure à 300 ou 400 habitants / km²), avec une forte présence d'emploi tertiaire. Ensemble de cantons où prédominent la localisation de la résidence et de l'emploi de professions et catégories socio-professionnelles d'employés, de professions intermédiaires, d'ingénieurs et de cadres. Correspond aux pôles urbains des aires urbaines.

Achever d'imprimer en août 2016
sur les presses des Ateliers Modernes d'Impressions
92 404 Courbevoie Cedex

ATLAS DES RISQUES SOCIAUX D'ÉCHEC SCOLAIRE

L'exemple du décrochage,
France métropolitaine et DOM

2^e édition augmentée — 2016

Quitter le système éducatif sans diplôme, c'est aujourd'hui être grandement exposé au chômage et au sous-emploi en début de vie active et, avec la crise, bien au-delà de la période d'insertion. En privilégiant une approche territoriale, cet Atlas apporte un éclairage original sur la situation de chaque académie d'un double point de vue. D'un côté, il analyse et cartographie, à l'échelon cantonal, les facteurs susceptibles d'accroître la difficulté scolaire et par voie de conséquence le risque d'abandon précoce des études, c'est-à-dire avant d'avoir obtenu un diplôme. D'un autre côté, la fréquence de cet abandon d'études parmi les jeunes fait l'objet d'une représentation à la même échelle cantonale.

La première parution de l'Atlas a donné lieu à de nombreux échanges dans les différentes académies et régions. La présente édition renouvelle l'analyse à l'aide de données plus récentes, essentiellement à partir du recensement de 2011, et en l'enrichissant de données inédites sur les départements d'outre-mer.

GERARD BOUDESSEUL est enseignant-chercheur en sociologie, directeur du centre associé Céreq de Caen, chercheur à l'UMR Espace et sociétés-université de Caen Normandie. Ses recherches récentes portent plus particulièrement sur le décrochage scolaire et sa dimension territoriale.

LAURE MINASSIAN est ingénieure de recherches au centre associé Céreq de Caen, chercheuse au sein de l'équipe Escol-Circeft de l'université de Paris 8. Ses recherches récentes portent sur les inégalités sociales et scolaires dans et hors de la classe. Ses méthodes de recherches relèvent de l'analyse qualitative des pratiques langagières et d'analyses quantitatives cartographiques.

PATRICE CARO est enseignant-chercheur en géographie, directeur adjoint du centre associé Céreq de Caen, chercheur à l'UMR Espace et sociétés-université de Caen Normandie et membre du CNESCO. Ses recherches récentes portent sur les inégalités scolaires d'origine territoriale.

OLIVIER MONSO est chargé d'études à la DEPP, au sein de l'unité des méthodes et synthèses statistiques. Ses travaux récents portent sur la mixité sociale entre les collèges, la comparaison entre secteur public et privé en termes de contexte et de résultats scolaires, et le rôle du diplôme dans l'insertion des jeunes.

YVETTE GRELET est ingénieure de recherches, reconnue comme statisticienne au Céreq et comme spécialiste de l'analyse multivariée ainsi que de l'analyse de données longitudinales des parcours d'insertion dans les enquêtes Génération du Céreq et dans les panels d'élèves de la DEPP.

CELINE VIVENT est chargée d'études au centre associé Céreq de Caen, chercheuse à l'UMR Espace et sociétés-université de Caen Normandie. Ses recherches récentes portent sur les expérimentations de lutte contre le décrochage scolaire et la relation formation-emploi dans les régions.



Téléchargeable sur
cereq.fr et **education.gouv.fr**

ISBN 978-2-11-151351-8
e-ISBN 978-2-11-151352-5

26 €

